60001489670
Annuaire statistique de la France
1998 (Ed.2000)
INSEE-BIBC S FRA 0001 3o

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Édition 2000

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE

I.N.S.E.E.
DOCUMENTATION
22. MAR. 2000
BIBLIOTHÈQUE

ERRATUM :

Ne pas tenir compte du tableau G. 01-8,

les résultats ne correspondent pas au nouveau champ

de la Comptabilité nationale (France entière)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2000

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

103e VOLUME

Nouvelle série n° 45

RÉSULTATS
DE 1998

Remerciements

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Coordination : Jean-Pierre VIETTI

Rédaction : Josiane BRAQUEHAIS, Dominique BOUILLY, Hervé MORIZET, Maryse REGNART

Composition des textes : Karin ICHELMANN

Graphiques : Pierre THIBAUDEAU, Patrick LAPIERRE de MELINVILLE

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE)
CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 2000

À nos lecteurs

Rassemblées en seize domaines, les informations détaillées les plus significatives et les plus récentes du système statistique français vous sont présentées dans cette édition 2000 de l'Annuaire Statistique de la France. Ainsi, disponibles à la fin décembre 1999, les résultats définitifs du recensement de la population de mars 1999 sont insérés pour la population des régions, des départements et des aires urbaines de plus de 150 000 habitants. Vous trouvez également les dernières données principales de la « base 95 » de la Comptabilité nationale liée à la mise en place du nouveau système harmonisé européen des comptes.

De nombreux chapitres de cette 103e édition sont concernés par les changements intervenus en Comptabilité nationale. Ainsi, deux chapitres sont entièrement revus (Comptabilité nationale et Le mouvement économique). Un troisième, Consommation et modes de vie des ménages, l'est en grande partie. D'autres sont aussi concernés pour quelques tableaux (Santé, Transferts sociaux, Agriculture, Industries agricoles et alimentaires, notamment).

La rénovation de certaines enquêtes (l'enquête ACEMO sur les salaires, l'enquête annuelle 4e génération dans la construction) a conduit à la révision de plusieurs tableaux. D'autres, de plus grande périodicité (l'enquête Emploi du temps 1998-1999, l'enquête Conditions de travail 1998.....), ont permis d'actualiser quelques tableaux.

En outre, les premiers bilans financiers publiés en euros sont inscrits au chapitre Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine. Des données internationales, couvrant de très nombreux domaines, situent la France dans l'Union européenne et dans le monde (nombre de brevets déposés, effectifs de chercheurs, dépenses de protection sociale, dépenses de pollution, etc.).

Pour la cinquième année consécutive, l'ouvrage est disponible sur cédérom ; il contient, en plus de la majeure partie des tableaux des éditions précédentes, des séries rétrospectives des années cinquante à nos jours sur l'emploi et les salaires. La nouveauté essentielle de cette édition est l'accès direct aux différents sites internet, dont les adresses apparaissent dans la liste « Principaux organismes publics à compétence statistique nationale », situés dans les feuillets verts. Une version réseau est aussi disponible.

Par ailleurs, vous pouvez obtenir des résultats régionaux ou départementaux auprès des directions régionales de l'INSEE où les publications régionales sont disponibles ainsi qu'à INSEE Info-Service.

Toutes vos observations et suggestions pourront être transmises à :

INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H220
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

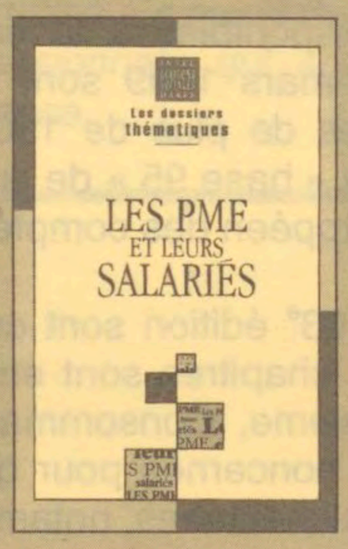
L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

VOUS VOUS POSEZ DES QUESTIONS ? L'INSEE VOUS APPORTE DES RÉPONSES.

Quel est l'importance des services marchands ?

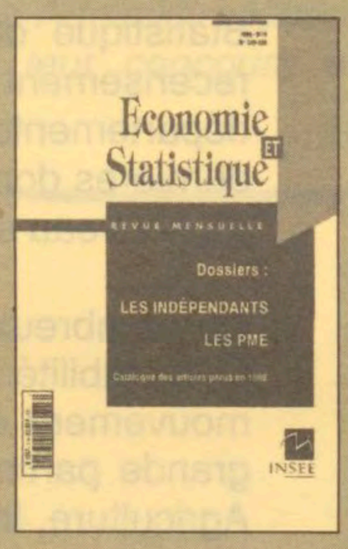
Réf. FRASERV99 - 158 pages
79 FF* (12,04 €)

Comment fonctionnent les PME ?



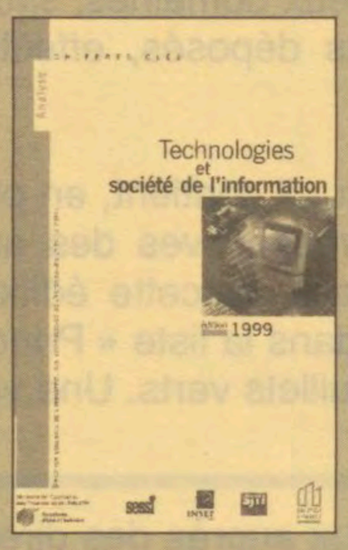
Réf. LS9604 - 172 pages
99 FF* (15,09 €)

Quel est le comportement des PME ?



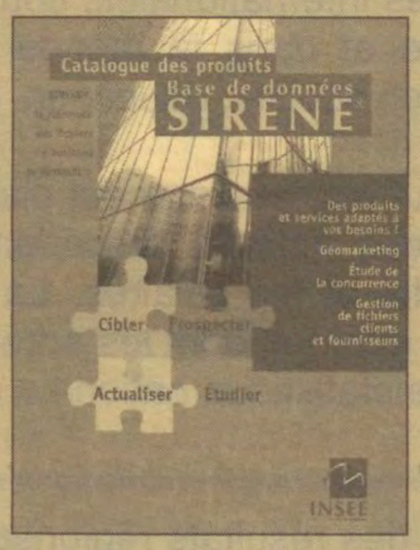
Réf. ECO319 - 220 pages
92 FF* (14,03 €)

Quel avenir pour les entreprises spécialisées dans les NTIC ?



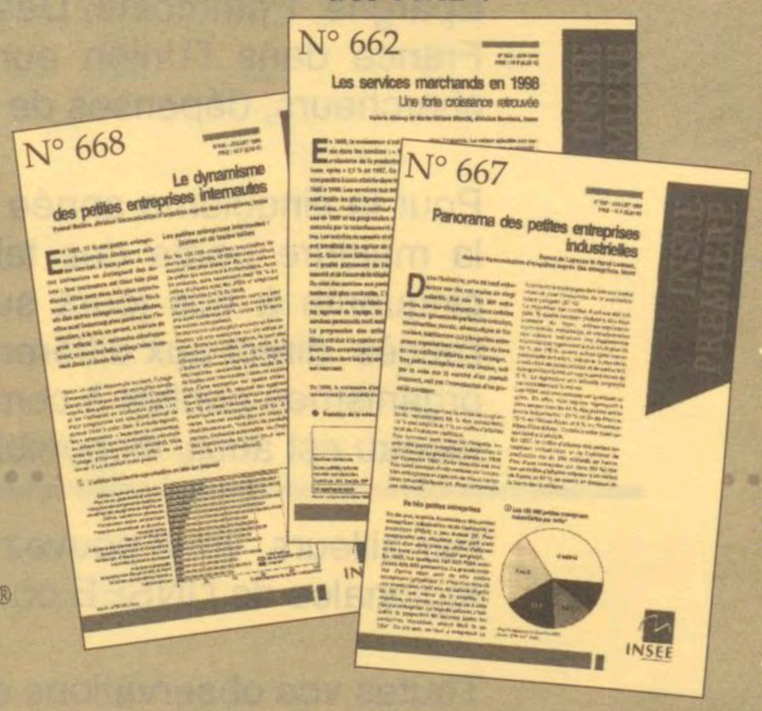
Réf. SESTECH99 - 189 pages
180 FF* (27,44 €)

Comment connaître la concurrence ? Prospecter ? Gérer ses fichiers clients ou fournisseurs ?



Demandez gratuitement le catalogue SIRENE®
Consultez SIRENE® : 3617 SIRENE® (2,23 F/mn)
www.sirene.tm.fr

Quelles sont les caractéristiques des PME ?



Prix au n° **15 FF*** (2,29 €)

BON DE COMMANDE

GPO

À retourner accompagné de votre paiement à Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

•Je commande :
... "La France des Services", ... "Les PME et leurs salariés", ... "Economie et Statistique",
... "Technologies et société de l'information", ... "INSEE Première 662",
... "INSEE Première 667", ... "INSEE Première 668".

Ci-joint mon règlement de.....FF*..... €*

**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,05 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

•Je souhaite recevoir gratuitement le catalogue SIRENE®

Date de la commande : ..... Signature *(obligatoire)* :

Société : |_____|

❑ Mme ❑ M. Nom : |_____|

Prénom : |_____|

Service/Fonction : |_____|

Adresse : |_____|

|_____|

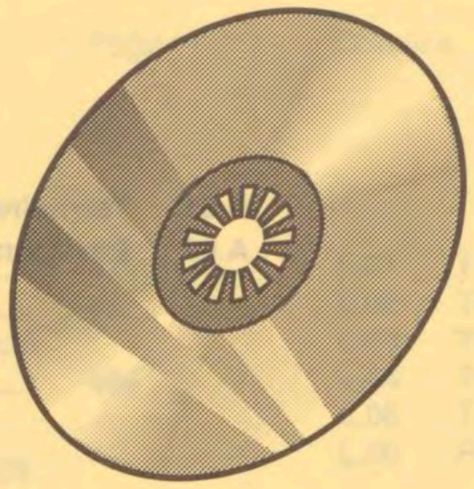
Code postal : |_____| Ville : |_____|

Téléphone : |_____| Fax : |_____|

ACTPRO 9900P03

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 102e édition de l'Annuaire Statistique de la France, vous pouvez donc bénéficier d'une **offre préférentielle** :

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE SUR CÉDÉROM

au prix de 310 FF au lieu de 710 FF (47,26 euros au lieu de 108,24 euros)

Configuration minimum : 486DX, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.
Systèmes d'exploitation : Windows 3.1x, 95, 98, NT 4.0

Pour vous le procurer, il vous suffit simplement de remplir le bon de commande ci-dessous :

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 1999, et je souhaite commander le cédérom (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 310 FF (47,26 euros)*

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 20 FF (3,05 euros) ; TOM et Étranger + 35 FF (5,34 euros)***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

Des informations sur la version cédérom réseau peuvent être obtenues auprès d'INSEE Info Service (tél. : 01 53 17 88 77)

ACTIPRO 9900P03

sommaire

Chapitre		Page
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	25
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	43
B.02	Mouvement de la population	71
B.03	Étrangers et immigrés	97
B.04	Ménages	109
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	119
C.02	Conditions de travail	147
C.03	Revenus et salaires	173
C.04	Transferts sociaux	199
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	229
D.02	Logement	253
D.03	Santé	261
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	285
E.02	Culture	297
E.03	Tourisme	315
E.04	Jeunesse et sports	327
E.05	Loisirs divers	337
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	353
F.02	Recherche et développement expérimental	393
F.03	Propriété industrielle	403
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNERALES	
G.01	Comptabilité nationale	413
G.02	L'appareil productif	433
G.03	Le mouvement économique	461

Chapitre — Page —

H. PRIX

H.01 Indices de prix à la consommation 471
H.02 Prix à la consommation 487
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction ... 495

I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

I.01 Agriculture 507
I.02 Forêt, bois 531
I.03 Pêche maritime 543
I.04 Industries agricoles et alimentaires 549

J. ÉNERGIE

J.01 Bilan de l'énergie 573
J.02 Charbon 583
J.03 Pétrole 591
J.04 Électricité 601
J.05 Gaz 609

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

K.01 Industrie, données générales 619
K.02 Habillement, cuir 639
K.03 Édition, imprimerie, reproduction 647
K.04 Pharmacie, parfumerie et entretien 651
K.05 Industries des équipements du foyer 657
K.06 Industrie automobile 667
K.07 Construction navale, aéronautique et ferroviaire 671
K.08 Industries des équipements mécaniques. 679
K.09 Industries des équipements électriques et électroniques 689
K.10 Industrie des produits minéraux 699
K.11 Industrie textile 709
K.12 Industrie du bois et du papier 715
K.13 Chimie, caoutchouc et plastiques 721
K.14 Métallurgie et transformation des métaux 733
K.15 Industries des composants électriques et électroniques 745
K.16 Construction, logement 751

Chapitre — Page —

L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L.01 Transports ferroviaires 767
L.02 Transports routiers 777
L.03 Transports de navigation intérieure 791
L.04 Transports maritimes 797
L.05 Transports aériens 805
L.06 Poste et télécommunications 815

M. COMMERCE ET SERVICES

M.01 Commerce intérieur 825
M.02 Services aux entreprises et activités immobilières 851
M.03 Services aux particuliers 863
M.04 Assurances 871

N. FINANCES

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 887
N.02 Marché financier, bourse 915

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

O.01 Commerce extérieur 925
O.02 Balance des paiements 949

P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE

P.01 Justice et police judiciaire 972
P.02 Finances publiques 988

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XIV
Précisions d'ordre général XXVI
Signes conventionnels XXVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXVI
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXVII

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11
Organisations internationales 18
Autres organismes 21
Les publications de l'INSEE 28
Points d'information et vente 30

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier LEFEBVRE

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Gérard ADER, Jean-Luc BELLIER, Pierre DELORME, Patrick DE MIRIBEL, Hedda FAUCHEUX, Pascal MAZODIER, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Michel QUÉLENNEC.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Georges CONSOLO**
Maître d'œuvre délégué	Pierre DELORME
Responsable des systèmes de sécurité et d'information	Claude POULAIN
Chargé de mission auprès du Secrétaire Général	Michel DAPPE
Unité gestion des carrières	**Jean-Louis FAURE**
Chef adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
Département de la programmation et de la gestion	**Jean-Marie RUCH**
Chef adjoint du département	Marie-Claude DUTERIEZ
Département du personnel	**Jacques GARAGNON**
Adjoint au chef du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	X...
Division gestion statutaire du personnel	Michel BILLAUDEL
Cellule modernisation de la gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
Département des services généraux	**Pierre-Alain GALL**
Chef adjoint du département, chef de la Division Comptabilité Générale	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Roger BOËDOT
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Jean-Pierre SIMON
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
Département production et infrastructure informatiques	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, information, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la consommation	Frank COTTON
Département applications et projets	**Christophe ALVISET**
Cellule coordination des activités d'enquêtes	Didier BLAIZEAU
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	X...
Division applications et projets pour le recensement en continu de la population et la démographie	Daniel HUART
Division projets pour le recensement de la population 1999	Hervé BOUDIER
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et les synthèses économiques, la coordination statistique et les relations internationales	Daniel DEPARDIEU
Division applications et projets pour les statistiques sociales	Dominique MAIRE
Division applications et projets pour la gestion	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
Département de la coordination statistique	**Alain GODINOT**
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Marie-Hélène AMIEL
Département des normes statistiques et des méthodes comparées	**Philippe DOMERGUE**
Chef adjoint du département, responsable de la mission appui statistique et systèmes de référence	Michel BLANC
Division coordination de la méta-information	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Alain DESROSIÈRES
Département des relations internationales et de la coopération	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef du département, chef de la division relations bilatérales et programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division relations multilatérales et affaires européennes	François ÉLISSALT
Division études et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Colette HARITI
Département système statistique d'entreprises	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Pascal RIVIÈRE
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Vincent THOLLON-POMMEROL
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
Département de l'industrie et de l'agriculture	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Françoise DUPONT
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Sylvain MOREAU
Division comptes et études de l'industrie	Jean LIENHARDT
Division agriculture	Philippe BRION
Département des activités tertiaires	**Patrice ROUSSEL**
Division commerce	Catherine BERTHIER
Division services	Chantal CASES

• **DIRECTION STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
Département de la démographie	**Guy DESPLANQUES**
Adjoint au chef du département	Michel ISNARD
Cellule statistiques et études sur les populations étrangères	Suzanne THAVE
Pôle infrastructures géographiques	Philippe HOUSSAY
Division recensements de la population	Chantal MADINIER
Division répertoires et mouvement de la population	X...
Division enquêtes et études démographiques	Laurent TOULEMON
Département emploi et revenus d'activité	**Didier BLANCHET**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Jean-Louis LHÉRITIER
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Véronique SANDOVAL
Département prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages	**Baudouin SEYS**
Chef adjoint du département, chef de la division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LAFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
Unité méthodes statistiques	**Daniel VERGER**
Division méthodologie d'élaboration et d'analyse des données	Marc CHRISTINE
Cellule méthodologie de recueil des données	X...

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Guy LAROQUE**
Directeur adjoint, chef du département de la conjoncture	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Évelyne LERNER
Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Nicolas SOBCZAK

Département des études économiques d'ensemble	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Béatrice SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Bernard SALANIÉ
Division marchés et stratégies d'entreprises	Bruno CREPON
Département des comptes nationaux	**François LEQUILLER**
Chef adjoint du département, chef de la division synthèse générale des comptes	Maryvonne LEMAIRE
Cellule rapport sur les comptes	Claudie LOUVOT
Division synthèse des biens et services	X...
Division comptes trimestriels	Marie REYNAUD
Division échanges extérieurs	Brahim LAOUISSET
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION REGIONALE**	**Michel JACOD**
UNITÉS RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Daniel LERNER**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de LA GODELINAIS
Division documentation	Yves ANTHEAUME
Département de l'offre éditoriale	**André de LOS SANTOS**
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Jean-Paul FAUR
Département de l'action régionale	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, chef de la division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Philippe CHOFFEL
Mission conduite de l'action régionale	Charles DURAND

INSEE INFO-SERVICE	**Paul KOEPP**
Adjoint au chef de département, chef de la cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Cellule accueil des publics	Jean-Marie RENAUX
Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Carla SAGLIETTI
Bureau de presse	Carine NAGOT-YOUSSEF
Division mercatique et commercialisation	X...
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

GROUPE DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUES (GENES)	
• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE)	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Fabienne ROSENWALD
École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Pascal CHEVALIER
Centre de recherche en économie et statistique (CREST)	**Alain MONFORT**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Éric RENAULT
Chef du département de la recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Christian ROBERT
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Stéphane GRÉGOIR
Laboratoire de Statistiques d'enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
Centre d'études des programmes économiques (CEPE)	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Patrick PÉTOUR

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace Service Études-Diffusion	**V. Le Calonnec.** S. Marchand.	Cité administrative Gaujot, 14, rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 03 88 52 40 40. Télécopieur : 03 88 52 40 41.
Direction régionale d'Aquitaine Service Études-Diffusion	**M. Schrantz.** P. Ahmed-Michaux.	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 05 57 95 05 00. Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Direction régionale d'Auvergne Service Études-Diffusion	**M. Perronet.** D. Brondel.	3, place Charles de Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 04 73 31 82 82. Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Direction régionale de Bourgogne Service Études-Diffusion	**A. Ravet.** J.-L. Coster.	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 03 80 40 67 67. Télécopieur. : 03 80 40 67 40.
Direction régionale de Bretagne Service Études-Diffusion	**J.-J. Malpot.** P. Oger.	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, CS 94439 35082 Rennes Cedex. Tél. : 02 99 29 33 33. Télécopieur : 02 99 29 33 90.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**C. Basso.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	A. Stéphany.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**J.-M. Durr.**	10, rue Édouard Mignot, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de la Corse	**F. Perrault.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Franche-Comté	**B. Le Calvez.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	J-M. Floch.	
Direction régionale d'Île-de-France	**J. Allain.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines, Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	O. Bovar.	
Direction régionale de Languedoc - Roussillon	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 75 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Service Études-Diffusion	P. Clairet	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron.**	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Service Études-Diffusion	P. Chataignon	
Direction régionale de Lorraine	**P. Muller.**	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	Y. Carriou.	
Direction régionale de Midi-Pyrénées	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex 4. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcoeur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	F. Houssin.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thévenin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex 4. Tél. : 02 31 15 11 00. Tél. accueil : 02 31 15 11 11. Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	
Direction régionale de Haute-Normandie	**J. Jacob.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11. Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Service Études-Diffusion	J. Lemattre.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**B. Trégouët.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401, 44274 Nantes Cedex 2. Tél. : 02 40 41 75 75. Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Service Études-Diffusion	J.-M. Quellec.	
Direction régionale de Picardie	**J.-P. François**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00. Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Service Études-Diffusion	B. Macrakis.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**J.-P. Lissilour.**	5, rue Sainte-Catherine, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01. Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Provence - Alpes-Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57. Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 58.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône-Alpes	**E. Traynard.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15. Télécopieur : 04 78 63 25 25.
Service Études-Diffusion	A. Lopez.	

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**J.-P. Bernard**	INSEE/DIRAG, BP 300, 41, rue Bébian, 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 21 47 00. Télécopieur : 05 90 21 47 39.
Coordination Études-Diffusion	F. Lebeaupin.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe	**B. Priou.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : 05 90 99 36 36. Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Département Études-Diffusion.....	C. Cappelluti.	
Service régional de la Guyane.....	**M. Guillemet.**	INSEE, BP 6017, Avenue Pasteur, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : 05 94 29 73 00. Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Département Études-Diffusion.....	D. Jouglet.	
Service régional de la Martinique.....	**A. Chauvet.**	Centre DELGRES, Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : 05 96 60 73 73. Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Département Études-Diffusion.....	R. Hardy-Dessources.	
Service régional de la Réunion.....	**R. Jean.**	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13, 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : 0 262 48 89 00. Télécopieur : 0 262 48 89 89.
Département Études-Diffusion.....	G. Mordant.	
Antenne de Mayotte.....	**C. Toulet.**	46, rue Sarahangue, BP 1362, 97600 Mamoudzou. Tél. : 0 269 61 36 35. Télécopieur : 0 269 61 15 33.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie.....	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni, BP 823, Nouméa. Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française.....	**N. Lévesques.**	ITSAT, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Immeuble Donald, Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.
INSEE Info-Service (1)	**P. Koepp.**	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Anciennes nomenclatures d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services rendus) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.*

— La « NAP 73 », officialisée par un décret en 1973, permettait de déterminer le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE. La NAP était utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises et les enquêtes de branche. Élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale, la NAP met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »).

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* :

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 était la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité, branches ou produits.

À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : à la fin du présent chapitre un tableau donne l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE, dans la collection *INSEE-Résultats* de 1992 à 1998. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

4. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST)*, Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

5. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. Nomenclature du commerce extérieur. — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. Nomenclature des activités. — La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen ; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.

La nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. Nomenclature des produits. — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES*);* ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point H dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permettra de meilleures comparaisons internationales ; les modifications portent sur :

- les industries agricoles et alimentaires ventilées au niveau NES « 36 » en « Industries de la viande et du lait » et « Autres industries agricoles et alimentaires »,
- l'eau, gaz, électricité réparti en trois postes au niveau 114,
- la construction répartie en deux postes au niveau 36,
- le commerce de détail rassemblé en un seul poste au niveau 114,
- les activités financières, ventilées au niveau NES « 36 » en « Intermédiation financière » et « Assurances et auxiliaires financiers »,
- les activités immobilières éclatées au niveau NES « 36 » en « Promotion, gestion immobilière » et « Location immobilière »,
- les postes et télécommunications regroupées en seul poste au niveau 114,
- la recherche et développement éclatée selon le critère, marchand ou non marchand (niveau 114), ainsi que les autres activités récréatives, culturelles et sportives, l'éducation, la santé (les activités vétérinaires étant isolées), l'action sociale,
- les activités associatives regroupées en un seul poste au niveau 114, et n'isolant plus les activités extra-territoriales.

Cette nomenclature est également publiée dans le Bulletin officiel de l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, fascicule 95/4).

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Deux ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et de produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), n°1402, édition novembre 1999.
Une version sur cédérom est disponible.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

En outre, le réseau des nouvelles nomenclatures, françaises ou internationales, peut être consulté en langage naturel par minitel sur 3617 NOMENCLA ; la nomenclature d'activités française est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS). — Le code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature.

La correspondance entre les niveau 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

Elle peut être consultée sur le site internet de l'INSEE www.insee.fr.

D. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier 1999 et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements métropolitains ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements et territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Il est également commercialisé sur cédérom.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture. 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique, armement.	26 Industries de l'armement. 32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite)*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 47 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerces.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite et fin)*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 18	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique, et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

H. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industrie des biens intermédiaires *(fin)*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F27 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires.	60.1
		K02 Transport routier de voyageurs.	60.2A à 60.2G
		K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises.	60.2L à 60.2P, 60.3
		K04 Transports par eau.	61
		K05 Transports aériens.	62.1, 62.2
		K06 Transport spatial.	62.3
		K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.	63.1, 63.2
		K08 Agence de voyage.	63.3
		K09 Organisation du transport de fret.	63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières	L01 Intermédiation financière.	65
		L02 Assurance.	66
		L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	67
EM Activités immobilières	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière.	70.1, 70.3
		M02 Location immobilière.	70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier.	64.1
		N12 Télécommunications.	64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques.	72
		N22 Services professionnels.	74.1A, 74.1C, 74.1G
		N23 Administration d'entreprises.	74.1J
		N24 Publicité et études de marché.	74.1E, 74.4
		N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur.	71
		N32 Sélection et fourniture de personnel.	74.5
		N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.	74.6 à 74.8
		N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles.	92.1, 92.2
		P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels.	93
		P32 Services domestiques.	95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé.	85.1, 85.2
		Q22 Action sociale.	85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives.	91
		R22 Activités extra-territoriales.	99

I. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
∈	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire*;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Sources des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Page 1. — Carte 1 :

Densité de population dans l'Union européenne.
Données INSEE et Eurostat.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1999.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *INSEE-Résultats*, série Démographie, n°44, septembre 1995.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1968-1998).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1997).
Données Eurostat et dans le chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Sorties du système éducatif suivant le niveau des élèves (1990 à 1997).
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1998.
Données détaillées (ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie) et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1979 et en janvier 1999.
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1998.
Données détaillées dans les résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1979 et janvier 1999 (collections de l'INSEE, série D, n° 70, décembre 1979, *INSEE-Résultats*, n° 662-663, juillet 1999) et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1998.
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1989 à janvier 1999.
Données provenant des estimations annuelles d'emploi (INSEE) et des résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1989 et janvier 1999 (*INSEE-Résultats*, n° 28-29, octobre 1989 et *INSEE-Résultats*, n° 662-663, juillet 1999) et définitions au chapitre C.01.

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Comparaisons internationales, indicateurs pour divers pays de l'OCDE :
Taux de croissance du PIB en volume.
Indices de la production industrielle.
Taux de chômage standardisés.
Indices des prix à la consommation harmonisés.
Données et indications méthodologiques dans les chapitres C.01, G.01, H.01 et K.01.

Carte 1

Population
de l'Union européenne

Densité de population

Habitants par km² *

500
300
150
60

État
Région

Finlande
Suède
Danemark
Irlande
Pays-Bas
Royaume-Uni
Allemagne
Belg.
Lux.
Autriche
France
Italie
Espagne
Portugal
Grèce

* *France : 1999.*
Belgique,
Royaume-Uni : 1996.
Autres : 1997.

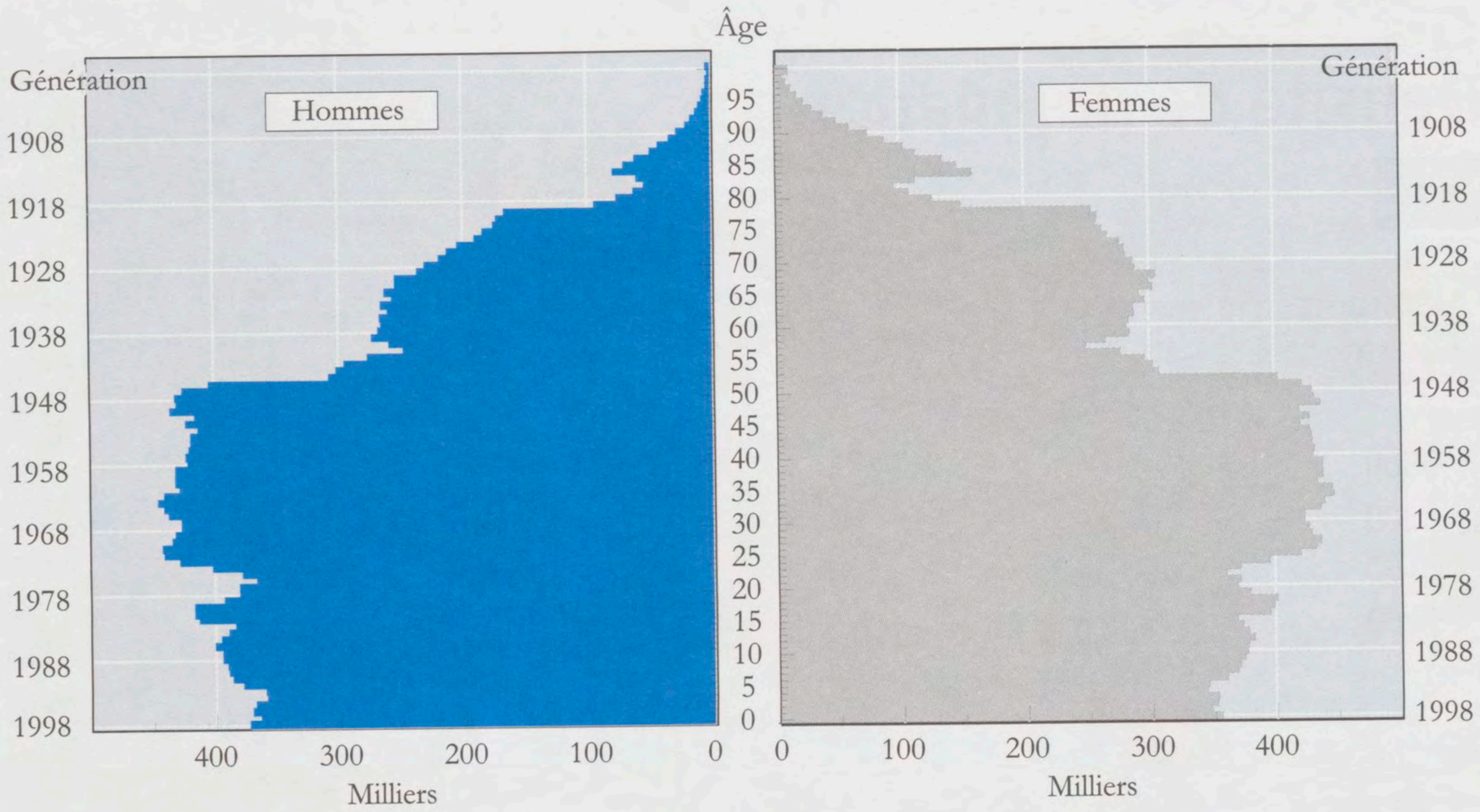
© INSEE - C&D

Source : INSEE - EUROSTAT

Structure de la population par âge et sexe

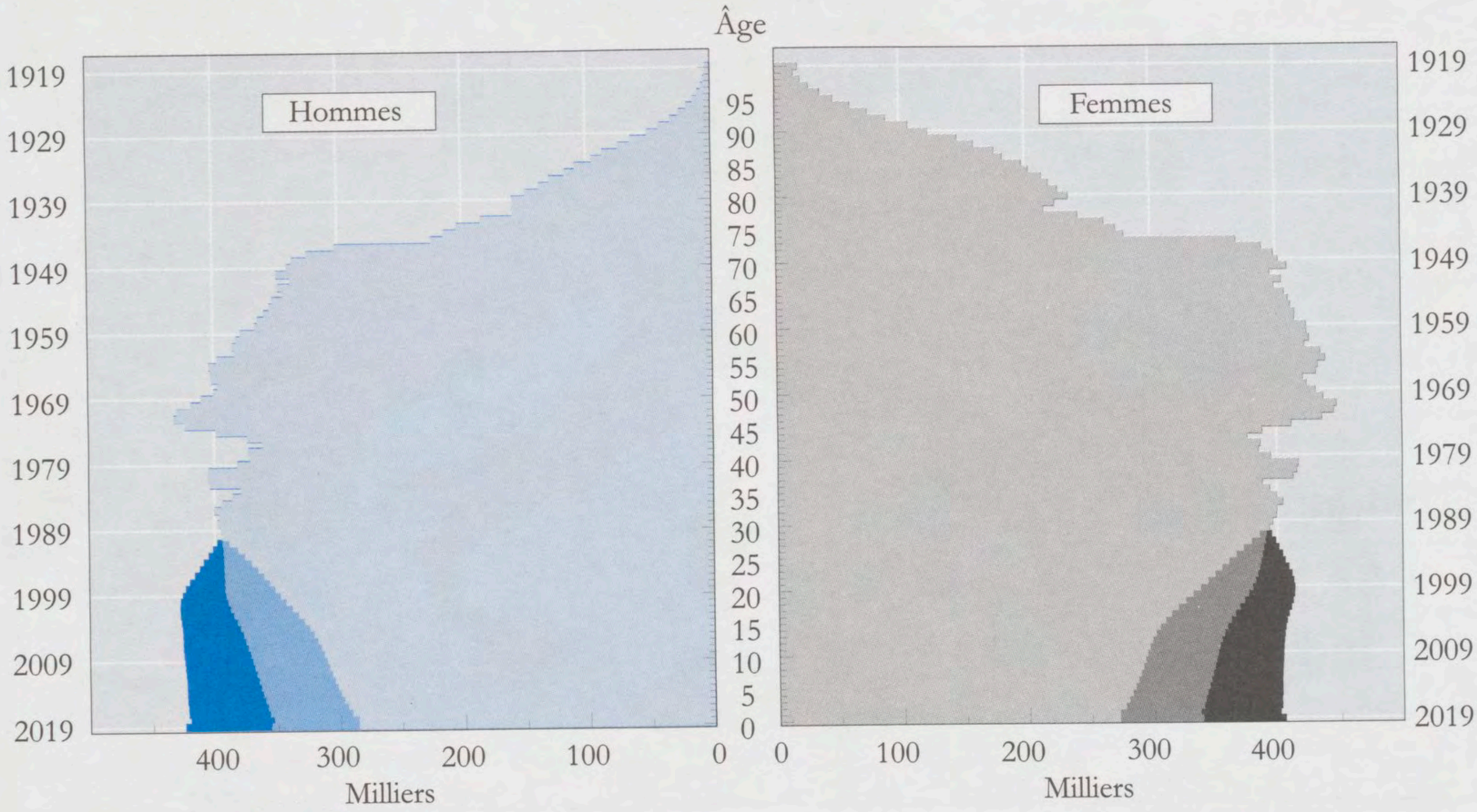
Graphique 1

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1999



Graphique 2

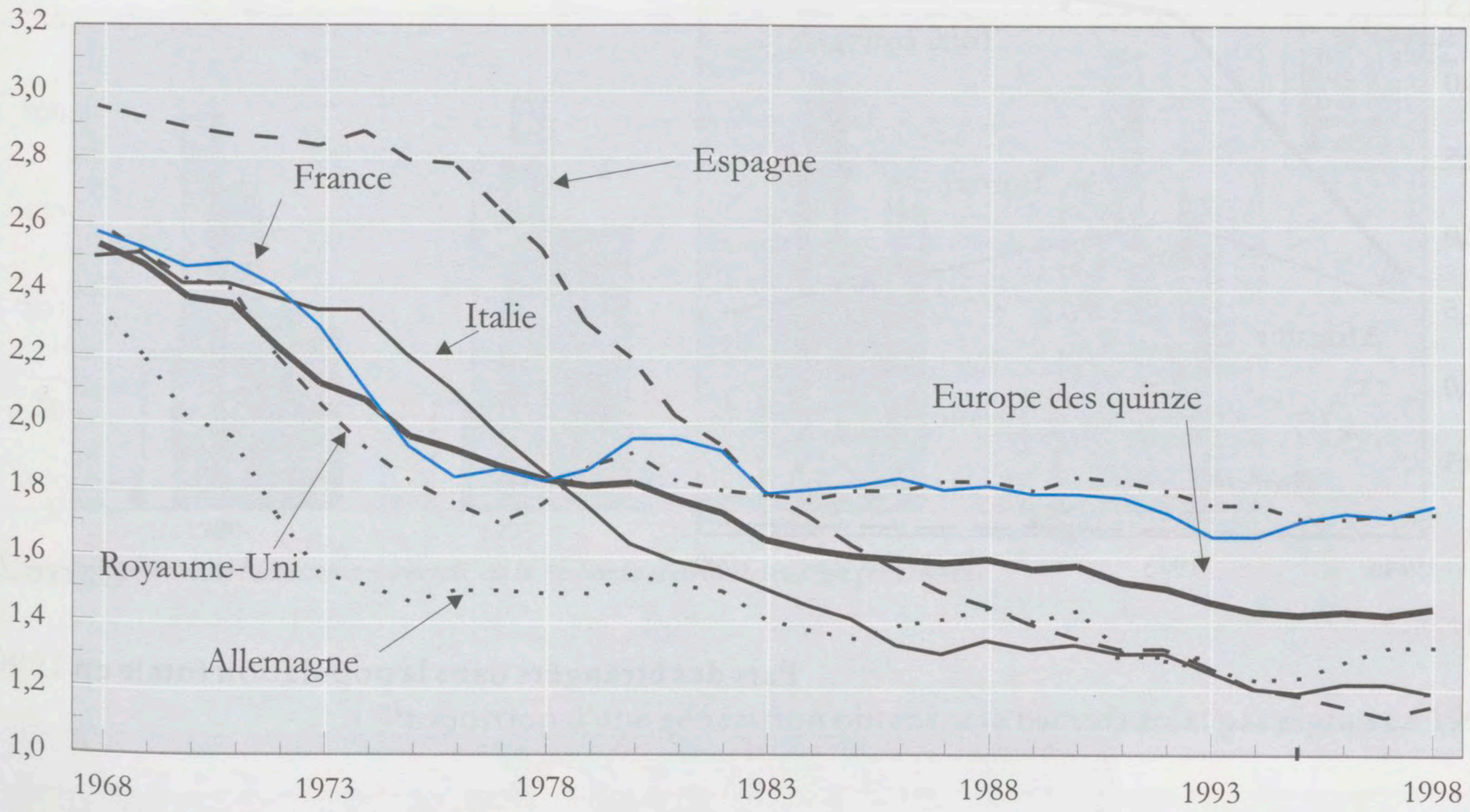
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité



Source : INSEE

Graphique 3

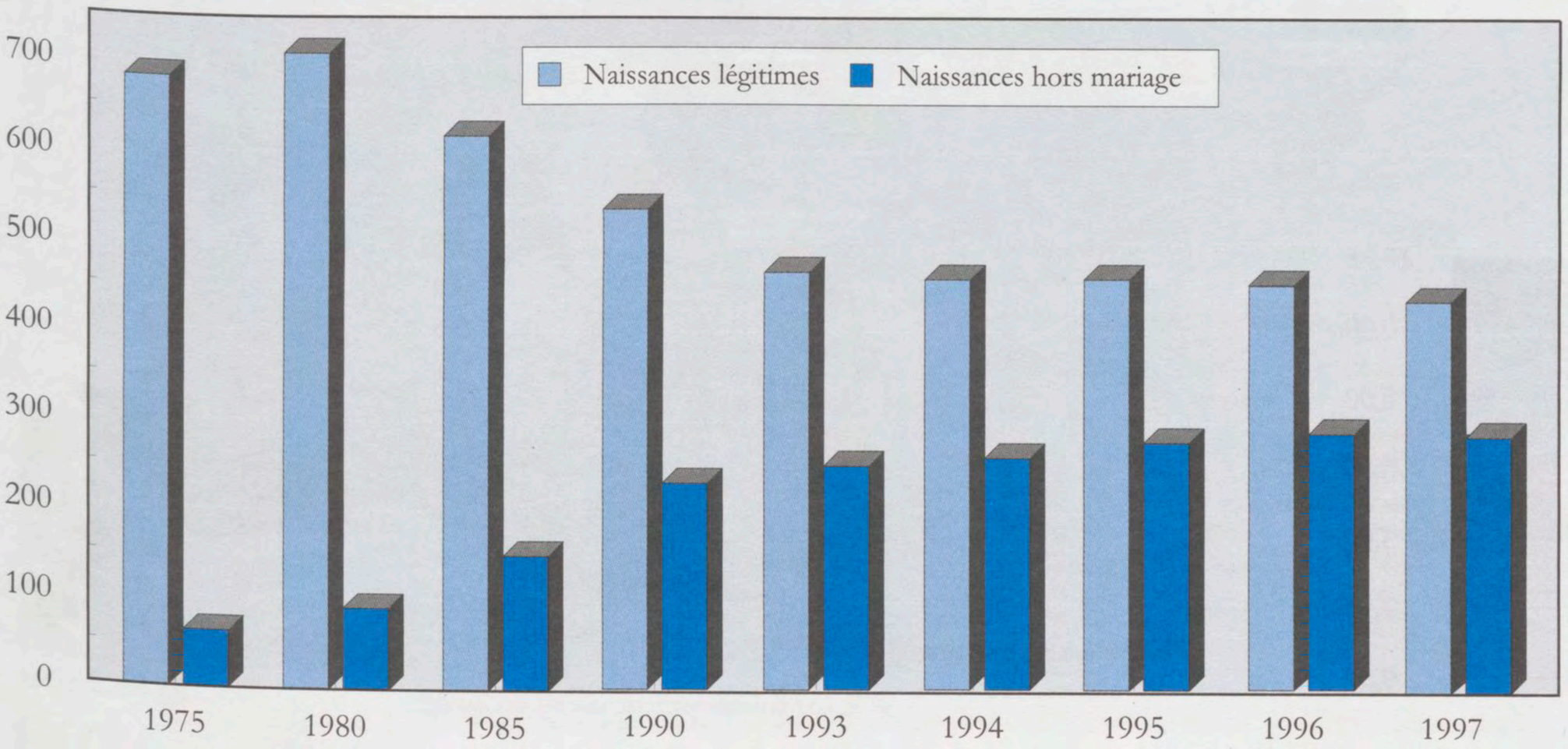
Indicateur conjoncturel de fécondité :
comparaisons européennes (1968-1998)*



Certaines données sont susceptibles d'être révisées.
Source : EUROSTAT

Graphique 4

Évolution du nombre de naissances légitimes
et hors mariage de 1975 à 1997

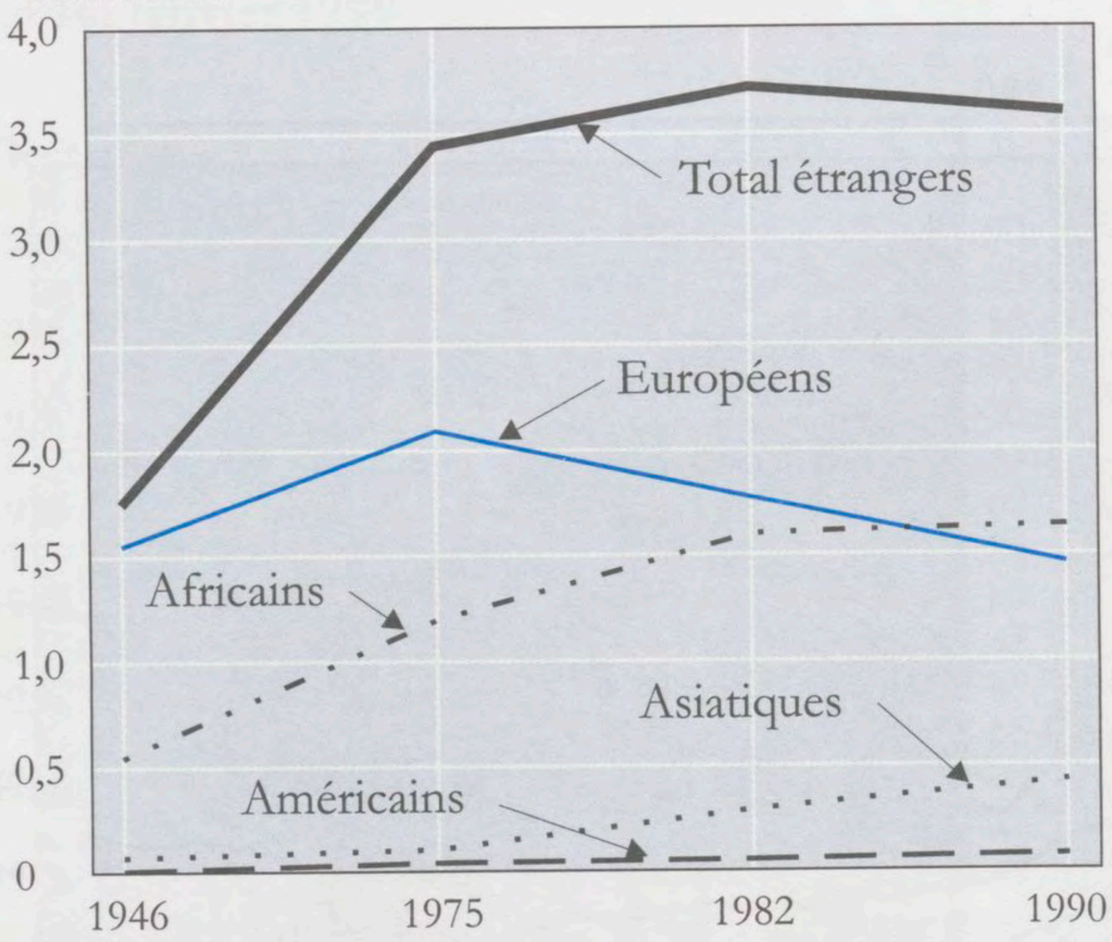


Source : INSEE

La population étrangère à divers recensements

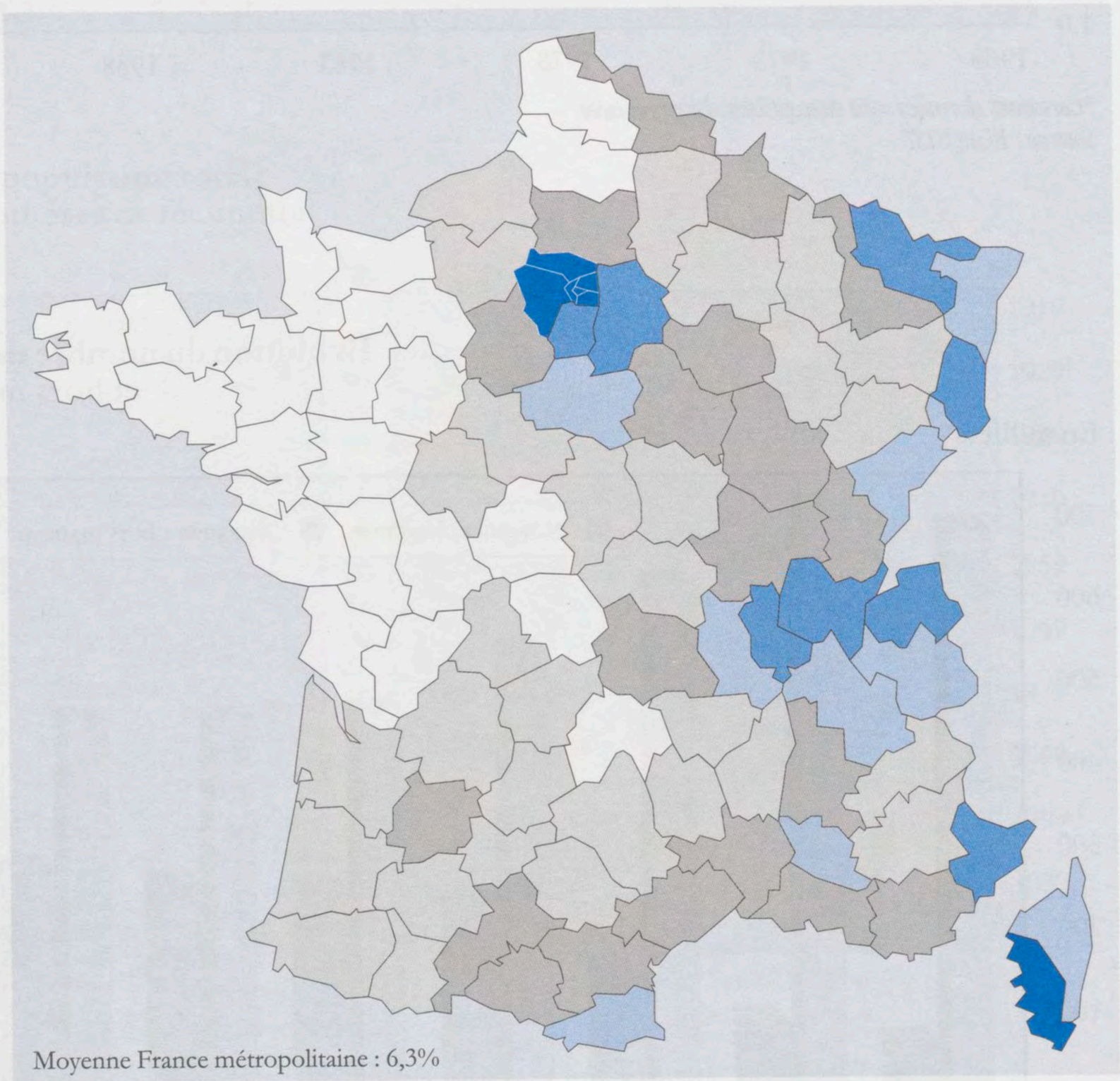
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

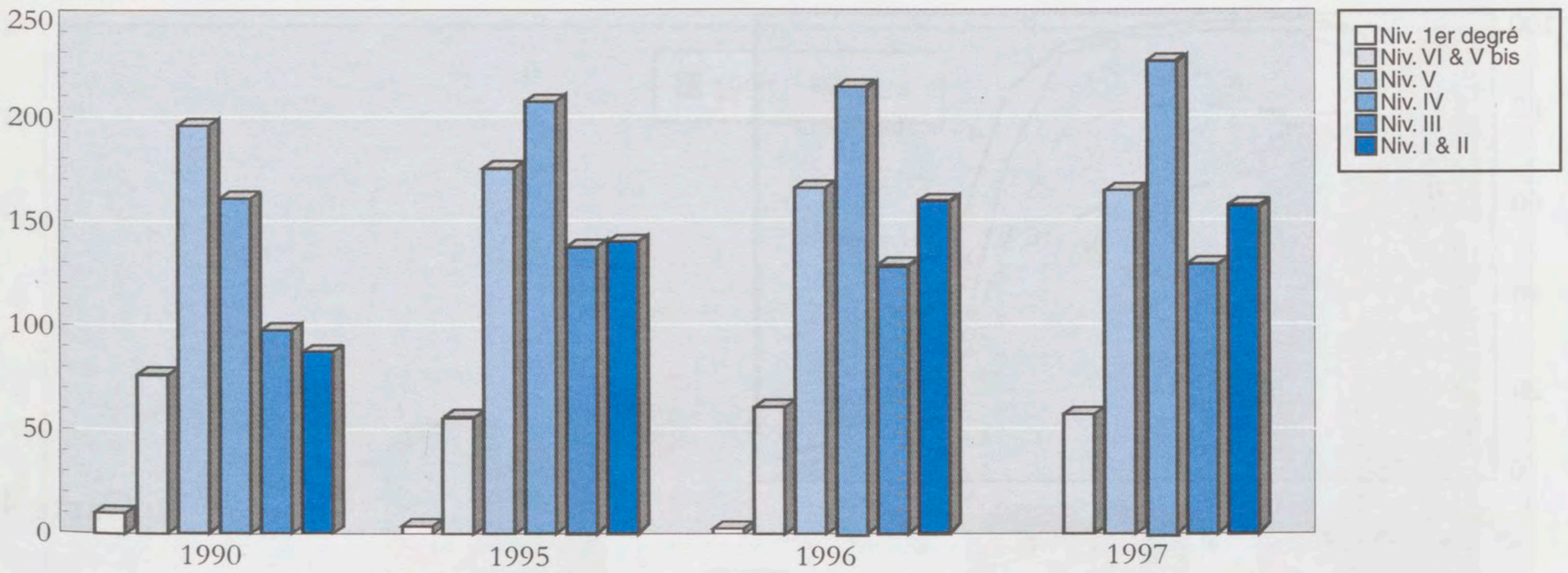
Part des étrangers dans la population totale en 1990



Source : INSEE, recensements de la population

Graphique 6

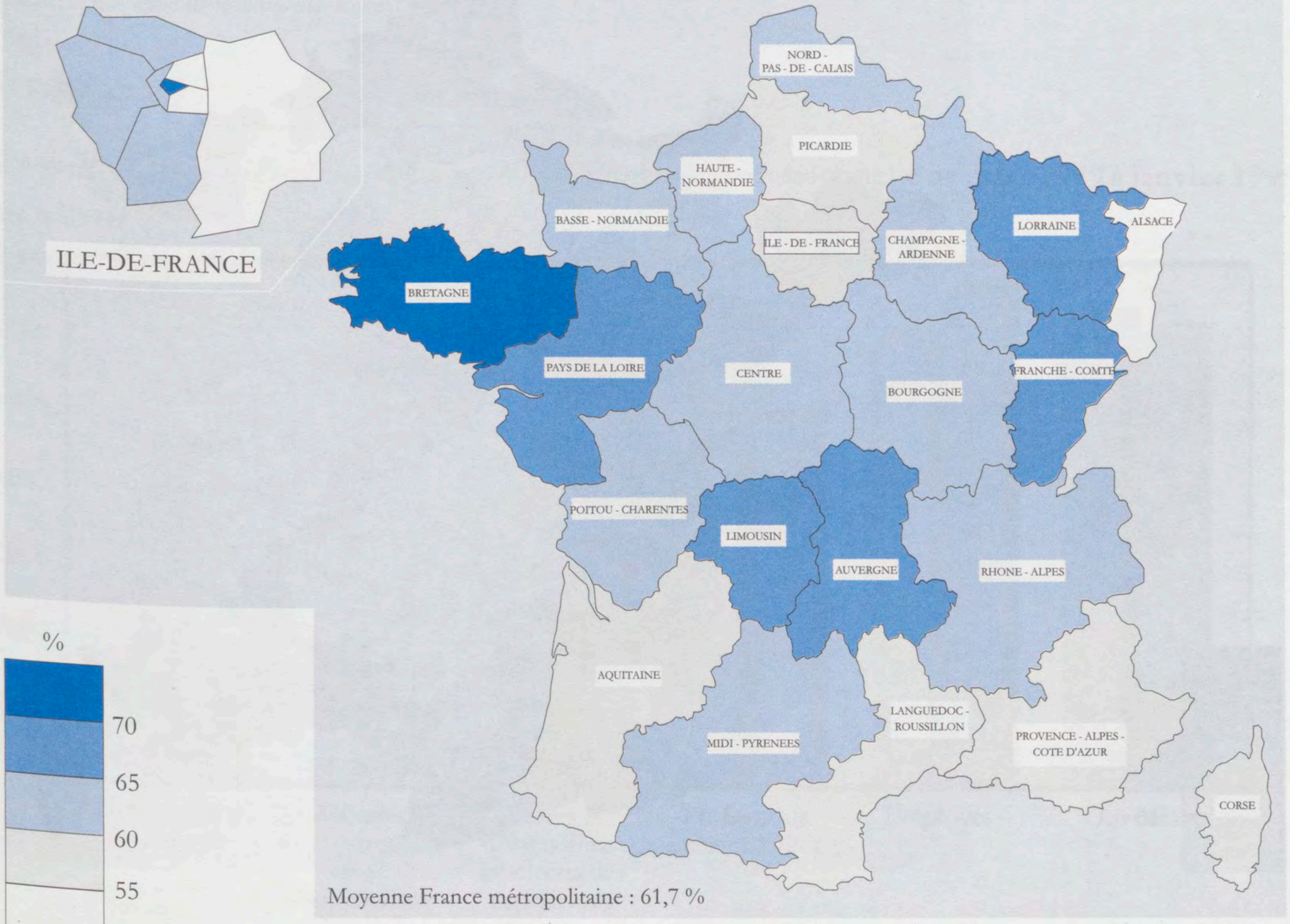
Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Carte 3

Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1998

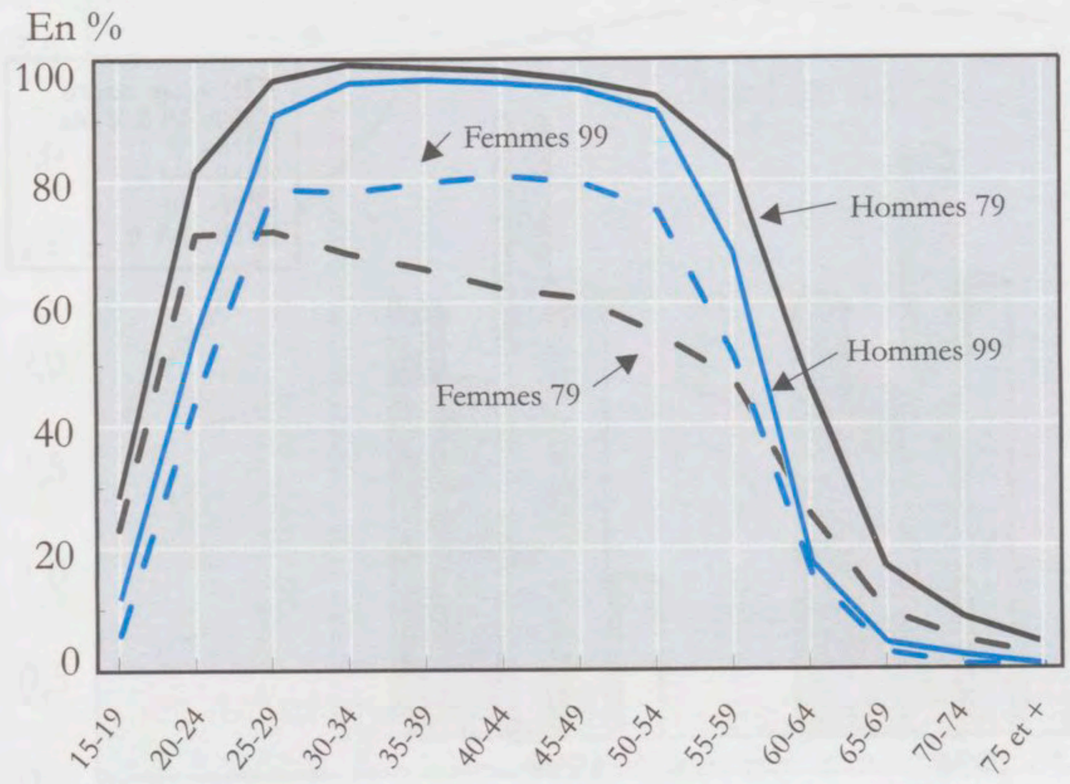


Moyenne France métropolitaine : 61,7 %

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1979 et en janvier 1999

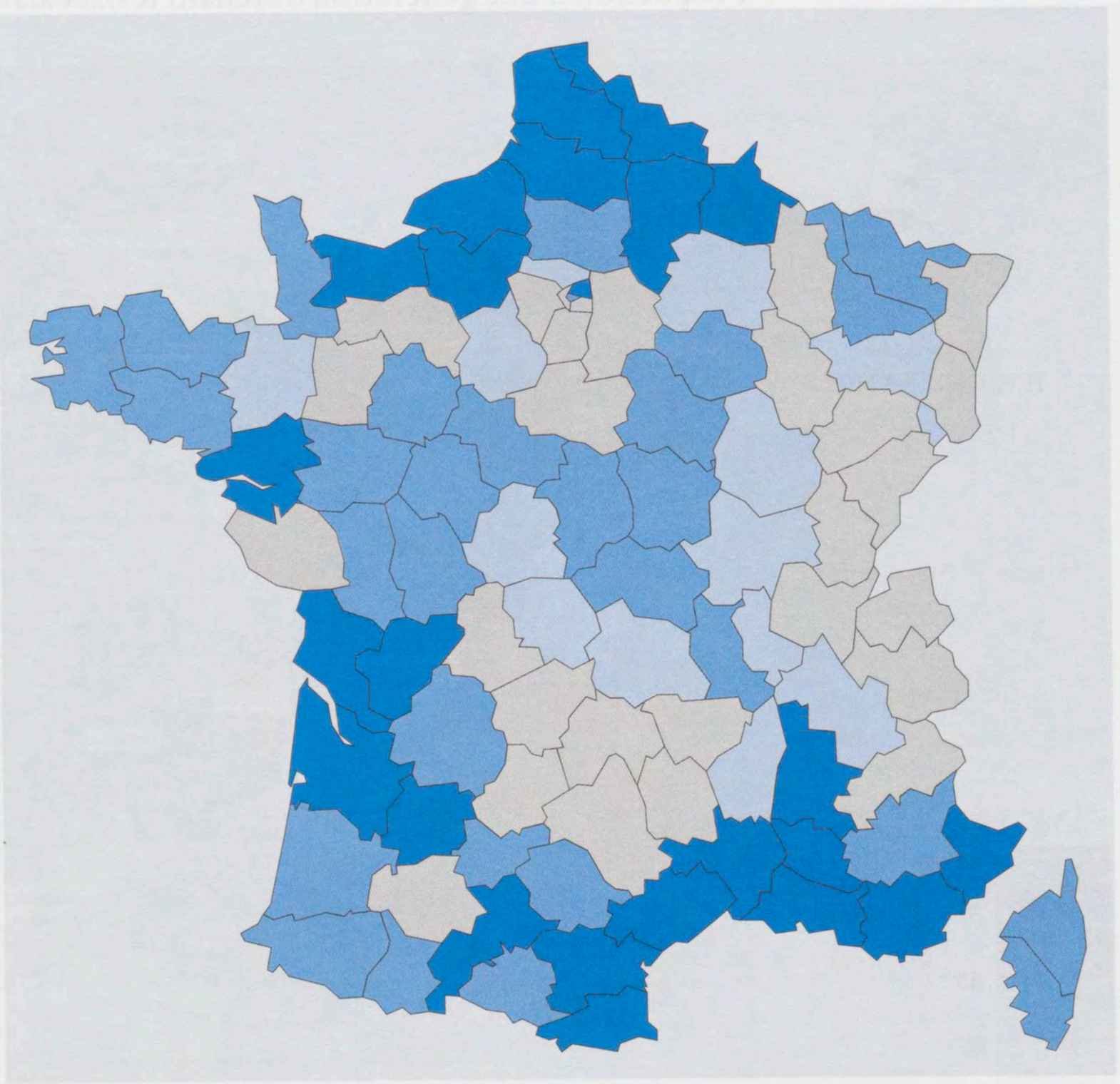


**Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total)*

Source : INSEE (enquête sur l'emploi)

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT
par département en 1998 (moyenne annuelle)

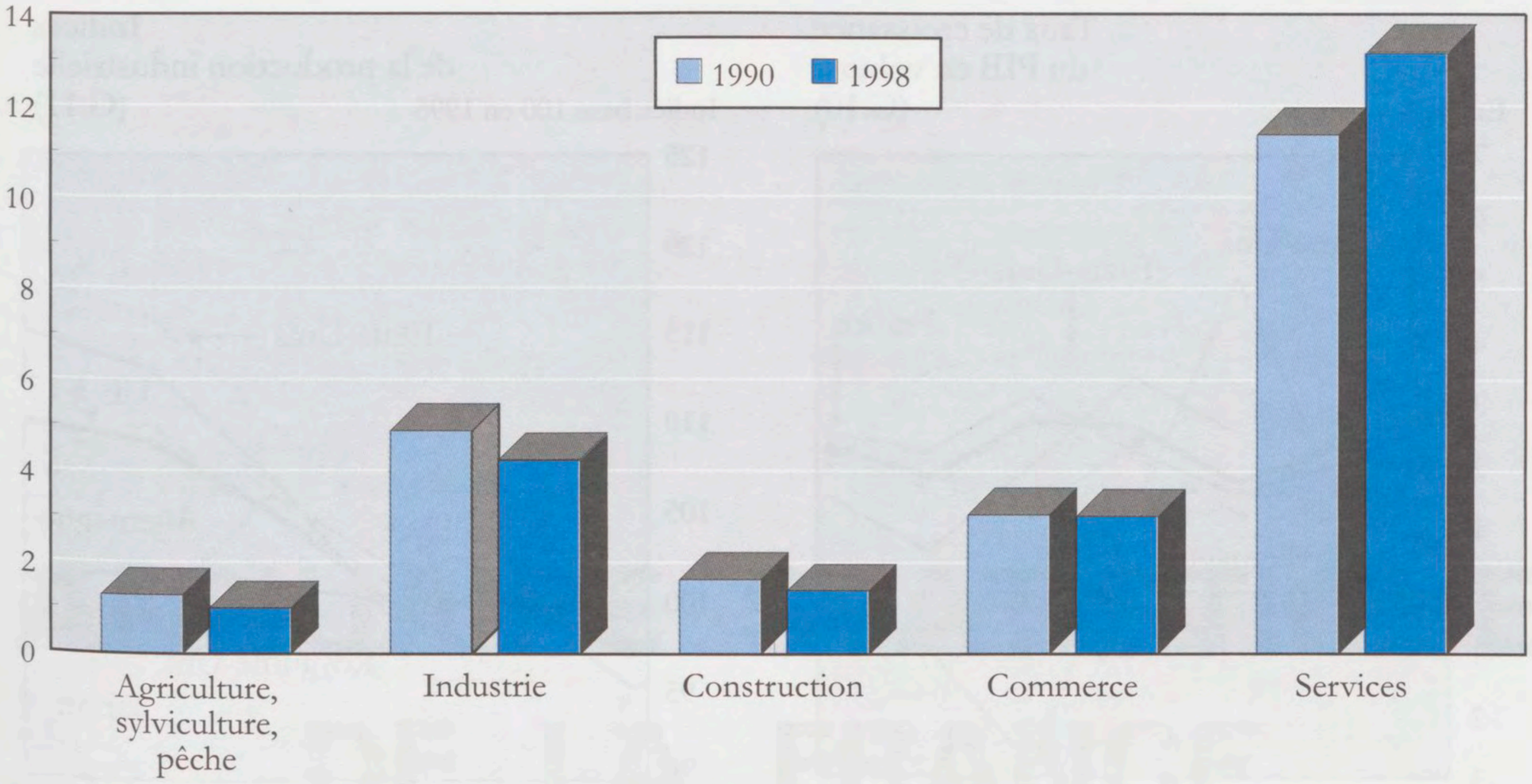


Source : INSEE (division emploi)

Graphique 8

Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1998

En millions

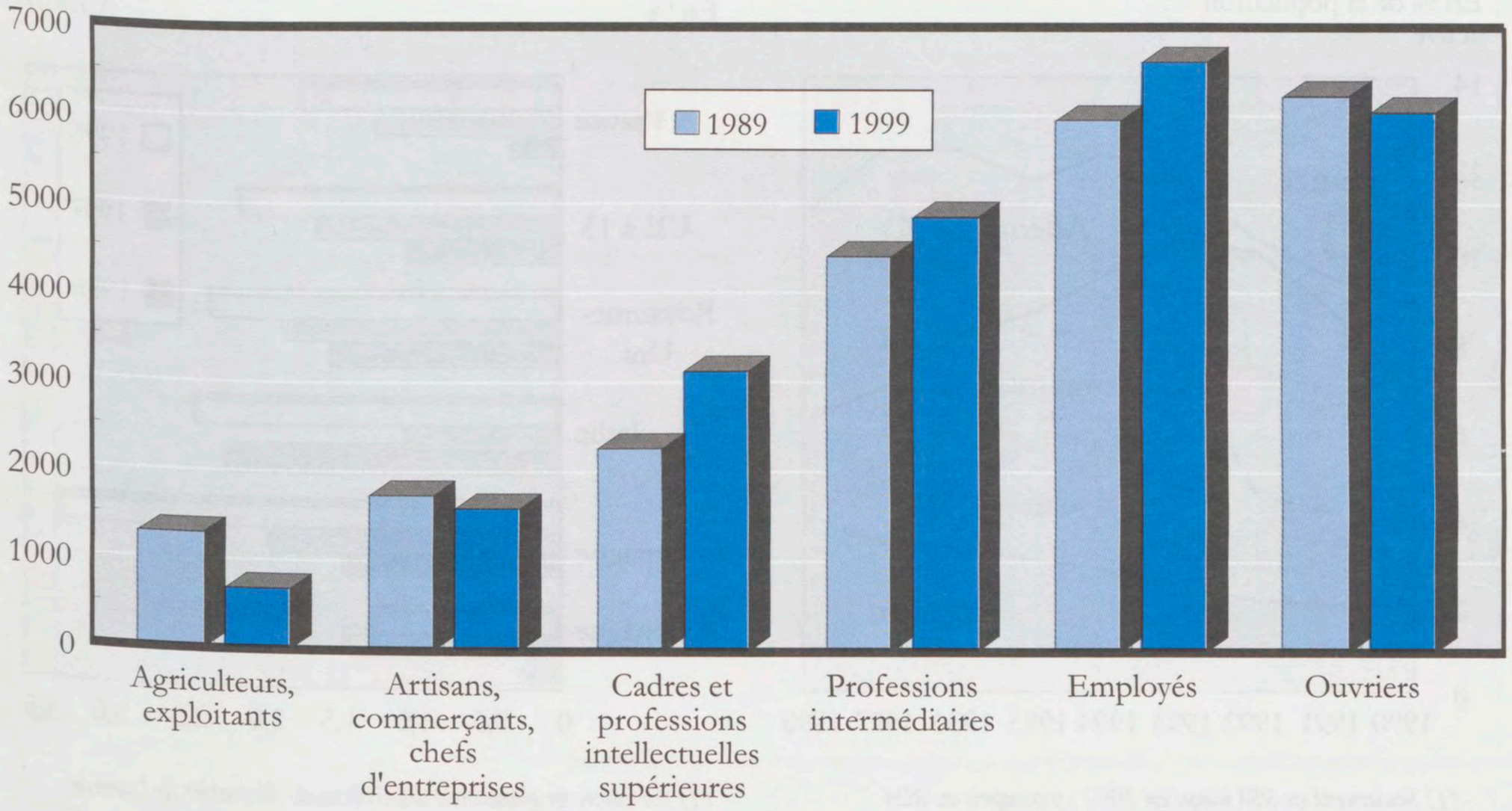


Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi

Graphique 9

Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1989 à janvier 1999

En milliers



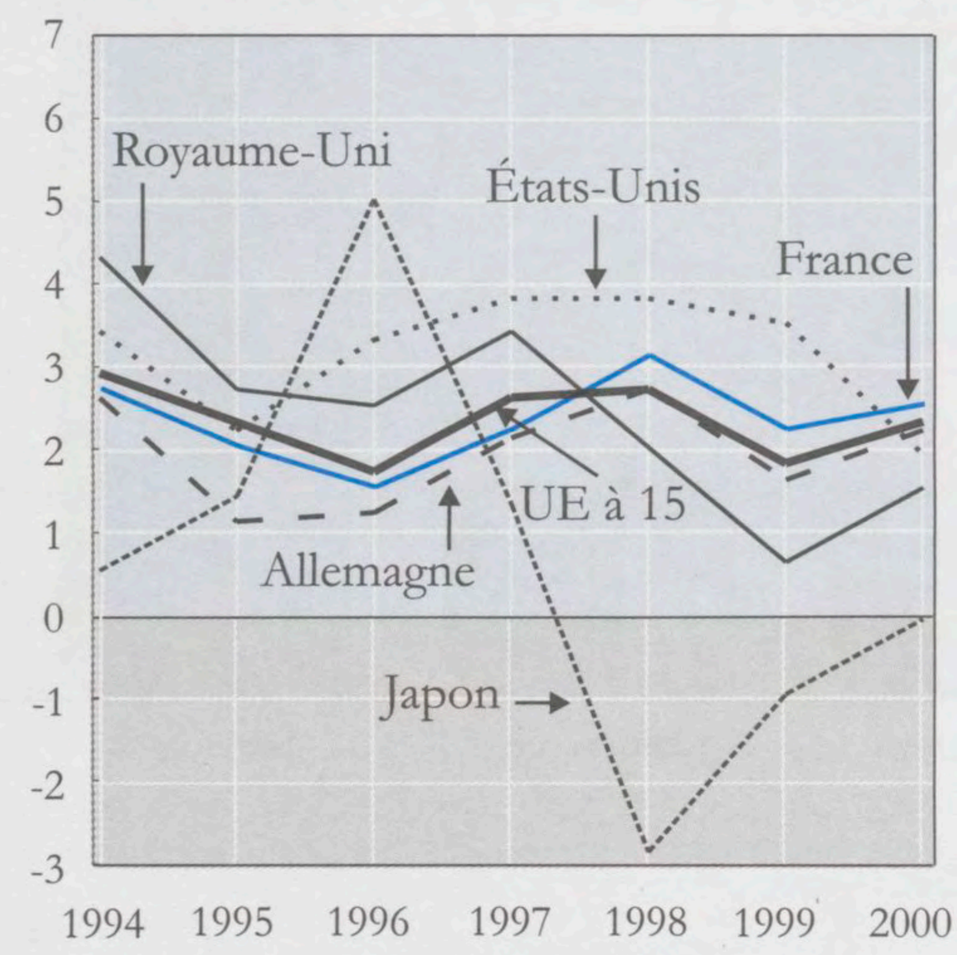
Source : INSEE, enquêtes sur l'emploi

Graphiques 10, 11, 12 et 13

Comparaisons internationales

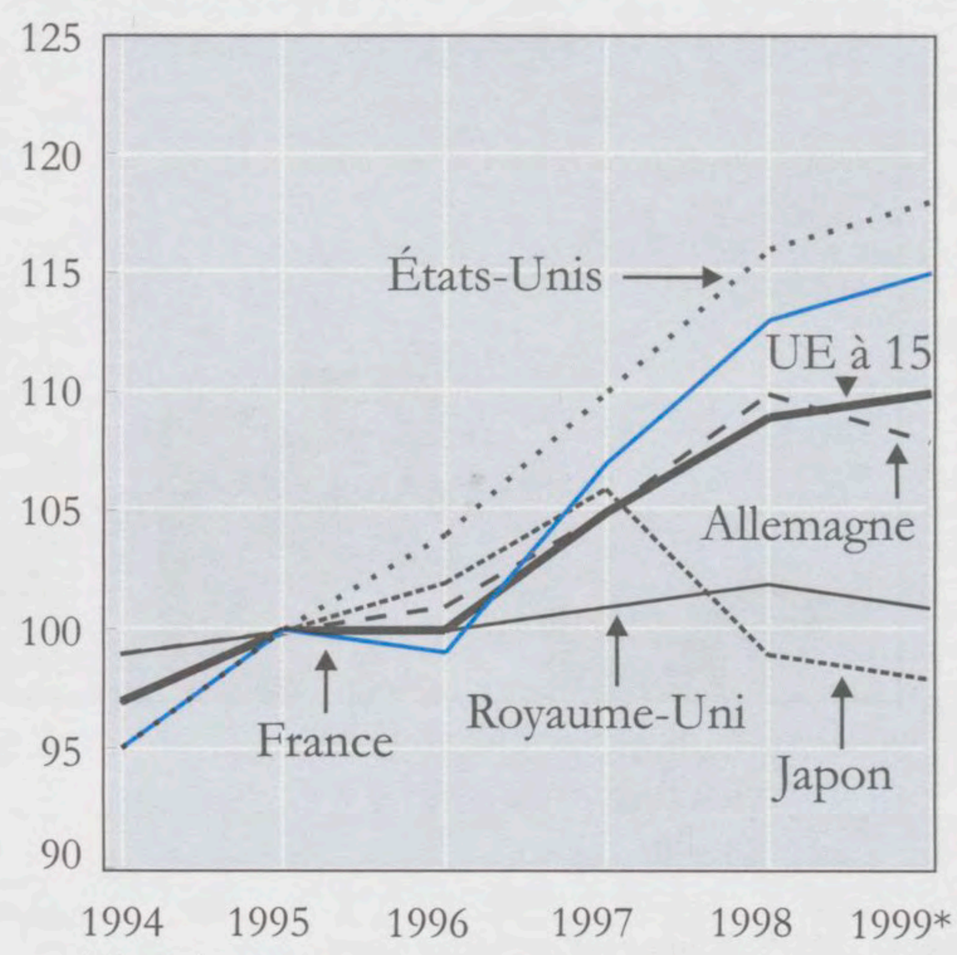
Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

Taux de croissance du PIB en volume (G.10)



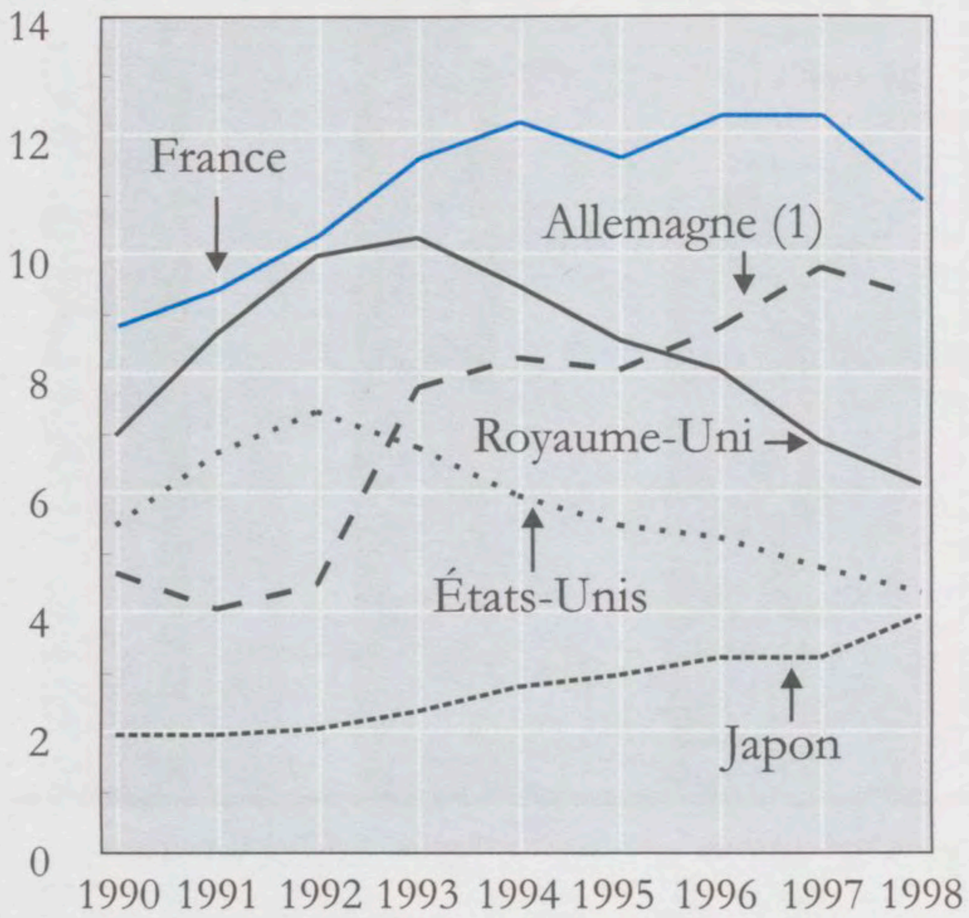
Source : OCDE (Perspectives économiques)

Indices de la production industrielle (G.11)



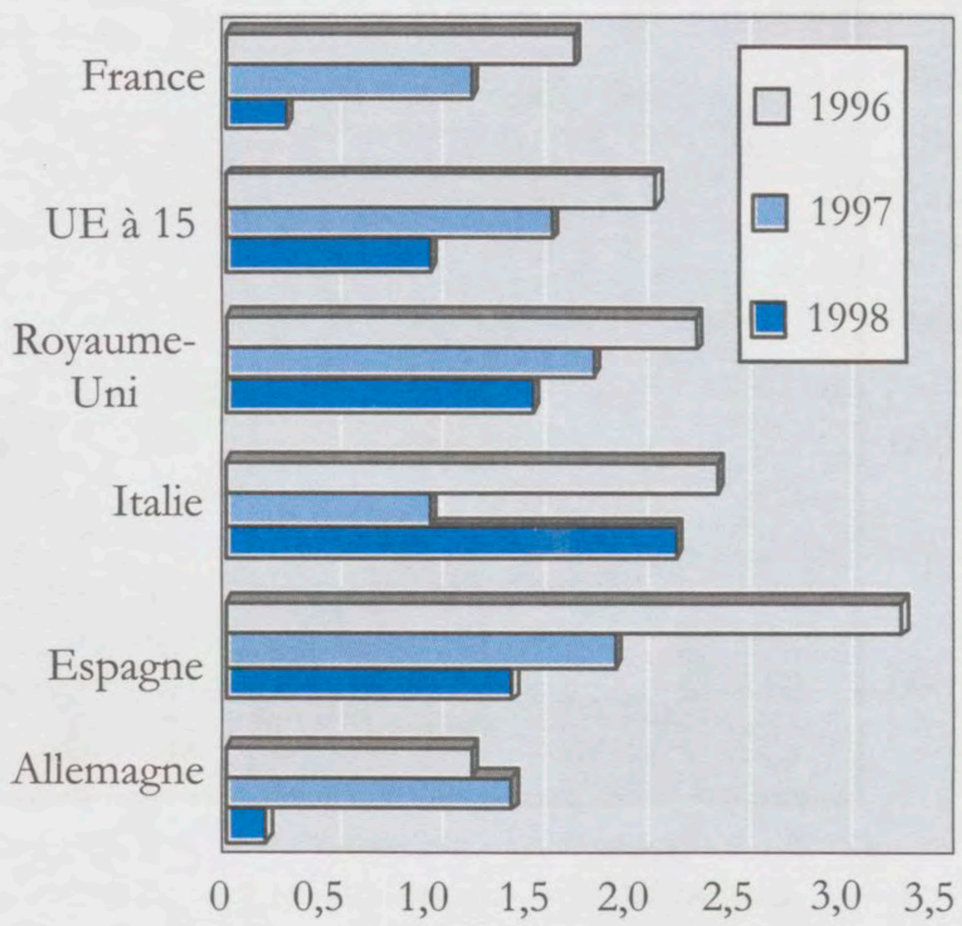
** 1er trimestre*
Source : Eurostat (« New Cronos », sauf pour les États-Unis)

Taux de chômage standardisés (G.12)



(1) Seulement ex-RFA jusqu'en 1992 ; y compris ex-RDA à partir de 1993.
Sources : OCDE et Eurostat

Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH) (G.13)



(1) Variation en glissement des indices de décembre de l'année n - 1 à décembre de l'année n.
Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

DE LA FRANCE

ANNUAIRE STATISTIQUE

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 1999.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.
13. Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Recensements de la population », « Études territoriales », « Statistiques régionales, locales et urbaines » et « Pôle estimations localisées de population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, qui authentifie les résultats du recensement général de la population effectué par l'INSEE en mars 1999, est publié au J.O. du 30 décembre 1999. Il fixe la population des régions, des départements, des arrondissements, des cantons et des communes pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer. Ainsi, vous trouvez dans ce chapitre, les données définitives concernant la population des régions et départements (cf. tableau A01-13) (1).

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 186 184 habitants : 58 518 748 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 593 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (- 0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an. En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

Par ailleurs, entre 1990 et 1999, les grande aires urbaines, dont celles de la plupart des métropoles d'équilibre, contribuent fortement à la croissance démographique. À elles seules, huit d'entre elles totalisent la moitié de l'accroissement : Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes, Marseille-Aix-en-Provence et Bordeaux. Avec seulement 17 aires supplémentaires, les trois quarts de l'accroissement démographique propre aux aires urbaines sont atteints; la croissance des aires de Genève-Annemasse, d'Annecy, de Poitiers, de La Rochelle, de Nîmes et de Bayonne est particulièrement remarquable. A contrario, une aire urbaine sur trois perd des habitants. Au sein de celles de plus de 150 000 habitants en 1999, la baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Douai, Montbéliard, Lens, Le Havre, Béthune et, dans une moindre mesure, Valenciennes et Thionville.

La population augmente aussi sensiblement au voisinage des aires parmi les plus peuplées. La croissance est particulièrement forte dans une « deuxième couronne périurbaine » formée des communes qui envoyaient, en 1990, 25 % à 40 % de leurs actifs dans ces grandes villes. Ainsi, autour de l'aire urbaine de Paris, l'ensemble de ces communes compte un peu plus d'un million d'habitants. Sa croissance est vive (+ 0,8 % en rythme annuel), et beaucoup plus rapide que celle de l'aire urbaine proprement dite. Il en est de même autour de Marseille-Aix-en-Provence où l'étalement urbain est particulièrement net : + 1,7 % en rythme annuel pour cette « deuxième couronne », approchant les + 1,9 % de la première couronne périurbaine, chaque couronne s'accroissant de plus de 20 000 habitants.

La population s'accroit également autour de Strasbourg, Lyon, Perpignan, Saint-Etienne, Bordeaux et Grenoble. Ce phénomène contribue à plus de la moitié de la croissance de l'espace à dominante rurale. En effet, dans cet espace, les croissances démographiques les plus significatives sont principalement le fait de communes proches des grandes aires urbaines dynamiques, à l'exception de Saint-Etienne. De nombreuses aires dynamiques se situent le long des littoraux atlantique (surtout à partir du golfe du Morbihan) et méditerranéen, en Alsace et dans le Sillon alpin ainsi que le long de quelques axes structurants, en particulier de certains fleuves.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par "planimétrage" de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

---

(1) Pour des raisons de commodité d'édition, les résultats provisoires du recensement ont été maintenus (cf. tableaux A01-3 et A01-5).

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les résultats définitifs du recensement de la population de mars 1999 figurent au tableau A01-13. Les effectifs de population du tableau A01-5 sont ceux provenant des premiers comptages du recensement général de la population de 1999.

215. Estimations de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants). Ce solde migratoire n'est appréhendé qu'à partir d'estimations.

Les chiffres issus des premiers comptages du recensement de la population de mars 1999, au 28 juin 1999, sont donnés dans les tableaux A01-3, A01-5. Ils font apparaître une population légèrement inférieure aux estimations annuelles. En effet, l'INSEE réalise des estimations de population. Elles sont basées sur les résultats du dernier recensement auquel s'ajoute le solde naturel (solde entre les naissances et les décès) et une estimation du solde migratoire. La réconciliation entre données de stock (résultats des recensements) et données de flux (solde naturel et solde migratoire) ne pourra être effectuée qu'avec la disponibilité des résultats détaillés en fin de l'année 2000.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. Une commune périurbaine (d'un pôle urbain) est l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998 prescrivant l'exécution du recensement de 1999, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

— étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

Une nouvelle délimitation sera réalisée en 2000 en utilisant les données du recensement de la population de 1999.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications INSEE

- Publications relatives aux résultats du recensement de la population de 1990 (dénombrement)

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules régionaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990.*

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale du zonage en aires urbaines (Population et délimitation 1990).*

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1999);

— Mayotte (1997).

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996);

— Nouvelle-Calédonie (1996);

— Wallis et Futuna (1996).

- Recensement général de la population de 1999 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « provisoire » :

— *Évolutions démographiques 1982, 1990, 1999.* Fascicules départementaux.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1982, 1990, 1999. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1999.*

Résultats sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr

- *INSEE-Première* :

— « Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Recensement de la population à Wallis et Futuna », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998;

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « La population des régions (métropole). Recensement de la population de 1999 », n° 664, juillet 1999;

— « La population des départements d'outre-mer. Recensement de la population de 1999 », n° 665, juillet 1999.

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000.

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société » :

— « Images de la population de la Nouvelle-Calédonie », principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998.

- *INSEE-Méthodes :*

— « Le recensement de la population 1999. Préparation », n° 79-80, septembre 1998;

— « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, décembre 1998.

- *Contours et Caractères.*

— « Les campagnes et leurs villes », INSEE et INRA, février 1998.

Autres publications

— Annuaire du Bureau des longitudes.

— « Tous les pays du monde (1999) », bulletin *Population et sociétés*, n° 348, juillet-août 1999, INED;

— « La population du monde. Enjeux et problèmes », collection : « Travaux et Documents », cahier n° 139, 1997, INED, PUF;

— Vingt-septième rapport sur la situation démographique de la France, 1998, INED;

— Populations. L'état des connaissances. La France, l'Europe, le monde, 1996, INED. La Découverte.

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;

L'utilisation du territoire en 1998, Nouvelles séries de 1991 à 1998, n° 114, février 1999;

Statistique agricole annuelle - Résultats 1998, n° 117, juillet 1999.

* *
*

CARTE A. 01

La France administrative

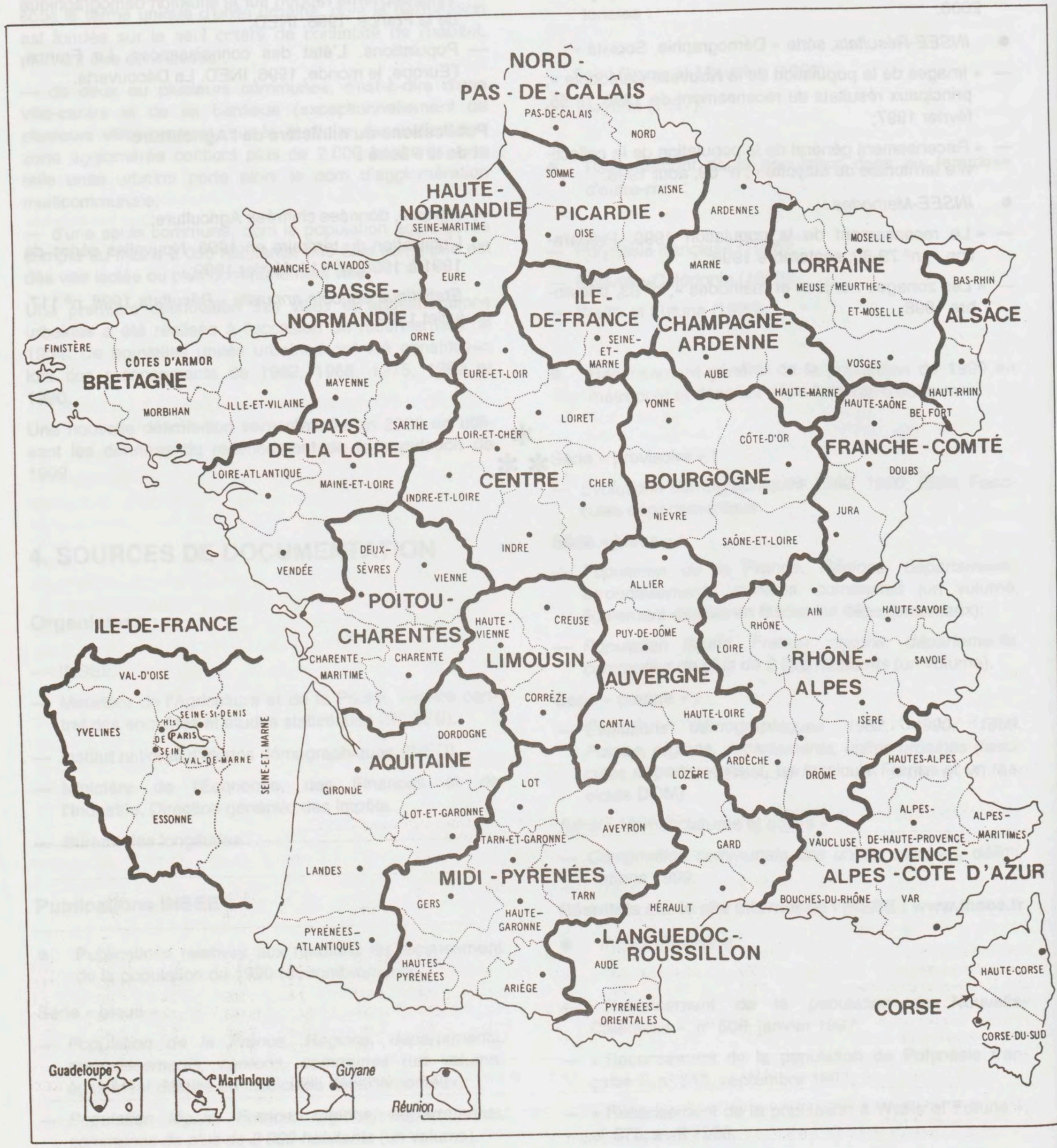


TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1995		1996		*r* 1997		1998	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 036	32,8	18 302	33,3	18 288	33,3	18 318	33,4	18 353	33,4
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 365	20,7	10 577	19,2	10 540	19,2	10 491	19,1	10 422	19,0
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 321	2,4	1 314	2,4	1 305	2,4	1 302	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	15 043	27,4	15 069	27,5	15 095	27,5	15 116	27,5
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 932	5,3	2 996	5,5	2 981	5,4	2 946	5,4	2 942	5,4
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 412	11,7	6 680	12,2	6 726	12,2	6 763	12,3	6 784	12,3
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 1999

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-1999	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-1999 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 312**	**771,0**	**1 290,0**	**25**
dont : Afrique du Sud	1 221	42,6	48,9	35
Algérie	2 382	30,8	46,6	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 345	50,5	105,7	22
Égypte	1 001	66,9	95,8	67
Éthiopie	1 104	59,7	98,8	54
Kenya	580	28,8	34,8	50
Maroc	447	28,2	39,2	63
Nigeria	924	113,8	203,4	123
Soudan	2 506	28,9	46,3	12
Tanzanie	945	31,3	50,7	33
AMÉRIQUE	**40 258**	**815,0**	**912,5**	**20**
dont : Argentine	2 780	36,6	47,2	13
Brésil	8 547	168,0	217,9	20
Canada	9 971	30,6	39,2	3
Colombie	1 139	38,6	58,3	34
États-Unis	9 364	272,5	335,1	29
Mexique	1 958	99,7	140,8	51
Pérou	1 285	26,6	39,2	20
Venezuela	912	23,7	34,8	26
ASIE (sans la Russie) (5)	**32 163**	**3 637,0**	**4 923,0**	**113**
dont : Bangladesh	144	125,7	177,0	873
Birmanie (Myanmar)	677	48,1	68,1	71
Chine (y compris Hong Kong)	9 597	1 254,1	1 561,4	131
Corée du Nord	121	21,4	25,5	177
Corée du Sud	99	46,9	52,7	473
Inde	3 288	986,6	1 414,3	300
Indonésie	1 919	211,8	287,2	110
Iran	1 633	66,2	97,3	40
Japon	378	126,7	120,9	335
Népal	147	24,3	39,5	165
Ouzbékistan	447	24,4	35,4	55
Pakistan	796	146,5	224,5	184
Philippines	300	74,7	111,5	249
Taïwan	36	22,0	25,4	611
Thaïlande	513	61,8	73,0	120
Turquie	775	65,9	88,0	85
Viêt-Nam	332	79,5	109,9	24
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 915**	**582,0**	**579,9**	**98**
dont : Pologne	323	38,7	40,6	120
Roumanie	238	22,5	19,7	95
Ukraine	604	49,9	44,2	83
Europe des 15	**3 245**	**375,7**	**380,0**	**116**
Allemagne	357	82,0	79,9	230
Autriche	84	8,1	8,1	96
Belgique	31	10,2	10,3	329
Danemark	43	5,3	5,6	123
Espagne	506	39,4	39,0	78
Finlande	338	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**552**	**59,1**	**64,2**	**107**
Grèce	132	10,5	10,2	79
Irlande	70	3,7	3,8	53
Italie	301	57,7	54,8	192
Luxembourg	3	0,4	0,5	133
Pays-Bas	41	15,8	17,0	385
Portugal	92	10,0	9,4	109
Royaume-Uni	245	59,4	62,6	242
Suède	450	8,9	9,3	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 075**	**147,9**	**138,1**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 564**	**30,0**	**41,0**	**3**
MONDE	**134 288**	**5 982,0**	**8 054,0**	**45**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après FAO Annuaire Production 1995. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 1999 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1999). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (données provisoires au 28 juin)

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	*p* 1999		1982	1990	*p* 1999
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 023,6	Ariège	135,7	136,5	137,2
Haut-Rhin	650,4	671,3	706,2	Aveyron	278,7	270,1	263,3
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 729,8**	Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,2
Dordogne	386,4	386,4	387,6	Gers	174,2	174,6	171,9
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 284,8	Lot	154,5	155,8	159,7
Landes	297,4	311,4	327,0	Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,0
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	304,9	Tarn	339,3	342,7	342,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	598,1	Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	205,8
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 902,4**	**Midi-Pyrénées**	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 548,6**
Allier	369,6	357,7	344,6	Nord	2 520,5	2 531,9	2 549,8
Cantal	162,8	158,7	150,6	Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 440,4
Haute-Loire	205,9	206,6	209,0	**Nord-Pas-de-Calais**	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 990,2**
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	603,0	Calvados	589,6	618,5	647,5
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 307,2**	Manche	465,9	479,6	481,5
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	Orne	295,5	293,2	291,6
Nièvre	239,6	233,3	225,0	**Basse-Normandie**	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 420,6**
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,6	Eure	462,3	513,8	540,0
Yonne	311,0	323,1	333,0	Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 237,3
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 609,5**	**Haute-Normandie**	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 777,4**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	541,0	Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 132,0
Finistère	828,4	838,7	852,1	Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,5
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	866,7	Mayenne	271,8	278,0	285,3
Morbihan	590,9	619,8	642,8	Sarthe	504,8	513,7	529,4
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 902,6**	Vendée	483,0	509,4	539,4
Cher	320,2	321,6	313,1	**Pays de la Loire**	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 218,5**
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,6	Aisne	534,0	537,3	534,7
Indre	243,2	237,5	231,1	Oise	661,8	725,6	765,0
Indre-et-Loire	506,1	529,3	553,8	Somme	544,6	547,8	556,1
Loir-et-Cher	296,2	305,9	314,6	**Picardie**	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 855,9**
Loiret	535,7	580,6	617,2	Charente	340,8	342,0	339,0
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 437,4**	Charente-Maritime	513,2	527,1	556,4
Ardennes	302,3	296,4	290,0	Deux-Sèvres	342,8	346,0	343,5
Aube	289,3	289,2	291,8	Vienne	371,4	380,0	398,3
Marne	543,6	558,2	564,8	**Poitou-Charentes**	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 637,2**
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,7	Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 341,4**	Hautes-Alpes	105,1	113,3	120,0
Corse-du-Sud	108,6	118,8	116,0	Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 007,7
Haute-Corse	131,6	131,6	140,0	Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 832,6
Corse	**240,2**	**250,4**	**256,0**	Var	708,3	815,4	893,8
Doubs	477,2	484,8	498,2	Vaucluse	427,3	467,1	500,7
Jura	242,9	248,8	250,5	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 494,5**
Haute-Saône	232,0	229,7	229,6	Ain	418,5	471,0	514,7
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	Ardèche	268,0	277,6	286,0
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 115,6**	Drôme	389,8	414,1	436,5
Paris	2 176,2	2 152,4	2 116,2	Isère	936,8	1 016,2	1 090,6
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 192,9	Loire	739,5	746,3	728,1
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 352,6	Rhône	1 445,2	1 509,0	1 575,1
Essonne	988,0	1 084,8	1 132,9	Savoie	323,7	348,3	372,4
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 423,2	Haute-Savoie	494,5	568,3	631,0
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,1	**Rhône-Alpes**	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 634,3**
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 222,9				
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 102,8				
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 925,6**				
Aude	280,7	298,7	309,6	**Ensemble métropole**	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 416,3**
Gard	530,5	585,0	622,3				
Hérault	706,5	794,6	896,0	Guadeloupe	328,4	387,0	421,6
Lozère	74,3	72,8	73,5	Guyane	73,0	114,7	157,3
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,0	Martinique	328,6	359,6	381,5
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 293,4**	Réunion	515,8	597,8	705,1
Corrèze	241,4	237,9	232,1				
Creuse	140,0	131,3	124,5	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 665,4**
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,4				
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,0**				
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	712,8				
Meuse	200,0	196,2	192,1				
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 022,8	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 081,8**
Vosges	395,8	386,3	380,4				
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 308,1**				

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1991	94 385	1997	131 320
Saint-Pierre-et-Miquelon	1990	6 277	1999	6 316

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999) - données au 28 juin 1999

Région ou département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 729,8**	**209**
67 Rhin (Bas-)	7	44	526	4 755,03	1 023,6	215
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3 525,17	706,2	200
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**41 308,42**	**2 902,4**	**70**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	387,6	43
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 284,8	128
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,0	35
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	304,9	57
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	7 644,76	598,1	78
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 307,2**	**50**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,6	47
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,6	26
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4 977,14	209,0	42
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	603,0	76
Bourgogne	**15**	**172**	**2 045**	**31 581,96**	**1 609,5**	**51**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,0	33
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,6	64
89 Yonne	3	40	453	7 427,35	333,0	45
Bretagne	**15**	**197**	**1 268**	**27 207,91**	**2 902,6**	**107**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	541,0	79
29 Finistère	4	52	283	6 733,00	852,1	127
35 Ille-et-Vilaine	4	51	352	6 774,72	866,7	128
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	642,8	94
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 437,4**	**62**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	313,1	43
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,6	69
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	553,8	90
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	314,6	50
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	617,2	91
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1 945**	**25 605,75**	**1 341,4**	**52**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,0	55
10 Aube	3	33	431	6 004,16	291,8	49
51 Marne	5	44	619	8 161,58	564,8	69
52 Marne (Haute-)	3	32	432	6 210,60	194,7	31
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**256,0**	**29**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	116,0	29
2B Corse (Haute)	3	30	236	4 665,57	140,0	30
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 115,6**	**69**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	498,2	95
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,5	50
70 Saône (Haute-)	2	32	545	5 360,08	229,6	43
90 Belfort (Territoire de)	1	15	102	609,44	137,4	225
Île-de-France..	**23**	**314**	**1 300**	**12 012,27**	**10 925,6**	**910**
75 Paris	1	20	20	105,40	2 116,2	20 078
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5 915,29	1 192,9	202
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 352,6	592
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 132,9	628
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 423,2	8 104
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1 382,1	5 851
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 222,9	4 991
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 102,8	885
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1 545**	**27 375,79**	**2 293,4**	**84**
11 Aude	3	34	438	6 138,98	309,6	50
30 Gard	3	45	353	5 852,90	622,3	106
34 Hérault	3	46	343	6 101,01	896,0	147
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4 116,02	392,0	95
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,0**	**42**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,1	40
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5 520,13	353,4	64

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999) - données au 28 juin 1999

Région ou département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes			
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 308,1**	**98**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	712,8	136
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,1	31
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 022,8	165
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	380,4	65
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 548,6**	**56**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,3	30
31 Garonne (Haute-)	3	53	588	6 309,34	1 046,2	166
32 Gers	3	31	463	6 256,82	171,9	27
46 Lot	3	31	340	5 216,53	159,7	31
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	4 464,04	222,0	50
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	342,4	59
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	205,8	55
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**12 414,09**	**3 990,2**	**321**
59 Nord	6	79	653	5 742,74	2 549,8	444
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 440,4	216
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**17 589,32**	**1 420,6**	**81**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	647,5	117
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81
61 Orne	3	40	507	6 103,38	291,6	48
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,42**	**1 777,4**	**144**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	540,0	89
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,68	1 237,3	197
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**32 081,77**	**3 218,5**	**100**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 132,0	166
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7 165,60	732,5	102
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,4	85
85 Vendée	3	31	283	6 719,59	539,4	80
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 855,9**	**96**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	534,7	73
60 Oise	4	41	693	5 860,22	765,0	131
80 Somme	4	46	783	6 170,12	556,1	90
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 637,2**	**63**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,0	57
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	556,4	81
79 Sèvres (Deux-)	3	33	308	5 999,35	343,5	57
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	398,3	57
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 494,5**	**143**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5 548,68	120,0	22
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 007,7	234
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 832,6	360
83 Var	3	43	153	5 972,54	893,8	150
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	500,7	140
Rhône - Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**43 698,23**	**5 634,3**	**129**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	514,7	89
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52
26 Drôme	3	36	370	6 529,95	436,5	67
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 090,6	147
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,1	152
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 575,1	485
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	372,4	62
74 Savoie (Haute-)	4	34	293	4 387,80	631,0	144
Ensemble métropole	**327**	**3 876**	**36 584**	**543 965,40**	**58 416,3**	**107**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	421,6	248
97-2 Martinique	3	45	34	1 128,00	381,5	338
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,3	2
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	705,1	282
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 665,4**	**19**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**4 032**	**36 698**	**632 833,62**	**60 081,8**	**95**

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14,2	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,3	351,1	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6,3	26,1 *r*	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	379	Paris	9 318 821	3 920
2	(1)	753	84	Lyon	1 262 223	1 544
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1 230 936	1 309
4	59	702	60	Lille (2)	959 234	2 456
5	33	701	44	Bordeaux	696 364	848
6	31	701	58	Toulouse	650 336	1 052
7	06	702	24	Nice	516 740	2 127
8	44	701	20	Nantes	496 078	1 080
9	83	701	18	Toulon	437 553	942
10	38	701	33	Grenoble	404 733	1 331
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388 483	2 272
12	76	702	29	Rouen	380 161	1 539
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338 392	755
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335 647	983
15	54	701	37	Nancy	329 447	1 230
16	62	701	36	Lens	323 174	1 205
17	42	701	15	Saint-Etienne	313 338	1 479
18	37	701	22	Tours	282 152	738
19	(1)	752	61	Béthune	261 535	681
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254 416	1 407
21	76	701	13	Le Havre	253 627	1 751
22	34	701	9	Montpellier	248 303	2 335
23	35	701	8	Rennes	245 065	1 430
24	45	701	19	Orléans	243 153	840
25	21	701	15	Dijon	230 451	1 549
26	68	701	17	Mulhouse	223 856	1 156
27	49	601	11	Angers	208 282	1 068
28	51	601	6	Reims	206 437	2 588
29	29	701	7	Brest	201 480	1 010
30	(1)	751	31	Douai	199 562	988
31	57	602	18	Metz	193 117	1 315
32	14	601	18	Caen	191 490	1 583
33	(1)	655	11	Dunkerque	190 879	1 042
34	72	601	10	Le Mans	189 107	1 011
35	(1)	654	13	Avignon	181 136	634
36	87	601	7	Limoges	170 065	853
37	(1)	653	17	Bayonne	164 378	778
38	66	601	11	Perpignan	157 873	1 185
39	80	601	10	Amiens	156 120	1 390
40	64	601	24	Pau	144 674	843
41	30	601	4	Nîmes	138 527	687
42	972	601	3	Fort-de-France	133 941	1 233
43	57	601	12	Thionville	132 413	963
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131 511	468
45	74	601	15	Annecy	126 729	901
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124 358	710
47	10	601	14	Troyes	122 763	1 167
48	25	601	7	Besançon	122 623	1 263
49	974	601	1	Saint-Denis	121 999	854
50	25	602	21	Montbéliard	117 510	838
51	56	601	5	Lorient	115 488	1 293
52	(1)	652	23	Hagondange - Briey	112 061	645
53	(1)	651	6	Valence	107 965	978
54	77	502	10	Melun	107 705	1 794
55	86	601	8	Poitiers	107 625	720
56	73	501	16	Chambéry	103 283	767
57	16	601	16	Angoulême	102 908	629
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102 772	872
59	62	601	7	Calais	101 768	746
60	17	601	7	La Rochelle	100 264	1 226
61	57	501	15	Forbach (2)	98 758	1 093
62	(1)	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98 758	842
63	60	503	17	Creil	97 119	1 018
64	18	501	5	Bourges	94 731	674
65	50	501	6	Cherbourg	92 045	1 343
66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91 249	1 128
67	28	501	9	Chartres	85 933	1 306
68	22	501	6	Saint-Brieuc	83 861	712
69	68	501	6	Colmar	83 816	656
70	42	502	10	Saint-Chamond	81 795	609
71	65	501	12	Tarbes	80 680	1 015
72	62	502	12	Arras	79 607	985
73	(1)	556	17	Belfort	78 215	966
74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77 764	880
75	42	501	9	Roanne	77 160	628
76	30	501	14	Alès	76 856	385
77	34	502	3	Béziers	76 304	610
78	83	501	3	Fréjus	73 967	338
79	13	501	3	Martigues	72 375	632
80	974	502	1	Saint-Paul	71 669	297
81	02	501	7	Saint-Quentin	71 113	1 695
82	47	501	14	Agen	67 960	386
83	08	501	7	Charleville-Mézières	67 213	945
84	36	501	4	Châteauroux	67 090	389
85	60	502	11	Compiègne	67 057	549
86	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66 269	899
87	29	501	2	Quimper	65 954	704
88	79	501	3	Niort	65 792	651
89	41	501	6	Blois	65 132	589
90	(1)	554	6	Brive-la-Gaillarde	64 379	524
91	81	501	8	Albi	64 359	650
92	34	501	4	Sète	63 833	972
93	24	501	9	Périgueux	63 322	465
94	03	502	6	Montluçon	63 018	534
95	77	501	7	Meaux	63 006	1 119
96	88	501	10	Epinal	62 140	528
97	03	501	9	Vichy	61 566	540
98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61 452	821
99	2A	501	1	Ajaccio	58 949	659
100	58	501	5	Nevers	58 915	556
101	974	501	1	Saint-Pierre	58 846	613
102	27	501	4	Evreux	57 968	989
103	59	501	7	Armentières (2)	57 738	621
104	60	501	4	Beauvais	57 704	823
105	53	501	2	Laval	56 855	857
106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55 784	545
107	(1)	551	10	Villefranche-sur-Saône	55 249	697
108	49	501	1	Cholet	55 132	630
109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55 103	546
110	62	501	12	Saint-Omer	54 642	586
111	(1)	553	2	Arles	54 309	68
112	(1)	552	9	Elbeuf	53 886	869
113	82	501	2	Montauban	53 010	379
114	45	501	8	Montargis	52 804	466
115	973	501	2	Cayenne	52 768	757
116	2B	501	6	Bastia	52 446	1 019

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9 318 821	16,46
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	28	791	11 921 596	21,06
100 000 à moins de 200 000 habitants	28	366	3 892 316	6,88
50 000 à moins de 100 000 habitants	53	403	3 658 878	6,46
20 000 à moins de 50 000 habitants	122	530	3 836 597	6,78
10 000 à moins de 20 000 habitants	201	591	2 765 032	4,88
5 000 à moins de 10 000 habitants	455	847	3 117 365	5,51
Moins de 5 000 habitants	1 003	1 393	3 387 154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1 891**	**5 300**	**41 897 759**	**74,00**
Communes rurales		**31 251**	**14 717 396**	**26,00**
Ensemble des communes		**36 551**	**56 615 155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 152 423	20 421	52	86	Poitiers	78 894	1 874
2	13	Marseille	800 550	3 327	53	92	Colombes	78 513	10 053
3	69	Lyon	415 487	8 680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77 206	7 183
4	31	Toulouse	358 688	3 032	55	18	Bourges	75 609	1 100
5	06	Nice	342 439	4 761	56	62	Calais	75 309	2 248
6	67	Strasbourg	252 338	3 224	57	92	Asnières-sur-Seine	71 850	14 907
7	44	Nantes	244 995	3 746	58	974	Saint-Paul	71 669	297
8	33	Bordeaux	210 336	4 261	59	17	Rochelle (La)	71 094	2 501
9	34	Montpellier	207 996	3 657	60	34	Béziers	70 996	744
10	42	Saint-Etienne	199 396	3 920	61	59	Dunkerque	70 331	1 884
11	35	Rennes	197 536	2 495	62	06	Antibes	70 005	2 644
12	76	Havre (Le)	195 854	4 172	63	06	Cannes	68 676	3 500
13	51	Reims	180 620	3 851	64	93	Aubervilliers	67 557	11 729
14	59	Lille	172 142	6 783	65	92	Rueil-Malmaison	66 401	4 517
15	83	Toulon	167 619	3 913	66	92	Courbevoie	65 389	15 681
16	38	Grenoble	150 758	8 315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65 320	2 379
17	29	Brest	147 956	2 988	68	44	Saint-Nazaire	64 812	1 385
18	21	Dijon	146 703	3 630	69	68	Colmar	63 498	954
19	72	Mans (Le)	145 502	2 755	70	26	Valence	63 437	1 729
20	49	Angers	141 404	3 312	71	971	Abymes (Les)	62 605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136 181	3 192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61 768	16 560
22	87	Limoges	133 464	1 723	73	93	Drancy	61 222	7 823
23	80	Amiens	131 872	2 655	74	02	Saint-Quentin	60 707	2 688
24	37	Tours	129 509	3 769	75	69	Vénissieux	60 644	3 943
25	30	Nîmes	128 471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 444	2 705
26	13	Aix-en-Provence	123 842	666	77	29	Quimper	59 968	704
27	974	Saint-Denis	121 999	854	78	56	Lorient	59 437	3 391
28	57	Metz	119 594	2 852	79	10	Troyes	59 271	4 489
29	69	Villeurbanne	116 872	8 049	80	2A	Ajaccio	59 255	659
30	25	Besançon	113 828	1 750	81	974	Saint-Pierre	58 846	613
31	14	Caen	112 846	4 391	82	92	Antony	57 771	6 043
32	68	Mulhouse	108 357	4 885	83	33	Mérignac	57 273	1 189
33	66	Perpignan	105 983	1 557	84	79	Niort	57 012	836
34	45	Orléans	105 111	3 825	85	08	Charleville-Mézières	57 008	1 813
35	76	Rouen	102 723	4 805	86	95	Sarcelles	56 833	6 726
36	92	Boulogne-Billancourt	101 743	16 490	87	49	Cholet	55 132	630
37	972	Fort-de-France	100 080	2 264	88	71	Chalon-sur-Saône	54 575	3 586
38	54	Nancy	99 351	6 619	89	60	Beauvais	54 190	1 624
39	59	Roubaix	97 746	7 388	90	73	Chambéry	54 120	2 578
40	93	Montreuil	94 754	10 623	91	93	Noisy-le-Grand	54 032	4 172
41	59	Tourcoing	93 765	6 173	92	94	Ivry-sur-Seine	53 619	8 790
42	95	Argenteuil	93 096	5 406	93	94	Maisons-Alfort	53 375	9 921
43	93	Saint-Denis	89 988	7 281	94	13	Arles	52 058	69
44	78	Versailles	87 789	3 353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51 868	9 295
45	84	Avignon	86 939	1 342	96	82	Montauban	51 224	379
46	92	Nanterre	84 565	6 937	97	33	Pessac	51 055	1 315
47	94	Vitry-sur-Seine	82 400	7 061	98	36	Châteauroux	50 969	1 996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82 314	5 081	99	53	Laval	50 473	1 475
49	64	Pau	82 157	2 607	100	78	Sartrouville	50 329	5 949
50	94	Créteil	82 088	7 182	101	90	Belfort	50 125	2 943
51	94	Champigny-sur-Marne	79 486	7 034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200 000 habitants et plus	9	5 043 495	4 985 252	– 0,14
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 646 772	3 615 886	– 0,11
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	4 100 435	4 114 819	0,04
20 000 à moins de 50 000 habitants	293	8 916 973	9 103 113	0,26
10 000 à moins de 20 000 habitants	426	5 645 286	5 982 007	0,73
5 000 à moins de 10 000 habitants	881	5 686 557	6 078 368	0,84
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 611	7 344 110	7 944 742	0,99
1 000 à moins de 2 000 habitants	3 936	5 038 329	5 446 423	0,98
500 à moins de 1 000 habitants	6 604	4 290 356	4 594 429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10 825	3 350 408	3 490 732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6 748	995 940	994 780	– 0,01
50 à moins de 100 habitants	3 020	234 411	226 489	– 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1 111	41 799	38 115	– 1,15
Ensemble	**36 551**	**54 334 871**	**56 615 155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1 202 613	676	421 759	899	1 624 372
Aquitaine	308	1 831 023	1 982	964 807	2 290	2 795 830
Auvergne	128	774 080	1 182	547 134	1 310	1 321 214
Bourgogne	145	923 803	1 899	685 850	2 044	1 609 653
Bretagne	188	1 602 636	1 081	1 193 002	1 269	2 795 638
Centre	252	1 536 010	1 590	835 026	1 842	2 371 036
Champagne - Ardenne	128	838 742	1 808	509 106	1 936	1 347 848
Corse	15	146 660	345	103 711	360	250 371
Franche-Comté	144	637 880	1 642	459 396	1 786	1 097 276
Île-de-France	590	10 258 351	691	402 203	1 281	10 660 554
Languedoc - Roussillon	219	1 546 011	1 326	568 974	1 545	2 114 985
Limousin	41	371 399	706	351 451	747	722 850
Lorraine	339	1 661 202	1 996	644 524	2 335	2 305 726
Midi - Pyrénées	231	1 480 822	2 788	949 841	3 019	2 430 663
Nord - Pas-de-Calais	525	3 416 033	1 024	549 025	1 549	3 965 058
Basse-Normandie	148	739 553	1 666	651 765	1 814	1 391 318
Haute-Normandie	189	1 195 032	1 232	542 215	1 421	1 737 247
Pays de la Loire	232	1 912 729	1 272	1 146 383	1 504	3 059 112
Picardie	260	1 102 916	2 033	707 771	2 293	1 810 687
Poitou - Charentes	128	810 482	1 337	784 627	1 465	1 595 109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3 821 573	714	436 334	963	4 257 907
Rhône - Alpes	618	4 088 209	2 261	1 262 492	2 879	5 350 701
Ensemble métropole	**5 300**	**41 897 759**	**31 251**	**14 717 396**	**36 551**	**56 615 155**
Guadeloupe	30	380 863	4	6 124	34	386 987
Guyane	6	93 840	15	20 838	21	114 678
Martinique	21	324 604	13	34 968	34	359 572
Réunion	22	586 814	2	11 009	24	597 823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1 386 121**	**34**	**72 939**	**113**	**1 459 060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5 379**	**43 283 880**	**31 285**	**14 790 335**	**36 664**	**58 074 215**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : INSEE (recensements de la population)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1990)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population en 1999	Taux annuel d'évolution en %		
					1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 155	10 561 573	0,29	0,70	0,28
Lyon	2	2	239	1 597 662	0,65	0,81	0,49
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	67	1 398 146	0,43	0,11	0,57
Lille	4	4	118	1 108 447	0,30	0,32	0,16
Toulouse	5	6	255	917 312	1,57	1,69	1,01
Bordeaux	6	5	149	882 156	0,67	1,09	0,90
Nantes	7	7	65	674 115	1,11	0,93	0,93
Strasbourg	8	9	128	557 122	0,79	0,65	0,57
Nice	9	8	72	556 525	0,35	0,97	0,69
Grenoble	10	10	101	504 849	0,63	0,62	0,51
Rennes	11	13	104	483 795	1,32	1,20	1,51
Toulon	12	12	25	478 206	0,54	0,89	1,24
Rouen	13	11	142	470 120	0,26	0,36	0,08
Montpellier	14	14	74	445 724	1,86	2,11	2,09
Nancy	15	15	163	396 314	0,11	0,27	0,34
Tours	16	17	66	368 395	0,67	0,81	1,10
Valenciennes	17	16	90	368 279	– 0,04	– 0,41	– 0,49
Grasse-Cannes-Antibes	18	18	30	364 553	0,69	1,68	1,97
Clermont-Ferrand	19	19	99	351 949	0,36	0,36	0,68
Caen	20	22	204	345 919	0,73	1,03	1,10
Lens	21	21	40	325 625	– 0,12	– 0,11	– 0,20
Orléans	22	23	68	324 533	0,86	1,27	1,34
Dijon	23	24	163	312 199	0,48	0,90	0,66
Angers	24	26	66	309 372	0,86	1,07	1,34
Saint-Etienne	25	20	34	307 697	– 0,79	– 0,07	– 0,62
Le Havre	26	25	61	290 864	– 0,09	0,18	– 0,16
Mulhouse	27	28	63	274 977	0,40	0,30	0,32
Brest	28	29	38	274 593	0,40	0,36	0,59
Reims	29	30	119	272 620	0,42	0,67	0,70
Metz	30	33	129	269 413	0,50	0,61	0,80
Le Mans	31	32	66	268 523	0,33	0,36	0,56
Béthune	32	27	69	266 905	– 0,10	0,11	– 0,24
Dunkerque	33	31	54	263 191	0,03	0,01	1,05
Limoges	34	34	53	231 503	0,30	0,24	0,79
Amiens	35	35	120	220 370	0,28	0,37	0,60
Besançon	36	38	186	212 844	0,72	0,81	0,54
Avignon	37	37	21	211 954	0,58	0,78	1,15
Nîmes	38	40	34	209 292	0,82	1,43	0,98
Douai	39	36	49	208 793	– 0,27	– 0,08	– 0,42
Genève (CH) - Annemasse	40	43	102	207 177	1,26	2,34	1,77
Bayonne	41	41	34	206 766	0,81	1,01	0,98
Perpignan	42	39	33	204 659	0,57	0,83	1,96
Pau	43	42	91	194 459	0,53	0,77	1,08
Poitiers	44	47	56	187 768	1,10	0,83	1,26
Lorient	45	44	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Annecy	46	49	58	179 702	1,19	1,64	1,43
Montbéliard	47	45	126	178 732	– 0,21	– 0,66	0,09
Thionville	48	46	46	175 989	– 0,03	– 0,36	– 1,08
Troyes	49	48	109	168 191	0,24	0,10	0,45
Saint-Nazaire	50	50	19	160 798	0,40	0,21	0,69
Valence	51	51	35	159 511	0,55	0,73	1,02
La Rochelle	52	53	35	156 727	1,16	0,33	0,94

TABLEAU A.01-13

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (Recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Population sans doubles comptes 1990	1999	Variation de la population En valeur absolue	En valeur relative %
Bas-Rhin	7	44	526	953 053	1 026 120	+ 73 067	+ 7,7
Haut-Rhin	6	31	377	671 319	708 025	+ 36 706	+ 5,5
Alsace	**13**	**75**	**903**	**1 624 372**	**1 734 145**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
Dordogne	4	50	557	386 365	388 293	+ 1 928	+ 0,5
Gironde	5	63	542	1 213 499	1 287 334	+ 73 835	+ 6,1
Landes	2	30	331	311 461	327 334	+ 15 873	+ 5,1
Lot-et-Garonne	4	40	317	305 989	305 380	– 609	– 0,2
Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	578 516	600 018	+ 21 502	+ 3,7
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**2 795 830**	**2 908 359**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
Allier	3	35	320	357 710	344 721	– 12 989	– 3,6
Cantal	3	27	260	158 723	150 778	– 7 945	– 5,0
Haute-Loire	3	35	260	206 568	209 113	+ 2 545	+ 1,2
Puy-de-Dôme	5	61	470	598 213	604 266	+ 6 053	+ 1,0
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**1 321 214**	**1 308 878**	**– 12 336**	**– 0,9**
Côte-d'Or	3	43	707	493 866	506 755	+ 12 889	+ 2,6
Nièvre	4	32	312	233 278	225 198	– 8 080	– 3,5
Saône-et-Loire	5	57	573	559 413	544 893	– 14 520	– 2,6
Yonne	3	42	453	323 096	333 221	+ 10 125	+ 3,1
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**1 609 653**	**1 610 067**	**+ 414**	**–**
Côtes-d'Armor	4	52	372	538 395	542 373	+ 3 978	+ 0,7
Finistère	4	54	283	838 687	852 418	+ 13 731	+ 1,6
Ille-et-Vilaine	4	53	352	798 718	867 533	+ 68 815	+ 8,6
Morbihan	3	42	261	619 838	643 873	+ 24 035	+ 3,9
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**2 795 638**	**2 906 197**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
Cher	3	35	290	321 559	314 428	– 7 131	– 2,2
Eure-et-Loir	4	29	403	396 073	407 665	+ 11 592	+ 2,9
Indre	4	26	247	237 510	231 139	– 6 371	– 2,7
Indre-et-Loire	3	37	277	529 345	554 003	+ 24 658	+ 4,7
Loir-et-Cher	3	30	291	305 937	314 968	+ 9 031	+ 3,0
Loiret	3	41	334	580 612	618 126	+ 37 514	+ 6,5
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**2 371 036**	**2 440 329**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
Ardennes	4	37	463	296 357	290 130	– 6 227	– 2,1
Aube	3	33	431	289 207	292 131	+ 2 924	+ 1,0
Marne	5	44	619	558 217	565 229	+ 7 012	+ 1,3
Haute-Marne	3	32	432	204 067	194 873	– 9 194	– 4,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 945**	**1 347 848**	**1 342 363**	**– 5 485**	**– 0,4**
Corse-du-Sud	2	22	124	118 808	118 593	– 215	– 0,2
Haute-Corse	3	30	236	131 563	141 603	+ 10 040	+ 7,6
Corse	**5**	**52**	**360**	**250 371**	**260 196**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
Doubs	3	35	594	484 770	499 062	+ 14 292	+ 2,9
Jura	3	34	545	248 759	250 857	+ 2 098	+ 0,8
Haute-Saône	2	32	545	229 650	229 732	+ 82	–
Territoire de Belfort	1	15	102	134 097	137 408	+ 3 311	+ 2,5
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**1 097 276**	**1 117 059**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
Paris	1	20	1	2 152 423	2 125 246	– 27 177	– 1,3
Seine-et-Marne	5	43	514	1 078 166	1 193 767	+ 115 601	+ 10,7
Yvelines	4	39	262	1 307 150	1 354 304	+ 47 154	+ 3,6
Essonne	3	42	196	1 084 824	1 134 238	+ 49 414	+ 4,6
Hauts-de-Seine	3	45	36	1 391 658	1 428 881	+ 37 223	+ 2,7
Seine-Saint-Denis	3	40	40	1 381 197	1 382 861	+ 1 664	+ 0,1
Val-de-Marne	3	49	47	1 215 538	1 227 250	+ 11 712	+ 1,0
Val-d'Oise	3	39	185	1 049 598	1 105 464	+ 55 866	+ 5,3
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**10 660 554**	**10 952 011**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
Aude	3	35	438	298 712	309 770	+ 11 058	+ 3,7
Gard	3	46	353	585 049	623 125	+ 38 076	+ 6,5
Hérault	3	49	343	794 603	896 441	+ 101 838	+ 12,8
Lozère	2	25	185	72 825	73 509	+ 684	+ 0,9
Pyrénées-Orientales	3	31	226	363 796	392 803	+ 29 007	+ 8,0
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**2 114 985**	**2 295 648**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
Corrèze	3	37	286	237 908	232 576	– 5 332	– 2,2
Creuse	2	27	260	131 349	124 470	– 6 879	– 5,2
Haute-Vienne	3	42	201	353 593	353 893	+ 300	+ 0,1
Limousin	**8**	**106**	**747**	**722 850**	**710 939**	**– 11 911**	**– 1,6**
Meurthe-et-Moselle	4	44	594	711 943	713 779	+ 1 836	+ 0,3
Meuse	3	31	498	196 223	192 198	– 4 025	– 2,1
Moselle	9	51	730	1 011 302	1 023 447	+ 12 145	+ 1,2
Vosges	3	31	515	386 258	380 952	– 5 306	– 1,4
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**2 305 726**	**2 310 376**	**+ 4 650**	**+ 0,2**

TABLEAU A.01-13 (suite et fin)

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (Recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Population sans doubles comptes 1990	1999	Variation de la population En valeur absolue	En valeur relative %
Ariège	3	22	332	136 455	137 205	+ 750	+ 0,5
Aveyron	3	46	304	270 141	263 808	– 6 333	– 2,3
Haute-Garonne	3	53	588	925 962	1 046 338	+ 120 376	+ 13,0
Gers	3	31	463	174 587	172 335	– 2 252	– 1,3
Lot	3	31	340	155 816	160 197	+ 4 381	+ 2,8
Hautes-Pyrénées	3	34	474	224 759	222 368	– 2 391	– 1,1
Tarn	2	46	324	342 723	343 402	+ 679	+ 0,2
Tarn-et-Garonne	2	30	195	200 220	206 034	+ 5 814	+ 2,9
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**2 430 663**	**2 551 687**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
Nord	6	79	653	2 531 855	2 555 020	+ 23 165	+ 0,9
Pas-de-Calais	7	77	894	1 433 203	1 441 568	+ 8 365	+ 0,6
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**3 965 058**	**3 996 588**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
Calvados	4	49	705	618 478	648 385	+ 29 907	+ 4,8
Manche	4	52	602	479 636	481 471	+ 1 835	+ 0,4
Orne	3	40	507	293 204	292 337	– 867	– 0,3
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**1 391 318**	**1 422 193**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
Eure	3	43	675	513 818	541 054	+ 27 236	+ 5,3
Seine-Maritime	3	69	745	1 223 429	1 239 138	+ 15 709	+ 1,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**1 737 247**	**1 780 192**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
Loire-Atlantique	4	59	221	1 052 183	1 134 266	+ 82 083	+ 7,8
Maine-et-Loire	4	41	364	705 882	732 942	+ 27 060	+ 3,8
Mayenne	3	32	261	278 037	285 338	+ 7 301	+ 2,6
Sarthe	3	40	375	513 654	529 851	+ 16 197	+ 3,2
Vendée	3	31	283	509 356	539 664	+ 30 308	+ 6,0
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**3 059 112**	**3 222 061**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
Aisne	5	42	816	537 259	535 842	– 1 417	– 0,3
Oise	4	41	693	725 603	766 441	+ 40 838	+ 5,6
Somme	4	46	783	547 825	555 551	+ 7 726	+ 1,4
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**1 810 687**	**1 857 834**	**+ 47 147**	**+ 2,6**
Charente	3	35	404	341 993	339 628	– 2 365	– 0,7
Charente-Maritime	5	51	472	527 146	557 024	+ 29 878	+ 5,7
Deux-Sèvres	3	33	308	345 965	344 392	– 1 573	– 0,5
Vienne	3	38	281	380 005	399 024	+ 19 019	+ 5,0
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**1 595 109**	**1 640 068**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	130 883	139 561	+ 8 678	+ 6,6
Hautes-Alpes	2	30	177	113 300	121 419	+ 8 119	+ 7,2
Alpes-Maritimes	2	52	163	971 829	1 011 326	+ 39 497	+ 4,1
Bouches-du-Rhône	4	53	119	1 759 371	1 835 719	+ 76 348	+ 4,3
Var	3	43	153	815 449	898 441	+ 82 992	+ 10,2
Vaucluse	3	24	151	467 075	499 685	+ 32 610	+ 7,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**4 257 907**	**4 506 151**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
Ain	4	43	419	471 019	515 270	+ 44 251	+ 9,4
Ardèche	3	33	339	277 581	286 023	+ 8 442	+ 3,0
Drôme	3	36	370	414 072	437 778	+ 23 706	+ 5,7
Isère	3	58	533	1 016 228	1 094 006	+ 77 778	+ 7,7
Loire	3	40	327	746 288	728 524	– 17 764	– 2,4
Rhône	2	51	293	1 508 966	1 578 869	+ 69 903	+ 4,6
Savoie	3	37	305	348 261	373 258	+ 24 997	+ 7,2
Haute-Savoie	4	34	293	568 286	631 679	+ 63 393	+ 11,2
Rhône-Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**5 350 701**	**5 645 407**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 748**	**+ 1 903 593**	**+ 3,4**
Guadeloupe	3	43	34	386 987	422 496	+ 35 509	+ 9,2
Martinique	4	45	34	359 572	381 427	+ 21 855	+ 6,1
Guyane	2	19	22	114 678	157 213	+ 42 335	+ 37,1
Réunion	4	49	24	597 823	706 300	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**1 459 060**	**1 667 436**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 679**	**58 074 215**	**60 186 184**	**+ 2 111 969**	**+ 3,6**

(1) Au recensement de 1999.

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs nationaux et réserves naturelles.

1. Volume d'eau de pluie par année hydrologique.
2. Évolution de l'occupation physique du territoire.

3A. Superficie des espaces naturels protégés.

3B. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.

4A. État des espèces de vertébrés en France.

4B. État des espèces animales en Europe.

5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et ozone dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par catégorie d'émetteurs.
8. Émissions d'oxydes d'azote par catégorie d'émetteurs.
9. Émissions de dioxyde de carbone par catégorie d'émetteurs.
10. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce.
11. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
12. Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer.
13. Pollution industrielle de l'eau.
14. Assainissement et épuration des grandes villes en 1995 et 1996.
15. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant.
16. Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1998.
17. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par agent responsable.
20. Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine.
21. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38,3 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 53,8 %, les zones artificielles bâties ou non 7,7 % et les zones interdites d'accès 0,2 %. Les sols bâtis et artificialisés ont progressé d'environ 1,7 % entre 1997 et 1998 et la surface forestière de l'ordre de 0,3 %.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. Le quart du territoire national est recensé comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles et les arrêtés préfectoraux de biotope représentent une protection pour 1 % environ du territoire français. Bien d'autres espaces naturels sont protégés en application des lois françaises ou de conventions ou programmes internationaux.

Les émissions des principaux polluants dans l'air sont en décroissance par rapport aux niveaux de 1991. On note toutefois une remontée pour le gaz carbonique depuis 1994. La pollution atmosphérique peut se manifester à différentes échelles : locale, continentale ou planétaire. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, protoxyde d'azote, méthane et de certains composés halogénés; l'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée essentiellement aux chlorofluorocarbures et aux halons dont la production et la consommation sont désormais interdits en Europe, les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone étant strictement réglementées.

Les rejets organiques dans le milieu naturel aquatique émanent des collectivités locales et de l'industrie; cette dernière rejette aussi des polluants toxiques. Les pollutions d'origine agricole sont en général plus diffuses.

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 630 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). Parmi ceux-ci les ordures ménagères, recensées en 1996 dans 775 installations de traitement, représentent 23 millions de tonnes. 43 % ont fait l'objet d'une valorisation par récupération d'énergie après incinération, ou par compostage, tri ou méthanisation.

Sur un total de l'ordre de 145 milliards de francs affectés en 1997 à la protection de l'environnement, 64 % ont été dépensés sous la responsabilité des administrations publiques, 29 % des entreprises et 7 % des ménages. La gestion des eaux usées est le domaine prépondérant, suivi par celui de la gestion des déchets.

2. MÉTHODOLOGIE

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérées par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

Plusieurs types de protection réglementaire nationale permettent de protéger les espaces naturels. Il s'agit principalement des réserves naturelles et des parcs nationaux créés afin de conserver et préserver le milieu naturel concerné. Des arrêtés de protection de biotope sont pris pour conserver les habitats d'espèces protégées. La protection des sites vise à la préservation d'espaces paysagers remarquables.

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de l'acquisition foncière d'espaces naturels sur le littoral ou au bord des grands lacs pour en assurer la conservation et permettre leur ouverture au public.

D'autres types de protection d'espaces naturels existent notamment au niveau international (zones de protection spéciale pour la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages, zones Ramsar pour la conservation des zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau,...) ou avec l'intervention des collectivités locales (espaces naturels sensibles, parcs naturels régionaux,...).

Le Muséum national d'histoire naturelle (service du patrimoine naturel) tient à jour le recensement de ces espaces protégés pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Direction de la nature et des paysages (DNP).

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations d'espèces animales et végétales en France. Le Muséum national d'histoire naturelle (service du patrimoine naturel) réalise des inventaires de la faune et de la flore et comptabilise aussi le nombre d'espèces menacées afin de constituer une banque de données.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse, par espèce et par saison de chasse.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps.

- La qualité de l'air ambiant

Elle est mesurée par les concentrations de certains gaz ou particules dans l'air. Ces mesures sont effectuées par des réseaux de capteurs, et à des pas de temps définis, de façon à connaître la pollution de fond, celle de proximité et les pointes de pollution. 39 agglomérations ou zones industrielles disposent fin 1997 d'un réseau de

surveillance composé lui-même de plusieurs stations de mesures.

L'ensemble des données recueillies par les réseaux de surveillance de la qualité de l'air sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

● Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur caractérisant les rejets. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : les ministères chargés de l'Environnement et de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIE). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIE la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

● Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76 160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme; B = qualité moyenne, conforme; C = pollution momentanée, non conforme; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau).

● Les prélèvements en eau

Les volumes d'eau prélevés correspondent essentiellement aux quatre usages suivants :

— le refroidissement des centrales thermiques;

— la consommation;

— l'irrigation;

— les usages industriels;

Ils sont évalués à partir des assiettes de « redevances prélèvements » des Agences de l'eau ou à partir d'estimations notamment pour les prélèvements d'origine agricole.

● La pollution de l'eau

Les émissions de polluants dans l'eau peuvent être d'origine industrielle, domestique ou agricole.

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc qu'une partie des flux d'origine industrielle (le cumul des plus gros rejets).

Les données relatives à la pollution émise dans les grandes villes et au rendement des stations d'épuration sont collectées par l'OIE auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE. La pollution brute produite est la pollution émise par les habitants et par les industries raccordées aux stations d'épuration; elle est estimée sur une base forfaitaire. La pollution entrante est la pollution moyenne du mois de pointe à l'entrée des stations ; elle est déterminée par les Agences de l'eau sur la base de mesures ou d'évaluations forfaitaires. Le rendement des stations d'épuration est le rendement d'élimination constaté le mois de pointe.

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble et analyse la majorité des données relatives aux accidents survenus principalement dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit des accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. Les modes de collecte des informations par région sont encore très hétérogènes.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurance.

Les déchets

Réalisé par l'ADEME, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés, recense les principales caractéristiques des installations (à partir de 3 000 tonnes par an pour les décharges). Cet inventaire, de périodicité annuelle, fournit des informations sur les tonnages reçus et sur les populations desservies.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

Les dépenses de protection de l'environnement

Les dépenses de protection de l'environnement des différents acteurs (ménages, entreprises, administrations publiques) sont estimées dans le cadre du compte satellite de l'environnement, élaboré par l'IFEN et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Les dépenses décrivent les efforts réalisés dans les domaines de la protection de l'environnement : la gestion des eaux usées et des déchets, la lutte contre la pollution de l'air et contre le bruit, la protection du patrimoine écologique etc.

La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement).

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (art. R. 211-12 et suivants du Code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant.

Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces "disparues", « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 211-1 du Code rural). La liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles des espèces animales protégées sont fixées par divers arrêtés.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 241-1 et suivants du Code rural. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux à tirer sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 225-1 à L. 225-3 du Code rural).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Réserves naturelles

En application des articles L. 242-1 et suivants du Code rural, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

La loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique,

historique, scientifique, légendaire ou pittoresque comporte deux niveaux de protection : les sites classés et les sites inscrits.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Taux de collecte

Une partie seulement de la pollution brute produite entre effectivement dans les stations d'épuration. Le taux de collecte est la part de la pollution entrant en station par rapport à la pollution brute produite, cette dernière étant estimée forfaitairement.

Taux de dépollution

Le taux global de dépollution est le produit du taux de collecte et du rendement d'épuration. Cet estimateur global permet de caractériser l'ensemble des performances des systèmes de collecte et des ouvrages de traitement.

Types de traitement des ordures ménagères

On distingue les différents modes de traitement suivants :

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution; les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage qui a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie qui consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie qui permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches; dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (heure d'hiver); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, – 4 heures; en Guyane, – 3 heures; à Mayotte, +3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, – 10 heures; à Wallis et Futuna, – 12 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;

— Direction générale de l'administration et du développement;

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Agences de l'eau.

Office international de l'eau.

Office national de la chasse.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

« Une évaluation économique de la pollution atmosphérique », n° 307, 1997.

Autres publications :

« Inventaire de la faune menacée en France. Le livre rouge », Muséum national d'histoire naturelle, WWF, Nathan, novembre 1994;

« Spécial territoire », Agreste, analyse et études, Cahiers n° 21, SCEES, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, mars 1995;

« Statistiques nationales sur l'environnement 1996 », *Études et Travaux,* n° 8, IFEN, février 1996;

« L'Environnement en France : approche régionale », édition 1996-1997, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1996;

« Catalogue des sources de données de l'environnement », édition 1996-1997, IFEN, Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997;

« La qualité de l'air en France en 1995-1996 », *Données et références,* ADEME, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, juin 1998;

« Inventaire des centres de traitement des déchets ménagers et assimilés en France (ITOM 7 et ITOM A) », ADEME, juillet 1998;

« Principaux rejets industriels en France, bilan de l'année 1997 », ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), novembre 1998;

« L'environnement en France », édition 1999, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1998;

« Inventaire des émissions dans l'air en France au cours de la période 1990-1996, format UNECE », CITEPA, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, rapport d'études CITEPA, décembre 1998;

« Statistiques régionales et départementales sur l'environnement », édition 1998. *Études et Travaux,* n° 20, IFEN, directions régionales de l'Environnement, décembre 1998;

« L'assainissement des grandes villes 1998, données 1996 », RNDE, 1998;

« Données économiques de l'environnement, rapport à la commission des comptes et de l'économie de l'environnement », édition 1998, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement - Institut français de l'environnement, La Documentation Française, 1er trimestre 1999;

« Agreste, données chiffrées Agriculture; l'utilisation du territoire en 1998 », nouvelles séries de 1991 à 1998, n° 114, février 1999;

« Qualité des eaux de baignade - Baignade en mer et en eau douce, (Résultats 1998, campagne 1999) » ministère de l'Emploi et de la Solidarité, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1999;

« Chiffres-clés de l'environnement, édition 1999 », juin 1999;

« Les comptes économiques de l'environnement - séries 1990/1997, rapport présenté à la commission des comptes et de l'économie de l'environnement du 23 juin 1999 », IFEN, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), Études et travaux n° 23, IFEN, juillet/août 1999;

« *Les données de l'environnement* », IFEN (mensuel);

« L'environnement dans l'Union européenne à l'aube du XXIème siècle, Synthèse : appendice, faits et résultats par problème environnemental », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« L'environnement de l'Europe : deuxième évaluation. Vue d'ensemble », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« Vers un développement durable, indicateurs d'environnement », Organisation de coopération et de développement économiques, Les éditions de l'OCDE, 1998;

« Europe's Environment, Statistical Compendium for the Second Assessment », Commission européenne, Eurostat, Agence européenne de l'environnement, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1998;

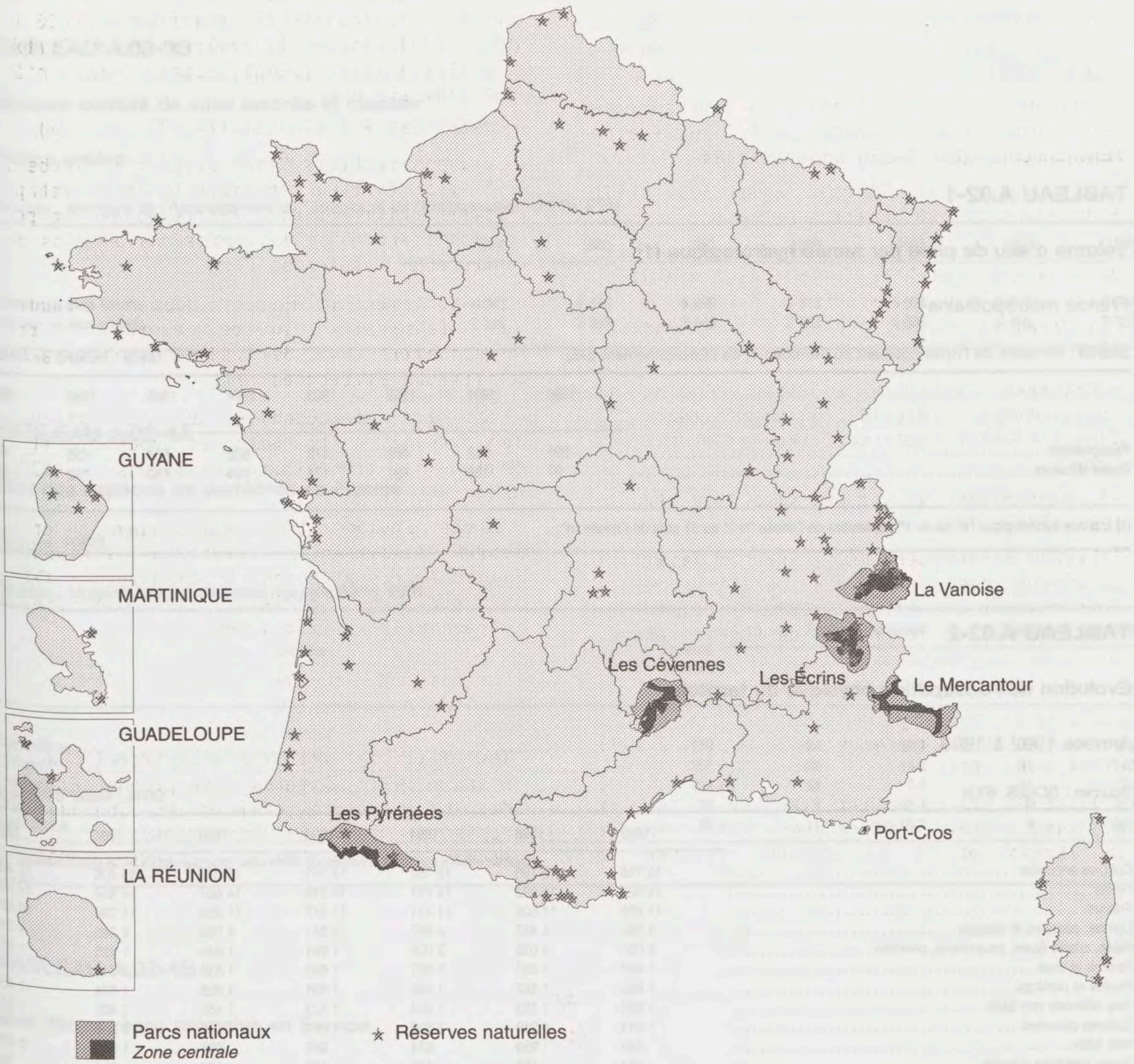
« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 1999, Paris, novembre 1999.

« Towards environmental pressure indicators for the EU, first edition 1999 », Commission européenne - Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the EU », Luxembourg, 1999.

*
* *

CARTE A.02

Parcs nationaux et réserves naturelles en 1998



Sources : Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Volume d'eau de pluie par année hydrologique (1)

France métropolitaine

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Précipitations	391	412	468	473	602	554	455	474
Pluies efficaces	97	139	121	174	296	260	152	150

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-2

Évolution de l'occupation physique du territoire

Années 1992 à 1998

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* : Millier d'hectares

	1992	*r* 1993	1994	1995	1996	1997	1998
Cultures annuelles	15 156	15 198	15 162	15 141	15 220	15 306	15 400
Forêts	14 422	14 592	14 721	14 810	14 887	14 934	14 985
Prairies	11 689	11 509	11 411	11 377	11 252	11 134	10 978
Landes, parcours et alpages	4 504	4 447	4 407	4 341	4 295	4 245	4 210
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	2 067	2 032	2 005	1 981	1 936	1 926	1 912
Roches et eaux	1 837	1 831	1 837	1 837	1 839	1 842	1 836
Routes et parkings	1 535	1 557	1 580	1 601	1 625	1 634	1 650
Sols artificiels non bâtis	1 324	1 353	1 394	1 423	1 455	1 482	1 515
Cultures pérennes	1 319	1 319	1 308	1 302	1 290	1 285	1 280
Sols bâtis	942	959	974	985	995	1 008	1 028
Zones interdites d'accès	124	122	122	122	124	124	124

TABLEAU A.02-3A

Superficie des espaces naturels protégés

Année 1998 (1)

Sources : Muséum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles	132	1 452
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	389	525
Parcs nationaux (zones centrales)	6	3 509
Arrêtés de protection de biotope	463	1 026

(1) Sauf pour les arrêtés de protection de biotope : 1997.

TABLEAU A.02-3B

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1985	1990	1995	1997	1998
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	4 896	5 013	5 074	5 089	5 094
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 449	2 553	2 655	2 706	2 722

TABLEAU A.02-4A

État des espèces de vertébrés en France

Année 1998

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
	nombre	nombre	%	nombre	%
Mammifères	119	24	20,2	15	12,6
Oiseaux (1)	357	52	14,6	51	14,3
Poissons	424 *e*	28	6,6	31	7,3
Reptiles	36	6	16,7	9	25,0
Amphibiens	37	11	29,7	9	24,3

(1) Oiseaux nicheurs et autres espèces séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4B

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, fin des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	240	59	5	5	25 000
France	**119**	**357**	**426**	**36**	**37**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	...
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	61	130	34	6	13	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	68	245	55	7	13	23 400
Royaume-uni	63	517	54	7	7	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, IFEN

	1981	1990	1994	1995	1996	1997
Chevreuils	71 837	179 673	285 319	302 744	327 403	367 288
Cerfs	9 884	13 600	18 592	20 084	23 857	27 820
Sangliers	80 000	134 220	211 586	226 093	298 332	322 565

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN

Unité : en microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2% des cas (1)	Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2% des cas (2)	Moyenne horaire maximale en O_3 (2)
Clermont-Ferrand	62	191	208
Fos-sur-Mer	116	84	319
Grenoble	70	135	229
La Rochelle	21	116	203
Le Havre	202	130	247
Lyon	88	180	319
Marseille	65	175	229
Nancy-Sud Lorraine	43	113	203
Paris-Ile de France	118	191	239
Rouen	212	103	216
Strasbourg	83	111	268
Toulouse	40	131	202

(1) du 1er avril 1995 au 31 mars 1996.
(2) du 1er janvier au 31 décembre 1995.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 15/09/1998), IFEN

Unité : Millier de tonnes de SO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Combustion dans la transformation d'énergie	496,2	590,3	466,7	369,0	345,4	358,8	357,4
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	131,2	135,4	128,5	119,8	97,9	86,9	85,5
Combustion dans l'industrie manufacturière	311,3	344,5	306,2	286,7	295,5	276,9	267,5
Procédés industriels	92,1	90,2	84,8	75,8	72,6	73,0	72,9
Extraction et distribution de combustible et géothermie	38,7	22,4	21,9	18,4	10,5	15,0	13,9
Transport routier	142,1	146,6	151,9	153,9	150,5	116,7	117,2
Autres modes de transport et machinerie	25,0	25,4	24,2	23,3	21,4	16,5	16,1
Traitement et élimination des déchets	13,2	13,2	17,2	14,4	15,3	14,4	15,6
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	2,5	0,3	0,6	0,6	0,9	0,6	0,4
Total	**1 252,3**	**1 368,3**	**1 202,0**	**1 061,9**	**1 010,0**	**958,8**	**946,5**

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 15/09/1998), IFEN

Unité : Millier de tonnes d'équivalent NO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Combustion dans la transformation d'énergie	137,1	178,2	151,4	104,9	104,9	117,1	126,8
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	94,2	106,5	105,7	104,0	96,4	98,7	106,7
Combustion dans l'industrie manufacturière	163,3	166,9	150,8	150,0	160,4	153,7	153,8
Procédés industriels	29,2	25,9	22,8	18,3	16,2	16,2	16,8
Extraction et distribution de combustibles et géothermie	–	–	–	–	–	–	–
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	1 045,5	1 051,9	1 055,0	1 028,1	1 004,0	954,7	895,9
Autres modes de transport et machinerie	390,8	392,5	368,3	344,0	340,3	362,0	372,4
Traitement et élimination des déchets	18,5	20,0	21,6	23,3	23,3	22,8	22,6
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	7,4	2,5	3,1	3,2	3,9	3,4	2,6
Total	**1 886,0**	**1 944,4**	**1 878,7**	**1 775,8**	**1 749,4**	**1 728,6**	**1 697,6**

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 15/09/98), IFEN

Unité : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Combustion dans la transformation d'énergie	63 846	75 314	67 491	54 088	50 346	53 136	57 701
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	84 009	93 730	93 352	91 562	86 016	87 600	94 952
Combustion dans l'industrie manufacturière	75 001	78 440	72 120	71 692	75 503	74 551	76 609
Procédés industriels	24 162	22 646	20 973	20 366	21 333	21 372	20 273
Extraction et distribution de combustible et géothermie	784	911	810	832	829	795	694
Solvants et utilisations d'autres produits	2 024	1 940	1 908	1 807	1 840	1 855	1 792
Transport routier	112 180	114 735	117 734	118 229	121 334	122 796	123 199
Autres modes de transport et machinerie	17 473	17 336	16 755	15 850	15 687	16 294	16 961
Traitement et élimination des déchets	3 490	3 629	3 798	3 897	4 087	4 100	4 124
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	– 25 513	– 22 623	– 26 553	– 33 047	– 35 710	– 34 330	– 36 444
Total	**357 456**	**386 058**	**368 388**	**345 276**	**341 265**	**348 169**	**359 861**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et à l'utilisation des sols; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-10

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	1 649	1 512	1 588	1 592	1 587	1 553
selon la catégorie de qualité						
A (1)	443	436	678	752	672	814
Pourcentage	26,9	28,8	42,7	47,2	42,3	52,4
B (2)	924	884	768	698	777	672
Pourcentage	56,0	58,5	48,4	43,8	49,0	43,3
C (3)	187	139	113	111	124	59
Pourcentage	11,3	9,2	7,1	7,0	7,8	3,8
D (4)	95	53	29	31	14	8
Pourcentage	5,8	3,5	1,8	2,0	0,9	0,5

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade

France entière

Année 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	A (1)	B (2)	C (3)	D (4)	**Total**
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	108	352	41	6	**507**
%	21,3	69,4	8,1	1,2	**100,0**
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	143	70	5	1	**219**
%	65,3	32,0	2,3	0,5	**100,0**
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	185	117	3	–	**305**
%	60,7	38,4	1,0	–	**100,0**
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	156	64	8	1	**229**
%	68,1	27,9	3,5	0,4	**100,0**
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	128	38	1	–	**167**
%	76,6	22,8	0,6	–	**100,0**
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	94	31	1	–	**126**
%	74,6	24,6	0,8	–	**100,0**
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**814**	**672**	**59**	**8**	**1 553**
%	**52,4**	**43,3**	**3,8**	**0,5**	**100,0**

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-12

Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	**1 756**	**1 782**	**1 777**	**1 790**	**1 829**	**1 856**
selon la catégorie de qualité						
A (1)	912	974	1 052	1 131	1 094	1 155
Pourcentage	51,9	54,7	59,2	63,2	59,8	62,2
B (2)	607	646	614	580	608	598
Pourcentage	34,6	36,3	34,5	32,4	33,2	32,2
C (3)	231	152	110	79	126	102
Pourcentage	13,2	8,5	6,2	4,4	6,9	5,5
D (4)	6	10	1	–	1	1
Pourcentage	0,3	0,5	0,1	–	0,1	0,1

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Pollution industrielle de l'eau

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR) - Agence de l'eau - RNDE

	Unités	1980	1985	1990	1991	1993	1995	1996
Pollution nette (1) rejetée par les industries								
– Matières oxydables	tonne/jour	2 775	2 288	2 109	2 009	2 004	1 680	1 604
– Matières toxiques	10^3 équitox/jour	56 185	44 387 *r*	37 165	34 413	34 412	20 100	17 705

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.02-14

Assainissement et épuration des grandes villes en 1995 et 1996 (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en kg/j
taux en %

	Matières oxydables		Matières azotées		Matières phosphorées	
	r 1995	1996	*r* 1995	1996	*r* 1995	1996
Pollution brute produite (2)	3 311 488	3 303 805	760 036	753 514	205 482	204 353
Pollution entrant dans les stations d'épuration	2 053 212	2 229 695	478 215	481 099	120 576	120 106
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 472 431	1 618 396	188 160	193 706	44 105	47 789
Pollution résiduelle après traitement en stations d'épuration	580 781	611 299	290 055	287 393	76 471	72 317
Flux non collecté par les stations	1 258 276	1 074 110	281 821	272 414	84 906	84 248
Taux de collecte	62	68	63	64	59	59
Taux de dépollution	44	49	25	26	21	23

(1) France métropolitaine, agglomérations de plus de 10 000 équivalents-habitants.
(2) Pollution émise par les habitants relevant de l'assainissement collectif et par les industries raccordées, estimée sur une base forfaitaire.

TABLEAU A.02-15

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant (1)

Année 1997

Unités : Kilogramme par jour
Kilogramme par seconde
Kilogramme par an

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements (2)
Matières en suspension	900 Kg/j	79	3 225 478
Demande chimique en oxygène	1000 Kg/j	273	1 126 623
Azote	150 Kg/j	78	56 204
Phosphore	15 Kg/j	71	7 328
Sulfates	800 Kg/j	39	740 370
Chlorures	0,05 Kg/s	42	92
Cadmium	0,01 Kg/j	40	107
Plomb	0,03 Kg/j	78	98
Chrome	0,3 Kg/j	37	2 043
Arsenic	0,02 Kg/j	15	447
Mercure	1 Kg/an	19	213
Cuivre	0,1 Kg/j	103	107
Fer	3 Kg/j	42	284 313
Manganèse	0,5 Kg/j	17	813
Cyanures	0,02 Kg/j	19	139
Phénols	1 Kg/j	24	167
Zinc	0,3 Kg/j	127	598
Aluminium	5 Kg/j	16	66 219
Étain	0,02 Kg/j	37	22
Fluor	8 Kg/j	37	6 833
Nickel	0,06 Kg/j	149	129
Hydrocarbures	10 Kg/j	43	1 447
Titane	5 Kg/j	3	64 251

(1) Le flux rejeté par les principaux émetteurs industriels ne représente qu'une partie des flux d'origine industrielle rejetés en France (il s'agit de la somme des rejets des établissements dépassant le seuil indiqué).
(2) Unité : kilogramme par jour sauf les chlorures exprimés en kilogramme par seconde et le mercure en kilogramme par an.

TABLEAU A.02-16

Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1998

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR - SEI - BARPI) - IFEN, base ARIA mise à jour août 1999

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	295
Industrie (1)	529
Commerce	154
Transports	153
Autres secteurs d'activité (2)	279
Origine inconnue	99

(1) Industrie, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction.
(2) Éducation, assainissement-voirie et gestion des déchets, autres activités ou activité indéterminée.

TABLEAU A.02-17

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN — *Unité* : Milliard de francs

	1988	1989	1990	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	*p* 1997
Montant	2,19	0,87	4,30	1,53	3,30	4,70	2,30	4,30	2,20	1,90

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées

France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN — *Unité* : Quantité : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations				Quantité annuelle reçue			
	1989	1993	1995	1996	1989	1993	1995	1996
Compostage	77	68	78	74	1 341	1 482	1 716	1 710
Incinération avec récupération d'énergie	75	79	85	90	5 428	6 902	7 652	7 762
Incinération sans récupération d'énergie	228	218	188	176	2 090	2 857	2 700	2 462
Mise en décharge (1)	485	459	384	425	8 928	10 025	9 593	10 657
Divers (tri, méthanisation)	3	3	28	10	108	87	474	335
Total	**868**	**827**	**763**	**775**	**17 895**	**21 353**	**22 135**	**22 926**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-19

Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par agent responsable

Année 1997 (*p*)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), IFEN — *Unité* : Million de francs

	Administrations publiques	Entreprises	Ménages	**Total**
Gestion des eaux usées	46 908	8 914	5 075	**60 897**
Protection de l'air	...	9 396	1 319	**10 715**
Réduction du bruit	553	3 697	580	**4 830**
Gestion des déchets	27 157	17 175	2 117	**46 449**
Nettoyage des rues	5 697	///	///	**5 697**
Protection de la biodiversité et des paysages	2 114	1 500	200	**3 814**
Recherche et développement	3 380	2 086	///	**5 466**
Administration générale de l'environnement	7 330	...	///	**7 330**
Total	**93 139**	**42 768**	**9 291**	**145 198**

TABLEAU A.02-20

Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), IFEN — *Unité* : Million de francs courants

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Gestion des eaux usées	41 859	44 841	48 198	53 661	57 123	57 846	60 897
Protection de l'air	9 039	9 157	9 626	8 477	8 754	9 717	10 715
Réduction du bruit	4 321	4 626	4 608	4 848	4 798	4 810	4 830
Gestion des déchets	27 175	32 759	35 655	38 200	41 261	44 740	46 449
Nettoyage des rues	4 545	4 865	5 000	5 155	5 300	5 470	5 697
Protection de la biodiversité et des paysages	2 787	3 003	3 072	3 930	3 021	3 669	3 814
Recherche et développement	4 270	4 755	4 855	5 040	5 220	5 281	5 466
Administration générale de l'environnement	4 155	5 425	6 266	6 843	7 054	7 150	7 330
Total	**98 151**	**109 431**	**117 280**	**126 154**	**132 531**	**138 683**	**145 198**

TABLEAU A.02-21

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1997

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé
Allemagne (3)	0,8	1,5
Australie (2)	0,5	0,8
Autriche (4)	1,0	1,7
Belgique (1)	0,5	0,9
Canada (3)	0,6	1,1
Danemark (2)	0,6	0,9
Espagne (5)	0,5	0,5
États-Unis (4)	0,7	1,6
Finlande (1)	0,6	1,1
France (2)	**1,0**	**1,4**
Grèce (3)	0,5	0,8
Islande (2)	0,3	...
Japon (8)	0,9	1,1
Pays-Bas (3)	1,3	1,8
Portugal (4)	0,6	0,7
Royaume-Uni	0,4 (8)	0,3 (4)
Suisse	1,0 (6)	1,6 (5)
Suède (7)	0,8	1,2

(1) 1997.
(2) 1996.
(3) 1995.
(4) 1994.
(5) 1993.
(6) 1992.
(7) 1991.
(8) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1998.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1999.
4. Population des États de l'Union européenne.
5 Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1er janvier 1999. Après une interruption en 1997, la natalité poursuit la progression qu'elle a amorcée fin 1994. Cette hausse de la natalité au cours de l'année 1998, atténuée cependant par une augmentation des décès, permet un accroissement naturel plus net que les années précédentes.

Environ 740 300 naissances et 540 400 décès sont enregistrés au cours de l'année, ce qui correspond à un excédent naturel de près de 200 000 personnes. Par ailleurs, l'excédent des mouvements migratoires est provisoirement estimé à 40 000 personnes. Ainsi, la population augmente de 240 000 personnes, soit un accroissement de 4,1 habitants pour mille dont 3,4 résultent de l'excédent des naissances sur les décès.

En 1998, l'espérance de vie n'augmente pas : elle atteint 74,6 années pour les hommes, comme en 1997, et 82,2 années pour les femmes, contre 82,3 en 1997. Mais la tendance doit être appréciée sur plusieurs années. Les gains d'espérance de vie à la naissance sont irréguliers mais continus : ils ont été de près de deux années et demi en dix ans, soit près d'un trimestre par an. L'espérance de vie des femmes augmente moins vite que celle des hommes : 7,6 années les séparent en 1998 contre 8,2 ans jusqu'au début des années quatre-vingt-dix.

2. MÉTHODOLOGIE

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ne sont pas arrêtés à la date de rédaction du présent chapitre.
Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le département de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement de 1990

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01, sans changement par rapport à la définition issue du recensement de la population de 1999), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. Les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation sont donnés dans les publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] depuis 1962.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

  — tableaux-lignes des fascicules bleus;

  — tableaux-lignes des fascicules orange;

  — fiche historique,

(ces tableaux sont rassemblés sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— BDCOM : base de données communales;

— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules) avec rectificatif annuel (dernière édition 1999).

● Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

● Tableaux :

— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);

— tableaux-lignes des fascicules jaunes;

— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;

— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exhaustif;

— fichiers « détail » au lieu de travail;

— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* présente les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (1) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « bordeaux ») :

— 7 volumes France métropolitaine :

  — population totale;

  — population active;

  — formation;

  — ménages et familles;

  — nationalités-étrangers;

  — logements et immeubles;

  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :

— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;

---

(1) Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;

— tableaux-lignes d'indicateurs;

— tableaux d'étude en partie, repris des anciens volumes bordeaux;

— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;

— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;

— fichiers lieu de travail;

— fichiers lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à

une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;

— CAP;

— BEP;

— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);

  — du même département;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;

— statut;

— activité économique;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;

— salariés de l'État;

— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;

— salariés de la Sécurité sociale;

— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;

— employeurs;

— aides familiaux.

(1) En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

Organismes divers :

— enseignement public supérieur (universités, IUT);

— CROUS;

— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);

— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;

— agence nationale pour l'emploi (ANPE);

— centre national de la recherche scientifique (CNRS);

— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :

— régions, départements, communes, communautés urbaines;

— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);

— syndicats et districts urbains;

— services communaux, départementaux;

— lycées, collèges;

— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);

— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;

— maisons de jeunes;

— syndicats d'initiative;

— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;

— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :

— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;

— régimes spéciaux ou statutaires;

— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :

Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);

— président-directeur général;

— président de société anonyme;

— directeur général de société anonyme;

— associé de société en nom;

— associé de société de fait;

— commanditaire de société en commandite;

— chef d'entreprise;

— administrateur de société;

— agent d'assurance dirigeant un cabinet;

— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);

— administrateur général d'entreprise publique;

— président d'entreprise nationalisée;

— associé de GAEC (agriculture);

— autres :

— les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;

— les avocats sont toujours considérés comme non salariés;

— les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité au recensement de 1990

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;

— chômeurs;

— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;

— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);

— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1990 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement.

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés.

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers.

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques, *INSEE-Résultats.*

Tome 10 : Fichiers complémentaires, publications et errata.

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2 000 habitants.

Série « orange » : «Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines.

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicules nationaux : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; commune de plus de 10 000 habitants; unités urbaines de plus de 20 000 habitants.

Série « verte » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2 000 habitants ou plus;

— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;

— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », nº 111, novembre 1990;

— « La population légale au recensement de 1990 », nº 116, janvier 1991;

— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit ». Recensement de la population de 1990, nº 146, juin 1991;

— « Moins de logements neufs, plus de rénovation ». Recensement de la population de 1990, nº 147, juin 1991;

— « Une population jeune dans les DOM ». Recensement de la population de 1990, nº 148, juin 1991;

— « La population étrangère ». Recensement de la population de 1990, nº 150, juin 1991;

— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne ». Recensement de la population de 1990, nº 157, août 1991.

— « La localisation des étrangers en France ». Recensement de la population de 1990, nº 177, janvier 1992;

— « Six millions de personnes seules ». Recensement de la population de 1990, nº 200, mai 1992;

— « Les déplacements domicile-travail ». Recensement de la population de 1990, nº 202, juin 1992;

— « La population des DOM-TOM en métropole », nº 204, juin 1992;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité ». Recensement de la population de 1990, nº 217, juillet 1992;

— « Passé le cap des 60 ans », nº 255, avril 1993;

— « Les transformations sociales du territoire 1982-1990 », nº 341, août 1994.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex-« bordeaux ») :

— « France métropolitaine et régions ». Résultats du sondage au vingtième, nº 13-14-15, avril 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au vingtième, nº 19, juillet 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au quart, nº 21, novembre 1992;

— « Ménages-familles ». Résultats du sondage au quart, nº 22-23, février 1993;

— « Les populations des DOM-TOM, nées et originaires, résidant en France métropolitaine », nº 24, mars 1993;

— « Population active » - RP90, nº 25, mars 1993;

— « Logements-immeubles ». Résultats du sondage au quart, nº 28-29, octobre 1993;

— « Formation ». Résultats du sondage au quart, nº 30-31, février 1994;

— « Population totale ». Résultats du sondage au quart, nº 32-33, avril 1994.

— « Population active au lieu de travail », nº 53-54, décembre 1996.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1990 », Innovations méthodologiques, nº 52-53, novembre 1995.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », nº 242, avril 1991;

— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243, mai 1991;

— « La ville », n° 245, juillet-août 1991;

— « La population des DOM en 1990 », n° 248, novembre 1991;

— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 249, décembre 1991;

— « Les marchés régionaux du travail », n° 253, avril 1992;

— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-255, mai-juin 1992;

— « L'âge des Français », n° 264, avril 1993;

— « L'inégal vieillissement des régions françaises », n° 273, mars 1994;

— « Projections démographiques », n° 274, avril 1994.

Contours et caractères :

— « Les familles monoparentales », septembre 1994;

— « Les étrangers en France », mai 1994;

— « Les femmes », février 1995.

— « Les immigrés en France », février 1997.

Atlas : La France. La population de la France. À partir des résultats du recensement de la population de 1990 : 140 cartes, de nombreux graphiques, des commentaires, pour visualiser les évolutions les plus récentes. Des chiffres et des données par arrondissement.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « Recensement de la population de 1999. La population des régions (métropole) », n° 664, juillet 1999.

— « Recensement de la population de 1999. La population des départements d'outre-mer », n° 665, juillet 1999.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 8 mars 1999.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Wallis-et-Futuna, Recensement de la population du 3 octobre 1996 », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, Recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998.

INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 20, novembre 1992;

— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990, juin 1992;

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, octobre 1998.

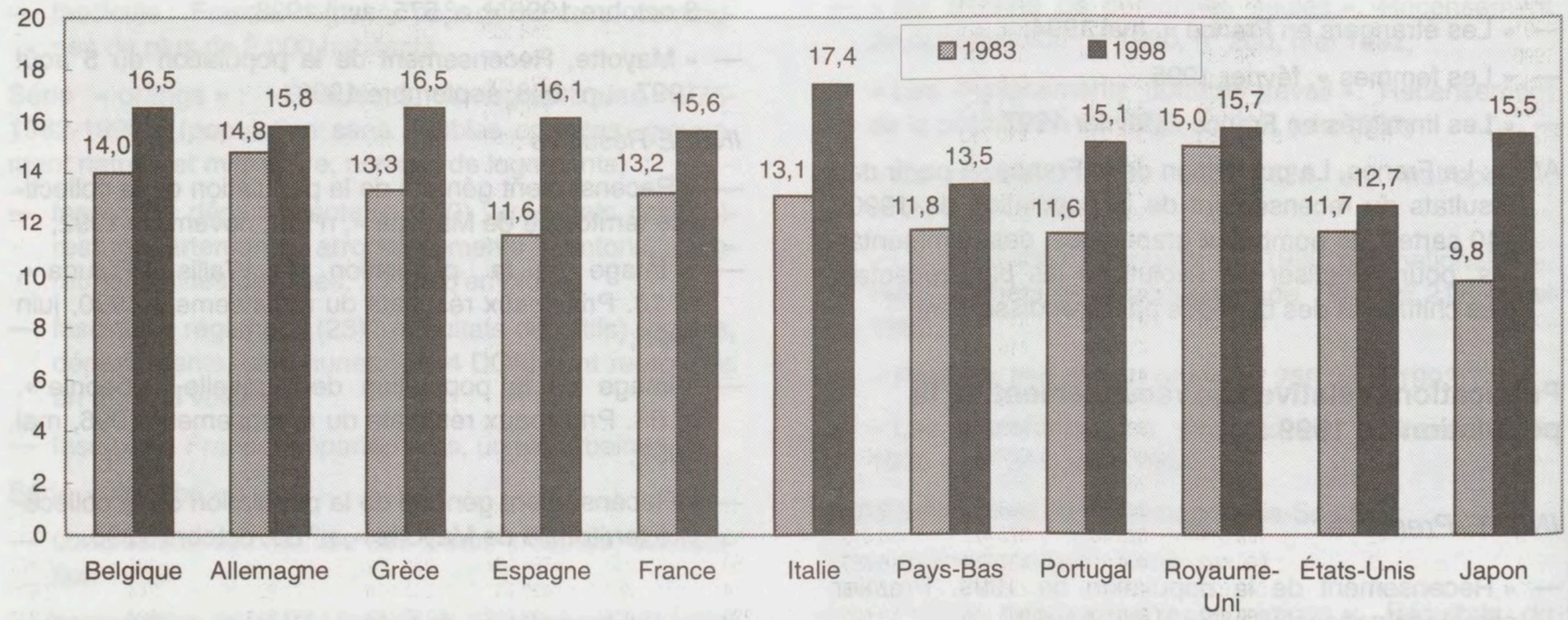
Autres publications :

Se reporter au chapitre B.02

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays (1)



(1) au 1er janvier 1998 et au 1er juillet 1997 pour les États-Unis et le Japon.

Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de 0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1993	57 529,7	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25
1994	57 779,1	37,56	35,71	105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995	58 020,1	37,76	36,01	105,37	26,15	53,85	20,00	6,09
1996	58 258,1	37,95	36,30	105,38	26,00	53,86	20,13	6,35
1997	58 491,6	38,13	36,60	105,37	25,91	53,83	20,25	6,58
1998 *r*	58 728,1	38,31	36,84	105,37	25,78	53,86	20,35	6,79
1999 *p*	58 966,8	38,48	37,13	105,38	25,68	53,88	20,44	6,97

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1998

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1997	0	**716 519**	**367 339**	367 339	–	–	–	**349 180**	349 180	–	–	–
1996	1	**718 749**	**368 614**	368 614	–	–	–	**350 135**	350 135	–	–	–
1995	2	**718 813**	**366 925**	366 925	–	–	–	**351 888**	351 888	–	–	–
1994	3	**700 474**	**357 789**	357 789	–	–	–	**342 685**	342 685	–	–	–
1993	4	**703 015**	**359 136**	359 136	–	–	–	**343 879**	343 879	–	–	–
1997-1993	**0 - 4**	**3 557 570**	**1 819 803**	**1 819 803**	**–**	**–**	**–**	**1 737 767**	1 737 767	**–**	**–**	**–**
1992	5	**737 539**	**377 473**	377 473	–	–	–	**360 066**	360 066	–	–	–
1991	6	**754 320**	**385 951**	385 951	–	–	–	**368 369**	368 369	–	–	–
1990	7	**758 861**	**389 004**	389 004	–	–	–	**369 857**	369 857	–	–	–
1989	8	**763 583**	**389 777**	389 777	–	–	–	**373 806**	373 806	–	–	–
1988	9	**771 260**	**394 505**	394 505	–	–	–	**376 755**	376 755	–	–	–
1992-1988	**5 - 9**	**3 785 563**	**1 936 710**	**1 936 710**	**–**	**–**	**–**	**1 848 853**	1 848 853	**–**	**–**	**–**
1987	10	**770 893**	**393 833**	393 833	–	–	–	**377 060**	377 060	–	–	–
1986	11	**781 251**	**399 666**	399 666	–	–	–	**381 585**	381 585	–	–	–
1985	12	**772 470**	**395 156**	395 156	–	–	–	**377 314**	377 314	–	–	–
1984	13	**761 444**	**389 199**	389 199	–	–	–	**372 245**	372 245	–	–	–
1983	14	**750 894**	**383 953**	383 953	–	–	–	**366 941**	366 941	–	–	–
1987-1983	**10 - 14**	**3 836 952**	**1 961 807**	**1 961 807**	**–**	**–**	**–**	**1 875 145**	1 875 145	**–**	**–**	**–**
1982	15	**804 220**	**411 452**	411 452	–	–	–	**392 768**	392 746	20	2	–
1981	16	**813 739**	**416 156**	416 156	–	–	–	**397 583**	397 485	93	5	–
1980	17	**817 854**	**417 787**	417 782	4	–	1	**400 067**	399 696	351	20	
1979	18	**773 371**	**394 660**	394 545	109	2	4	**378 711**	377 420	1 247	28	16
1978	19	**753 233**	**383 321**	382 886	422	4	9	**369 912**	366 650	3 158	63	41
1982-1978	**15 - 19**	**3 962 417**	**2 023 376**	**2 022 821**	**535**	**6**	**14**	**1 939 041**	**1 933 997**	**4 869**	**118**	**57**
1977	20	**756 129**	**383 742**	382 633	1 059	16	34	**372 387**	363 179	9 050	38	120
1976	21	**731 138**	**369 685**	366 826	2 800	31	28	**361 453**	344 155	16 874	79	345
1975	22	**753 311**	**380 193**	373 427	6 610	45	111	**373 118**	347 156	25 171	144	647
1974	23	**800 452**	**404 215**	387 354	16 550	59	252	**396 237**	350 362	44 323	181	1 371
1973	24	**849 822**	**429 115**	395 715	32 676	74	650	**420 707**	345 636	71 927	244	2 900
1977-1973	**20 - 24**	**3 890 852**	**1 966 950**	**1 905 955**	**59 695**	**225**	**1 075**	**1 923 902**	**1 750 488**	**167 345**	**686**	**5 383**
1972	25	**872 430**	**440 176**	387 044	51 595	78	1 459	**432 254**	322 764	104 511	406	4 573
1971	26	**877 989**	**441 639**	360 383	78 475	114	2 667	**436 350**	293 503	135 257	522	7 068
1970	27	**863 014**	**434 648**	324 943	105 006	134	4 565	**428 366**	256 703	161 226	717	9 720
1969	28	**856 684**	**431 068**	290 929	133 316	209	6 614	**425 616**	226 988	185 302	833	12 493
1968	29	**848 155**	**425 922**	261 112	155 245	222	9 343	**422 233**	200 565	204 664	1 044	15 960
1972-1968	**25 - 29**	**4 318 272**	**2 173 453**	**1 624 411**	**523 637**	**757**	**24 648**	**2 144 819**	**1 300 523**	**790 960**	**3 522**	**49 814**
1967	30	**848 421**	**426 544**	236 485	177 661	290	12 108	**421 877**	178 239	222 526	1 308	19 804
1966	31	**872 867**	**437 134**	219 251	201 824	413	15 646	**435 733**	166 438	243 636	1 856	23 803
1965	32	**880 200**	**440 831**	201 720	218 542	523	20 046	**439 369**	151 801	257 678	2 242	27 648
1964	33	**893 265**	**445 854**	185 091	236 317	657	23 789	**447 411**	139 784	273 087	2 544	31 996
1963	34	**886 617**	**441 569**	167 808	246 812	772	26 177	**445 048**	127 048	279 128	3 229	35 643
1967-1963	**30 - 34**	**4 381 370**	**2 191 932**	**1 010 355**	**1 081 156**	**2 655**	**97 766**	**2 189 438**	**763 310**	**1 276 055**	**11 179**	**138 894**
1962	35	**862 456**	**429 100**	148 501	251 388	784	28 427	**433 356**	112 879	279 096	3 473	37 908
1961	36	**871 245**	**432 989**	137 853	261 812	937	32 387	**438 256**	104 908	287 957	4 153	41 238
1960	37	**870 878**	**433 281**	125 302	271 224	1 090	35 665	**437 597**	93 284	295 018	4 781	44 514
1959	38	**870 876**	**432 607**	113 836	279 520	1 338	37 913	**438 269**	85 231	299 660	5 496	47 882
1958	39	**853 524**	**423 147**	102 756	278 983	1 457	39 951	**430 377**	76 506	298 211	6 283	49 377
1962-1958	**35 - 39**	**4 328 979**	**2 151 124**	**628 248**	**1 342 927**	**5 606**	**174 343**	**2 177 855**	**472 808**	**1 459 942**	**24 186**	**220 919**
1957	40	**856 283**	**424 262**	94 489	286 440	1 706	41 627	**432 021**	69 980	302 485	7 133	52 423
1956	41	**852 167**	**421 816**	86 396	289 484	1 887	44 049	**430 351**	64 000	304 394	7 986	53 971
1955	42	**850 077**	**420 609**	78 246	294 862	2 147	45 354	**429 468**	59 142	305 526	8 827	55 973
1954	43	**849 316**	**421 330**	72 237	300 085	2 500	46 508	**427 986**	54 798	305 202	9 805	58 181
1953	44	**836 477**	**415 575**	65 947	299 852	2 727	47 049	**420 902**	50 627	301 118	10 932	58 225
1957-1953	**40 - 44**	**4 244 320**	**2 103 592**	**397 315**	**1 470 723**	**10 967**	**224 587**	**2 140 728**	**298 547**	**1 518 725**	**44 683**	**278 773**
1952	45	**854 146**	**425 272**	62 913	310 197	3 039	49 123	**428 874**	48 498	308 613	12 025	59 738
1951	46	**838 636**	**417 958**	57 390	308 041	3 369	49 158	**420 678**	44 875	303 401	13 158	59 244
1950	47	**875 495**	**437 925**	55 135	328 155	3 981	50 654	**437 570**	43 272	316 393	15 265	62 640
1949	48	**865 394**	**433 178**	50 019	328 488	4 433	50 238	**432 216**	40 073	313 483	17 164	61 496
1948	49	**866 031**	**435 327**	47 096	334 607	4 854	48 770	**430 704**	37 980	314 390	19 014	59 320
1952-1948	**45 - 49**	**4 299 702**	**2 149 660**	**272 553**	**1 609 488**	**19 676**	**247 943**	**2 150 042**	**214 698**	**1 556 280**	**76 626**	**302 438**
1947	50	**851 240**	**427 889**	42 823	331 936	5 267	47 863	**423 351**	35 236	310 003	20 556	57 556
1946	51	**809 522**	**406 001**	39 194	316 590	5 474	44 743	**403 521**	31 749	296 773	22 281	52 718
1945	52	**616 607**	**309 387**	28 509	243 149	4 640	33 089	**307 220**	23 384	224 869	19 082	39 885
1944	53	**606 084**	**303 316**	26 548	240 514	5 168	31 086	**302 768**	22 302	222 502	20 686	37 278
1943	54	**592 807**	**296 816**	24 993	237 364	5 226	29 233	**295 991**	20 796	217 527	22 393	35 275
1947-1943	**50 - 54**	**3 476 260**	**1 743 409**	**162 067**	**1 369 553**	**25 775**	**186 014**	**1 732 851**	**133 467**	**1 271 674**	**104 998**	**222 712**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1998

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1942	55	**554 336**	**277 952**	23 621	222 655	5 335	26 341	**276 384**	19 394	201 632	23 080	32 278
1941	56	**498 530**	**249 114**	21 262	200 324	5 267	22 261	**249 416**	17 131	182 318	23 134	26 833
1940	57	**526 598**	**261 527**	22 637	210 724	6 133	22 033	**265 071**	17 906	192 833	27 789	26 543
1939	58	**559 286**	**274 556**	24 120	221 840	7 136	21 460	**284 730**	18 829	206 713	32 871	26 317
1938	59	**553 076**	**270 456**	23 636	219 777	7 674	19 369	**282 620**	18 533	202 893	36 254	24 940
1942-1938	**55 - 59**	**2 691 826**	**1 333 605**	**115 276**	**1 075 320**	**31 545**	**111 464**	**1 358 221**	**91 793**	**986 389**	**143 128**	**136 911**
1937	60	**551 115**	**267 542**	23 490	217 266	8 347	18 439	**283 573**	18 206	202 741	39 602	23 024
1936	61	**558 629**	**269 999**	23 983	219 904	9 219	16 893	**288 630**	18 756	202 958	44 754	22 162
1935	62	**552 923**	**264 720**	23 670	215 339	9 939	15 772	**288 203**	18 762	199 454	49 191	20 796
1934	63	**565 861**	**269 042**	23 900	218 834	11 036	15 272	**296 819**	19 468	201 182	55 503	20 666
1933	64	**553 693**	**260 876**	23 411	211 781	11 775	13 909	**292 817**	19 621	193 972	59 967	19 257
1937-1933	**60 - 64**	**2 782 221**	**1 332 179**	**118 454**	**1 083 124**	**50 316**	**80 285**	**1 450 042**	**94 813**	**1 000 307**	**249 017**	**105 905**
1932	65	**572 211**	**267 420**	23 536	217 413	13 265	13 206	**304 791**	20 731	197 758	67 420	18 882
1931	66	**561 619**	**259 717**	22 698	210 545	14 032	12 442	**301 902**	20 982	190 122	72 848	17 950
1930	67	**566 744**	**259 473**	23 168	209 075	15 507	11 723	**307 271**	21 887	186 739	81 290	17 355
1929	68	**532 888**	**242 001**	21 218	194 390	16 122	10 271	**290 887**	21 177	170 672	83 645	15 393
1928	69	**526 605**	**236 279**	20 363	189 464	16 912	9 540	**290 326**	21 130	163 853	90 532	14 811
1932-1928	**65 - 69**	**2 760 067**	**1 264 890**	**110 983**	**1 020 887**	**75 838**	**57 182**	**1 495 177**	**105 907**	**909 144**	**395 735**	**84 391**
1927	70	**508 087**	**225 157**	18 444	180 452	17 670	8 591	**282 930**	20 952	153 709	94 462	13 807
1926	71	**502 006**	**219 069**	17 813	174 551	18 850	7 855	**282 937**	21 303	147 185	101 084	13 365
1925	72	**491 203**	**211 199**	17 993	166 307	19 607	7 292	**280 004**	21 762	138 354	106 789	13 099
1924	73	**467 359**	**197 102**	16 248	154 475	19 880	6 499	**270 257**	20 983	127 163	109 964	12 147
1923	74	**457 277**	**190 930**	14 636	149 243	21 054	5 997	**266 347**	20 967	118 069	115 891	11 420
1927-1923	**70 - 74**	**2 425 932**	**1 043 457**	**85 134**	**825 028**	**97 061**	**36 234**	**1 382 475**	**105 967**	**684 480**	**528 190**	**63 838**
1922	75	**445 827**	**183 237**	13 702	141 969	22 241	5 325	**262 590**	20 225	109 525	121 777	11 063
1921	76	**444 464**	**180 469**	13 100	138 459	23 648	5 262	**263 995**	20 062	102 277	130 782	10 874
1920	77	**435 799**	**174 913**	11 378	133 132	25 683	4 720	**260 886**	19 050	91 214	140 233	10 389
1919	78	**252 328**	**99 212**	6 587	74 043	15 748	2 834	**153 116**	11 466	47 834	87 571	6 245
1918	79	**210 042**	**80 125**	5 105	59 002	13 923	2 095	**129 917**	9 743	36 960	78 147	5 067
1922-1918	**75 - 79**	**1 788 460**	**717 956**	**49 872**	**546 605**	**101 243**	**20 236**	**1 070 504**	**80 546**	**387 810**	**558 510**	**43 638**
1917	80	**176 908**	**66 050**	4 324	47 766	12 242	1 718	**110 858**	8 383	28 078	70 023	4 374
1916	81	**155 932**	**56 512**	3 693	39 976	11 538	1 305	**99 420**	7 562	22 670	65 413	3 775
1915	82	**182 198**	**64 375**	4 254	44 091	14 523	1 507	**117 823**	9 160	23 877	80 491	4 295
1914	83	**254 264**	**86 238**	5 679	57 298	21 441	1 820	**168 026**	12 769	31 988	117 616	5 653
1913	84	**233 973**	**77 921**	5 095	49 463	21 790	1 573	**156 052**	11 983	26 086	112 897	5 086
1917-1913	**80 - 84**	**1 003 275**	**351 096**	**23 045**	**238 594**	**81 534**	**7 923**	**652 179**	**49 857**	**132 699**	**446 440**	**23 183**
1912	85	**214 167**	**68 662**	4 603	41 140	21 649	1 270	**145 505**	11 563	21 035	108 323	4 584
1911	86	**177 567**	**54 504**	3 693	31 006	18 733	1 072	**123 063**	9 820	15 453	93 882	3 908
1910	87	**163 000**	**48 328**	3 289	25 592	18 553	894	**114 672**	9 169	11 118	91 108	3 277
1909	88	**137 460**	**38 630**	2 462	19 148	16 395	625	**98 830**	8 189	8 116	79 897	2 628
1908	89	**116 400**	**31 632**	2 433	14 178	14 506	515	**84 768**	7 446	5 634	69 600	2 088
1912-1908	**85 - 89**	**808 594**	**241 756**	**16 480**	**131 064**	**89 836**	**4 376**	**566 838**	**46 187**	**61 356**	**442 810**	**16 485**
1907	90	**92 764**	**23 876**	1 657	9 676	12 237	306	**68 888**	6 032	3 855	57 371	1 630
1906	91	**76 124**	**18 783**	1 275	7 205	10 074	229	**57 341**	5 326	2 516	48 255	1 244
1905	92	**60 169**	**14 270**	983	4 755	8 359	173	**45 899**	4 347	1 691	39 012	849
1904	93	**46 028**	**10 403**	785	2 816	6 732	70	**35 625**	3 499	1 019	30 653	454
1903	94	**34 833**	**7 205**	527	1 389	5 229	60	**27 628**	2 710	685	23 851	382
1907-1903	**90 - 94**	**309 918**	**74 537**	**5 227**	**25 841**	**42 631**	**838**	**235 381**	**21 914**	**9 766**	**199 142**	**4 559**
1902	95	**26 300**	**5 488**	466	893	4 099	30	**20 812**	2 122	541	17 890	259
1901	96	**18 858**	**3 764**	444	401	2 864	55	**15 094**	1 614	552	12 809	119
1900	97	**12 103**	**2 263**	175	102	1 983	3	**9 840**	1 076	47	8 666	51
1899	98	**6 886**	**1 094**	131	25	937	1	**5 792**	634	81	5 070	7
1898	99	**4 546**	**790**	85	10	693	2	**3 756**	443	67	3 238	8
1902-1898	**95 - 99**	**68 693**	**13 399**	**1 301**	**1 431**	**10 576**	**91**	**55 294**	**5 889**	**1 288**	**47 673**	**444**
1897 et avant .	**100 ou plus**	**6 840**	**1 177**	**166**	**7**	**1 004**	**–**	**5 663**	**849**	**312**	**4 492**	**10**
Population totale		**58 728 083**	**28 595 868**	**14 267 983**	**12 405 615**	**647 251**	**1 275 019**	**30 132 215**	**12 933 325**	**12 219 401**	**3 281 135**	**1 698 354**
Moins de 20 ans		**15 142 502**	**7 741 696**	7 741 141	535	6	14	**7 400 806**	7 395 762	4 869	118	57
20 ans à 64 ans.		**34 413 802**	**17 145 904**	6 234 634	9 615 623	147 522	1 148 125	**17 267 898**	5 120 447	10 027 677	658 025	1 461 749
65 ans ou plus.		**9 171 779**	**3 708 268**	292 208	2 789 457	499 723	126 880	**5 463 511**	417 116	2 186 855	2 622 992	236 548
Moins de 15 ans		**11 180 085**	**5 718 320**	5 718 320	–	–	–	**5 461 765**	5 461 765	–	–	–
60 ans ou plus.		**11 954 000**	**5 040 447**	410 662	3 872 581	550 039	207 165	**6 913 553**	511 929	3 187 162	2 872 009	342 453
75 ans ou plus.		**3 985 780**	**1 399 921**	96 091	943 542	326 824	33 464	**2 585 859**	205 242	593 231	1 699 067	88 319

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1999

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1998	0	**729 459**	373 635	355 824	1948	50	**862 648**	432 940	429 708
1997	1	**711 889**	364 471	347 418	1947	51	**847 799**	425 616	422 183
1996	2	**723 366**	371 067	352 299	1946	52	**806 156**	403 690	402 466
1995	3	**720 144**	367 377	352 767	1945	53	**613 567**	307 340	306 227
1994	4	**703 231**	359 425	343 806	1944	54	**603 292**	301 302	301 990
1998-1994	**0 - 4**	**3 588 089**	**1 835 975**	**1 752 114**	**1948-1944**	**50-54**	**3 733 462**	**1 870 888**	**1 862 574**
1993	5	**705 892**	360 586	345 306	1943	55	**590 245**	294 941	295 304
1992	6	**739 250**	378 332	360 918	1942	56	**551 651**	275 996	275 655
1991	7	**755 210**	386 346	368 864	1941	57	**495 815**	247 178	248 637
1990	8	**761 124**	390 119	371 005	1940	58	**523 404**	259 194	264 210
1989	9	**765 299**	390 594	374 705	1939	59	**555 415**	271 798	283 617
1993-1989	**5 - 9**	**3 726 775**	**1 905 977**	**1 820 798**	**1943-1939**	**55 - 59**	**2 716 530**	**1 349 107**	**1 367 423**
1988	10	**771 804**	394 774	377 030	1938	60	**549 023**	267 523	281 500
1987	11	**771 957**	394 352	377 605	1937	61	**546 699**	264 413	282 286
1986	12	**783 015**	400 572	382 443	1936	62	**553 457**	266 327	287 130
1985	13	**773 700**	395 879	377 821	1935	63	**547 049**	260 624	286 425
1984	14	**762 978**	389 901	373 077	1934	64	**559 546**	264 549	294 997
1988 -1984	**10 - 14**	**3 863 454**	**1 975 478**	**1 887 976**	**1938-1934**	**60 - 64**	**2 755 774**	**1 323 436**	**1 432 338**
1983	15	**753 407**	384 918	368 489	1933	65	**546 868**	256 123	290 745
1982	16	**807 389**	412 800	394 589	1932	66	**564 512**	262 130	302 382
1981	17	**815 557**	416 849	398 708	1931	67	**553 317**	254 151	299 166
1980	18	**818 494**	417 543	400 951	1930	68	**557 525**	253 350	304 175
1979	19	**771 880**	392 944	378 936	1929	69	**523 398**	235 604	287 794
1983-1979	**15 - 19**	**3 966 727**	**2 025 054**	**1 941 673**	**1933-1929**	**65 - 69**	**2 745 620**	**1 261 358**	**1 484 262**
1978	20	**750 527**	380 802	369 725	1928	70	**516 538**	229 700	286 838
1977	21	**752 275**	380 551	371 724	1927	71	**497 609**	218 370	279 239
1976	22	**726 785**	366 509	360 276	1926	72	**490 930**	211 980	278 950
1975	23	**749 533**	377 695	371 838	1925	73	**478 922**	203 499	275 423
1974	24	**797 575**	402 311	395 264	1924	74	**455 014**	189 703	265 311
1978-1974	**20 - 24**	**3 776 695**	**1 907 868**	**1 868 827**	**1928-1924**	**70 - 74**	**2 439 013**	**1 053 252**	**1 385 761**
1973	25	**848 553**	427 996	420 557	1923	75	**443 723**	182 912	260 811
1972	26	**873 204**	440 519	432 685	1922	76	**431 329**	174 832	256 497
1971	27	**879 397**	442 389	437 008	1921	77	**428 319**	171 164	257 155
1970	28	**864 523**	435 259	429 264	1920	78	**418 119**	165 095	253 024
1969	29	**858 940**	432 016	426 924	1919	79	**240 977**	93 028	147 949
1973-1969	**25 - 29**	**4 324 617**	**2 178 179**	**2 146 438**	**1923-1919**	**75 - 79**	**1 962 467**	**787 031**	**1 175 436**
1968	30	**850 517**	426 932	423 585	1918	80	**199 618**	74 561	125 057
1967	31	**850 529**	427 330	423 199	1917	81	**167 033**	61 021	106 012
1966	32	**874 042**	437 471	436 571	1916	82	**146 365**	51 752	94 613
1965	33	**880 459**	440 767	439 692	1915	83	**169 677**	58 469	111 208
1964	34	**893 230**	445 649	447 581	1914	84	**234 716**	77 409	157 307
1968-1964	**30 - 34**	**4 348 777**	**2 178 149**	**2 170 628**	**1918-1914**	**80 - 84**	**917 409**	**323 212**	**594 197**
1963	35	**886 858**	441 427	445 431	1913	85	**213 673**	69 092	144 581
1962	36	**862 553**	428 836	433 717	1912	86	**193 178**	59 950	133 228
1961	37	**870 338**	432 213	438 125	1911	87	**158 096**	46 872	111 224
1960	38	**870 062**	432 515	437 547	1910	88	**142 902**	40 912	101 990
1959	39	**870 325**	431 945	438 380	1909	89	**118 634**	32 091	86 543
1963-1959	**35 - 39**	**4 360 136**	**2 166 936**	**2 193 200**	**1913-1909**	**85 - 89**	**826 483**	**248 917**	**577 566**
1958	40	**852 625**	422 349	430 276	1908	90	**98 672**	25 803	72 869
1957	41	**854 852**	423 151	431 701	1907	91	**77 280**	19 091	58 189
1956	42	**850 598**	420 609	429 989	1906	92	**62 201**	14 706	47 495
1955	43	**847 909**	419 142	428 767	1905	93	**48 319**	10 984	37 335
1954	44	**847 106**	419 810	427 296	1904	94	**36 039**	7 769	28 270
1958-1954	**40 - 44**	**4 253 090**	**2 105 061**	**2 148 029**	**1908-1904**	**90 - 94**	**322 511**	**78 353**	**244 158**
1953									
1952	45	**834 441**	414 040	420 401	**1903 et avant**	**95 ou plus**	**82 165**	**15 868**	**66 297**
1951	46	**851 701**	423 550	428 151					
1950	47	**836 016**	416 202	419 814	**Population totale**		**58 966 834**	**28 710 738**	**30 256 096**
1949	48	**872 739**	435 997	436 742	Moins de 20 ans		**15 145 045**	7 742 484	7 402 561
1953-1949	49	**862 143**	430 850	431 293	20 ans à 64 ans		**34 526 121**	17 200 263	17 325 858
	45 - 49	**4 257 040**	**2 120 639**	**2 136 401**	65 ans et plus		**9 295 668**	3 767 991	5 527 677

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er janvier 1998

Source : EUROSTAT — *Unité* : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)	**374 583,8**	**182 978,2**	**44 769,2**	**114 285,2**	**23 923,8**	**191 605,6**	**42 576,8**	**113 355,9**	**35 672,9**
Allemagne	82 057,4	39 992,3	9 065,6	26 133,0	4 793,7	42 065,1	8 595,8	25 296,6	8 172,7
Autriche	8 075,5	3 918,5	954,2	2 501,6	462,7	4 157,0	908,1	2 467,6	781,3
Belgique	10 192,1	4 982,6	1 243,3	3 059,7	679,6	5 209,5	1 187,4	3 023,2	998,9
Danemark	5 294,8	2 615,6	640,1	1 647,7	327,8	2 679,2	609,5	1 606,0	463,7
Espagne	39 347,9	19 244,4	4 618,1	11 984,3	2 642,0	20 103,5	4 371,6	12 033,9	3 698,0
Finlande	5 147,3	2 509,1	657,7	1 567,9	283,5	2 638,2	630,5	1 538,7	469,0
France	**58 728,1**	**28 595,9**	**7 741,7**	**17 145,9**	**3 708,3**	**30 132,2**	**7 400,8**	**17 267,9**	**5 463,5**
Grèce	10 510,9	5 181,2	1 231,9	3 175,5	773,8	5 329,7	1 162,9	3 202,2	964,6
Irlande	3 693,9	1 833,7	607,2	1 046,2	180,3	1 860,2	576,5	1 044,7	239,0
Italie	57 563,4	27 950,6	5 964,7	17 864,4	4 121,5	29 612,8	5 680,3	18 041,9	5 890,6
Luxembourg	423,8	208,2	52,7	131,9	23,6	215,6	49,9	128,8	36,9
Pays-Bas	15 654,2	7 740,1	1 948,0	4 937,7	854,4	7 914,1	1 861,2	4 797,6	1 255,3
Portugal	9 957,3	4 794,6	1 235,8	2 942,8	616,0	5 162,7	1 181,3	3 096,6	884,8
Royaume-Uni	59 089,6	29 039,5	7 701,6	17 533,4	3 804,5	30 050,1	7 310,6	17 275,2	5 464,3
Suède	8 847,6	4 371,9	1 106,6	2 613,2	652,1	4 475,7	1 050,4	2 535,0	890,3

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Moins de 20 ans	**16 151 675**	8 250 070	7 901 605	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645
20 à 59 ans	**26 482 160**	13 400 630	13 081 530	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428
60 à 74 ans	**7 005 255**	3 123 880	3 881 375	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293
75 ans ou plus	**2 980 340**	969 895	1 990 445	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533
0 à 4 ans	**3 424 210**	1 752 654	1 671 565	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184
5 à 9 ans	**4 185 945**	2 138 455	2 047 490	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589
10 à 14 ans	**4 299 265**	2 196 590	2 102 675	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394
15 à 19 ans	**4 242 255**	2 162 380	2 079 875	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478
20 à 24 ans	**4 211 185**	2 127 530	2 083 655	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006
25 à 29 ans	**4 390 285**	2 264 060	2 126 225	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168
30 à 34 ans	**3 060 575**	1 594 795	1 465 780	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784
35 à 39 ans	**3 022 335**	1 553 940	1 468 395	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630
40 à 44 ans	**3 270 555**	1 657 915	1 612 640	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903
45 à 49 ans	**3 312 455**	1 663 095	1 649 360	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736
50 à 54 ans	**3 203 030**	1 567 415	1 635 615	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606
55 à 59 ans	**2 011 740**	971 880	1 039 860	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595
60 à 64 ans	**2 466 590**	1 148 250	1 318 340	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755
65 à 69 ans	**2 442 120**	1 093 285	1 348 835	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235
70 à 74 ans	**2 096 545**	882 345	1 214 200	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303
75 à 79 ans	**1 462 945**	555 610	937 335	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070
80 à 84 ans	**874 855**	260 740	614 115	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081
85 ou plus	**592 540**	153 545	438 995	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323 786**	**158 377**	**165 409**	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**
Moins de 20 ans	**170 217**	85 787	84 430	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499
20 à 39 ans	**73 729**	35 415	38 314	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467
40 à 59 ans	**51 434**	24 768	26 666	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339
60 ans ou plus	**28 406**	12 407	15 999	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542
Guyane	**57 348**	**29 621**	**27 727**	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**
Moins de 20 ans	**27 865**	14 016	13 849	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137
20 à 39 ans	**16 640**	9 015	7 625	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905
40 à 59 ans	**8 851**	4 728	4 123	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520
60 ans ou plus	**3 992**	1 862	2 130	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447
Martinique	**323 790**	**156 821**	**166 969**	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**
Moins de 20 ans	**167 555**	84 074	83 481	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280
20 à 39 ans	**71 845**	33 918	37 927	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140
40 à 59 ans	**53 350**	25 478	27 872	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806
60 ans ou plus	**31 040**	13 351	17 689	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475
Réunion	**480 152**	**233 227**	**246 925**	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**
Moins de 20 ans	**257 344**	128 084	129 260	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092
20 à 39 ans	**123 004**	59 106	63 898	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855
40 à 59 ans	**70 511**	34 238	36 273	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927
60 ans ou plus	**29 293**	11 799	17 494	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1996					
Les deux sexes	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Sexe masculin	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Sexe féminin	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française Recensement de 1996					
Les deux sexes	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Sexe masculin	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Sexe féminin	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna Recensement de 1996					
Les deux sexes	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Sexe masculin	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Sexe féminin	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1990 (1)					
Les deux sexes	**6 277**	**1 885**	**2 158**	**1 406**	**828**
Sexe masculin	**3 148**	956	1 127	756	309
Sexe féminin	**3 129**	929	1 031	650	519
Mayotte Recensement de 1997					
Les deux sexes	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**4 765**
Sexe masculin	**66 600**	36 672	20 005	7 506	2 417
Sexe féminin	**64 768**	36 379	19 579	6 462	2 348

(1) Le dernier recensement date du 8 mars 1999. Les résultats de l'exploitation ne sont pas disponibles à la date d'établissement de ce chapitre.

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45 875 366**	**5 261 236**	**11 827 052**	**8 406 576**	**3 116 306**	**6 223 971**	**2 243 796**	**4 275 290**	**2 286 519**	**2 234 620**
15 à 19 ans	**4 214 939**	3 678 630	304 285	45 851	58 409	89 737	30 255	7 147	401	224
20 à 24 ans	**4 282 196**	1 370 178	670 185	123 901	232 921	779 864	464 989	378 670	209 222	52 266
25 à 29 ans	**4 306 887**	171 082	811 903	181 627	347 185	910 945	504 725	614 601	452 010	312 809
30 à 39 ans	**8 559 763**	41 346	1 666 937	1 035 590	756 742	1 724 493	675 936	1 174 751	787 855	696 113
40 à 49 ans	**7 326 802**	—	1 584 636	1 488 856	572 483	1 427 240	253 437	924 893	478 484	596 773
50 à 59 ans	**5 883 330**	—	1 905 300	1 649 051	398 907	813 028	147 033	527 264	177 379	265 368
60 ans ou plus	**11 301 449**	—	4 883 806	3 881 700	749 659	478 664	167 421	647 964	181 168	311 067
Sexe masculin	**22 053 634**	**2 608 058**	**5 376 630**	**3 524 182**	**1 208 460**	**3 917 806**	**1 030 025**	**2 025 472**	**980 380**	**1 382 621**
15 à 19 ans	**2 155 461**	1 828 467	188 782	27 945	33 205	59 877	13 898	2 946	193	148
20 à 24 ans	**2 168 190**	662 248	367 001	66 095	113 609	482 096	210 939	157 673	86 101	22 428
25 à 29 ans	**2 147 719**	93 822	414 199	86 062	146 544	575 734	236 092	252 547	186 008	156 711
30 à 39 ans	**4 270 349**	23 521	822 271	439 046	313 041	1 091 232	315 900	534 156	333 714	397 468
40 à 49 ans	**3 711 163**	—	811 701	623 347	220 157	883 744	118 872	455 932	219 742	377 668
50 à 59 ans	**2 900 129**	—	931 590	694 300	137 683	525 929	65 231	278 706	77 442	189 248
60 ans ou plus	**4 700 623**	—	1 841 086	1 587 387	244 221	299 194	69 093	343 512	77 180	238 950
Sexe féminin	**23 821 732**	**2 653 178**	**6 450 422**	**4 882 394**	**1 907 846**	**2 306 165**	**1 213 771**	**2 249 818**	**1 306 139**	**851 999**
15 à 19 ans	**2 059 478**	1 850 163	115 503	17 906	25 204	29 860	16 357	4 201	208	76
20 à 24 ans	**2 114 006**	707 930	303 184	57 806	119 312	297 768	254 050	220 997	123 121	29 838
25 à 29 ans	**2 159 168**	77 260	397 704	95 565	200 641	335 211	268 633	362 054	266 002	156 098
30 à 39 ans	**4 289 414**	17 825	844 666	596 544	443 701	633 261	360 036	640 595	454 141	298 645
40 à 49 ans	**3 615 639**	—	772 935	865 509	352 326	543 496	134 565	468 961	258 742	219 105
50 à 59 ans	**2 983 201**	—	973 710	954 751	261 224	287 099	81 802	248 558	99 937	76 120
60 ans ou plus	**6 600 826**	—	3 042 720	2 294 313	505 438	179 470	98 328	304 452	103 988	72 117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290 681**	43 220	148 616	17 963	16 452	20 951	12 281	16 376	7 882	6 940
dont : 15 à 19 ans	**42 455**	34 854	6 213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35 625**	7 352	15 940	1 041	1 880	4 389	2 898	1 510	456	159
Sexe masculin	**140 478**	20 859	73 455	7 847	6 507	12 177	5 009	7 044	3 473	4 107
dont : 15 à 19 ans	**21 600**	17 123	3 715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17 530**	3 241	8 413	590	774	2 573	1 116	551	198	74
Sexe féminin	**150 203**	22 361	75 161	10 116	9 945	8 774	7 272	9 332	4 409	2 833
dont : 15 à 19 ans	**20 855**	17 731	2 498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18 095**	4 111	7 527	451	1 106	1 816	1 782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76 497**	8 954	37 959	4 301	3 501	7 562	3 656	5 270	2 952	2 342
dont : 15 à 19 ans	**10 662**	7 483	2 756	91	158	125	41	7	1	—
20 à 24 ans	**9 893**	1 274	4 680	401	385	1 454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40 326**	4 504	19 679	2 336	1 697	4 681	1 832	2 608	1 485	1 504
dont : 15 à 19 ans	**5 363**	3 824	1 295	48	82	88	23	2	1	—
20 à 24 ans	**5 230**	580	2 421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36 171**	4 450	18 280	1 965	1 804	2 881	1 824	2 662	1 467	838
dont : 15 à 19 ans	**5 299**	3 659	1 461	43	76	37	18	5	—	—
20 à 24 ans	**4 663**	694	2 259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276 590**	39 338	129 521	22 227	18 320	22 061	11 667	17 304	8 734	7 418
dont : 15 à 19 ans	**35 549**	30 370	4 112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34 245**	7 756	13 635	1 199	1 691	4 935	2 846	1 479	539	165
Sexe masculin	**131 765**	18 426	64 639	9 601	7 319	11 780	4 716	7 422	3 653	4 209
dont : 15 à 19 ans	**18 145**	14 865	2 652	121	242	187	60	18	—	—
20 à 24 ans	**17 052**	3 085	7 634	687	791	2 695	1 198	626	255	81
Sexe féminin	**144 825**	20 912	64 882	12 626	11 001	10 281	6 951	9 882	5 081	3 209
dont : 15 à 19 ans	**17 404**	15 505	1 460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17 193**	4 671	6 001	512	900	2 240	1 648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421 220**	58 350	254 600	15 898	17 479	26 489	10 424	19 109	9 757	9 114
dont : 15 à 19 ans	**62 092**	48 322	12 289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58 555**	8 955	33 690	768	2 764	5 007	3 605	2 730	772	264
Sexe masculin	**205 079**	29 059	123 208	6 780	6 548	16 849	4 248	8 089	4 595	5 703
dont : 15 à 19 ans	**31 431**	24 118	6 656	99	208	223	102	24	—	1
20 à 24 ans	**28 654**	4 378	17 278	419	989	2 913	1 319	909	326	123
Sexe féminin	**216 141**	29 291	131 392	9 118	10 931	9 640	6 176	11 020	5 162	3 411
dont : 15 à 19 ans	**30 661**	24 204	5 633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29 901**	4 577	16 412	349	1 775	2 094	2 286	1 821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	CS	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 470 904**	923 868	547 036	**1 012 937**	638 045	374 892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 829 788**	1 216 012	613 776	**1 822 856**	1 236 506	586 350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1 897 872**	1 429 736	468 136	**2 693 062**	1 859 579	833 483
Professions intermédiaires	4	**3 938 696**	2 357 040	1 581 656	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714
Employés	5	**6 252 048**	1 706 188	4 545 860	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 798 260**	6 170 148	1 628 112	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495
Retraités	7	**7 402 180**	3 614 292	3 787 888	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509
Autres sans activité professionnelle	8	**23 705 864**	9 070 372	14 635 492	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690 280**	419 004	271 276	**338 061**	198 285	139 776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451 068**	289 292	161 776	**309 972**	200 004	109 968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329 556**	215 572	113 984	**364 904**	239 756	125 148
Artisans	21	**898 408**	680 580	217 828	**850 464**	650 790	199 674
Commerçants et assimilés	22	**797 008**	423 988	373 020	**795 706**	437 004	358 702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134 372**	111 444	22 928	**176 686**	148 712	27 974
Professions libérales	31	**238 196**	171 476	66 720	**311 110**	211 890	99 220
Cadres de la fonction publique	33	**241 012**	186 240	54 772	**288 174**	207 270	80 904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355 400**	193 712	161 688	**564 443**	280 211	284 232
Professions information, arts et spectacles	35	**113 592**	67 376	46 216	**169 512**	97 116	72 396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569 244**	454 224	115 020	**758 868**	529 603	229 265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380 428**	356 708	23 720	**600 955**	533 489	67 466
Instituteurs et assimilés	42	**778 360**	283 096	495 264	**757 388**	264 072	493 316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613 996**	156 640	457 356	**783 659**	183 586	600 073
Clergé, religieux	44	**59 676**	33 176	26 500	**48 188**	28 032	20 156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278 300**	148 660	129 640	**395 704**	196 552	199 152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968 464**	592 780	375 680	**1 392 225**	747 797	644 428
Techniciens	47	**675 216**	611 696	63 520	**762 430**	664 777	97 653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564 684**	530 992	33 692	**574 378**	531 442	42 936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1 688 196**	401 216	1 286 980	**1 997 604**	409 992	1 587 612
Policiers et militaires	53	**385 628**	363 000	22 628	**414 066**	386 398	27 668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 555 564**	639 680	1 915 884	**2 343 544**	359 021	1 984 523
Employés de commerce	55	**737 488**	152 976	584 512	**968 749**	183 624	785 125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885 172**	149 316	735 856	**1 188 837**	194 460	994 377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 595 256**	1 424 676	170 580	**1 639 569**	1 416 203	223 366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 487 484**	1 349 656	137 828	**1 603 153**	1 469 873	133 280
Chauffeurs	64	**566 208**	555 776	10 432	**621 944**	603 540	18 404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389 816**	306 868	28 948	**408 564**	374 802	33 762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 399 084**	1 473 912	925 172	**2 136 466**	1 291 286	845 180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1 065 792**	757 316	308 476	**931 599**	646 780	284 819
Ouvriers agricoles	69	**294 620**	247 944	46 676	**282 048**	217 364	64 684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 332 204**	576 792	755 412	**1 273 460**	589 088	684 372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740 728**	323 960	416 768	**773 416**	379 824	393 592
Anciens cadres	74	**340 044**	247 368	92 676	**577 940**	447 504	130 436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728 188**	381 512	346 676	**1 035 580**	561 756	473 824
Anciens employés	77	**1 886 440**	678 080	1 208 360	**2 674 969**	795 960	1 879 009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 374 576**	1 406 580	967 996	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363 608**	130 252	233 356	**276 266**	96 349	179 917
Militaires du contingent	83	**253 460**	253 460	–	**231 475**	230 099	1 376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4 274 204**	2 100 812	2 173 392	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16 802 688**	6 450 452	10 352 236	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2 011 904**	135 396	1 876 508	**1 982 219**	76 441	1 905 778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1 012 937**	**1 822 856**	**2 693 062**	**4 713 972**	**6 912 800**	**7 623 343**	**9 221 132**	**22 651 853**
0-19	3 304	4 050	1 344	9 388	162 795	243 749	–	14 566 898
20-24	33 552	40 375	45 640	301 425	992 183	999 072	–	1 869 949
25-29	75 509	124 842	298 964	736 985	1 193 311	1 249 524	–	627 752
30-39	200 788	468 606	847 487	1 553 919	2 041 185	2 251 221	11 948	1 184 609
40-49	228 960	614 255	917 653	1 339 808	1 486 426	1 652 785	42 055	1 044 860
50-59	349 300	428 439	475 766	680 007	886 220	1 117 023	572 094	1 374 481
60 et plus	121 524	142 289	106 208	92 440	150 680	109 969	8 595 035	1 983 304
Sexe masculin	**638 045**	**1 236 506**	**1 859 579**	**2 616 258**	**1 533 495**	**6 019 848**	**4 629 623**	**9 031 702**
0-19	2 812	2 533	640	5 064	40 476	214 469	–	7 400 889
20-24	27 568	25 048	21 988	146 916	193 961	803 222	–	949 487
25-29	58 465	83 329	177 316	383 153	275 516	1 004 775	–	165 165
30-39	142 648	327 054	564 431	848 279	489 425	1 762 115	4 756	131 641
40-49	139 884	419 787	653 160	759 881	322 497	1 288 912	17 738	109 304
50-59	195 772	292 471	361 020	419 913	185 824	870 178	376 469	198 482
60 et plus	70 896	86 284	81 024	53 052	25 796	76 177	4 230 660	76 734
Sexe féminin	**374 892**	**586 350**	**833 483**	**2 097 714**	**5 379 305**	**1 603 495**	**4 591 509**	**13 620 151**
0-19	492	1 517	704	4 324	122 319	29 280	–	7 166 009
20-24	5 984	15 327	23 652	154 509	798 222	195 850	–	920 462
25-29	17 044	41 513	121 648	353 832	917 795	244 749	–	462 587
30-39	58 140	141 552	283 056	705 640	1 551 760	489 106	7 192	1 052 968
40-49	89 076	194 468	264 493	579 927	1 163 929	363 873	24 317	935 556
50-59	153 528	135 968	114 746	260 094	700 396	246 845	195 625	1 175 999
60 et plus	50 628	56 005	25 184	39 388	124 884	33 792	4 364 375	1 906 570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5 916**	**16 742**	**7 935**	**17 948**	**55 773**	**43 583**	**36 278**	**202 859**	**387 034**
0-19	26	106	11	68	934	1 475	–	136 188	**138 808**
20-24	175	774	149	1 076	7 346	5 883	–	20 222	**35 625**
25-29	517	2 177	784	2 654	10 939	8 474	–	10 412	**35 957**
30-39	1 291	5 401	2 955	6 526	17 960	12 861	177	12 023	**59 194**
40-49	1 647	4 490	2 611	5 281	11 286	7 923	351	8 448	**42 037**
50-59	1 752	2 684	1 119	1 962	5 995	5 763	1 994	8 730	**29 999**
60 et plus	508	1 110	306	381	1 313	1 204	33 756	6 836	**45 414**
Sexe masculin	**4 938**	**12 678**	**5 257**	**8 756**	**13 008**	**37 623**	**17 043**	**89 884**	**189 187**
0-19	26	80	4	21	167	1 320	–	68 691	**70 309**
20-24	163	603	76	476	1 268	5 190	–	9 754	**17 530**
25-29	469	1 784	475	1 310	2 412	7 640	–	3 772	**17 862**
30-39	1 131	4 227	1 832	3 134	4 384	11 325	93	2 791	**28 917**
40-49	1 355	3 367	1 801	2 544	2 915	6 580	147	1 622	**20 331**
50-59	1 376	1 935	829	1 035	1 490	4 608	1 107	1 986	**14 366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15 696	1 268	**19 872**
Sexe féminin	**978**	**4 064**	**2 678**	**9 192**	**42 765**	**5 960**	**19 235**	**112 975**	**197 847**
0-19	–	26	7	47	767	155	–	67 497	**68 499**
20-24	12	171	73	600	6 078	693	–	10 468	**18 095**
25-29	48	393	309	1 344	8 527	834	–	6 640	**18 095**
30-39	160	1 174	1 123	3 392	13 576	1 536	84	9 232	**30 277**
40-49	292	1 123	810	2 737	8 371	1 343	204	6 826	**21 706**
50-59	376	749	290	927	4 505	1 155	887	6 744	**15 633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18 060	5 568	**25 542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2 803**	**3 448**	**2 968**	**6 877**	**12 633**	**14 837**	**4 971**	**66 271**	**114 808**
0-19	246	20	4	21	203	443	–	48 036	**48 973**
20-24	330	149	111	703	1 743	1 919	–	4 938	**9 893**
25-29	351	388	388	1 433	2 519	2 597	–	3 107	**10 783**
30-39	740	1 217	1 038	2 324	4 335	5 145	48	4 673	**19 520**
40-49	515	987	936	1 561	2 479	3 001	99	2 713	**12 291**
50-59	369	469	406	707	1 115	1 391	416	1 704	**6 577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4 408	1 100	**6 771**
Sexe masculin	**1 368**	**2 656**	**2 169**	**4 135**	**3 648**	**13 573**	**2 450**	**29 800**	**59 799**
0-19	62	14	3	7	67	393	–	24 290	**24 836**
20-24	119	104	78	465	429	1 776	–	2 259	**5 230**
25-29	144	304	279	877	746	2 415	–	980	**5 745**
30-39	427	931	688	1 278	1 248	4 737	28	979	**10 316**
40-49	287	788	718	953	719	2 726	56	529	**6 776**
50-59	196	348	331	474	355	1 224	224	420	**3 572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2 142	343	**3 324**
Sexe féminin	**1 435**	**792**	**799**	**2 742**	**8 985**	**1 264**	**2 521**	**36 471**	**55 009**
0-19	184	6	1	14	136	50	–	23 746	**24 137**
20-24	211	45	33	238	1 314	143	–	2 679	**4 663**
25-29	207	84	109	556	1 773	182	–	2 127	**5 038**
30-39	313	286	350	1 046	3 087	408	20	3 694	**9 204**
40-49	228	199	218	608	1 760	275	43	2 184	**5 515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1 284	**3 005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2 266	757	**3 447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3 450**	**11 542**	**8 807**	**19 746**	**53 378**	**43 301**	**40 212**	**179 143**	**359 579**
0-19	19	28	11	62	573	1 094	–	116 751	**118 538**
20-24	119	335	198	1 028	6 014	5 466	–	21 085	**34 245**
25-29	325	1 209	962	2 785	10 340	8 612	–	9 943	**34 176**
30-39	751	3 460	3 153	6 799	17 115	12 030	129	9 367	**52 804**
40-49	774	3 136	2 980	5 967	10 903	7 959	308	6 107	**38 134**
50-59	1 123	2 338	1 194	2 560	6 873	6 838	1 964	8 485	**31 375**
60 et plus	339	1 036	309	545	1 560	1 302	37 811	7 405	**50 307**
Sexe masculin	**2 879**	**8 670**	**5 680**	**9 374**	**11 667**	**35 726**	**18 993**	**80 889**	**173 878**
0-19	18	17	3	31	133	952	–	59 104	**60 258**
20-24	113	207	118	459	1 080	4 571	–	10 504	**17 052**
25-29	297	895	587	1 430	2 098	7 529	–	3 971	**16 807**
30-39	654	2 721	1 919	3 211	3 748	10 238	67	2 668	**25 226**
40-49	608	2 434	1 983	2 686	2 548	6 188	164	1 341	**17 952**
50-59	890	1 760	842	1 211	1 632	5 209	1 181	2 026	**14 751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1 039	17 581	1 275	**21 832**
Sexe féminin	**571**	**2 872**	**3 127**	**10 372**	**41 711**	**7 575**	**21 219**	**98 254**	**185 701**
0-19	1	11	8	31	440	142	–	57 647	**58 280**
20-24	6	128	80	569	4 934	895	–	10 581	**17 193**
25-29	28	314	375	1 355	8 242	1 083	–	5 972	**17 369**
30-39	97	739	1 234	3 588	13 367	1 792	62	6 699	**27 578**
40-49	166	702	997	3 281	8 355	1 771	144	4 766	**20 182**
50-59	233	578	352	1 349	5 241	1 629	783	6 459	**16 624**
60 et plus	40	400	81	199	1 132	263	20 230	6 130	**28 475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8 630**	**11 999**	**10 946**	**25 158**	**68 050**	**70 680**	**36 743**	**365 622**	**597 828**
0-19	95	42	15	100	1 279	2 231	–	234 938	**238 700**
20-24	508	652	268	1 993	12 047	10 733	–	32 354	**58 555**
25-29	1 013	1 849	1 299	4 665	14 401	15 493	–	18 952	**57 672**
30-39	2 264	4 054	4 035	9 711	20 859	21 191	189	26 199	**88 502**
40-49	2 307	3 055	3 724	6 159	12 302	12 632	647	18 565	**59 391**
50-59	2 126	1 841	1 356	2 201	6 414	7 752	3 211	18 711	**43 612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32 696	15 903	**51 396**
Sexe masculin	**7 711**	**9 216**	**7 568**	**12 567**	**19 144**	**64 168**	**19 328**	**154 554**	**294 256**
0-19	89	28	9	35	339	2 019	–	118 089	**120 608**
20-24	471	504	146	822	2 656	9 702	–	14 353	**28 654**
25-29	940	1 489	819	2 240	3 640	14 303	–	5 160	**28 591**
30-39	1 982	3 181	2 674	4 760	6 171	19 490	102	5 269	**43 629**
40-49	2 030	2 325	2 652	3 176	4 026	11 322	276	4 019	**29 826**
50-59	1 913	1 310	1 050	1 320	2 045	6 793	1 815	5 004	**21 250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17 135	2 660	**21 698**
Sexe féminin	**919**	**2 783**	**3 378**	**12 591**	**48 906**	**6 512**	**17 415**	**211 068**	**303 572**
0-19	6	14	6	65	940	212	–	116 849	**118 092**
20-24	37	148	122	1 171	9 391	1 031	–	18 001	**29 901**
25-29	73	360	480	2 425	10 761	1 190	–	13 792	**29 081**
30-39	282	873	1 361	4 951	14 688	1 701	87	20 930	**44 873**
40-49	277	730	1 072	2 983	8 276	1 310	371	14 546	**29 565**
50-59	213	531	306	881	4 369	959	1 396	13 707	**22 362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15 561	13 243	**29 698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22 270 218**	**19 053 283**	**12 603 148**	**3 058 414**	**2 148 349**	**1 243 372**	**3 216 935**
15-19	365 214	358 564	311 824	15 824	28 524	2 392	6 650
20-24	1 974 282	1 901 375	1 532 064	162 223	158 272	48 816	72 907
25-29	3 236 625	3 007 602	2 200 577	367 287	292 670	147 068	229 023
30-34	3 326 156	2 968 486	1 924 846	478 630	355 014	209 996	357 670
35-39	3 361 473	2 906 453	1 802 709	520 566	354 098	229 080	455 020
40-44	3 479 821	2 919 339	1 756 652	588 237	344 662	229 788	560 482
45-49	2 303 489	1 893 918	1 135 982	382 007	212 905	163 024	409 571
50-54	2 021 565	1 613 015	985 275	297 676	192 092	137 972	408 550
55-59	1 534 066	1 117 601	714 765	182 168	155 380	65 288	416 465
60 et plus	667 527	366 930	238 454	63 796	54 732	9 948	300 597
Sexe masculin	**12 834 629**	**10 712 626**	**7 547 429**	**1 487 434**	**732 467**	**945 296**	**2 122 003**
15-19	235 563	230 818	210 146	6 956	11 844	1 872	4 745
20-24	1 039 267	988 659	838 622	75 189	43 156	31 692	50 608
25-29	1 811 902	1 658 220	1 288 774	171 901	93 953	103 592	153 682
30-34	1 923 870	1 679 909	1 164 048	237 729	118 700	159 432	243 961
35-39	1 944 486	1 632 407	1 083 970	255 164	120 917	172 356	312 079
40-44	2 025 001	1 645 897	1 066 582	284 442	119 249	175 624	379 104
45-49	1 358 115	1 089 190	703 361	182 553	73 884	129 392	268 925
50-54	1 214 811	955 997	622 593	149 352	70 772	113 280	258 814
55-59	913 388	648 983	444 711	92 440	60 728	51 104	264 405
60 et plus	368 226	182 546	124 622	31 708	19 264	6 952	185 680
Sexe féminin	**9 435 589**	**8 340 657**	**5 055 719**	**1 570 980**	**1 415 882**	**298 076**	**1 094 932**
15-19	129 651	127 746	101 678	8 868	16 680	520	1 905
20-24	935 015	912 716	693 442	87 034	115 116	17 124	22 299
25-29	1 424 723	1 349 382	911 803	195 386	198 717	43 476	75 341
30-34	1 402 286	1 288 577	760 798	240 901	236 314	50 564	113 709
35-39	1 416 987	1 274 046	718 739	265 402	233 181	56 724	142 941
40-44	1 454 820	1 273 442	690 070	303 795	225 413	54 164	181 378
45-49	945 374	804 728	432 621	199 454	139 021	33 632	140 646
50-54	806 754	657 018	362 682	148 324	121 320	24 692	149 736
55-59	620 678	468 618	270 054	89 728	94 652	14 184	152 060
60 et plus	299 301	184 384	113 832	32 088	35 468	2 996	114 917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Activité économique	NAF (1) niveaux 17 et 31	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 070 330**	**18 859 027**	**3 211 303**	**12 697 413**	**10 579 990**	**2 117 423**	**9 372 917**	**8 279 037**	**1 093 880**
Agriculture	A - B	1 284 134	279 113	1 005 021	848 990	216 065	632 925	435 144	63 048	372 096
Industrie	C à E	4 707 313	4 420 447	286 866	3 299 501	3 090 610	208 891	1 407 812	1 329 837	77 975
Construction	F	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Tertiaire	G à Q	14 522 697	12 939 969	1 582 728	7 121 425	6 151 297	970 128	7 401 272	6 788 672	612 600
Agriculture, sylviculture	A AA	**1 251 618**	**260 929**	**990 689**	**820 938**	**200 077**	**620 861**	**430 680**	**60 852**	**369 828**
Pêche, aquaculture	B BB	**32 516**	**18 184**	**14 332**	**28 052**	**15 988**	**12 064**	**4 464**	**2 196**	**2 268**
Industries extractives	C	**74 140**	**71 352**	**2 788**	**66 716**	**64 288**	**2 428**	**7 424**	**7 064**	**360**
Extraction de produits énergétiques	CA	30 616	30 512	104	27 868	27 764	104	2 748	2 748	–
Extraction de produits non énergétiques	CB	43 524	40 840	2 684	38 848	36 524	2 324	4 676	4 316	360
Industrie manufacturière	D	**4 426 837**	**4 143 339**	**283 498**	**3 068 693**	**2 862 714**	**205 979**	**1 358 144**	**1 280 625**	**77 519**
Ind. agricoles et alimentaires	DA	631 927	532 047	99 880	398 639	338 495	60 144	233 288	193 552	39 736
Industrie textile, habillement	DB	372 802	350 922	21 880	130 314	118 882	11 432	242 488	232 040	10 448
Industrie du cuir, chaussure	DC	74 282	70 666	3 616	28 807	26 127	2 680	45 475	44 539	936
Travail du bois, et fab. artic, bois	DD	115 676	101 648	14 028	94 416	82 640	11 776	21 260	19 008	2 252
Ind. papier, édition, imprimerie	DE	351 490	327 914	23 576	225 794	207 994	17 800	125 696	119 920	5 776
Cokéfaction, raffinage, nucléaire	DF	31 168	31 032	136	26 536	26 412	124	4 632	4 620	12
Industrie chimique	DG	280 894	277 590	3 304	180 732	178 012	2 720	100 162	99 578	584
Indust. caoutchouc, plastiques	DH	210 365	205 817	4 548	149 707	145 879	3 828	60 658	59 938	720
Fab. prod. minéraux non métalliq.	DI	174 041	164 613	9 428	141 265	133 797	7 468	32 776	30 816	1 960
Métallurgie, travail des métaux	DJ	631 264	600 682	30 582	530 375	503 329	27 046	100 889	97 353	3 536
Fab. de machines et équipements	DK	353 051	338 091	14 960	285 595	272 503	13 092	67 456	65 588	1 868
Fab. équipements électriq. et électron.	DL	497 327	481 281	16 046	317 800	304 004	13 796	179 527	177 277	2 250
Fab. de matériel de transport	DM	474 304	469 936	4 368	399 864	396 128	3 736	74 440	73 808	632
Autres indust. manufacturières	DN	228 246	191 100	37 146	158 849	128 512	30 337	69 397	62 588	6 809
Prod. distrib. électric, gaz, eau	E EE	**206 336**	**205 756**	**580**	**164 092**	**163 608**	**484**	**42 244**	**42 148**	**96**
Construction	F FF	**1 556 186**	**1 219 498**	**336 688**	**1 427 497**	**1 122 018**	**305 479**	**128 689**	**97 480**	**31 209**
Commerce, gros, détail, répar. dom	G GG	**2 989 992**	**2 387 613**	**602 379**	**1 649 385**	**1 288 515**	**360 870**	**1 340 607**	**1 099 098**	**241 509**
Hôtels et restaurants	H HH	**702 133**	**494 275**	**207 858**	**350 721**	**245 364**	**105 357**	**351 412**	**248 911**	**102 501**
Transports et communications	I II	**1 413 058**	**1 336 542**	**76 516**	**1 030 663**	**965 523**	**65 140**	**382 395**	**371 019**	**11 376**
Activités financières	J JJ	**715 496**	**681 704**	**33 792**	**336 249**	**310 273**	**25 976**	**379 247**	**371 431**	**7 816**
Immob, location, serv. entreprises	K KK	**2 154 935**	**1 908 578**	**246 357**	**1 237 853**	**1 053 832**	**184 021**	**917 082**	**854 746**	**62 336**
Administration publique	L LL	**1 971 212**	**1 969 472**	**1 740**	**1 069 567**	**1 068 563**	**1 004**	**901 645**	**900 909**	**736**
Éducation	M MM	**1 557 181**	**1 536 901**	**20 280**	**539 921**	**528 009**	**11 912**	**1 017 260**	**1 008 892**	**8 368**
Santé et action sociale	N NN	**2 036 605**	**1 789 260**	**247 345**	**546 914**	**402 437**	**144 477**	**1 489 691**	**1 386 823**	**102 868**
Serv. collec, sociaux, personnels	O OO	**751 381**	**605 144**	**146 237**	**341 556**	**270 329**	**71 227**	**409 825**	**334 815**	**75 010**
Services domestiques	P PP	**213 676**	**213 572**	**104**	**9 524**	**9 460**	**64**	**204 152**	**204 112**	**40**
Activités extra-territoriales	Q QQ	**17 028**	**16 908**	**120**	**9 072**	**8 992**	**80**	**7 956**	**7 916**	**40**

(1) Les regroupements sont faits au niveau des sous-sections et sections de la nomenclature.

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 391**	2 884	5 507	**6 899**	2 306	4 593	**1 492**	578	914
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 630**	7 499	2 131	**7 688**	5 932	1 756	**1 942**	1 567	375
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**13 967**	8 959	5 008	**13 221**	8 298	4 923	**746**	661	85
Commerce.....	**U08**	**15 020**	10 560	4 460	**6 854**	4 743	2 111	**8 166**	5 817	2 349
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 950**	5 503	1 447	**5 072**	3 697	1 375	**1 878**	1 806	72
Services marchands	**U10**	**26 533**	21 817	4 716	**13 186**	9 856	3 330	**13 347**	11 961	1 386
Services financiers	**U11 - U13**	**2 802**	2 735	67	**1 349**	1 295	54	**1 453**	1 440	13
Services non marchands.....	**U14**	**34 223**	33 852	371	**13 989**	13 668	321	**20 234**	20 184	50
Ensemble		**117 516**	**93 809**	**23 707**	**68 258**	**49 795**	**18 463**	**49 258**	**44 014**	**5 244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**4 177**	1 433	2 744	**2 555**	1 234	1 321	**1 622**	199	1 423
Industrie.....	**U02 - U06**	**3 130**	2 622	508	**2 654**	2 250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**4 440**	3 627	813	**4 167**	3 379	788	**273**	248	25
Commerce.....	**U08**	**3 152**	2 216	936	**1 764**	1 191	573	**1 388**	1 025	363
Transport et télécommunications.....	**U09**	**1 857**	1 565	292	**1 372**	1 106	266	**485**	459	26
Services marchands	**U10**	**6 072**	5 023	1 049	**3 383**	2 658	725	**2 689**	2 365	324
Services financiers	**U11 - U13**	**1 688**	1 669	19	**1 015**	1 000	15	**673**	669	4
Services non marchands.....	**U14**	**12 068**	12 018	50	**6 520**	6 478	42	**5 548**	5 540	8
Ensemble		**36 584**	**30 173**	**6 411**	**23 430**	**19 296**	**4 134**	**13 154**	**10 877**	**2 277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 445**	5 366	3 079	**6 135**	3 551	2 584	**2 310**	1 815	495
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 706**	8 076	1 630	**7 257**	5 953	1 304	**2 449**	2 123	326
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**9 298**	7 017	2 281	**8 603**	6 400	2 203	**695**	617	78
Commerce.....	**U08**	**13 965**	10 890	3 075	**6 166**	4 671	1 495	**7 799**	6 219	1 580
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 673**	4 942	1 731	**5 145**	3 466	1 679	**1 528**	1 476	52
Services marchands	**U10**	**23 537**	19 815	3 722	**11 275**	8 643	2 632	**12 262**	11 172	1 090
Services financiers	**U11 - U13**	**2 952**	2 904	48	**1 305**	1 269	36	**1 647**	1 635	12
Services non marchands.....	**U14**	**35 541**	35 346	195	**14 251**	14 101	150	**21 290**	21 245	45
Ensemble		**110 117**	**94 356**	**15 761**	**60 137**	**48 054**	**12 083**	**49 980**	**46 302**	**3 678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**11 141**	3 004	8 137	**10 062**	2 789	7 273	**1 079**	215	864
Industrie.....	**U02 - U06**	**11 295**	9 981	1 314	**9 207**	8 124	1 083	**2 088**	1 857	231
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**16 563**	14 108	2 455	**15 812**	13 469	2 343	**751**	639	112
Commerce.....	**U08**	**17 902**	13 353	4 549	**10 598**	7 668	2 930	**7 304**	5 685	1 619
Transport et télécommunications.....	**U09**	**7 250**	6 321	929	**5 801**	4 902	899	**1 449**	1 419	30
Services marchands	**U10**	**24 835**	20 176	4 659	**13 620**	10 349	3 271	**11 215**	9 827	1 388
Services financiers	**U11 - U13**	**3 005**	2 965	40	**1 512**	1 480	32	**1 493**	1 485	8
Services non marchands.....	**U14**	**54 262**	54 136	126	**23 914**	23 816	98	**30 348**	30 320	28
Ensemble		**146 253**	**124 044**	**22 209**	**90 526**	**72 597**	**17 929**	**55 727**	**51 447**	**4 280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22 270 218**	**9 922 422**	**5 847 730**	**7 566 603**	**8 876 342**	**1 500 216**
Sexe masculin	**12 834 629**	5 315 064	3 365 134	4 465 127	5 312 729	1 054 580
Sexe féminin	**9 435 589**	4 607 358	2 482 596	3 101 476	3 563 613	445 636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1 005 197**	954 761	4 108	37 468	43 420	6 228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 751 764**	1 291 968	219 148	296 748	340 392	51 084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 603 474**	990 750	943 244	724 028	897 548	255 964
Professions intermédiaires	**4 464 400**	1 615 532	1 382 792	1 640 132	1 981 556	384 860
Employés	**5 899 302**	2 748 411	1 649 824	2 015 800	2 303 393	308 328
Ouvriers	**6 546 081**	2 321 000	1 648 614	2 852 427	3 310 033	493 752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56 651 955**	**31 730 070**	**38 348 307**	**50 427 795**	**6 224 160**	**28 946 389**	**38 351 320**	**47 477 819**	**50 423 259**	**55 395 820**	**1 256 135**
Sexe masculin	**27 565 056**	15 564 271	18 718 030	24 407 026	3 158 030	13 964 146	18 559 997	23 025 313	24 466 572	26 933 725	631 331
Sexe féminin	**29 086 899**	16 165 799	19 630 277	26 020 769	3 066 130	14 982 243	19 791 323	24 452 506	25 956 687	28 462 095	624 804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	839 148	895 840	988 409	24 528	833 228	925 269	984 605	993 033	1 009 853	3 084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 822 856**	908 009	1 128 505	1 586 889	235 967	987 460	1 273 936	1 556 736	1 652 472	1 794 848	28 008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 693 062**	766 429	1 250 560	2 332 363	360 699	1 071 016	1 484 738	1 858 038	2 128 942	2 595 742	97 320
Professions intermédiaires	**4 713 972**	2 033 759	2 781 369	4 246 148	467 824	1 987 596	2 738 644	3 666 632	4 038 528	4 627 628	86 344
Employés	**6 912 800**	3 517 522	4 389 158	6 092 677	820 123	2 959 414	4 322 667	5 668 106	6 093 581	6 792 701	120 099
Ouvriers	**7 623 343**	4 341 170	5 043 267	6 285 198	1 338 145	3 672 506	5 254 385	6 725 819	7 034 344	7 483 458	139 885
Retraités	**9 221 132**	4 886 833	5 859 114	8 216 849	1 004 283	7 085 076	7 900 568	8 515 116	8 694 640	9 178 412	42 720
Autres sans activité	**22 651 853**	14 437 200	17 000 494	20 679 262	1 972 591	10 350 093	14 451 113	18 502 767	19 787 719	21 913 178	738 675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387 034**	**321 543**	**6 379**	**29 898**	**29 214**	**226 344**	**292 327**	**334 955**	**2 784**	**32 684**	**16 611**
Sexe masculin	**189 187**	156 659	2 853	15 418	14 257	110 510	143 057	162 888	1 380	16 455	8 464
Sexe féminin	**197 847**	164 884	3 526	14 480	14 957	115 834	149 270	172 067	1 404	16 229	8 147
GUYANE											
Les deux sexes	**114 808**	**57 953**	**6 339**	**13 402**	**37 114**	**39 091**	**63 986**	**78 385**	**3 221**	**13 018**	**20 184**
Sexe masculin	**59 799**	28 595	3 426	7 631	20 147	19 790	32 620	39 947	1 711	7 348	10 793
Sexe féminin	**55 009**	29 358	2 913	5 771	16 967	19 301	31 366	38 438	1 510	5 670	9 391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359 579**	**321 265**	**4 793**	**25 936**	**7 585**	**216 377**	**279 972**	**322 016**	**3 775**	**30 720**	**3 068**
Sexe masculin	**173 878**	154 951	2 063	13 310	3 554	105 318	135 743	155 105	1 754	15 439	1 580
Sexe féminin	**185 701**	166 314	2 730	12 626	4 031	111 059	144 229	166 911	2 021	15 281	1 488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597 828**	**540 710**	**2 247**	**37 487**	**17 384**	**329 373**	**486 540**	**547 164**	**3 048**	**41 384**	**6 232**
Sexe masculin	**294 256**	263 592	1 245	20 540	8 879	163 120	239 748	267 588	1 634	21 883	3 151
Sexe féminin	**303 572**	277 118	1 002	16 947	8 505	166 253	246 792	279 576	1 414	19 501	3 081

MARS 1999 RECENSEMENT DE LA POPULATION.

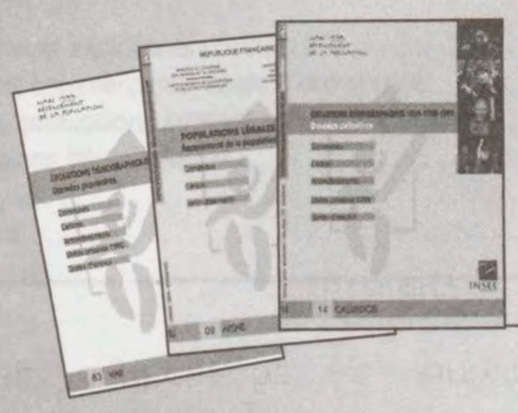
RÉSULTATS DÉFINITIFS

60 186 184

habitants en France

(donnée définitive - décret 99-1154 du 29/12/1999)

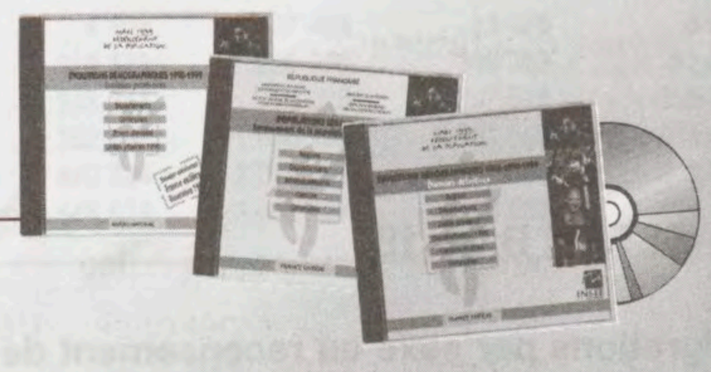
LES RÉSULTATS DU DÉNOMBREMENT SONT DISPONIBLES

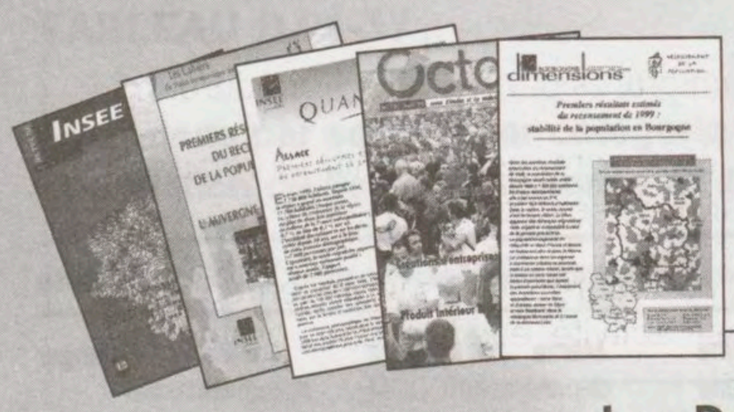


DES CHIFFRES

Cédéroms

Fascicules



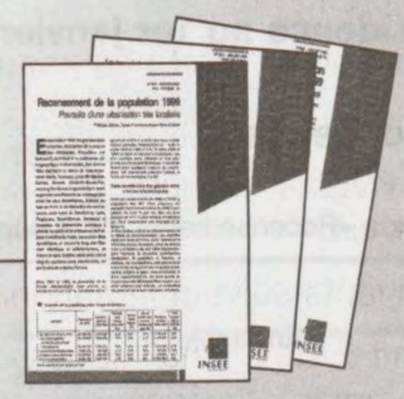


DES ANALYSES

INSEE Première

Analyse régionale

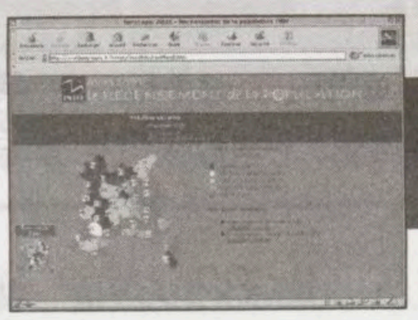
Le Recensement de la France 1999



DE L'INFOGRAPHIE SUR ZONE PERSONNALISÉE

Fiche « Profil »

Portrait de zone



Le recensement de la population à portée de clic !
www.insee.fr

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1995-1997.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue, et taux pour 1000 habitants.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1999, la France métropolitaine compte 59 millions d'habitants. En 1998, la population augmente de 240 000 habitants, soit un accroissement de 4,1 habitants pour mille, dont 3,4 résultent de l'excédent des naissances sur les décès. Après une interruption en 1997, la natalité poursuit la progression qu'elle a amorcée fin 1994. En revanche, l'espérance de vie n'augmente pas. Le nombre de mariages se stabilise après deux années de hausse.

Une hausse de la natalité au cours de l'année 1998, atténuée cependant par une augmentation des décès, permet un accroissement naturel plus net que les années précédentes. Environ 740 300 naissances et 540 400 décès sont enregistrés au cours de l'année, ce qui correspond à un excédent naturel de près de 200 000 personnes.

Par ailleurs, les mouvements migratoires officiellement comptabilisés se stabilisent : l'excédent est provisoirement estimé à 40 000 personnes. Avec les départements et les territoires d'outre-mer, la population française est de 61,3 millions d'habitants.

Après une année de baisse, la fécondité est en hausse

Le nombre de naissances augmente de nouveau en 1998 : 740 300 nouveau-nés, soit 1,9 % de plus qu'en 1997. La natalité retrouve pratiquement son niveau de 1992 (avant la baisse importante de 1993). Ainsi, après un sursaut en 1995, la natalité est stable depuis trois ans, voire en légère hausse.

L'indicateur conjoncturel de fécondité remonte à 1,75 enfant par femme en 1998, le plus élevé de ces sept dernières années. La France a l'un des indicateurs conjoncturels les plus hauts de l'Union européenne. En 1997 (derniers résultats disponibles pour l'Europe), notre pays se situait au troisième rang avec 1,71 enfant par femme, comme le Royaume-Uni et le Luxembourg, après l'Irlande (1,92) et le Danemark et la Finlande (1,75). L'Italie et l'Espagne avaient les indicateurs les plus faibles d'Europe, et même du monde : respectivement 1,22 et 1,15. L'indicateur conjoncturel de fécondité pour l'ensemble de l'Union européenne s'est stabilisé à 1,44 enfant par femme depuis 1994.

Avec l'allongement de la durée des études, les difficultés pour trouver un emploi stable, de plus en plus de femmes retardent l'arrivée de leurs enfants. La fécondité des femmes de moins de 30 ans diminue progressivement au cours des vingt dernières années alors qu'elle augmente nettement à partir de la trentaine. Lorsque la fécondité augmente, comme en 1995 ou 1996, c'est que la fécondité en hausse des femmes de plus de 28 ans compense la baisse de celle des plus jeunes. Lorsqu'elle se stabilise ou diminue, la réduction est particulièrement prononcée chez les plus jeunes : en 1977, la légère baisse était entièrement redevable aux femmes de moins de 30 ans. L'âge à la maternité augmente régulièrement : 29,2 ans en 1997 contre 26,5 ans vingt ans plut tôt. En 1997, seulement un quart des nouveau-nés avaient une mère âgée de trente ans ou plus; en 1997, c'est le cas pour presque la moitié des naissances (47 %).

Ces décalages ont eu jusqu'ici peu d'incidence sur la descendance finale des générations. Les Françaises nées avant le début des années soixante sont parmi les plus fécondes de l'Union européenne, après les Irlandaises. Ainsi, les femmes de la génération 1958 ont assuré leur remplacement bien avant la fin de leur vie féconde en ayant eu , en moyenne, 2,08 enfants chacune à 39 ans, soit autant que les femmes de la génération 1948 au même âge, alors qu'à 26 ans elles représentaient un retard de 0,22 enfant. Le rattrapage reste possible pour les générations du début des années soixante qui auront certainement plus de deux enfants en moyenne; pour les plus jeunes, il est encore trop tôt pour conclure.

L'espérance de vie n'augmente pas

Les décès survenus en 1998 sont estimés à 540 400, soit environ 10 000 de plus qu'en 1997. Compte tenu de l'accroissement et du vieillissement de la population, la hausse correspond à une stabilité de l'espérance de vie à la naissance : en 1998, elle atteint 74,6 années pour les hommes, comme en 1997, et 82,2 années pour les femmes, contre 82,3 en 1997.

Les épidémies de grippe sévissent traditionnellement dans notre pays en début et en fin d'année; cette maladie fragilise les populations à risque, notamment les personnes âgées. La conjoncture mensuelle des décès suit nettement la courbe des cas de grippe relevés par le réseau « Sentinelles » de l'Inserm. Au cours de l'hiver 1997-1998, l'épidémie a été plus tardive qu'à l'habitude : elle a débuté en février mais s'est prolongée en mars avec un second pic; la fin d'année a été plus clémente. Beaucoup plus de personnes sont décédées en mars et avril cette année, ce qui expliquerait la forte baisse de la mortalité en 1997 et son augmentation en 1998.

La mortalité infantile se stabilise en 1998 : pour la troisième année consécutive, le taux serait de 4,8 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes. Au sein de l'Union européenne, la mortalité infantile demeure plus forte en Europe du Sud et plus basse dans les pays scandinaves : plus de 6 pour mille au Portugal et en Grèce, moins de 4 pour mille en Finlande et en Suède.

La baisse de la mortalité française ferait donc une pause en 1998, mais la tendance doit être appréciée sur plusieurs années. Les gains d'espérance de vie à la naissance sont irréguliers mais continus : ils ont été de près de deux années et demi en dix ans, près d'un trimestre par an. Actuellement, l'espérance de vie des femmes augmente moins vite que celle des hommes : 7,6 années les séparent en 1998 contre 8,2 ans jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. En cinq ans, de 1993 à 1998, la hausse n'a été que de 0,8 an pour les femmes, contre 1,3 an pour les hommes.

Ces dernières années, la surmortalité masculine de 15 à 30 ans et de 50 à 65 ans a légèrement diminué. Cependant, à tous les âges, la mortalité reste plus importante pour les hommes, même aux âges élevés. Ainsi, à 85 ans, les femmes peuvent espérer vivre encore 6,4 années tandis qu'il ne reste que 5,3 années en moyenne, aux hommes à 85 ans, dans les conditions de mortalité de 1997.

Les entrées d'étrangers pour long séjour sont stables

Pour l'année 1998, l'excédent migratoire est provisoirement estimé à 40 000 personnes, soit autant qu'en 1997. La mesure des entrées d'étrangers reste difficile. Pour pallier l'absence de données, le Haut Conseil à l'Intégration établit depuis 1990 une mesure des flux, basée sur les chiffres de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Les bilans migratoires établis par l'INSEE suivent, par construction, l'évolution de ces flux d'immigrants officiellement comptabilisés pour long séjour.

En 1997, selon les statistiques de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), le nombre d'étrangers obtenant pour la première fois un titre de séjour d'un an ou plus est, comme en 1996, d'environ 47 000 personnes. Cette stabilité fait suite à quatre années de baisse, notamment 1994 et 1995. Pour 1998, les données disponibles pour les trois premiers trimestres font état d'une légère hausse du nombre d'entrées.

Le nombre de mariages reste constant

En 1998, 282 100 mariages ont été célébrés soit 1 900 de moins qu'en 1997. Le nombre de mariage se stabilise après deux années d'augmentation qui avaient interrompu la baisse engagée depuis 1972 : depuis trois ans, le nombre de mariages annuel dépasse 280 000 alors qu'il était inférieur à 254 000 en 1994. Mais, après la forte hausse de 10 % en 1996 - à la suite du changement des règles d'imposition des parents non mariés - celle de 1997 (+ 1,4 %) annonçait la stabilisation de 1998.

Le taux de nuptialité est de 4,8 mariages pour mille habitants; il était descendu à 4,4 de 1993 à 1995. Au sein de l'Union européenne, la baisse de la nuptialité se poursuit. Le taux européen est de 5,0 pour mille en 1997 : niveau le plus faible depuis la création de la Communauté. C'est en Suède qu'on se marie le moins (3,6 pour mille) et au Danemark et au Portugal que les taux sont les plus élevés (6,5 pour mille).

L'âge au premier mariage est retardé un peu plus chaque année. En 1997, les femmes célibataires se sont mariées, en moyenne, à 27,6 ans, soit 5 ans plus tard qu'il y a vingt ans. Les hommes attendent toujours deux ans de plus pour célébrer leur premier mariage; eux-aussi retardent régulièrement cet événement : 29,7 ans en 1997 contre 24,8 ans en 1977. La prise en compte des remariages, après veuvage ou après divorce, augmente l'âge moyen au mariage de deux ans pour les femmes et de deux ans et demi pour les hommes.

En 1998, l'indice synthétique de primo-nuptialité s'élève à 55,6 premiers mariages pour 100 femmes. En 1994 et 1995, il était inférieur à 50 %. La stabilité actuelle du nombre de mariages provient en partie de l'arrivée à l'âge adulte des générations moins nombreuses nées après 1973 et pour partie du contrecoup de la hausse importante du nombre de mariages depuis 1996. Parmi les femmes nées en 1947, qui ont donc fêté leur cinquante ans en 1997, la proportion de celles qui ne se sont jamais mariées est inférieure à 9 %; elle pourrait atteindre 25 % pour les femmes nées en 1967, qui ont eu 30 ans en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1997.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56 625 026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56 577 000 habitants.

Il est rappelé que les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999, ne sont pas arrêtés à la date de rédaction du présent chapitre.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statis-

tiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g,* l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

• Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

• Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

• Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

• Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

• Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.

Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);

— Institut national d'études démographiques (INED);

— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique :

« Bilan démographique de 19.. », numéro de janvier,

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « La situation démographique en 1996 », n°70-71 (annuel);

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995;

— « Données de démographie régionale en 1990 », n° 45-46, décembre 1995;

— « Un siècle de démographie française », n°47-48, janvier 1996;

— « Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 », n°67-68, février 1998.

INSEE-Première :

— « L'espérance de vie selon les régions en 1989-1990 », n° 197, mai 1992;

— « La fécondité des étrangères en France se rapproche de celle des Françaises », n° 231, novembre 1992;

— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293, janvier 1994;

— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311, avril 1994;

— « La population de la France », n° 444, avril 1996;

— « La population immigrée », n° 458, mai 1996;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « Bilan démographique 1998 », n° 633, février 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999.

Économie et Statistique :

— « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998.

Données sociales, 1999, INSEE :

— « Maman après 40 ans », F. Daguet;

— « Démographie des pays industrialisés : la position de la France », C. Beaumel, R. Kerjosse, I. Tamby.

Synthèses, Statistique publique :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Autres publications :

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, 1998.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	**Population au 1er janvier**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,2	44,0	297,2
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1993	**57 529,7**	255,2	110,8	**711,6**	463,3	**532,3**	4,6	3,8	179,3	70,0	249,3
1994	**57 779,1**	253,7	115,7	**711,0**	454,3	**520,0**	4,2	3,6	191,0	50,0	241,0
1995.....	**58 020,1**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996	**58 258,1**	280,1	117,4	**734,3**	448,8	**535,8**	3,5	3,7	198,5	35,0	233,5
1997 *r*.....	**58 491,6**	284,0	116,2	**726,8**	435,9	**530,3**	3,4	3,6	196,5	40,0	236,5
1998 *p*.....	**58 728,1**	282,1	...	**740,3**	...	**540,4**	4,8	...	199,9	40,0	239,9

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) À partir de 1975, la statistique des mort-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	**Population moyenne (1)**	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité néonatale (3)	Mortalité post-néonatale (4)
1975.....	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980.....	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985.....	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990.....	**56 735 103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,7
1993.....	**57 654 379**	4,4	12,3	9,2	+ 3,1	**6,5**	3,1	3,4
1994.....	**57 899 566**	4,4	12,3	9,0	+ 3,3	**5,9**	3,2	2,7
1995.....	**58 139 076**	4,4	12,5	9,1	+ 3,4	**4,9**	2,9	2,0
1996.....	**58 374 853**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	3,0	1,8
1997 *r*.....	**58 609 859**	4,8	12,4	9,0	+ 3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998 *p*	**58 846 884**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (1)	Divortialité (2)	Fécondité (3)	Brut (4)	Net (5)	Hommes (6)	Femmes (6)
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1993	48,2	49,6	34,8	165,4	80,6	79,5	73,3	81,4
1994	47,7	49,3	36,6	165,4	80,7	79,6	73,7	81,8
1995	47,7	49,3	38,2	170,2	83,1	82,0	73,9	81,9
1996	52,2	54,1	38,0	172,0	83,7	82,7	74,2	82,0
1997 *r*	53,0	55,3	38,0	170,9	83,2	82,2	74,6	82,3
1998 *p*	...	...	...	...	...	...	74,6	82,2

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	*dont* nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	*dont* mort-nés naturels
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1993	**711 610**	364 589	347 021	248 331	**3 791**	2 037	1 754	1 512
1994	**710 993**	364 277	346 716	256 653	**3 633**	1 927	1 706	1 524
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1994		1995		1996		1997	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**13 426**	11 024	**12 915**	10 812	**13 141**	11 249	**13 241**	11 491
20 à 24 ans	**122 285**	66 271	**116 722**	67 047	**109 485**	65 689	**102 981**	63 651
25 à 29 ans	**272 647**	88 397	**277 153**	94 804	**275 306**	99 433	**270 678**	102 306
30 à 34 ans	**204 139**	59 524	**218 531**	66 671	**226 519**	71 241	**227 108**	73 828
35 à 39 ans	**80 902**	25 500	**85 891**	28 473	**90 583**	30 948	**92 616**	31 963
40 à 44 ans	**16 720**	5 698	**17 461**	6 163	**18 379**	6 683	**19 156**	7 294
45 ans ou plus	**874**	239	**936**	240	**925**	271	**988**	315
Total	**710 993**	**256 653**	**729 609**	**274 210**	**734 338**	285 514	**726 768**	290 848

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1975	**681 636**	328 838	211 137	76 755	64 906
1980	**709 261**	313 401	245 376	103 410	47 074
1985	**617 939**	260 490	215 546	91 860	50 043
1990	**533 300**	228 868	176 791	82 110	45 531
1993	**463 279**	209 905	154 446	63 975	34 953
1994	**454 340**	204 633	153 814	62 793	33 100
1995	**455 399**	200 243	159 020	64 004	32 132
1996	**448 824**	203 564	153 720	61 496	30 044
1997	**435 920**	...	...	...	...

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	4 043	88,0	2,5	9,5
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	6 223	87,3	2,8	9,9
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	9 470	85,8	3,3	10,9
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	13 386	84,7	4,3	11,0
1993	**463 279**	384 149	11 185	14 827	53 118	14 307	82,9	5,6	11,5
1994	**454 340**	377 847	11 577	15 086	49 830	13 843	83,2	5,8	11,0
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	14 303	83,6	6,1	10,3
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	14 358	84,0	6,3	9,7
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	14 651	83,8	6,7	9,5

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,66**	12,67	63,76	63,55	33,47	14,70	4,51	26,7
1980	**194,46**	8,94	60,79	72,03	37,02	12,71	2,97	26,8
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1993	**165,36**	3,91	30,26	64,11	45,04	18,02	4,02	28,7
1994	**165,42**	3,61	28,55	64,03	46,45	18,68	4,10	28,8
1995	**170,21**	3,50	27,68	65,30	49,69	19,76	4,28	29,0
1996	**171,96**	3,51	26,86	64,75	51,56	20,78	4,50	29,1
1997 *r*	**170,93**	3,49	26,25	63,19	52,08	21,25	4,67	29,2
1998 *p*	**175,00**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1997

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**419**	419	–	–	**3 202**	3 191	–	11
20-24 ans	**27 698**	27 654	2	42	**60 134**	59 585	26	523
25-29 ans	**104 283**	103 026	35	1 222	**105 604**	102 267	142	3 195
30-34 ans	**65 678**	59 803	122	5 753	**51 566**	42 457	352	8 757
35-39 ans	**34 489**	24 343	259	9 887	**27 079**	16 385	577	10 117
40-44 ans	**19 651**	9 254	329	10 068	**15 701**	6 198	620	8 883
45-49 ans	**13 450**	3 556	513	9 381	**10 124**	2 383	672	7 069
50-54 ans	**8 359**	1 379	554	6 426	**5 639**	1 074	534	4 031
55-59 ans	**4 241**	571	581	3 089	**2 364**	406	328	1 630
60 ans et plus	**5 716**	868	1 899	2 949	**2 571**	549	788	1 234
Total	**283 984**	**230 873**	**4 294**	**48 817**	**283 984**	**234 495**	**4 039**	**45 450**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1993	**255 190**	210 694	44 496	213 260	41 930	220 928	6 997	12 027	15 238	**28,7**	**26,6**
1994	**253 746**	208 584	45 162	211 826	41 920	224 562	5 848	10 495	12 841	**29,0**	**27,0**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	85,80	19,07	48,47	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	70,64	12,36	40,31	12,53	3,36	1,21	0,52	0,35
1985	53,70	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	56,30	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1993	49,57	1,30	18,23	20,03	6,56	2,18	0,83	0,44
1994	49,25	1,06	16,58	20,93	7,01	2,34	0,88	0,45
1995	49,28	1,00	15,77	21,21	7,27	2,56	1,00	0,47
1996	54,14	0,87	15,87	22,78	9,23	3,47	1,32	0,60
1997 *r*	55,34	0,85	15,11	23,80	9,75	3,75	1,44	0,64
1998 *p*	55,64	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1997

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1997-1996	moins d'1 an	**3 439**	**1 979**	1 979	–	–	–	**1 460**	1 460	–	–	–
1996-1992	1 à 4	**794**	**438**	438	–	–	–	**356**	356	–	–	–
1992-1988	5 à 9	**480**	**292**	292	–	–	–	**188**	188	–	–	–
1987-1983	10 à 14	**604**	**358**	358	–	–	–	**246**	246	–	–	–
1982-1978	15 à 19	**1 828**	**1 301**	1 299	2	–	–	**527**	525	2	–	–
1977-1973	20 à 24	**2 969**	**2 256**	2 209	46	–	1	**713**	661	45	4	3
1972-1968	25 à 29	**3 448**	**2 593**	2 248	312	1	32	**855**	620	204	4	27
1967-1963	30 à 34	**4 443**	**3 144**	2 175	806	9	154	**1 299**	700	490	18	91
1962-1958	35 à 39	**6 179**	**4 287**	2 249	1 527	20	491	**1 892**	647	966	43	236
1957-1953	40 à 44	**9 232**	**6 390**	2 175	2 969	78	1 168	**2 842**	656	1 603	89	494
1952-1948	45 à 49	**14 137**	**9 858**	2 289	5 330	206	2 033	**4 279**	703	2 583	235	758
1947-1943	50 à 54	**16 403**	**11 418**	2 153	6 870	317	2 078	**4 985**	627	3 189	456	713
1942-1938	55 à 59	**18 107**	**12 786**	2 080	8 313	562	1 831	**5 321**	545	3 407	739	630
1937-1933	60 à 64	**27 615**	**19 529**	3 067	13 328	1 213	1 921	**8 086**	803	4 819	1 729	735
1932-1928	65 à 69	**41 465**	**28 138**	3 797	20 002	2 457	1 882	**13 327**	1 289	7 012	4 123	903
1927-1923	70 à 74	**55 810**	**35 641**	4 112	25 709	4 220	1 600	**20 169**	1 968	8 641	8 472	1 088
1922-1918	75 à 79	**64 841**	**37 253**	3 322	26 329	6 314	1 288	**27 588**	2 421	8 952	14 944	1 271
1917-1913	80 à 84	**68 435**	**32 778**	2 527	21 245	8 177	829	**35 657**	2 982	7 044	24 148	1 483
1912-1908	85 à 89	**96 002**	**37 200**	2 573	20 149	13 742	736	**58 802**	5 028	6 502	45 063	2 209
1907-1903	90 à 94	**65 974**	**19 571**	1 174	7 682	10 374	341	**46 403**	4 102	2 395	38 427	1 479
1902 et av	95 et plus	**28 114**	**5 599**	288	1 366	3 866	79	**22 515**	2 300	479	19 135	601
Total		**530 319**	**272 809**	**42 804**	**161 985**	**51 556**	**16 464**	**257 510**	**28 827**	**58 333**	**157 629**	**12 721**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3 du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Taux de mortalité Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	Taux de morti-natalité (2)
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1993	2,2	3,1	3,3	6,5	7,5	11,7	5,3
1994	2,3	3,2	2,7	5,9	7,4	11,0	5,1
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1975	10,6	13,8	0,67	0,36	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1993	9,2	6,5	0,34	0,18	0,18	0,52	0,93	1,06	1,35
1994	9,0	5,9	0,29	0,17	0,19	0,48	0,87	1,04	1,33
1995	9,1	4,9	0,30	0,16	0,17	0,47	0,84	1,00	1,31
1996	9,2	4,8	0,28	0,15	0,16	0,47	0,79	0,90	1,18
1997	9,0	4,7	0,28	0,14	0,16	0,46	0,76	0,80	1,01
Sexe masculin									
1975	11,3	15,5	0,75	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,65	0,39	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1993	9,8	7,5	0,38	0,20	0,21	0,71	1,39	1,57	1,98
1994	9,6	6,7	0,33	0,19	0,23	0,68	1,32	1,54	1,96
1995	9,7	5,4	0,32	0,18	0,20	0,65	1,23	1,48	1,89
1996	9,7	5,4	0,32	0,17	0,20	0,66	1,16	1,31	1,67
1997	9,6	5,3	0,30	0,17	0,18	0,64	1,14	1,19	1,43
Sexe féminin									
1975	10,0	12,0	0,60	0,28	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,53	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1993	8,7	5,4	0,28	0,16	0,14	0,32	0,45	0,56	0,73
1994	8,4	5,0	0,25	0,14	0,16	0,27	0,42	0,53	0,71
1995	8,6	4,3	0,28	0,13	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1996	8,6	4,1	0,23	0,13	0,12	0,27	0,40	0,48	0,69
1997	8,6	4,1	0,26	0,11	0,13	0,27	0,37	0,40	0,59

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	126
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1993	1,73	2,41	3,42	4,92	7,4	11,0	15,9	29,2	107
1994	1,72	2,35	3,43	4,93	7,1	10,5	15,5	27,7	102
1995	1,68	2,39	3,41	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	106
1996	1,59	2,32	3,29	4,82	6,9	10,3	15,3	28,3	110
1997	1,43	2,17	3,28	4,71	6,7	9,9	14,9	28,2	111
Sexe masculin									
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	164
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1993	2,52	3,40	4,78	6,91	10,7	16,4	23,5	41,7	127
1994	2,45	3,35	4,83	6,95	10,3	15,6	22,9	39,7	122
1995	2,40	3,36	4,78	6,83	10,0	15,5	23,2	40,2	126
1996	2,22	3,27	4,59	6,76	9,9	15,2	22,9	40,6	130
1997	1,99	3,03	4,58	6,53	9,5	14,6	22,0	40,6	130
Sexe féminin									
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	126
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	116
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1993	0,94	1,42	2,04	2,91	4,2	6,2	9,5	20,3	97
1994	1,00	1,35	2,01	2,88	4,1	5,9	9,2	19,1	93
1995	0,96	1,44	2,02	2,83	3,9	5,9	9,2	19,2	97
1996	0,96	1,38	1,98	2,86	4,0	5,8	9,0	19,4	101
1997	0,87	1,33	1,99	2,87	3,9	5,6	8,9	19,3	102

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9.884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990	10 000	9 916	9 909	9 904	9 901	9 898	9 888	9 876	9 833	9 758	9 679
1993	10 000	9 925	9 919	9 915	9 912	9 910	9 900	9 889	9 850	9 781	9 702
1994	10 000	9 933	9 927	9 924	9 922	9 919	9 910	9 898	9 860	9 794	9 717
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 815	9 741
1996	10 000	9 946	9 941	9 938	9 935	9 933	9 925	9 914	9 878	9 820	9 754
1997	10 000	9 946	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 917	9 881	9 824	9 765
Sexe féminin											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 892	9 870	9 843
1993	10 000	9 947	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 920	9 903	9 881	9 852
1994	10 000	9 949	9 945	9 942	9 941	9 939	9 932	9 924	9 910	9 889	9 862
1995	10 000	9 956	9 952	9 949	9 947	9 945	9 939	9 931	9 915	9 894	9 867
1996	10 000	9 958	9 955	9 952	9 951	9 949	9 943	9 936	9 922	9 902	9 877
1997	10 000	9 958	9 955	9 952	9 950	9 948	9 943	9 936	9 921	9 903	9 882
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1993	73,3	72,8	71,9	70,9	69,9	69,0	64,0	59,1	54,3	49,7	45,1
1994	73,7	73,2	72,3	71,3	70,3	69,3	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1995	73,9	73,3	72,4	71,4	70,4	69,4	64,5	59,5	54,7	50,1	45,4
1996	74,2	73,6	72,6	71,6	70,6	69,7	64,7	59,8	55,0	50,3	45,6
1997	74,6	74,0	73,1	72,1	71,1	70,1	65,2	60,2	55,4	50,7	46,0
Sexe féminin											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1993	81,4	80,8	79,9	78,9	77,9	76,9	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5
1994	81,8	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,5	57,7	52,8
1995	81,9	81,2	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,4	62,5	57,6	52,8
1996 *r*	82,0	81,4	80,4	79,4	78,4	77,4	72,5	67,5	62,6	57,7	52,9
1997	82,3	81,6	80,7	79,7	78,7	77,7	72,7	67,8	62,9	58,0	53,1

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1.867
1990	9 588	9 471	9 310	9 076	8 730	8 222	7 516	6 629	5 457	4 000	2 356
1993	9 605	9 482	9 318	9 085	8 762	8 288	7 608	6 728	5 601	4 171	2 520
1994	9 621	9 501	9 337	9 103	8 779	8 321	7 670	6 805	5 701	4 289	2 659
1995	9 648	9 529	9 365	9 135	8 819	8 370	7 719	6 840	5 722	4 287	2 660
1996	9 671	9 561	9 400	9 178	8 860	8 415	7 771	6 896	5 768	4 342	2 687
1997	9 694	9 594	9 444	9 222	8 911	8 480	7 857	7 002	5 873	4 449	2 799
Sexe féminin											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8.286	7 465	6 104	4 134
1990	9 809	9 760	9 691	9 588	9 439	9 226	8 927	8 490	7 768	6 587	4 744
1993	9 816	9 768	9 696	9 593	9 450	9 244	8 952	8 519	7 851	6 731	4 969
1994	9 826	9 776	9 708	9 605	9 462	9 265	8 984	8 559	7 905	6 821	5 129
1995	9 831	9 781	9 709	9 607	9 468	9 277	8 997	8 572	7 915	6 822	5 124
1996	9 842	9 793	9 723	9 624	9 482	9 289	9 010	8 594	7 937	6 868	5 168
1997	9 853	9 808	9 740	9 641	9 496	9 308	9 041	8 629	7 994	6 933	5 257
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1993	40,5	36,0	31,6	27,3	23,2	19,4	15,9	12,6	9,6	7,1	5,0
1994	40,8	36,3	31,9	27,6	23,6	19,7	16,2	12,9	9,9	7,3	5,2
1995	40,9	36,3	31,9	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1996	41,0	36,4	32,0	27,7	23,6	19,7	16,1	12,9	9,9	7,3	5,2
1997	41,3	36,7	32,3	28,0	23,9	20,0	16,3	13,0	10,0	7,4	5,3
Sexe féminin											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1993	47,7	42,9	38,2	33,5	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,2
1994	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1995	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,6	9,2	6,4
1996	48,1	43,3	38,6	34,0	29,4	25,0	20,7	16,5	12,7	9,2	6,4
1997	48,3	43,5	38,8	34,1	29,6	25,2	20,8	16,7	12,8	9,3	6,5

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1995-1997

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	544	74,23	100 000	428	82,04	**100 000**	**487**	**78,04**
1	99 456	44	73,63	99 572	36	81,39	**99 513**	**41**	**77,42**
2	99 412	33	72,66	99 536	24	80,42	**99 472**	**28**	**76,45**
3	99 379	23	71,69	99 512	20	79,44	**99 444**	**22**	**75,47**
4	99 356	21	70,70	99 492	16	78,45	**99 422**	**18**	**74,49**
5	99 335	18	69,72	99 476	13	77,47	**99 404**	**16**	**73,50**
6	99 317	18	68,73	99 463	13	76,48	**99 388**	**15**	**72,51**
7	99 299	16	67,74	99 450	13	75,49	**99 373**	**15**	**71,52**
8	99 283	16	66,75	99 437	12	74,50	**99 358**	**14**	**70,53**
9	99 267	17	65,76	99 425	12	73,50	**99 344**	**14**	**69,54**
10	99 250	15	64,78	99 413	11	72,51	**99 330**	**13**	**68,55**
11	99 235	16	63,79	99 402	13	71,52	**99 317**	**15**	**67,56**
12	99 219	19	62,80	99 389	15	70,53	**99 302**	**17**	**66,57**
13	99 200	22	61,81	99 374	14	69,54	**99 285**	**18**	**65,58**
14	99 178	33	60,82	99 360	17	68,55	**99 267**	**26**	**64,60**
15	99 145	45	59,84	99 343	22	67,56	**99 241**	**33**	**63,61**
16	99 100	53	58,87	99 321	24	66,58	**99 208**	**39**	**62,63**
17	99 047	67	57,90	99 297	30	65,59	**99 169**	**49**	**61,66**
18	98 981	93	56,94	99 267	34	64,61	**99 120**	**64**	**60,69**
19	98 889	103	55,99	99 233	37	63,63	**99 057**	**72**	**59,73**
20	98 787	107	55,05	99 196	41	62,66	**98 986**	**74**	**58,77**
21	98 681	116	54,11	99 155	39	61,68	**98 913**	**79**	**57,81**
22	98 567	125	53,17	99 116	41	60,71	**98 835**	**84**	**56,86**
23	98 444	125	52,23	99 075	40	59,73	**98 752**	**84**	**55,91**
24	98 321	125	51,30	99 035	41	58,76	**98 669**	**83**	**54,95**
25	98 198	127	50,36	98 994	42	57,78	**98 587**	**86**	**54,00**
26	98 073	128	49,43	98 952	45	56,81	**98 502**	**88**	**53,04**
27	97 947	133	48,49	98 907	48	55,83	**98 415**	**90**	**52,09**
28	97 817	140	47,55	98 860	50	54,86	**98 326**	**96**	**51,14**
29	97 680	147	46,62	98 811	56	53,88	**98 232**	**103**	**50,19**
30	97 536	155	45,69	98 756	62	52,91	**98 131**	**109**	**49,24**
31	97 385	163	44,76	98 695	63	51,95	**98 024**	**113**	**48,29**
32	97 226	165	43,83	98 633	67	50,98	**97 913**	**117**	**47,34**
33	97 066	177	42,90	98 567	74	50,01	**97 798**	**126**	**46,40**
34	96 894	190	41,98	98 494	77	49,05	**97 675**	**134**	**45,46**
35	96 710	202	41,05	98 418	83	48,09	**97 544**	**145**	**44,52**
36	96 515	216	40,14	98 336	91	47,13	**97 403**	**153**	**43,58**
37	96 307	224	39,22	98 247	95	46,17	**97 254**	**160**	**42,65**
38	96 091	238	38,31	98 154	104	45,21	**97 098**	**172**	**41,71**
39	95 862	258	37,40	98 052	115	44,26	**96 931**	**188**	**40,79**
40	95 615	276	36,49	97 939	124	43,31	**96 749**	**201**	**39,86**
41	95 351	304	35,59	97 818	131	42,36	**96 555**	**219**	**38,94**
42	95 061	337	34,70	97 690	143	41,42	**96 344**	**241**	**38,02**
43	94 741	366	33,82	97 550	154	40,48	**96 112**	**261**	**37,11**
44	94 394	386	32,94	97 400	164	39,54	**95 861**	**276**	**36,21**
45	94 030	414	32,07	97 240	180	38,60	**95 596**	**297**	**35,31**
46	93 641	443	31,20	97 065	193	37,67	**95 312**	**319**	**34,41**
47	93 226	472	30,33	96 878	204	36,74	**95 008**	**338**	**33,52**
48	92 786	515	29,47	96 680	218	35,82	**94 687**	**368**	**32,63**
49	92 308	571	28,62	96 469	237	34,89	**94 339**	**405**	**31,75**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1995-1997

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de morta-lité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	91 781	609	27,79	96 240	263	33,98	**93 957**	**436**	**30,88**
51	91 222	647	26,95	95 987	282	33,06	**93 547**	**464**	**30,01**
52	90 632	695	26,13	95 716	299	32,16	**93 113**	**497**	**29,15**
53	90 002	739	25,30	95 430	314	31,25	**92 650**	**525**	**28,29**
54	89 337	789	24,49	95 130	326	30,35	**92 164**	**556**	**27,44**
55	88 632	856	23,68	94 820	350	29,45	**91 652**	**601**	**26,59**
56	87 873	923	22,88	94 488	381	28,55	**91 101**	**649**	**25,75**
57	87 062	1 007	22,09	94 128	405	27,65	**90 510**	**702**	**24,91**
58	86 185	1 108	21,31	93 747	429	26,76	**89 875**	**762**	**24,09**
59	85 230	1 193	20,54	93 345	464	25,88	**89 190**	**821**	**23,27**
60	84 213	1 306	19,78	92 912	507	25,00	**88 458**	**896**	**22,46**
61	83 113	1 428	19,04	92 441	550	24,12	**87 665**	**976**	**21,65**
62	81 926	1 568	18,31	91 933	597	23,25	**86 809**	**1 066**	**20,86**
63	80 641	1 695	17,59	91 384	643	22,39	**85 884**	**1 149**	**20,08**
64	79 274	1 833	16,89	90 796	700	21,53	**84 897**	**1 243**	**19,31**
65	77 821	1 997	16,19	90 160	775	20,68	**83 842**	**1 355**	**18,55**
66	76 267	2 128	15,51	89 461	853	19,84	**82 706**	**1 456**	**17,79**
67	74 644	2 312	14,84	88 698	940	19,00	**81 502**	**1 583**	**17,05**
68	72 918	2 521	14,18	87 864	1 028	18,18	**80 212**	**1 723**	**16,32**
69	71 080	2 757	13,53	86 961	1 123	17,36	**78 830**	**1 879**	**15,59**
70	69 120	2 938	12,90	85 984	1 241	16,55	**77 349**	**2 017**	**14,88**
71	67 089	3 182	12,28	84 917	1 355	15,75	**75 789**	**2 184**	**14,18**
72	64 954	3 475	11,66	83 766	1 524	14,96	**74 134**	**2 400**	**13,48**
73	62 697	3 775	11,06	82 489	1 729	14,19	**72 355**	**2 636**	**12,80**
74	60 330	4 074	10,48	81 063	1 948	13,43	**70 448**	**2 880**	**12,14**
75	57 872	4 517	9,90	79 484	2 209	12,69	**68 419**	**3 210**	**11,48**
76	55 258	4 933	9,35	77 728	2 462	11,96	**66 223**	**3 518**	**10,84**
77	52 532	5 439	8,81	75 814	2 804	11,25	**63 893**	**3 911**	**10,22**
78	49 675	6 005	8,28	73 688	3 208	10,56	**61 394**	**4 369**	**9,62**
79	46 692	6 648	7,78	71 324	3 619	9,89	**58 712**	**4 851**	**9,03**
80	43 588	7 312	7,30	68 743	4 142	9,25	**55 864**	**5 410**	**8,47**
81	40 401	8 106	6,84	65 896	4 730	8,62	**52 842**	**6 050**	**7,92**
82	37 126	8 905	6,40	62 779	5 370	8,03	**49 645**	**6 724**	**7,40**
83	33 820	9 897	5,97	59 408	6 152	7,45	**46 307**	**7 552**	**6,90**
84	30 473	10 918	5,57	55 753	7 042	6,91	**42 810**	**8 454**	**6,42**
85	27 146	12 068	5,20	51 827	8 054	6,40	**39 191**	**9 479**	**5,97**
86	23 870	13 347	4,84	47 653	9 145	5,91	**35 476**	**10 593**	**5,54**
87	20 684	14 722	4,51	43 295	10 426	5,46	**31 718**	**11 861**	**5,14**
88	17 639	16 225	4,20	38 781	11 828	5,03	**27 956**	**13 246**	**4.77**
89	14 777	17 636	3,92	34 194	13 280	4,64	**24 253**	**14 641**	**4,42**
90									
91	12 171	19 201	3,65	29 653	14 774	4,28	**20 702**	**16 105**	**4,09**
92	9 834	20 836	3,40	25 272	16 326	3,93	**17 368**	**17 636**	**3,78**
93	7 785	22 646	3,16	21 146	18 136	3,60	**14 305**	**19 392**	**3,48**
94	6 022	24 228	2,94	17 311	19 739	3,29	**11 531**	**20 944**	**3,20**
95	4 563	25 444	2,72	13 894	21 851	2,98	**9 116**	**22 773**	**2,91**
96	3 402	26 955	2,48	10 858	23 890	2,67	**7 040**	**24 645**	**2,62**
97	2 485	30 141	2,21	8 264	26 585	2,35	**5 305**	**27 427**	**2,31**
98	1 736	32 258	1,94	6 067	28 993	2,02	**3 850**	**29 766**	**2,00**
99	1 176	32 653	1,63	4 308	31 453	1,64	**2 704**	**31 731**	**1,64**
	792	31 818	1,18	2 953	34 270	1,16	**1 846**	**33 694**	**1,16**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1997

Sources : EUROSTAT
US Bureau of the Census, International Programs Center
US National Center for Health Statistics
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000) naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation totale (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne (4)	0,6	9,9	10,5	5,1	2,3	0,67	0,65	4,9	73,7	80,0
Autriche (4)	0,9	10,4	9,8	5,1	2,2	0,67	0,65	4,7	74,2	80,5
Belgique (4) (3)	2,2	11,4	10,2	4,7	2,6	0,76	0,74	6,1	74,1	80,6
Danemark (5) (3)	3,7	12,8	11,3	6,5	2,4	0,85	0,83	5,3	73,1	78,5
Espagne (3) (5)	1,3	9,1	8,9	4,8	0,9	0,56	0,55	5,7	74,4	81,7
Finlande (4)	2,9	11,5	9,6	4,6	2,6	0,85	0,83	3,9	73,0	80,3
France	**4,0**	**12,4**	**9,0**	**4,8**	**2,0**	**0,83**	**0,82**	**4,7**	**74,6**	**82,3**
Grèce (4)	2,3	9,7	9,5	6,0	0,9	0,64	0,62	6,4	75,1	81,4
Irlande (2) (3)	11,4	14,2	8,6	4,3	. . .	0,94	0,91	6,2	73,4	78,6
Italie (3) (4)	1,8	9,2	9,6	4,8	0,6	0,60	0,58	5,5	74,9	81,3
Luxembourg	12,8	13,1	9,4	4,8	2,4	0,83	0,81	4,2	73,5	79,6
Pays-Bas (4)	5,6	12,2	8,7	5,5	2,2	0,76	0,74	5,2	74,7	80,3
Portugal	2,3	11,4	10,6	6,6	1,4	0,71	0,70	6,4	71,4	78,7
Royaume-Uni (3)	3,1	12,3	10,7	5,3	2,7	0,84	0,82	5,9	74,3	79,5
Suède (3)	0,4	10,2	10,6	3,7	2,4	0,74	0,73	3,6	76,7	81,8
Europe des Quinze *p*	**2,3**	**10,8**	**9,8**	**5,1**	**1,8**	**0,70**	**0,69**	**5,3**	**74,1**	**80,5**
États-Unis	9,1	14,6	8,7	8,8	4,3	. . .	. . .	6,6	72,8	79,5
Japon (5)	1,9	10,0	7,8	6,4	1,6	. . .	. . .	4,1	76,8	83,2
Fédération Russe	– 2,7	8,6	13,7	6,3	3,8	. . .	. . .	17,3	59,8	72,5

(1) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(2) Irlande : chiffre non disponible pour les divorces.
(3) Données provisoires - Suède (espérance de vie).
(4) Estimation Eurostat : Belgique (taux de reproduction) - Allemagne, Autriche, Finlande, Grèce, Pays-Bas (espérance de vie).
(5) 1996 : Japon (taux de nuptialité et de divorce) - Espagne et Danemark (espérance de vie).

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1998

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Ré-examens (2)	Autres	**Total 1998**	**Total 1997**
Européens	**6 729**	**3 560**	**1 936**	**174**	**1 056**	**351**	**146**	**4 160**	**138**	**18 250**	**15 169**
dont : Nationalités de l'UE (3)	6 175	–	–	–	–	–	–	–	–	**6 175**	**6 422**
Autres Européens et ex-URSS	488	921	1 189	141	653	91	134	2 293	124	**6 034**	**4 003**
Turcs	66	2 639	747	33	403	260	12	1 867	14	**6 041**	**4 744**
Asiatiques	**942**	**1 651**	**1 296**	**102**	**2 185**	**425**	**141**	**7 363**	**174**	**14 279**	**9 178**
dont : Libanais	241	99	79	7	...	4	12	63	28	...	...
Sri Lankais	2	97	52	–	832	247	2	484	8	**1 724**	**1 252**
Vietnamiens	30	11	172	6	237	24	–	70	17	**567**	**602**
Africains	**1 568**	**14 895**	**8 577**	**1 035**	**991**	**180**	**374**	**32 847**	**766**	**61 233**	**35 780**
dont : Maghreb	923	11 987	6 476	221	...	35	235	13 769	421	...	...
Algériens	438	4 962	3 345	–	56	8	108	6 289	140	**15 346**	**9 718**
Marocains	333	5 719	2 044	176	...	6	79	5 268	246	...	...
Tunisiens	152	1 306	1 087	45	43	21	48	2 212	35	**4 949**	...
Afrique hors Maghreb	645	2 908	2 101	814	...	145	139	19 078	345	...	...
Américains	**1 022**	**1 535**	**979**	**298**	**85**	**35**	**617**	**1 369**	**74**	**6 014**	**5 420**
Autres	**63**	**49**	**56**	**4**	**25**	**–**	**–**	**34**	**7**	**238**	**203**
Ensemble	**10 324**	**21 690**	**12 844**	**1 613**	**4 342**	**991**	**1 278**	**45 773**	**1 159**	**100 014**	**65 750**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) Y compris pays de l'UE, non membres, parties à l'EEE.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**281**	183	4	98	6
20 à 24 ans	**1 888**	1 079	96	809	55
25 à 29 ans	**3 029**	1 872	348	1 157	176
30 à 34 ans	**2 192**	1 505	591	687	199
35 à 39 ans	**1 310**	948	532	362	118
40 à 44 ans	**752**	558	382	194	93
45 ans ou plus	**872**	648	459	224	102
Total	**10 324**	**6 793**	**2 412**	**3 531**	**749**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	Total 1998
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	2	22	3	244	2	20	7	1	33	334
Industries agricoles et alimentaires	8	–	8	9	5	3	1	2	66	102
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	5	3	3	2	–	5	–	7	50	75
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	26	9	18	9	6	4	3	4	188	267
Fab. équipements électriques, électroniques	26	9	34	6	10	4	10	1	266	366
Construction	10	62	76	866	15	7	4	7	124	1 171
Commerce ; gros, détails, réparation	39	44	96	85	50	50	17	5	603	989
Hôtels, restaurants	57	79	171	142	30	14	9	7	442	951
Transports et communications	14	12	34	19	10	6	4	2	182	283
Activités financières	24	18	23	4	2	19	6	10	200	306
Immobilier, location, services aux entreprises	234	137	210	217	129	138	73	12	1 604	2 754
Éducation	57	38	40	12	49	27	8	1	386	618
Santé et action sociale	23	22	20	14	61	4	4	–	160	308
Services collectifs, sociaux, personnels	61	36	44	24	28	16	3	1	455	668
Services domestiques	7	45	23	265	26	6	1	–	218	591
Administration publique, activités extra-territoriales	4	1	6	3	4	–	–	–	33	51
Autres (3)	63	28	38	36	11	10	2	6	296	490
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	73	231	238	1 270	89	66	10	7	907	2 891
Ouvriers et employés qualifiés	181	156	282	646	141	98	37	21	1 450	3 012
Techniciens et agents de maîtrise	39	11	27	10	30	23	15	3	369	527
Cadres et ingénieurs	367	167	300	31	178	146	90	35	2 580	3 894
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990 *r*	389,5	2 021	548	7 569	110	2 334	76	5 235
1993	408,5	1 889	466	7 056	62	2 367	88	4 689
1994 *r*	414,0	1 911	633	7 135	73	2 294	56	4 841
1995 *r*	418,9	1 865	626	7 027	95	2 448	51	4 579
1996 *r*	424,4	1 869	607	7 184	74	2 431	68	4 753
1997 *p*	430,6	1 936	548	7 473	97	2 407	63	5 066
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990	118,5	461	99	3 606	72	597	64	3 009
1993	138,9	695	148	4 113	53	578	58	3 535
1994 *r*	144,0	593	120	4 188	54	618	79	3 570
1995 *r*	150,2	656	92	4 211	48	540	75	3 671
1996 *r*	157,4	573	128	4 331	50	556	73	3 775
1997 *p*	165,3	640	167	4 426	54	598	75	3 828
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1993 *r*	376,5	1 588	333	5 901	50	2 226	34	3 675
1994 *r*	381,2	1 503	556	5 689	54	2 165	45	3 524
1995 *r*	385,9	1 507	604	5 630	54	2 273	33	3 357
1996 *r*	390,4	1 488	428	5 615	52	2 240	46	3 375
1997 *p*	394,7	1 548	412	5 683	60	2 358	38	3 325
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990 *r*	602,1	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1993 *r*	642,4	3 503	957	13 432	135	3 205	93	10 227
1994 *r*	654,3	3 284	900	13 289	97	3 045	108	10 244
1995 *r*	666,6	3 313	1435	13 053	95	3 420	101	9 633
1996 *r*	678,5	3 306	1154	13 047	134	3 565	84	9 482
1997 *p*	690,6	3 211	999	13 638	104	3 557	89	10 081

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1974, 1982 et 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990	5,2	19,5	6,0	13,5	10
1993	4,6	17,3	5,8	11,5	12
1994 *r*	4,6	17,2	5,5	11,7	8
1995 *r*	4,5	16,8	5,8	11,0	7
1996 *r*	4,4	16,9	5,7	11,2	10
1997 *p*	4,5	17,4	5,6	11,8	8
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990	3,9	30,7	5,2	26,4	17
1993	5,0	29,6	4,2	25,5	14
1994 *r*	4,1	29,1	4,3	24,8	19
1995 *r*	4,4	28,0	3,6	24,4	18
1996 *r*	3,6	27,5	3,5	24,0	17
1997 *p*	3,9	26,8	3,6	23,2	17
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1993	4,2	15,7	5,9	9,8	6
1994 *r*	3,9	14,9	5,7	9,2	8
1995 *r*	3,9	14,6	5,9	8,7	6
1996 *r*	3,8	14,4	5,7	8,7	8
1997 *p*	3,9	14,4	6,0	8,4	7
REUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980	6,0	24,3	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1993	5,5	21,1	5,0	16,1	7
1994 *r*	5,0	20,3	4,7	15,6	8
1995 *r*	5,0	19,6	5,1	14,5	7
1996 *r*	4,9	19,2	5,3	13,9	6
1997 *p*	4,6	19,7	5,2	14,6	7

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1993	184,5	896	215	4 337	954	33	3 383	4,9	23,5	5,2	18,3	7,6
1994	189,5	898	214	4 267	1 060	43	3 207	4,7	22,5	5,6	16,9	10,1
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1996	197,4	937	156	4 401	1 020	38	3 381	4,7	22,3	5,2	17,1	8,6
1997	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre				Taux pour 1000			
		Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	5 413	993	125	4 420	31,0	5,7	25,3	23,1
1990	196,7	5 568	982	64	4 586	28,3	5,0	23,3	11,5
1993	209,0	5 294	1 066	56	4 228	25,3	5,1	20,2	10,6
1994	212,7	5 109	1 082	50	4 027	24,0	5,1	18,9	9,8
1995 r	216,0	4 905	1 113	50	3 792	22,7	5,2	17,6	10,2
1996 r	219,2	4 848	1 029	48	3 819	22,1	4,7	17,4	9,9
1997 p	222,5	4 702	1 089	36	3 613	21,1	4,9	16,2	7,7

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982, 1988 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre					(1) Taux pour 1 000			
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1993	6,6	18	14	95	42	53	2,8	14,6	6,5	8,1
1994	6,6	24	13	81	48	33	3,7	12,3	7,3	5,0
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8
1996	6,6	30	14	74	37	37	4,5	11,2	5,6	5,6
1997	6,7	36	10	93	57	36	5,4	14,0	8,6	5,4

(1) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, de la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

Les résultats du recensement de 1999 permettront dans le courant de l'année 2000 de connaître l'effectif de la population étrangère.

En mars 1990, 3 596 602 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des recensements de 1975, 1982 et 1990 indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1 000 000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

Les immigrés sont au nombre de 4 166 000 en 1990, environ 2 858 000 d'entre eux sont étrangers, les 1 308 000 autres étant français par acquisition.

Les moins de 30 ans dans la population des immigrés représentent 25 % contre 40 % pour la France entière. Pour les âges les moins élevés, la différence est encore plus forte. Ceci est tout à fait logique et découle de la définition même de l'« immigration » qui est un flux alimenté uniquement par les naissances à l'étranger et non par les naissances en France d'enfants d'immigrés. A contrario, la part des 30-59 ans est beaucoup plus forte pour les immigrés que pour l'ensemble des individus résidant en France : 53 % contre 38 %.

L'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes parmi les immigrés découle de l'histoire de l'immigration. En effet, durant les périodes où l'immigration était importante, elle était le fait de travailleurs qui partaient souvent seuls en laissant leur famille au pays.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».
En ce qui concerne les actes juridiques, la législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, a modifié les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concerne les jeunes étrangers nés en France relève du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Les effets ne sont pas pris en compte dans les tableaux B03-6 et B03-7 de ce chapitre qui concernent l'année 1997. Ils le seront dans la prochaine édition.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

- Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de natu-

ralisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

- Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France).

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art. 21.7 du Code civil).

- Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles.

Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

---

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série INSEE-Résultats n° 217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

Publications INSEE :

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE, 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.

— « Les immigrés et leur famille », *INSEE-Résultats,* n° 538-539, avril 1997.

— « La population active immigrée en 1982 et 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 577, octobre 1997.

INSEE-Première :

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992.

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.

— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », *INSEE-Première*, n° 457, mai 1996.

— « Asile politique : 121 000 réfugiés vivent en France », *INSEE-Première*, n° 601, juillet 1998.

Économie et Statistique :

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », *Économie et statistique*, n° 299, 1996.

Contours et caractères :

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994.

— « Les immigrés en France », *Contours et caractères*, INSEE, février 1997.

Données sociales 1996 et 1999, INSEE :

— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », *Données sociales 1996*, INSEE.

— « Vieillir en France quand on est immigré », A. Mesrine, S. Thave, *Données sociales 1999*, INSEE.

Synthèses :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », *Synthèses*, n° 30, octobre 1999, INSEE.

Autres publications :

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « La politique de la nationalité en 1994 », Ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, direction de la Population et des Migrations ».

— *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, 1998.

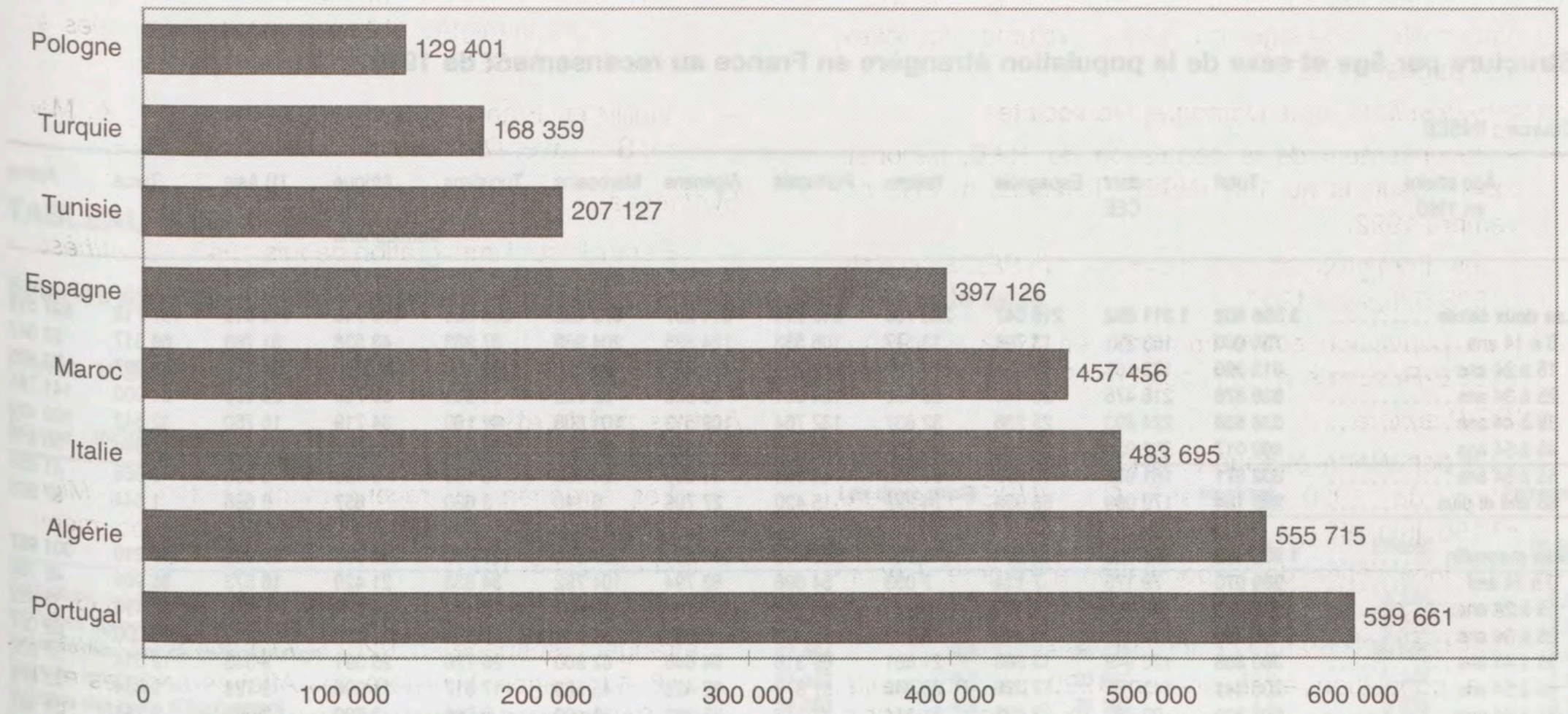
— « Les acquisitions de la nationalité française en 1997 », Études et Statistiques, Justice n° 12. Ministère de la Justice, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, octobre 1998.

— « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, décembre 1998.

*
* *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine



Source : INSEE, recensement de la population de 1990

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39 848 182**	///	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///
Total étrangers	**1 743 619**	**100,0**	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**1 547 286**	**88,7**	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**
dont : CEE	///	///	1 963 590	57,0	1 659 580	44,7	1 311 892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24 947	1,4	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5
Belges	153 299	8,8	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6
Espagnols	302 201	17,3	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0
Italiens	450 764	25,9	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0
Polonais	423 470	24,3	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3
Portugais	22 261	1,3	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1
Yougoslaves	20 858	1,2	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149 486	8,6	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7
Soviétiques, russes	**50 934**	**2,9**	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**
Total nationalités d'Afrique	**54 005**	**3,1**	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**
Algériens	22 114	1,3	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1
Marocains	16 458	0,9	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9
Tunisiens	1 916	0,1	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13 517	0,8	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7
Total nationalités d'Amérique	**8 267**	**0,5**	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**
Total nationalités d'Asie	**69 741**	**4,0**	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**
Turcs	7 770	0,4	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5
Autres nationalités	61 971	3,6	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**13 386**	**0,8**	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**∈**	**2 260**	**0,1**

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes	**3 596 602**	**1 311 892**	**216 047**	**252 759**	**649 714**	**614 207**	**572 652**	**206 336**	**176 745**	**112 915**	**197 712**	**597 515**
0 à 14 ans	**758 980**	153 331	13 798	13 577	106 533	124 535	204 989	67 983	43 538	31 763	69 317	82 947
15 à 24 ans	**512 306**	173 161	17 537	14 701	117 705	72 837	93 375	26 159	30 360	21 750	43 997	73 885
25 à 34 ans	**636 876**	216 475	26 448	25 432	124 351	95 602	82 752	34 801	50 759	23 050	31 900	141 781
35 à 44 ans	**636 568**	224 893	25 236	32 837	132 764	109 513	101 608	41 160	34 719	16 760	32 542	109 429
45 à 54 ans	**469 017**	202 934	33 580	40 352	104 885	112 332	59 620	22 445	13 544	7 400	14 944	59 915
55 à 64 ans	**302 671**	161 999	43 392	51 568	48 056	71 592	24 168	10 168	3 168	5 536	3 368	41 655
65 ans et plus	**280 184**	179 099	56 056	74 292	15 420	27 796	6 140	3 620	657	6 656	1 644	87 903
Sexe masculin	**1 982 352**	**697 953**	**112 339**	**144 727**	**345 466**	**360 261**	**321 943**	**121 572**	**103 775**	**60 062**	**110 210**	**301 997**
0 à 14 ans	**389 070**	79 175	7 114	7 093	54 696	63 794	104 782	34 833	21 420	16 573	35 969	42 796
15 à 24 ans	**262 990**	88 979	9 177	8 165	62 662	37 193	48 657	13 481	14 678	12 070	23 495	33 412
25 à 34 ans	**328 550**	114 657	15 312	16 692	66 335	46 561	36 552	18 601	27 222	13 248	19 000	69 027
35 à 44 ans	**360 358**	120 949	13 560	21 661	69 316	54 645	62 800	26 720	25 391	9 343	19 014	57 908
45 à 54 ans	**305 341**	113 766	17 196	25 248	57 877	82 428	45 588	17 517	11 996	3 728	9 884	33 879
55 à 64 ans	**196 330**	92 798	23 032	31 204	27 112	55 332	19 400	8 396	2 720	2 508	2 144	24 482
65 ans et plus	**139 713**	87 629	26 948	34 664	7 468	20 308	4 164	2 024	348	2 592	704	40 493
Sexe féminin	**1 614 250**	**613 939**	**103 708**	**108 032**	**304 248**	**253 946**	**250 709**	**84 764**	**72 970**	**52 853**	**87 502**	**295 518**
0 à 14 ans	**369 910**	74 156	6 684	6 484	51 837	60 741	100 207	33 150	22 118	15 190	33 348	40 151
15 à 24 ans	**249 316**	84 182	8 360	6 536	55 043	35 644	44 718	12 678	15 682	9 680	20 502	40 473
25 à 34 ans	**308 326**	101 818	11 136	8 740	58 016	49 041	46 200	16 200	23 537	9 802	12 900	72 754
35 à 44 ans	**276 210**	103 944	11 676	11 176	63 448	54 868	38 808	14 440	9 328	7 417	13 528	51 521
45 à 54 ans	**163 676**	89 168	16 384	15 104	47 008	29 904	14 032	4 928	1 548	3 672	5 060	26 036
55 à 64 ans	**106 341**	69 201	20 360	20 364	20 944	16 260	4 768	1 772	448	3 028	1 224	17 173
65 ans et plus	**140 471**	91 470	29 108	39 628	7 952	7 488	1 976	1 596	309	4 064	940	47 410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers	
				Total	*dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	992 525	11 748	8 664	6 200
Artisans	**850 464**	763 730	35 692	51 042	30 122
Commerçants	**795 706**	721 734	33 208	40 764	12 964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176 686**	163 422	6 676	6 588	3 772
Professions libérales	**311 110**	291 226	13 380	6 504	2 932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1 022 129**	949 108	33 329	39 692	12 656
Cadres d'entreprises	**1 359 823**	1 269 479	43 044	47 300	24 232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1 984 939**	1 901 796	45 225	37 918	13 745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1 392 225**	1 304 969	43 652	43 604	20 900
Techniciens	**762 430**	719 389	22 424	20 617	9 081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574 378**	528 714	21 252	24 412	16 696
Employés de la fonction publique	**2 411 670**	2 296 418	67 616	47 636	18 180
Employés administratifs d'entreprises	**2 343 544**	2 199 715	75 148	68 681	28 492
Employés de commerce	**968 749**	887 633	36 508	44 608	18 816
Personnel des services directs aux particuliers	**1 188 837**	993 272	52 852	142 713	77 825
Ouvriers qualifiés	**4 273 230**	3 697 190	153 258	422 782	188 555
Ouvriers non qualifiés	**3 068 065**	2 486 527	108 787	472 751	171 068
Ouvriers agricoles	**282 048**	232 000	7 144	42 904	15 576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276 266**	213 985	11 645	50 636	6 412
Inactifs divers	**231 475**	226 884	4 218	373	171
Total	**25 286 711**	22 839 716	826 806	1 620 189	678 395

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Année 1999

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de janvier 1999)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**25 702**	**9,0**	21 356	10,3	4 346	5,6
Industries agricoles et alimentaires	**24 832**	**4,4**	18 540	5,4	6 292	2,9
Industrie des biens de consommation	**47 454**	**6,5**	26 473	7,0	20 981	6,0
Industrie automobile	**27 587**	**9,5**	26 240	10,8	1 347	2,9
Industrie des biens d'équipement	**34 030**	**4,2**	28 197	4,4	5 833	3,7
Industrie des biens intermédiaires	**91 974**	**6,4**	73 177	6,8	18 797	5,2
Énergie	**3 234**	**1,5**	2 557	1,5	677	1,4
Construction	**163 912**	**15,0**	160 609	16,2	3 303	3,4
Commerce	**110 703**	**4,4**	70 334	5,2	40 369	3,5
Transports	**36 069**	**4,1**	30 608	4,4	5 461	2,9
Activités financières	**13 028**	**1,9**	9 028	3,0	4 000	1,1
Activités immobilières	**36 192**	**14,0**	9 194	9,1	26 998	17,2
Services aux entreprises	**163 394**	**6,5**	97 990	6,8	65 404	6,1
Services aux particuliers	**188 263**	**12,1**	62 279	12,2	125 984	12,0
Éducation, santé, action sociale	**90 895**	**2,4**	32 487	3,1	58 408	2,1
Administrations	**45 809**	**1,8**	21 961	1,6	23 848	2,1
Total	**1 103 078**	**5,5**	**691 030**	**6,4**	**412 048**	**4,4**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15 391 088**	**1 000 056**	**470 212**	**81 608**	**112 820**	**216 132**	**166 832**	**110 352**	**47 908**	**33 880**	**24 972**	**40 844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8 635 556**	405 576	250 396	54 372	76 352	82 204	49 264	21 744	10 140	6 996	7 916	7 496
1 enfant	**3 095 560**	205 524	103 620	13 904	17 668	61 752	32 400	16 316	8 704	7 376	4 948	8 032
2 enfants	**2 448 208**	172 912	81 312	9 196	12 880	50 928	28 464	16 404	9 168	6 184	4 452	8 512
3 enfants	**900 972**	106 500	28 064	3 344	4 744	17 184	24 140	19 748	9 692	5 008	3 900	8 548
4 enfants ou plus	**310 792**	108 544	6 820	792	1 176	4 064	32 564	36 140	8 316	8 316	3 756	8 256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12 089 972**	**1 391 440**	**379 788**	**45 808**	**62 732**	**232 588**	**318 308**	**280 460**	**103 440**	**78 976**	**43 580**	**88 092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

	1987		1994		1995		1996		1997	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	25 702	61,6	49 449	39,1	40 867	44,2	58 098	52,9	60 485	52,1
dont : enfants mineurs	7 848	18,8	15 567	12,3	12 041	13,0	16 923	15,4	18 471	15,9
Acquisitions par déclaration (1)	16 052	38,4	43 633	34,5	21 017	22,7	21 880	19,9	23 191	20,0
Total acquisitions	**41 754**	100,0	**93 082**	73,7	**61 884**	67,0	**79 978**	72,8	**83 676**	72,0
Par manifestation de volonté	///	///	33 255	26,3	30 526	33,0	29 845	27,2	32 518	28,0
Total	///	///	**126 337**	100,0	**92 410**	100,0	**109 823**	100,0	**116 194**	100,0

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1987	*r* 1995	*r* 1995 avec enfants mineurs (1)	*r* 1996	*r* 1996 avec enfants mineurs (1)	1997	1997 avec enfants mineurs (1)
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7 472**	**4 247**	**5 659**	**5 880**	**7 756**	**6 338**	**8 532**
UE (à 12)	**6 154**	**2 520**	**3 363**	**3 544**	**4 697**	**3 793**	**5 136**
dont : Belges	153	77	102	121	141	121	169
Britanniques	90	89	92	105	128	98	124
Espagnols	1 453	287	341	403	505	414	505
Italiens	1 084	366	445	501	627	555	693
Portugais	3 248	1 630	2 290	2 296	3 169	2 496	3 514
Hors UE	**1 318**	**1 727**	**2 296**	**2 336**	**3 059**	**2 545**	**3 396**
dont : Polonais	501	438	618	607	838	630	864
Roumains	137	226	288	402	516	590	774
Ex-Yougoslaves	491	915	1 198	1 109	1 438	970	1 264
Nationalités d'Afrique	**4 584**	**16 313**	**22 703**	**23 492**	**32 435**	**24 124**	**34 059**
dont : Algériens	1 328	5 968	6 494	8 934	9 743	8 786	9 711
Marocains	1 402	6 063	9 734	8 117	12 901	8 427	13 625
Mauriciens	561	136	198	261	384	255	378
Togolais	160	144	196	216	292	248	364
Tunisiens	657	1 906	3 149	2 605	4 297	2 611	4 437
Nationalités d'Amérique	**620**	**1 005**	**1 548**	**1 389**	**2 175**	**1 311**	**2 124**
dont : Chiliens	158	142	192	189	244	172	233
Haïtiens	180	434	781	618	1 112	563	1 049
Nationalités d'Asie / Océanie	**5 056**	**7 046**	**10 667**	**10 237**	**15 300**	**10 028**	**15 238**
dont : Cambodgiens	1 044	1 377	2 249	1 706	2 759	1 642	2 679
Chinois	108	230	298	355	465	383	501
Iraniens	176	386	464	630	778	683	846
Laotiens	996	791	1 368	897	1 530	821	1 422
Libanais	520	1 040	1 403	1 520	2 072	1 311	1 777
Syriens	133	152	221	290	417	216	319
Turcs	389	1 118	1 875	1 922	3 192	2 221	3 700
Vietnamiens	1 423	1 231	1 715	1 822	2 497	1 558	2 137
Ex-Soviétiques	**72**	**53**	**67**	**124**	**150**	**170**	**228**
Diverses ou non précisées	**50**	**162**	**223**	**53**	**282**	**43**	**304**
Total	**17 854**	**28 826**	**40 867**	**41 175**	**58 098**	**42 014**	**60 485**

(1) En 1995, pour la première fois, les effectifs d'acquisitions par des enfants mineurs sont connus par nationalité.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387 034**	**24 992**	**189 187**	**12 516**	**197 847**	**12 476**
0 à 14 ans	**96 353**	**5 116**	48 709	2 523	47 644	2 593
15 à 24 ans	**78 080**	**4 163**	39 130	1 915	38 950	2 248
25 à 39 ans	**95 151**	**10 839**	46 779	5 446	48 372	5 393
40 à 59 ans	**72 036**	**4 227**	34 697	2 303	37 339	1 924
60 ans ou plus	**45 414**	**647**	19 872	329	25 542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117 516**	**10 201**	68 258	6 403	49 258	3 798
Salariés	**93 809**	**8 174**	49 795	5 086	44 014	3 088
Non-salariés	**23 707**	**2 027**	18 463	1 317	5 244	710
Chômeurs	**53 553**	**4 947**	24 325	2 203	29 228	2 744
GUYANE						
Population totale	**114 808**	**34 002**	**59 799**	**18 631**	**55 009**	**15 371**
0 à 14 ans	**38 311**	**8 769**	19 473	4 477	18 838	4 292
15 à 24 ans	**20 555**	**6 270**	10 593	3 275	9 962	2 995
25 à 39 ans	**30 303**	**11 395**	16 061	6 363	14 242	5 032
40 à 59 ans	**18 868**	**6 261**	10 348	3 746	8 520	2 515
60 ans ou plus	**6 771**	**1 307**	3 324	770	3 447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36 584**	**9 975**	23 430	7 692	13 154	2 283
Salariés	**30 173**	**7 560**	19 296	6 293	10 877	1 267
Non-salariés	**6 411**	**2 415**	4 134	1 399	2 277	1 016
Chômeurs	**11 812**	**5 872**	6 333	3 446	5 479	2 426
MARTINIQUE						
Population totale	**359 579**	**3 133**	**173 878**	**1 613**	**185 701**	**1 520**
0 à 14 ans	**82 989**	**398**	42 113	203	40 876	195
15 à 24 ans	**69 794**	**413**	35 197	200	34 597	213
25 à 39 ans	**86 980**	**1 341**	42 033	672	44 947	669
40 à 59 ans	**69 509**	**823**	32 703	459	36 806	364
60 ans ou plus	**50 307**	**158**	21 832	79	28 475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110 117**	**1 328**	60 137	897	49 980	431
Salariés	**94 356**	**934**	48 054	610	46 302	324
Non-salariés	**15 761**	**394**	12 083	287	3 678	107
Chômeurs	**52 967**	**627**	24 628	259	28 339	368
RÉUNION						
Population totale	**597 828**	**2 251**	**294 256**	**1 078**	**303 572**	**1 173**
0 à 14 ans	**176 608**	**270**	89 177	140	87 431	130
15 à 24 ans	**120 647**	**432**	60 085	197	60 562	235
25 à 39 ans	**146 174**	**894**	72 220	393	73 954	501
40 à 59 ans	**103 003**	**455**	51 076	248	51 927	207
60 ans ou plus	**51 396**	**200**	21 698	100	29 698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146 253**	**592**	90 526	431	55 727	161
Salariés	**124 044**	**462**	72 597	332	51 447	130
Non-salariés	**22 209**	**130**	17 929	99	4 280	31
Chômeurs	**86 108**	**398**	45 889	177	40 219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990

Source : INSEE

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale	**56 651 955**	**1 780 279**	**27 565 056**	**791 396**	**29 086 899**	**988 883**
Total immigrés	**4 165 952**	**1 307 926**	**2 168 271**	**570 693**	**1 997 681**	**737 233**
Total pays d'Europe	**2 080 608**	**869 558**	**988 304**	**353 586**	**1 092 304**	**515 972**
dont : UE	1 782 598	703 983	861 504	290 013	921 094	413 970
Allemagne (ex - RFA)	114 288	59 711	41 325	15 889	72 963	43 822
Belgique	91 629	40 644	36 379	10 848	55 250	29 796
Espagne	397 126	209 010	186 621	90 081	210 505	118 929
Italie	483 695	272 461	240 746	120 120	242 949	152 341
Pologne	129 401	87 458	48 180	31 810	81 221	55 648
Portugal	599 661	98 710	313 479	46 122	286 182	52 588
Yougoslavie	67 122	23 533	35 162	11 777	31 960	11 756
Autres pays d'Europe (sauf ex - URSS)	197 686	78 031	86 412	26 939	111 274	51 092
EX- URSS	**19 425**	**13 764**	**6 881**	**4 388**	**12 544**	**9 376**
Total pays d'Afrique	**1 495 480**	**270 022**	**875 394**	**139 824**	**620 086**	**130 198**
Algérie	555 715	77 886	331 631	41 511	224 084	36 375
Maroc	457 456	62 478	264 275	32 232	193 181	30 246
Tunisie	207 127	65 470	121 688	33 337	85 439	32 133
Autres pays d'Afrique	275 182	64 188	157 800	32 744	117 382	31 444
Total pays d'Amérique	**93 231**	**25 037**	**41 533**	**9 981**	**51 698**	**15 056**
Total pays d'Asie	**474 200**	**128 929**	**254 799**	**62 694**	**219 401**	**66 235**
Turquie	168 359	19 384	94 189	9 392	74 170	9 992
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	154 467	66 214	78 243	31 080	76 224	35 134
Autres pays d'Asie	151 374	43 331	82 367	22 222	69 007	21 109
Océanie	**3 008**	**616**	**1 360**	**220**	**1 648**	**396**

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* UE	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autre Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4 165 952**	**1 782 598**	**397 126**	**483 695**	**599 661**	**555 715**	**457 456**	**207 127**	**275 182**	**154 467**	**168 359**	**867 164**
0 à 14 ans	**237 199**	32 930	2 737	2 520	13 743	32 403	52 178	9 786	29 410	9 758	23 104	61 560
15 à 24 ans	**448 089**	117 141	10 031	6 291	76 556	63 126	76 775	16 671	46 563	34 957	41 829	75 290
25 à 34 ans	**763 635**	277 460	49 161	30 709	152 841	88 404	94 138	42 245	91 476	37 047	33 812	143 802
35 à 44 ans	**861 967**	333 901	58 949	67 863	158 788	121 746	116 485	54 380	66 132	33 365	34 978	149 281
45 à 54 ans	**656 766**	303 591	63 520	76 540	120 941	127 320	70 676	34 761	26 272	15 800	15 968	104 968
55 à 64 ans	**503 690**	282 914	86 736	103 008	56 292	83 476	33 684	25 788	9 212	11 708	4 788	88 998
65 ans et plus	**694 606**	434 661	125 992	196 764	20 500	39 240	13 520	23 496	6 117	11 832	13 880	243 265
Sexe masculin	**2 168 271**	**861 504**	**186 621**	**240 746**	**313 479**	**331 631**	**264 275**	**121 688**	**157 800**	**78 243**	**94 189**	**379 599**
0 à 14 ans	**122 202**	17 174	1 421	1 340	7 114	16 507	27 598	5 125	14 209	5 053	12 232	31 603
15 à 24 ans	**225 563**	56 791	4 807	3 223	39 391	31 980	40 306	8 653	22 724	18 517	22 311	33 651
25 à 34 ans	**376 622**	134 850	24 532	16 409	76 565	41 394	41 998	22 393	48 675	19 449	20 100	65 107
35 à 44 ans	**465 083**	167 527	28 321	36 770	82 876	61 150	71 293	34 540	43 884	17 760	20 510	67 979
45 à 54 ans	**389 653**	153 338	28 528	41 580	66 153	91 516	51 480	24 009	19 648	8 192	10 488	48 059
55 à 64 ans	**286 166**	144 170	41 256	55 532	31 156	62 680	23 932	16 148	5 892	4 740	2 820	42 010
65 ans et plus	**302 982**	187 654	57 756	85 892	10 224	26 404	7 668	10 820	2 768	4 532	5 728	91 190
Sexe féminin	**1 997 681**	**921 094**	**210 505**	**242 949**	**286 182**	**224 084**	**193 181**	**85 439**	**117 382**	**76 224**	**74 170**	**487 565**
0 à 14 ans	**114 997**	15 756	1 316	1 180	6 629	15 896	24 580	4 661	15 201	4 705	10 872	29 957
15 à 24 ans	**222 526**	60 350	5 224	3 068	37 165	31 146	36 469	8 018	23 839	16 440	19 518	41 639
25 à 34 ans	**387 013**	142 610	24 629	14 300	76 276	47 010	52 140	19 852	42 801	17 598	13 712	78 695
35 à 44 ans	**396 884**	166 374	30 628	31 093	75 912	60 596	45 192	19 840	22 248	15 605	14 468	81 302
45 à 54 ans	**267 113**	150 253	34 992	34 960	54 788	35 804	19 196	10 752	6 624	7 608	5 480	56 909
55 à 64 ans	**217 524**	138 744	45 480	47 476	25 136	20 796	9 752	9 640	3 320	6 968	1 968	46 988
65 ans et plus	**391 624**	247 007	68 236	110 872	10 276	12 836	5 852	12 676	3 349	7 300	8 152	152 075

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1A. Nombre de ménages au 1er janvier.

1B. Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence.

2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.

5. Familles selon le type, la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.

6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.

7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Fin 1996, la France métropolitaine compte 23,3 millions de ménages, soit une augmentation de 5,2 % depuis 1992. Cette croissance de 290 000 ménages par an est plus rapide qu'à la fin des années quatre-vingts pendant lesquelles elle n'était que de 220 000 ménages par an en moyenne. Ce phénomène ne s'explique pas uniquement par l'accroissement démographique puisque la population d'âge adulte n'a augmenté que de 2,9 % en quatre ans. D'autres facteurs interviennent, dont certains sont liés au comportement des individus.

Le facteur le plus marquant est la progression du nombre de ménages dont la personne de référence est étudiante; il passe de 420 000 en 1992 à 530 000 en 1996, ce qui représente 10 % de la hausse totale du nombre de ménages durant cete période. Le second facteur notable est la baisse des disparitions de ménages âgés, due notamment à l'augmentation de l'espérance de vie et à la possibilité pour les retraités de rester plus longtemps autonomes. Ainsi, le nombre de ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 84 ans augmente de 17 % en quatre ans, et les ménages de plus de 65 ans représentent 26 % de l'ensemble des ménages, soit une progression d'un tiers en douze ans. En troisième lieu vient l'éclatement des familles : le nombre de couples qui se forment chaque année augmente moins vite que celui des couples qui se séparent. Dans la population âgée de 50 à 64 ans par exemple, la proportion d'individus qui sont personnes de référence d'un ménage est passée de 57,9 % à 59,4 % en quatre ans.

Enfin, les explosions du nombre de naissances qui ont suivi chacune des deux guerres mondiales viennent s'ajouter aux effets déjà cités : entre 1992 et 1996, les effectifs des ménages âgés de 72 à 75 ans augmentent de 475 000 (+ 57 %) et ceux des ménages de 48 à 51 ans de 500 000 (+ 39 %).

Selon les résultats de l'enquête emploi de 1998, la part des ménages composés d'une seule personne croît de quatre points entre 1990 et 1998, passant respectivement de 26 % à 30 %. Ainsi, 7,2 millions de personnes habitent seules dans leur logement, soit 12 % de la population. Le développement de ce mode de vie confirme la tendance amorcée dans les années soixante.

Les résultats du recensement de la population de 1990 ont, par ailleurs, donné les résultats suivants. La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,1 occupants en 1968, il n'en comptait plus que 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivaient seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement, notable entre 20 et 55 ans, est dû aux ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de familles à un seul parent progresse. Le veuvage n'est plus la principale cause de création de familles monoparentales; il est remplacé par le divorce et les séparations. Ainsi, en 1990, un jeune de moins de vingt ans sur dix vit avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou, à défaut d'actif, le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée du recensement de 1990

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

INSEE-Première :

— « Les étapes de la vie familiale », n° 278, septembre 1993;

— « Le mariage en déclin, la vie en couple aussi », n° 392, juillet 1995;

— « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », n° 403, septembre 1995;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne », n° 493, octobre 1996;

— « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997;

— « Les familles monoparentales dans l'Union européenne : un phénomène qui prend de l'ampleur », n° 620, décembre 1998;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « Famille, je vous aide », n° 631, février 1999;

— « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999;

— « Le départ des enfants : satisfaction et désarroi des parents », n° 676, octobre 1999;

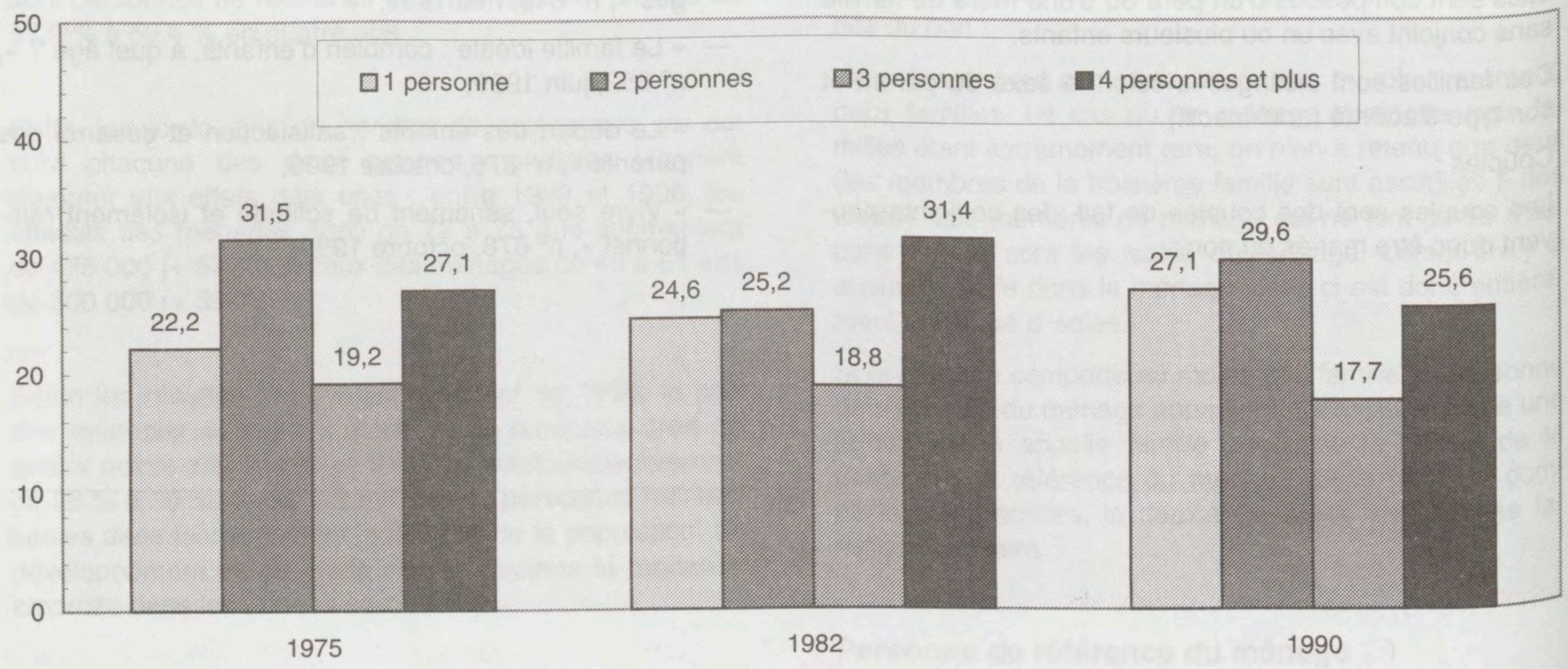
— « Vivre seul, sentiment de solitude et isolement relationnel », n° 678, octobre 1999.

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

En %



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1A

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division « Logement »)

Unité : millier

	(2) 1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de ménages	21 520	22 455	22 739	23 032	23 323	23 605	23 893

(1) Il s'agit d'estimations.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-1B

Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquêtes Emploi 1998 et 1990) — *Unité* : %

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	Total	Répartition des ménages 1998	Répartition des ménages 1990
Seul et veuf	0,2	16,6	83,2	**100**	11,6	11,5
Seul et divorcé	17,3	59,2	23,5	**100**	5,4	3,6
Seul et célibataire	58,4	26,4	15,2	**100**	13,4	11,0
Personnes seules	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**30,4**	**26,1**
Familles monoparentales	32,5	53,0	14,6	**100**	7,3	6,7
Personnes seules + familles monoparentales	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**37,7**	**32,8**
Couple sans enfant	21,0	39,6	39,4	**100**	26,8	26,2
Couple avec enfant(s)	42,6	53,9	3,5	**100**	33,5	38,5
Plus d'une personne. sans famille	37,4	34,8	27,9	**100**	2,0	2,5
Total	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**100,0**	**100,0**

(1) Lecture : 58,4 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans. Les célibataires vivant seuls en 1998 représentent 13,4 % des ménages contre 11,0 % en 1990.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	1990
Ensemble des ménages	**17 744 985**	**19 588 924**	**21 542 152**
Nombre de personnes :			
1	3 935 260	4 811 476	5 845 140
2	5 591 208	4 937 025	6 368 948
3	3 401 060	3 679 188	3 821 700
4	2 729 820	3 172 216	3 371 484
5	1 452 770	1 440 324	1 439 144
6 ou plus	1 289 050	894 512	695 736
Nombre total de personnes	51 151 300	52 987 260	55 396 580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Population des ménages	51 151 300	24 942 370	26 208 930	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588
Population non réintégrée	50 150 270	24 228 820	25 921 450	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416
Population réintégrée	1 001 030	713 550	287 480	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172
dont : Elèves internes	642 910	383 060	259 850	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968
Militaires	307 450	298 950	8 500	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204
Population des collectivités	1 154 005	600 030	553 975	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972
Foyers de travailleurs	264 810	237 370	27 440	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127 520	69 580	57 940	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792
Maisons de retraite, hospices	356 965	121 350	235 615	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056
Hospitalisation longue durée	173 100	87 225	85 875	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832
Communautés religieuses	104 330	19 495	84 835	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324
Autres collectivités	127 280	65 010	62 270	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163 940	95 870	68 070	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960
Population non réintégrée des établissements	130 185	106 205	23 980	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21 542 152**	**874 036**	**1 811 904**	**4 410 532**	**4 050 376**	**3 293 588**	**4 410 584**	**2 691 132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2 171 364**	217 844	299 600	428 628	302 760	263 824	375 352	283 356
femme	**3 673 776**	250 252	244 384	283 872	218 624	334 980	1 074 292	1 267 372
Autre ménage sans famille	**443 148**	68 664	47 132	62 512	54 904	63 268	63 044	83 624
Famille principale monoparentale :	**1 551 824**	34 452	90 300	366 244	424 280	258 240	227 124	151 184
Homme avec enfant(s)	**225 924**	648	3 340	31 032	72 836	53 288	40 392	24 388
Femme avec enfant(s)	**1 325 900**	33 804	86 960	335 212	351 444	204 952	186 732	126 796
Famille principale comprenant un couple :	**13 702 040**	302 824	1 130 488	3 269 276	3 049 808	2 373 276	2 670 772	905 596
Homme et femme actifs	**6 935 276**	229 176	903 016	2 393 808	2 119 740	1 150 392	135 500	3 644
Homme actif et femme inactive	**2 924 320**	47 344	205 340	838 564	874 876	791 200	160 632	6 364
Homme inactif et femme active	**591 076**	11 224	14 008	22 512	30 512	155 260	344 352	13 208
Homme et femme inactifs	**3 251 368**	15 080	8 124	14 392	24 680	276 424	2 030 288	882 380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15 391 088**	**6 484 272**	**3 667 508**	**3 344 508**	**1 348 936**	**545 864**	**2 331 108**	**2 242 448**	**3 825 444**	**3 690 972**	**4 832 748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 601 704**	**426 260**	**683 788**	**336 080**	**107 868**	**47 708**	**159 212**	**185 292**	**368 696**	**433 336**	**751 312**
Homme actif	**159 804**	19 316	88 748	37 228	10 620	3 892	6 440	12 676	33 896	53 284	106 436
Homme inactif	**72 996**	51 432	15 812	3 920	1 040	792	416	564	1 708	4 220	23 592
Femme active	**907 952**	64 456	487 800	255 680	74 496	25 520	110 784	143 892	285 696	320 168	475 552
Femme inactive	**460 952**	291 056	91 428	39 252	21 712	17 504	41 572	28 160	47 396	55 664	145 732
Familles comprenant un couple :	**13 789 384**	**6 058 012**	**2 983 720**	**3 008 428**	**1 241 068**	**498 156**	**2 171 896**	**2 057 156**	**3 456 748**	**3 257 636**	**4 081 436**
Homme et femme actifs	**6 956 572**	1 940 296	2 087 528	2 149 012	630 360	149 376	1 363 556	1 268 696	2 088 596	1 980 736	2 228 284
Homme actif et femme inactive	**2 933 384**	683 240	599 660	762 260	571 620	316 604	774 232	756 112	1 297 240	1 150 632	1 349 512
Homme inactif et femme active	**599 312**	424 064	110 660	42 732	14 580	7 276	16 368	14 396	30 120	48 676	163 652
Homme et femme inactifs	**3 300 116**	3 010 412	185 872	54 424	24 508	24 900	17 740	17 952	40 792	77 592	339 988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480 860**	150 212	119 668	129 420	61 476	20 084	68 580	70 244	132 504	148 332	230 672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 094 644**	309 236	316 248	323 980	111 360	33 820	151 328	161 576	318 460	350 404	468 736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 611 408**	413 656	448 496	515 580	188 356	45 320	303 116	292 692	521 656	522 064	599 076
4. Professions intermédiaires	**2 203 768**	552 308	691 328	694 612	219 640	45 880	405 492	395 872	690 728	660 288	785 140
5. Employés	**1 476 544**	307 348	546 960	422 304	152 560	47 372	297 956	293 556	480 144	438 712	549 932
6. Ouvriers	**4 054 456**	964 100	1 128 892	1 111 600	550 120	299 744	1 016 176	958 204	1 550 876	1 376 036	1 516 392
7. Retraités	**3 886 448**	3 508 412	273 692	67 012	21 272	16 060	7 100	8 640	26 860	72 732	435 272
8. Autres sans activité professionnelle	**582 960**	279 000	142 224	80 000	44 152	37 584	81 360	61 664	104 216	122 404	247 528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76 752**	**85 629**	**112 478**	**15 647**	**21 063**	**33 285**	**76 135**	**82 265**	**106 536**	**103 962**	**120 861**	**157 853**
Nombre de personnes :												
1	16 202	17 746	22 265	4 186	5 138	7 300	16 230	16 982	22 790	14 325	13 874	20 481
2	12 315	14 775	22 077	2 829	4 399	6 701	11 342	14 932	21 293	15 420	17 954	26 477
3	9 561	12 511	19 987	2 233	3 431	5 731	9 618	12 635	18 572	14 776	20 037	30 229
4	9 264	12 374	19 238	2 043	2 902	5 153	8 999	12 868	18 070	14 561	21 979	32 171
5	7 562	9 502	12 807	1 449	1 914	3 422	7 611	9 673	11 423	11 916	16 611	21 817
6 ou plus	21 848	18 721	16 104	2 907	3 279	4 978	22 355	18 175	14 388	32 964	30 406	26 678
Nombre total de personnes	**320 678**	**323 400**	**383 627**	**54 415**	**70 241**	**112 953**	**321 323**	**321 811**	**355 498**	**475 532**	**509 232**	**593 684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112 478**	**106 536**	**33 285**	**157 853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22 265	22 790	7 300	20 481
Homme	12 165	12 375	4 888	11 044
Femme	10 100	10 415	2 412	9 437
Autre ménage sans famille	6 569	5 311	2 664	5 648
Famille principale monoparentale :	24 033	23 608	6 094	26 859
Homme + enfant(s)	3 589	3 185	1 274	4 192
Femme + enfant(s)	20 444	20 423	4 820	22 667
Famille principale comprenant un couple :	59 611	54 827	17 227	104 865
Homme et femme actifs	31 707	30 381	9 106	45 335
Homme actif et femme inactive	15 342	11 048	5 944	39 259
Homme inactif et femme active	2 660	2 899	461	4 070
Homme et femme inactifs	9 902	10 499	1 716	16 201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4 355	2 367	1 667	6 703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11 620	8 317	2 512	8 489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5 572	6 126	2 233	7 870
4. Professions intermédiaires	9 523	10 291	3 995	13 206
5. Employés	20 884	19 651	5 492	34 022
6. Ouvriers	25 220	23 696	9 761	47 906
7. Retraités	23 277	25 339	3 142	23 211
8. Autres sans activité professionnelle	12 027	10 749	4 483	26 446

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage en janvier 1999.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population résidente salariée au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée, le statut et le type d'horaire de travail.

8B. Actifs à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le département de « l'Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Entre mars 1998 et janvier 1999, soit en dix mois, selon l'enquête annuelle sur l'emploi (dont le champ concerne les ménages ordinaires), la population active augmente de 228 000 personnes, contre 155 000 par an en moyenne entre 1993 et 1998.

Cette hausse du nombre d'actifs se concentre parmi les hommes de moins de 25 ans. Leur taux d'activité passe de 30,9 % en mars 1998 à 32,1 % en janvier 1999. Plus globalement, la baisse du taux d'activité des jeunes de moins de 25 ans, observée depuis le début des années 1980 semble interrompue. Cette interruption coïncide avec une stabilisation des taux de scolarité. L'amélioration de la situation de l'emploi depuis deux ans et les perspectives d'emplois ouvertes par le programme « nouveaux emplois, nouveaux services » (emplois jeunes) auraient incité les jeunes à se porter plus tôt sur le marché du travail.

L'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes continue de se réduire (respectivement 62,0 % et 47,9 %). La hausse de la population active féminine est de 141 000 personnes contre 87 000 pour la population active masculine, conformément aux tendances de long terme. Le taux d'activité des hommes ne cesse, en effet, de baisser alors que celui des femmes n'arrête pas d'augmenter.

En dix mois, de mars 1998 à janvier 1999, selon l'enquête annuelle sur l'emploi, le nombre d'emplois augmente de 218 000 personnes, après + 275 000 entre mars 1997 et mars 1998. Cette hausse est importante, compte tenu de la date avancée de l'enquête.

Les jeunes ne participent pas à cet accroissement : le nombre de jeunes actifs occupés régresse de 0,8 % par rapport à mars 1998, en raison de la date de l'enquête (janvier) et d'une diminution des effectifs du contingent (- 67 000), comptés parmi les salariés. La hausse provient essentiellement de la classe des 50 ans ou plus (+ 5,2 % depuis mars 1998) qui continue d'absorber les générations issues du baby boom. Suivant la tendance passée, elle concerne davantage les femmes que les hommes (respectivement + 146 000 et + 72 000 personnes).

Comme les années précédentes, l'emploi salarié à lui seul soutient la hausse du nombre d'actifs occupés. Cependant, la diminution du nombre d'emplois non salariés est sensiblement moins marquée que les années précédentes. Globalement, l'emploi salarié progresse de 249 000 personnes. La hausse est particulièrement forte pour les emplois permanents du secteur privé (+ 302 000). Au contraire, les effectifs salariés de l'État et des collectivités locales diminuent. La hausse du nombre d'emplois concerne tous les secteurs sauf l'agriculture.

Les emplois à durée limitée (intérim, apprentissage, contrats aidés, CDD) continuent de progresser mais moins fortement qu'entre mars 1997 et mars 1998 (+ 58 000 contre + 151 000). Ils expliquent un quart de la hausse de l'emploi intervenue depuis dix mois contre plus de la moitié de celle enregistrée de mars 1997 à mars 1998. Le nombre d'intérimaires augmente de nouveau mais moins vite que les deux dernières années : + 34 000 depuis mars 1998 contre + 83 000 entre mars 1997 et 1998. Pour la première fois depuis mars 1995, le nombre de CDD diminue (- 14 000 par rapport à mars 1998). Au total, chez les 15-24 ans, le passage par les emplois à durée limitée apparaît plus important en janvier 1999 qu'en mars 1998. En dix mois, le poids de ces formes d'emploi dans l'emploi salarié des jeunes passe de 44,8 % à 46,6 %.

Le développement du travail à temps partiel ralentit, pour les hommes comme pour les femmes : 17,2 % des actifs occupés travaillent à temps partiel en janvier 1999 (17,1 % en mars 1998). Par ailleurs, le travail à temps partiel semble un peu moins soumis aux contraintes du marché du travail qu'en mars 1998. En particulier, le nombre de personnes exerçant à temps partiel et cherchant effectivement à travailler davantage diminue de 8,5 %.

En données brutes, il y a 3 060 000 chômeurs en janvier 1999 d'après l'enquête sur l'emploi. En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage mensuel au sens du BIT, calé sur les résultats de l'enquête sur l'emploi, baisse de 0,5 point entre mars 1998 et janvier 1999 et le nombre de chômeurs s'établit à 2 985 000 en janvier 1999. L'écart tient surtout à la saisonnalité du chômage. Tous âges confondus, en données brutes, le taux de chômage des hommes reste inchangé à 10,2 % alors que celui des femmes baisse de 0,2 point à 13,6 %. Pour ces dernières, le taux de chômage se réduit dans chaque classe d'âge, même chez les plus jeunes ; en revanche, le taux de chômage des hommes ne baisse que pour les 25-49 ans.

Dans les départements d'outre-mer, les taux de chômage sont nettement plus élevés qu'en métropole : deux fois plus dans les Antilles et en Guyane, presque trois fois plus à la Réunion. Les jeunes entrent plus tôt sur le marché du travail, et y restent plus tard. Chômage de longue durée, temps partiel, emplois temporaires sont courants dans un contexte où les emplois non qualifiés et de type artisanal sont particulièrement nombreux. Partout, le sous-emploi est important : plus de la moitié des actifs à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population (de mars 1990, pour la série 1990-1998).

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO); elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation.

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;

— être disponible pour travailler;

— rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail

correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, (en janvier pour 1990 et 1999) ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administrations des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

— catégorie B, chargée des fonctions d'application;

— catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégories : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend

également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).
— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 261, janvier 1993, n° spécial : « Activité professionnelle et emploi »;

N° 273, mars 1994 : « Emploi et chômage des « non-qualifiés » en France » (L. Bisault, V. Destival et D. Goux);

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P.Villa);

N° 300, octobre 1996 : « Projections de population active et participation au marché du travail »;

N° 318, 1998-8 :« Dossiers Les emplois dans les services : des comparaisons internationales »;

N° 323, 1999-3 :« L' insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies », « les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel ».

INSEE Première :

N° 507 : « Le retournement de 2006 »
N° 530 : « Chômage et emploi en mars 1997 ».

N° 569 : « L'allocation parentale d'éducation »;

N° 593 : « Le taux de chômage a reculé de 0,5 point en un an - Enquête sur l'emploi de mars 1998 »;

N° 618 : « 221 000 chômeurs de moins entre juin 1997 et septembre 1998 »;

N° 619 : « Septembre 1998 : l'emploi dynamisé depuis 21 mois ».
N° 626 : « Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé ».

N° 627 : « Les salaires des agents de l'État en 1997 »

N° 637 : « L'emploi dans les collectivités locales »

N° 642 : « Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 »

N° 656 : « Recul du chômage dans toutes les régions entre 1997 et 1998 »

N° 658 : « Hausse de l'emploi sur dix mois - Enquête sur l'emploi de janvier 1999 »

N° 670 : « Le marché du travail en France et au Royaume-Uni »

N° 674 : « La multiactivité chez les salariés du secteur privé »

N° 680 : « 300 000 chômeurs de moins en deux ans »
N° 681 : « L'emploi a bien résisté au creux conjoncturel »

N° 683 : « Le poids des grandes entreprises dans l'emploi »

INSEE-Résultats :

N°s107-108 : « Enquête sur l'emploi de 1996 »;

N° 115 : « Projections de population active 1995-2040; »;

N°s120-121 : « La fonction publique de l'État en 1993, 1994 et 1995 »;

N°s125-126 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1995 »;

N°s127-128 : « Enquête sur l'emploi de 1997 »;

N° 130 : « Structure des emplois au 31 décembre 1994 »;

N° 131 : « Mouvement de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus, année 1996 »;

N°s133-134 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1993, 1994 et 1995 »;

N°s138-139 : « Marché du travail - séries longues »;

N°s141-142 : « Enquête sur l'emploi de 1998 »;

N°s146-147 : « La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 »;

N° 148 : « La structure des emplois en 1995 »;

N°s151-152 : « Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés »;

N°s156-157 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1997 ».

France, Portrait social, édition 1998-1999 :

« Les formes particulières d'emploi en France : un marchepied vers les emplois stables ? », L. Bloch et M.A. Estrade;

Données sociales, INSEE, édition 1999 :

« Population active, emploi et chômage au cours des années quatre-vingt dix », O. Marchand;

« Les politiques de l'emploi depuis 1973 », N. Holcblat, P. Marioni, B. Roguet;

« L'évaluation des politiques de l'emploi », C. Charpail, D. Gélot, A. Gubian et S. Zilberman;

« Salaire minimum et emploi en France et aux États-Unis », F. Kramarz, D. N. Margolis;

« Le chômage de longue durée », D. Gélot, S. Lemerle, N. Siprès;

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1987-1997 », V. André-Roux, S. Le Minez.

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Synthèses :

N° 24 : « L'emploi dans les services marchands », avril 1999.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières informations et Premières synthèses, DARES

« Le marché du travail en novembre 1998 (Données CVS) », n° 99-01.01-1, (mensuel)

« Les mouvements de la main-d'œuvre dans les établissements de 10 salariés ou plus au premier semestre 1998 », n° 99-03.10-2, (semestriel);

« Évolution de l'emploi salarié au quatrième trimestre 1998 », n° 99-03.11-2;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au quatrième trimestre 1998 », n° 99-04.14-1;

« Conjoncture de l'emploi et du chômage au premier trimestre 1999 », n° 99-07.26-2, (trimestriel);

« L'emploi dans la chimie, une optique de branche », n° 99-01.03-1;

« La mise en œuvre locale du programme « Nouveaux services - Emplois jeunes », n° 99-02.06-1;

« Sortir du chômage, reprendre un emploi », n° 99-03.11-1;

« Le devenir des personnes sorties par anticipation d'un contrat emploi consolidé (CEC) », n° 99-04.06-1;

« Trajectoires professionnelles et récurrence du chômage », n° 99-04.14-3;

« Quinze ans de métiers, l'évolution des emplois de 1983 à 1998 », n° 99-04.14-3;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », n° 99-06.25-1;

« Les contrats Emploi -Solidarité et les Contrats Emploi Consolidés en 1998 », n° 99-07.26-1;

« Dans les industries alimentaires, l'emploi résiste mieux que dans le reste de l'industrie », n° 99-07.28-2;

« L'évolution des marchés du travail européens dans les années 1990 », n° 99-07.29-1;

« La dépense pour l'emploi en 1997 », n° 99-08.34-1;

« L'emploi et le chômage en 1998 », n° 99-08.33-1;

« Les contrats initiative emploi en 1998 », n° 99-09.39-1;

« Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi en 1998 : Redéploiement vers les jeunes des aides à l'emploi et à l'insertion », n° 99-10.43-1;

« Le travail temporaire en 1998 », n° 99-11.45-2;

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », n° 99-11.46-1;

Études et résultats, DREES

N° 37 : « L'activité professionnelle des femmes après la naissance de leur deux premiers enfants, l'impact de l'allocation parentale d'éducation ».

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n^os^ 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^os^ 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^os^ 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Travail et Emploi, n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Travail et Emploi, n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 146, 4^e^ trimestre 1997;

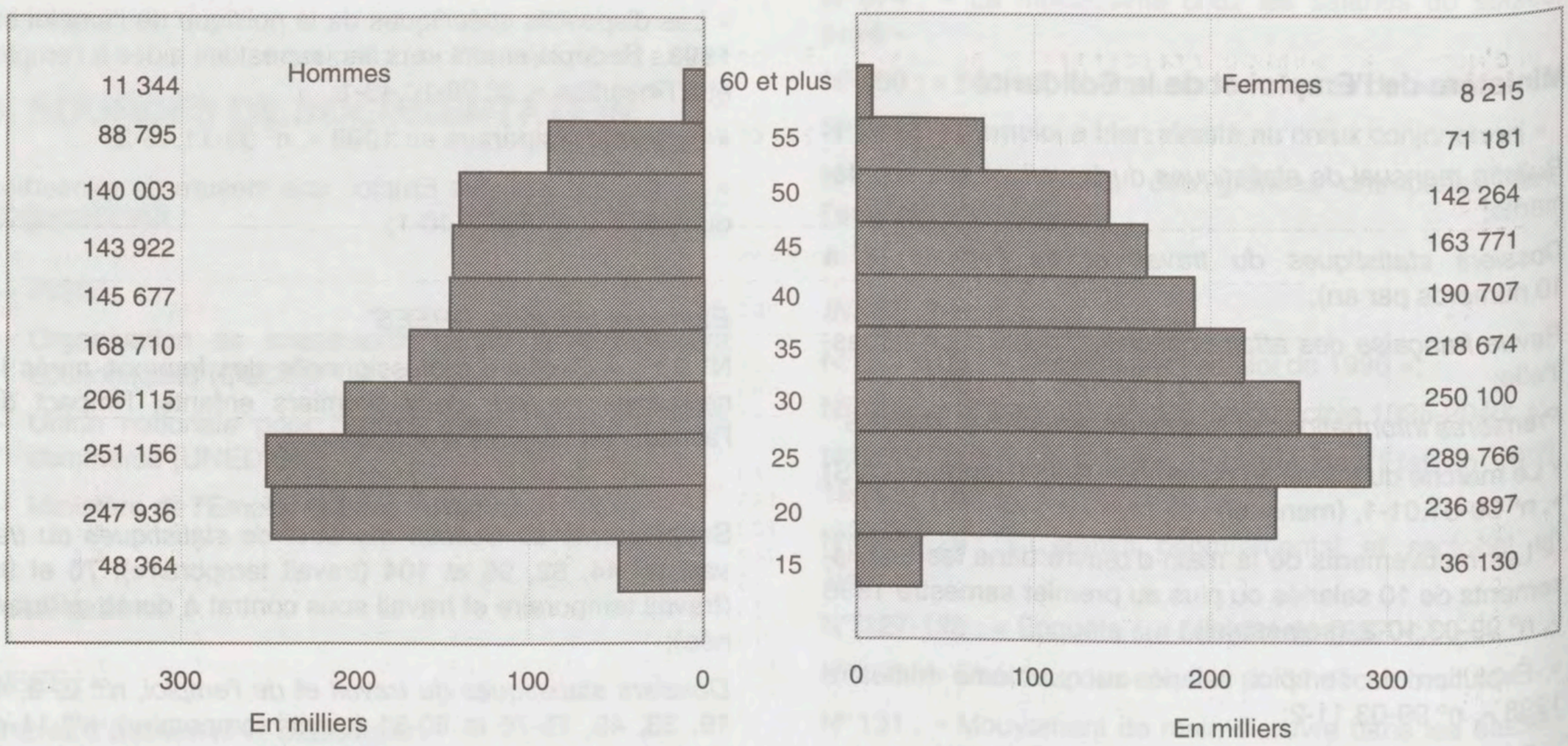
« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 5, octobre, 1996.

« Les aides à l'emploi marchand », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 7, août 1997.

*
* *

Graphique C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en janvier 1999



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (1)

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Emploi et Revenus d'activité) — *Unité :* Millier

	1989	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Salariés :										
Sexe masculin	10 857,9	10 987,2	10 972,1	10 841,9	10 641,9	10 606,0	10 722,8	10 737,1	10 743,8	10 953,6
Sexe féminin	8 295,0	8 481,2	8 609,3	8 680,0	8 729,1	8 799,9	8 911,8	9 008,5	9 095,0	9 296,3
Les deux sexes	**19 152,9**	**19 468,4**	**19 581,4**	**19 521,9**	**19 371,0**	**19 405,9**	**19 634,6**	**19 745,6**	**19 838,8**	**20 249,9**
Non salariés :										
Sexe masculin	1 907,0	1 882,3	1 850,1	1 797,9	1 756,8	1 744,6	1 727,6	1 705,0	1 683,0	1 673,4
Sexe féminin	1 086,5	1 045,8	1 010,5	968,3	912,0	858,6	827,8	806,0	798,0	794,0
Les deux sexes	**2 993,5**	**2 928,1**	**2 860,6**	**2 766,2**	**2 668,8**	**2 603,2**	**2 555,4**	**2 511,0**	**2 481,0**	**2 467,4**
Chômeurs :										
Sexe masculin	998,9	947,8	1 031,9	1 168,3	1 401,0	1 488,8	1 375,0	1 508,1	1 555,7	1 446,2
Sexe féminin	1 324,1	1 257,0	1 317,2	1 422,5	1 528,4	1 616,8	1 561,4	1 638,1	1 651,7	1 603,3
Les deux sexes	**2 323,0**	**2 204,9**	**2 349,1**	**2 590,8**	**2 929,4**	**3 105,6**	**2 936,4**	**3 146,2**	**3 207,4**	**3 049,5**
Militaires du contingent	**254,1**	**251,5**	**240,5**	**225,1**	**219,9**	**212,4**	**206,1**	**199,9**	**170,0**	**127,6**
Population active totale :										
Sexe masculin	14 017,8	14 068,8	14 094,6	14 033,2	14 019,6	14 051,8	14 031,5	14 150,1	14 152,5	14 200,8
Sexe féminin	10 705,6	10 784,1	10 937,0	11 070,8	11 169,5	11 275,3	11 301,0	11 452,6	11 544,7	11 693,6
Les deux sexes	**24 723,4**	**24 852,9**	**25 031,6**	**25 104,0**	**25 189,1**	**25 327,1**	**25 332,5**	**25 602,7**	**25 697,2**	**25 894,4**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars ou avril-mai et janvier pour 1999)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements										Enquêtes sur l'emploi			
	1975		1982		1990		1996		1997		1998		1999	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	9,5	4,4	9,4	4,3	10,6	4,7	11,1	5,3
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	55,4	46,8	54,3	44,9	52,9	46,3	55,1	44,8
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	92,5	77,8	92,0	77,7	91,5	78,0	90,5	78,3
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,6	78,6	96,1	77,0	95,7	77,2	95,8	78,0
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	97,1	78,4	97,0	77,7	97,0	78,5	96,3	79,4
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	96,8	80,4	96,3	80,3	95,9	80,2	95,9	80,4
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	95,1	78,2	95,1	78,1	95,2	79,7	94,7	79,5
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	92,0	71,5	91,9	72,1	91,4	73,3	91,2	74,6
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	67,9	49,1	68,3	50,0	67,0	49,3	67,7	50,9
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	17,2	14,8	16,1	14,4	15,3	14,0	16,7	14,5
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	4,6	3,6	4,0	2,5	4,0	2,5	3,6	2,2
De 70 à 74 ans (2)	7,6	4,0	4,6	2,1	1,6	0,7	2,6	0,6	2,2	0,9	2,4	0,7	1,7	0,7
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	0,8	0,2	0,6	0,2	0,7	0,3	0,6	0,2
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,7**	**47,6**	**62,3**	**47,2**	**62,0**	**47,6**	**62,0**	**47,9**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Le chiffre concerne les 70 ans et plus pour le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

Unité : Millier

	1990	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	250	330	283	311	315	275
25 à 49 ans	555	971	903	987	1 015	947
50 ans et plus	143	187	186	210	226	225
Total	**948**	**1 488**	**1 371**	**1 508**	**1 556**	**1 447**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	337	376	349	349	335	305
25 à 49 ans	775	1 092	1 059	1 119	1 123	1 098
50 ans et plus	145	148	152	170	194	200
Total	**1 257**	**1 616**	**1 560**	**1 638**	**1 652**	**1 603**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	587	706	631	660	650	580
25 à 49 ans	1 330	2 062	1 962	2 106	2 138	2 045
50 ans et plus	288	336	338	380	419	425
Total	**2 205**	**3 104**	**2 931**	**3 146**	**3 207**	**3 050**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	12,8	20,8	18,9	20,7	22,0	20,5
25 à 49 ans	5,8	9,6	8,9	9,6	9,9	9,3
50 ans et plus	5,7	7,9	7,9	8,7	9,0	8,5
Ensemble	**6,7**	**10,6**	**9,8**	**10,6**	**11,0**	**10,2**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	21,1	28,6	28,4	29,7	30,2	28,5
25 à 49 ans	10,5	13,3	12,7	13,3	13,4	12,9
50 ans et plus	7,9	8,5	8,4	9,2	9,9	9,7
Ensemble	**11,7**	**14,3**	**13,7**	**14,3**	**14,4**	**13,8**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	16,5	24,4	23,2	24,7 *r*	25,6	24,1
25 à 49 ans	7,8	11,3	10,6	11,3	11,5	10,9
50 ans et plus	6,6	8,1	8,1	8,9	9,4	9,1
Ensemble	**8,9**	**12,3**	**11,5**	**12,3**	**12,5**	**11,8**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (« Statistiques trimestrielles de la population active » 1999)

En % de la population active civile

	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	...	...	...	...	...	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,4
Autriche	...	...	...	...	...	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4	4,4
Belgique	8,9	7,5	6,7	6,6	7,3	8,9	10,0	9,9	9,7	9,2	8,8
Danemark	6,1	7,4	7,7	8,4	9,2	10,1	8,2	7,3	6,8	5,6	5,1
Espagne	19,5	17,2	16,2	16,4	18,5	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8
Finlande	4,4	3,1	3,2	7,2	12,5	16,4	16,8	15,3	14,6	12,7	11,4
France	**9,8**	**9,3**	**8,9**	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,4**	**11,9**
Grèce	...	...	...	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...
Irlande	16,1	14,7	13,4	14,8	15,4	15,6	14,3	12,3	11,6	9,8	7,8
Italie	10,0	10,0	9,1	8,8	9,0	10,3	11,4	11,9	12,0	12,1	12,4
Luxembourg	2,0	1,8	1,7	1,7	2,1	2,7	3,2	2,9	3,0	2,8	2,8
Pays-Bas	7,5	6,9	6,2	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0
Portugal	5,5	4,9	4,6	4,0	4,2	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	4,9
Royaume-Uni	8,7	7,3	7,1	8,8	10,1	10,4	9,6	8,7	8,2	7,0	6,3
Suède	1,9	1,6	1,7	3,1	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,2
Total U.E	**9,8**	**8,9**	**8,3**	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	7,8	7,5	8,2	10,4	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,2	8,3
États-Unis	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5
Japon	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi)

Unité : Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990 Emploi total	1990 Emploi salarié	1994 Emploi total	1994 Emploi salarié	1995 Emploi total	1995 Emploi salarié	*r* 1996 Emploi total	*r* 1996 Emploi salarié	*p* 1997 Emploi total	*p* 1997 Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 053,1	269,9	1 023,3	275,7	998,5	278,4	986,6	286,4
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	592,4	526,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,3	531,0
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	207,9	197,4	198,0	188,5	184,2	175,6	176,8	168,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	232,8	217,3	230,5	216,4	226,9	213,1	226,2	212,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	148,4	148,1	150,2	149,9	149,0	148,7	149,1	148,8
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	247,9	226,3	241,9	220,4	236,8	216,1	229,8	210,0
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	287,1	286,2	292,2	291,2	287,7	286,7	284,1	283,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	164,6	163,7	162,1	161,1	156,9	156,0	155,9	155,0
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	437,4	421,9	441,3	426,1	436,1	421,0	434,2	419,4
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	227,2	218,5	231,0	221,2	232,4	223,0	233,3	224,2
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	195,0	188,8	194,4	187,5	188,0	181,4	182,1	175,8
Industrie textile	F2	165,1	161,7	133,6	130,8	131,1	128,2	125,1	122,4	122,7	120,1
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	205,7	194,9	202,8	192,3	198,5	188,4	197,0	187,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	351,6	348,2	352,0	348,3	346,8	343,2	349,4	345,9
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	454,6	434,5	462,9	442,8	457,2	437,7	458,4	439,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	179,2	176,7	184,1	181,3	179,0	176,3	180,1	177,4
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	51,4	51,4	49,9	49,9	47,1	47,1	41,7	41,7
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	208,2	207,9	206,9	206,7	206,5	206,3	205,1	204,9
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 447,6	1 186,7	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 371,1	1 107,3
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	431,6	372,9	440,3	377,8	440,9	380,6	435,6	377,0
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	927,4	877,2	933,6	883,1	937,4	885,7	939,4	888,7
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 590,1	1 229,6	1 593,6	1 244,1	1 597,2	1 257,8	1 627,8	1 286,8
Transports	K0	960,5	894,3	955,7	890,8	975,7	907,3	983,9	916,3	1 001,6	934,3
Activités financières	L0	720,7	690,4	696,5	671,0	692,3	666,8	685,8	661,0	683,3	659,2
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	331,1	303,2	331,3	301,4	334,6	304,8	333,1	304,2
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	469,7	467,9	464,0	462,5	452,5	451,0	448,6	447,2
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	999,9	873,3	1 018,7	892,3	1 053,8	925,1	1 102,6	970,6
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	760,1	706,1	780,0	727,3	812,8	758,6	908,2	848,5
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	131,3	131,1	131,7	131,6	131,5	131,3	133,0	132,8
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	774,5	583,7	774,4	595,5	788,7	608,5	809,4	627,9
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	353,6	298,9	371,6	312,0	384,7	324,6	402,1	340,7
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	503,4	427,3	538,3	466,1	558,5	485,0	577,8	503,2
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 711,0	1 691,9	1 723,2	1 705,3	1 720,5	1 702,9	1 728,5	1 711,2
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 272,0	2 038,8	2 306,7	2 072,0	2 323,5	2 090,6	2 346,7	2 116,0
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 071,8	2 070,0	2 093,3	2 091,6	2 099,3	2 097,6	2 101,0	2 099,3
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	253,0	251,0	261,7	259,8	265,9	264,0	273,0	271,1
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 058,3**	**19 479,6**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 429,6**	**19 957,2**

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi)

Unité : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1990		1994		1995		*r* 1996		*p* 1997	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 053,1	269,9	1 023,3	275,7	998,5	278,4	986,6	286,4
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	592,4	526,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,3	531,0
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	837,1	789,0	820,6	775,2	796,9	753,5	781,9	740,1
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	287,1	286,2	292,2	291,2	287,7	286,7	284,1	283,1
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	829,1	804,1	834,4	808,3	825,4	800,0	823,4	798,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 519,7	1 473,8	1 527,3	1 480,4	1 494,6	1 449,4	1 489,7	1 445,4
Énergie	EG	268,8	268,5	259,6	259,3	256,8	256,6	253,6	253,4	246,8	246,6
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 447,6	1 186,7	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 371,1	1 107,3
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 949,0	2 479,7	2 967,5	2 505,0	2 975,5	2 524,1	3 002,8	2 552,5
Transports	EK	960,5	894,3	955,7	890,8	975,7	907,3	983,9	916,3	1 001,6	934,3
Activités financières	EL	720,7	690,4	696,5	671,0	692,3	666,8	685,8	661,0	683,3	659,2
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	331,1	303,2	331,3	301,4	334,6	304,8	333,1	304,2
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 361,0	2 178,4	2 394,4	2 213,7	2 450,6	2 266,0	2 592,4	2 399,1
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 631,5	1 309,8	1 684,3	1 373,6	1 731,9	1 418,1	1 789,3	1 471,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	3 983,1	3 730,7	4 029,9	3 777,3	4 044,0	3 793,5	4 075,2	3 827,2
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 324,8	2 321,1	2 355,0	2 351,4	2 365,2	2 361,6	2 374,0	2 370,4
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 058,4**	**19 479,8**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 429,6**	**19 957,2**

TABLEAU C.01-6

Population résidente salariée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi)

Unité : Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1994		1995		*r* 1996		*p* 1997	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	207,2	62,6	211,7	64,0	213,6	64,8	219,6	66,8
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	326,4	199,7	325,9	198,8	324,2	200,5	327,6	203,4
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	51,5	145,8	49,8	138,6	46,9	128,6	45,7	122,9
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	130,5	86,8	129,8	86,6	126,9	86,2	126,3	86,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	68,2	80,0	69,6	80,3	69,7	79,0	69,7	79,1
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	140,1	86,1	136,4	84,0	133,9	82,1	130,7	79,3
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	238,5	47,7	243,1	48,1	238,6	48,1	235,4	47,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	139,3	24,4	136,9	24,2	132,4	23,5	131,5	23,5
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	358,9	63,0	362,4	63,6	358,0	63,0	356,4	63,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	148,4	70,1	151,1	70,1	153,2	69,8	153,7	70,4
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	155,1	33,7	154,0	33,4	148,8	32,7	143,6	32,2
Industrie textile	F2	82,5	79,3	67,8	63,0	67,1	61,1	64,4	58,0	63,0	57,1
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	149,2	45,7	147,8	44,6	145,4	43,0	144,6	42,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	260,7	87,4	261,4	86,9	258,0	85,2	259,4	86,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	358,1	76,3	365,4	77,4	361,6	76,1	363,3	75,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	110,7	66,0	113,6	67,7	111,2	65,2	112,4	65,0
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	43,2	8,2	42,0	7,9	39,2	7,9	34,8	6,9
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	166,2	41,7	165,0	41,6	164,4	41,8	162,9	42,0
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 082,1	104,6	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 004,9	102,4
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	298,8	74,1	302,1	75,7	304,1	76,5	301,1	76,0
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	578,7	298,5	584,3	298,8	584,5	301,2	586,7	301,9
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	456,5	773,1	465,3	778,8	471,6	786,1	484,4	802,4
Transports	K0	718,8	175,4	710,9	179,9	722,8	184,6	728,0	188,3	741,2	193,1
Activités financières	L0	309,8	380,7	299,5	371,5	296,7	370,2	293,5	367,5	291,2	368,0
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	129,3	173,9	127,4	174,0	129,4	175,5	128,6	175,6
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	265,6	202,3	265,0	197,5	260,5	190,5	258,9	188,3
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	466,8	406,5	480,4	411,9	499,3	425,8	530,4	440,2
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	416,3	289,8	424,4	302,9	438,8	319,8	500,5	348,1
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	76,2	55,0	76,5	55,1	76,3	55,0	76,9	55,9
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	293,0	290,6	299,5	296,0	306,5	302,1	316,8	311,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	157,1	141,8	164,2	147,9	170,4	154,2	178,7	161,9
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	49,4	377,9	50,9	415,2	52,0	433,0	53,2	450,0
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	580,5	1 111,4	584,7	1 120,6	584,5	1 118,4	588,8	1 122,5
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	477,6	1 561,2	487,8	1 584,2	491,1	1 599,5	494,8	1 621,2
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 082,6	987,4	1 086,8	1 004,8	1 083,7	1 013,9	1 089,0	1 010,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	102,2	148,9	105,5	154,3	105,6	158,4	107,2	163,9
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 643,1**	**8 836,6**	**10 720,2**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,9**	**9 143,3**

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population résidente salariée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi)

Unité : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1990		1994		1995		*r* 1996		*p* 1997	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	207,2	62,6	211,7	64,0	213,6	64,8	219,6	66,8
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	326,4	199,7	325,9	198,8	324,2	200,5	327,6	203,4
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	390,3	398,7	385,7	389,5	377,4	375,9	372,4	367,6
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	238,5	47,7	243,1	48,1	238,6	48,1	235,4	47,7
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	646,5	157,6	650,5	157,9	643,6	156,3	641,6	156,9
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 101,7	372,2	1 109,3	371,0	1 089,4	360,2	1 086,3	359,1
Énergie	EG	217,7	50,8	209,5	49,9	207,0	49,5	203,6	49,7	197,7	48,9
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 082,1	104,6	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 004,9	102,4
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 334,1	1 145,6	1 351,7	1 153,3	1 360,2	1 163,8	1 372,2	1 180,3
Transports	EK	718,8	175,4	710,9	179,9	722,8	184,6	728,0	188,3	741,2	193,1
Activités financières	EL	309,8	380,7	299,5	371,5	296,7	370,2	293,5	367,5	291,2	368,0
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	129,3	173,9	127,4	174,0	129,4	175,5	128,6	175,6
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 224,8	953,6	1 246,3	967,3	1 274,9	991,1	1 366,7	1 032,5
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	499,5	810,3	514,6	859,1	528,9	889,3	548,7	923,0
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 058,1	2 672,6	1 072,5	2 704,9	1 075,6	2 717,9	1 083,6	2 743,7
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 184,8	1 136,2	1 192,3	1 159,1	1 189,3	1 172,3	1 196,2	1 174,3
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 643,1**	**8 836,6**	**10 720,4**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,9**	**9 143,3**

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

%

Taille de l'établissement	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997	*p* 1998
Ensemble							
1 à 9 salariés	24,2	25,9	26,0	25,9	26,1	26,0	25,9
10 à 49 salariés	28,7	29,0	28,8	28,9	28,9	28,8	28,7
50 à 199 salariés	22,9	22,5	22,6	22,6	22,6	22,4	22,2
200 à 499 salariés	11,6	11,3	11,5	11,6	11,5	11,8	12,0
500 salariés et plus	12,6	11,3	11,1	11,0	10,8	11,0	11,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 392,1**	**13 615,4**	**13 746,1**	**13 772,3**	**14 025,6**	**14 325,6**
dont :							
Industrie (1)							
1 à 9 salariés	10,7	11,6	11,7	11,6	11,8	11,8	11,8
10 à 49 salariés	22,5	23,1	23,2	23,3	23,3	23,4	23,3
50 à 199 salariés	24,8	25,0	25,2	25,1	25,2	25,0	24,9
200 à 499 salariés	17,4	17,4	17,5	17,7	17,6	17,5	17,7
500 salariés et plus	24,6	22,9	22,4	22,3	22,1	22,3	22,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**3 900,5**	**3 865,4**	**3 868,0**	**3 796,6**	**3 786,3**	**3 795,8**
Bâtiment, génie civil et agricole (1)							
1 à 9 salariés	31,0	32,7	33,7	34,5	35,6	36,6	37,0
10 à 49 salariés	35,8	37,1	37,1	37,2	37,1	37,7	38,2
50 à 199 salariés	20,7	20,3	19,6	19,0	18,5	17,6	17,4
200 à 499 salariés	7,4	6,4	6,1	5,9	5,5	5,2	5,0
500 salariés et plus	5,1	3,6	3,5	3,4	3,3	2,9	2,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 186,0**	**1 191,3**	**1 173,9**	**1 130,5**	**1 117,6**	**1 121,7**
Tertiaire (1)							
1 à 9 salariés	30,4	31,7	31,4	31,1	31,1	30,6	30,2
10 à 49 salariés	30,9	30,7	30,1	30,3	30,3	29,9	29,8
50 à 199 salariés	22,2	21,6	21,9	22,0	22,0	21,9	21,7
200 à 499 salariés	9,2	9,1	9,6	9,6	9,7	10,2	10,6
500 salariés et plus	7,3	6,9	7,0	7,0	6,9	7,4	7,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 293,5**	**8 547,6**	**8 693,4**	**8 834,4**	**9 111,9**	**9 397,9**

(1) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars et de janvier pour 1999) — *Unité :* Millier

	Non salariés			Non salariés			Salariés			Salariés		
	1998			1999			1998			1999		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	463,1	29,7	6,4	452,5	33,4	7,4	219,5	18,6	8,5	207,8	17,7	8,5
Industries agricoles et alimentaires	56,0	1,7	3,1	57,4	1,4	2,4	334,8	11,1	3,3	343,4	11,8	3,4
Industries des biens de consommation	39,8	3,2	8,1	44,5	1,2	2,8	384,8	11,2	2,9	376,8	14,5	3,8
Industrie automobile	1,5	–	–	2,0	–	–	241,0	2,8	1,2	243,7	4,3	1,8
Industries des biens d'équipement	26,4	1,0	3,7	35,5	1,3	3,7	619,1	11,0	1,8	645,0	14,6	2,3
Industries des biens intermédiaires	47,8	1,0	2,1	47,3	2,1	4,4	1 086,3	23,4	2,2	1 080,7	22,2	2,0
Énergie	1,8	–	–	1,3	–	–	176,3	3,1	1,8	170,2	3,4	2,0
Construction	282,5	5,9	2,1	275,4	4,2	1,5	984,4	17,5	1,8	994,2	18,2	1,8
Commerce	348,6	12,5	3,6	329,7	9,2	2,8	1 325,0	78,3	5,9	1 353,3	70,9	5,2
Transports	62,1	1,7	2,8	61,8	0,1	1,5	698,9	25,2	3,6	699,1	21,8	3,1
Activités financières	20,9	1,0	4,5	24,1	0,8	3,2	302,4	7,9	2,6	303,7	8,7	2,9
Activités immobilières	23,8	1,2	5,3	20,9	2,1	9,9	93,3	7,3	7,8	100,5	9,7	9,7
Services aux entreprises	161,5	8,4	5,2	165,4	4,6	2,8	1 319,8	96,7	7,3	1 439,1	91,4	6,4
Services aux particuliers	176,7	13,0	7,3	191,1	10,9	5,7	503,0	91,2	18,1	509,9	94,5	18,5
Éducation, santé, action sociale	161,7	8,1	5,0	149,6	6,7	4,4	1 039,0	122,6	11,8	1 059,7	124,9	11,8
Administration *r.*	3,1	–	–	2,8	0,1	27,6	1 442,0	90,9	6,3	1 331,2	94,0	7,1
Activité indéterminée	0,8	–	–	0,2	–	–	3,8	0,3	7,9	3,7	1,0	26,7
Total *r*	**1 878,1**	**88,4**	**4,7**	**1 861,5**	**79,5**	**4,3**	**10 773,4**	**619,1**	**5,7**	**10 861,7**	**623,7**	**5,7**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	233,2	75,8	32,5	228,2	80,3	35,2	78,3	32,6	41,6	77,8	29,3	37,7
Industries agricoles et alimentaires	36,8	2,2	5,9	38,5	3,9	10,0	210,4	51,6	24,5	219,7	53,3	24,3
Industries des biens de consommation	21,5	4,2	19,6	17,6	4,1	23,3	360,2	48,2	13,4	350,0	45,4	13,0
Industrie automobile	–	–	–	0,1	–	–	43,7	5,0	11,4	46,0	6,9	14,9
Industries des biens d'équipement	4,7	2,2	47,5	6,0	2,5	41,6	139,1	24,6	17,7	157,6	28,4	18,0
Industries des biens intermédiaires	12,1	3,1	25,4	11,4	2,6	23,1	356,8	42,8	12,0	362,9	40,9	11,3
Énergie	–	–	–	–	–	–	48,1	10,5	21,9	48,1	10,4	21,6
Construction	38,8	21,6	55,7	39,0	22,9	58,7	93,2	33,6	36,0	98,3	33,1	33,7
Commerce	189,4	33,5	17,7	173,2	28,2	16,3	1 134,9	413,7	36,5	1 146,3	423,7	37,0
Transports	8,7	3,0	34,1	10,6	3,0	28,4	186,9	40,9	21,9	186,1	37,0	19,9
Activités financières	12,1	4,6	38,1	11,1	3,5	31,4	371,9	81,9	22,0	377,4	85,4	22,6
Activités immobilières	9,2	2,1	22,8	7,8	3,7	47,7	157,5	48,0	30,5	157,3	46,6	29,6
Services aux entreprises	56,9	14,1	23,6	65,8	14,6	22,2	1 021,3	312,7	30,6	1 063,7	318,1	29,9
Services aux particuliers	164,8	23,2	14,1	167,4	26,5	15,8	1 008,7	540,6	53,6	1 051,2	570,1	54,2
Éducation, santé, action sociale	130,3	38,6	29,6	128,6	39,2	30,5	2 761,8	876,8	31,7	2 790,5	892,9	32,0
Administration	1,7	0,3	18,4	2,0	–	–	1 154,5	385,6	33,4	1 156,7	374,8	32,4
Activité indéterminée	0,6	–	–	–	–	–	2,8	1,0	34,7	2,0	1,0	49,4
Total	**923,5**	**228,5**	**24,7**	**908,2**	**235,0**	**25,9**	**9 130,1**	**2 950,1**	**32,3**	**9 291,6**	**2 997,3**	**32,3**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	696,3	105,5	15,2	680,1	113,7	16,7	297,9	51,2	17,2	285,6	47,0	16,5
Industries agricoles et alimentaires	92,8	3,9	4,2	96,0	5,3	5,5	545,2	62,7	11,5	563,1	65,1	11,6
Industries des biens de consommation	61,3	7,5	12,2	62,1	5,3	8,6	745,0	59,4	8,0	726,8	59,9	8,2
Industrie automobile	1,5	–	–	2,7	–	–	284,8	7,8	2,8	289,8	11,2	3,9
Industries des biens d'équipement	31,1	3,2	10,4	41,5	3,8	9,2	758,2	35,6	4,7	802,6	43,0	5,4
Industries des biens intermédiaires	59,9	4,1	6,8	58,7	4,7	8,1	1 443,1	66,2	4,6	1 443,6	63,1	4,4
Énergie *r*	2,1	–	–	1,5	–	–	224,4	13,6	6,1	218,3	13,8	6,3
Construction	321,3	27,5	8,6	314,4	27,0	8,6	1 077,6	51,1	4,7	1 092,5	51,3	4,7
Commerce	538,0	46,0	8,5	502,9	37,4	7,4	2 460,0	492,0	20,0	2 499,6	494,5	19,8
Transports	70,8	4,7	6,6	72,4	3,9	5,4	885,8	66,1	7,5	885,2	58,8	6,6
Activités financières	33,0	5,6	16,8	35,2	4,3	12,1	674,3	89,8	13,3	681,1	94,1	13,8
Activités immobilières	33,0	3,3	10,2	28,7	5,8	20,1	250,8	55,3	22,1	257,8	56,3	21,9
Services aux entreprises	221,1	22,5	10,2	231,1	19,2	8,3	2 341,1	409,4	17,5	2 502,7	409,5	16,4
Services aux particuliers	341,5	36,2	10,6	358,5	37,3	10,4	1 511,6	631,8	41,8	1 561,0	664,6	42,6
Éducation, santé, action sociale	292,0	46,7	16,0	278,2	45,9	16,5	3 800,8	999,4	26,3	3 850,1	1 017,8	26,4
Administration *r*	4,8	0,3	6,6	4,8	1,0	16,0	2 596,5	476,5	18,4	2 487,9	468,8	18,8
Activité indéterminée	1,4	–	–	0,2	–	–	6,6	1,3	19,4	5,7	2,0	34,8
Total *r*	**2 801,9**	**317,0**	**11,3**	**2 769,0**	**314,5**	**11,4**	**19 903,7**	**3 569,2**	**17,9**	**20 153,3**	**3 621,0**	**18,0**

TABLEAU C.01-8B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (janvier pour 1999)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Unité : Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1998		1999		1998		1999		1998		1999	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	64,0	3,5	54,6	3,0	118,4	18,6	120,9	19,4	182,4	7,5	175,5	7,2
Aides familiaux	24,5	41,0	24,8	41,5	110,1	38,2	114,2	40,2	134,6	38,7	139,0	40,4
Salariés des services domestiques	9,5	40,3	9,7	41,6	336,4	67,4	343,6	66,0	345,9	66,2	353,3	64,9
Autres salariés du secteur privé	401,7	4,9	401,5	4,7	1 648,0	29,7	1 701,0	30,1	2 049,7	14,8	2 102,4	14,9
Salariés de l'État	30,6	2,9	32,5	3,3	211,0	27,2	188,3	24,9	241,6	13,2	220,8	12,7
Salariés des collectivités locales	80,0	7,3	88,1	8,1	556,8	27,1	584,4	27,7	636,7	20,3	672,5	21,0
Stagiaires et contrats aidés	97,3	64,6	91,6	52,8	197,2	78,0	180,1	71,8	295,3	73,0	271,7	64,1
Total	**707,6**	**5,7**	**702,8**	**5,6**	**3 177,9**	**31,6**	**3 232,5**	**31,7**	**3 886,2**	**17,2**	**3 935,2**	**17,3**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997	*p* 1998
Nombre d'établissements	4 723	4 586	4 859	5 031	5 171	5 370
Effectifs salariés (1) en milliers :						
Hommes	207,3	213,6	207,5	215,6	284,4	298,0
Femmes	84,2	79,6	81,2	92,9	115,7	125,0
Ensemble	**291,5**	**293,3**	**288,7**	**308,5**	**400,1**	**423,0**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars ou avril-mai et janvier pour 1999)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Unité : millier

	1997			1998			1999		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	64,9	105,6	898,6	78,8	106,2	904,0	90,1	104,8	904,1
25 à 39 ans	126,2	209,9	4 804,0	149,6	220,4	4 822,8	171,4	226,3	4 806,7
40 ans et plus	45,7	91,1	4 945,1	60,1	90,6	5 046,8	58,0	87,7	5 150,8
Total	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**
Femmes : Moins de 25 ans	27,5	120,4	619,5	39,6	122,2	648,1	34,3	115,7	635,7
25 à 39 ans	48,0	223,9	3 953,9	58,5	254,4	3 999,7	66,7	248,0	4 036,8
40 ans et plus	17,9	98,4	4 345,3	26,6	112,1	4 482,3	26,4	109,7	4 619,2
Total	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**
Ensemble : Moins de 25 ans	92,4	226,0	1 518,1	118,4	228,4	1 552,1	124,4	220,5	1 539,8
25 à 39 ans	174,2	433,8	8 757,9	208,0	474,8	8 822,5	238,1	474,3	8 843,5
40 ans et plus	63,6	189,5	9 290,4	86,7	202,8	9 529,1	84,4	197,4	9 770,0
Total	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**	**413,1**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	17,6	108,1	4 209,4	15,4	110,9	4 229,4	18,0	108,6	4 320,5
Employés	6,4	63,9	1 521,3	11,7	59,6	1 564,8	13,3	72,0	1 588,2
Ouvriers	212,8	234,6	4 717,7	261,4	246,7	4 802,4	288,2	238,2	4 843,1
Militaires du contingent	///	///	199,3	///	///	177,0	///	///	109,8
Total	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	11,1	107,4	2 904,6	13,7	121,6	3 012,5	13,3	102,4	3 085,5
Employés	32,5	232,6	4 887,6	37,3	259,9	4 947,1	41,5	267,3	5 026,8
Ouvriers	49,8	102,7	1 123,9	73,7	107,2	1 169,6	72,6	103,7	1 178,0
Militaires du contingent	///	///	2,6	///	///	0,9	///	///	1,4
Total	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	28,7	215,5	7 114,0	29,1	232,5	7 241,9	31,3	211,0	7 406,0
Employés	38,9	296,5	6 408,9	49,0	319,5	6 511,9	54,8	339,3	6 615,0
Ouvriers	262,6	337,3	5 841,6	335,1	354,0	5 972,0	360,8	341,9	6 021,1
Militaires du contingent	///	///	201,9	///	///	177,9	///	///	111,2
Total	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**	**413,2**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, INSEE (Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité :* Millier

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Chômage BIT :					
Hommes	1 487,8	1 371,4	1 508,1	1 555,7	1 446,2
Femmes	1 616,2	1 559,5	1 638,1	1 651,7	1 603,3
Total	**3 104,0**	**2 930,9**	**3 146,2**	**3 207,4**	**3 049,5**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :					
Hommes	1 664,5	1 599,8	1 682,7	1 758,7	1 712,5
Femmes	1 664,7	1 649,5	1 702,3	1 754,9	1 749,9
Total	**3 329,2**	**3 249,3**	**3 385,0**	**3 513,6**	**3 462,4**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive	1 923,3	1 756,9	1 766,8	1 771,3	1 776,4
Allocation d'insertion	19,8	19,0	16,1	17,5	20,1
Allocation de solidarité spécifique	428,5	471,5	501,1	499,0	481,8
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 371,6**	**2 247,4**	**2 284,0**	**2 287,8**	**2 278,3**
Bénéficiaires des aides :					
Garanties de ressources	8,3	6,1	4,0	2,2	0,9
Allocation spéciale du FNE	178,3	164,3	140,4	118,6	101,4
Allocation spécifique de conversion	72,3	54,3	62,6	60,8	48,2
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (2)	13,0	14,6	14,7	15,0	16,0
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	38,3	39,5	36,9	38,9	41,1
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	...	158,6	211,2	118,7	66,9
Journées indemnisables	1 287,9	802,1	977,0	600,3	323,3
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	1 595,5	2 012,6	2 262,4	2 513,4	2 716,6
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 130,3	4 250,3	4 546,9	4 386,2	4 184,6
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	390,5	329,2	345,0	312,2	251,3
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (3)	3 953,7	...	4 287,9	4 195,2	4 117,0
dont : reprises d'emploi	1 664,2	...	1 504,9	1 380,4	1 330,8
autres motifs de sortie	2 289,5	...	1 824,1	1 926,7	1 979,8

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(3) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe (1)

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998
Manœuvres	120,6	112,7	105,0	101,1	98,4
Ouvriers spécialisés	358,2	329,5	323,0	316,6	302,1
Ouvriers qualifiés	576,1	527,3	539,7	535,7	487,3
Employés non qualifiés	540,1	530,2	535,2	535,4	522,7
Employés qualifiés	1 092,7	1 078,0	1 129,7	1 156,4	1 117,1
Agents de maîtrise, techniciens	185,5	190,4	214,3	229,2	219,9
Cadres	179,5	178,8	185,9	190,8	184,2
Non précisé	32,3	27,7	23,0	31,1	36,7
Total	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**
Hommes	1 535,6	1 456,7	1 515,6	1 542,6	1 459,9
Femmes	1 549,4	1 517,9	1 540,2	1 553,7	1 508,4
Total	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,3**

(1) Depuis juin 1995, les catégories des demandes d'emploi de fin de mois sont modifiées. L'ancienne catégorie 1 (personnes immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée déterminée) a été éclatée entre les nouvelles catégories 1 et 6. La nouvelle catégorie regroupe les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée qui ont travaillé plus de 78 heures au cours du mois et de ce fait ne peuvent plus être déclarés immédiatement disponibles (décision du Conseil d'État du 13 mai 1994 et en application d'un arrêté du 5 mai 1995).

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.

Situation au 31 décembre 1996

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	*dont* militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1 566 465**	794	**188 636**	13 113	21	**1 755 101**	218 260	26 717
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 632 388**	2 619	**206 639**	13 425	1 893	**1 839 027**	222 869	27 485
12. Ministère de la Défense								
Métropole, DOM-TOM, étranger	**307 242**	275 070	**83 918**	56 270	20 416	**391 160**	7 780	52
Tous ministères :								
Métropole	**1 849 605**	252 473	**264 912**	68 696	15 339	**2 114 517**	225 904	26 768
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 939 630**	277 689	**290 557**	69 695	22 309	**2 230 187**	230 649	27 537
2. Établissements publics nationaux (2) :								
Métropole	**74 431**	93	**199 340**	1 872	145	**273 771**	80 016	33 476
Métropole, DOM-TOM, étranger	**81 995**	107	**209 739**	1 874	752	**291 734**	82 253	34 202
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1 274**	–	**139 748**	–	–	**141 022**	25 197	4 756
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 296**	–	**144 583**	–	3	**145 879**	25 609	4 831
4. Exploitants publics (3) :								
Métropole	**386 953**	–	**56 412**	–	–	**443 365**	62 500	17 364
Métropole, DOM-TOM, étranger	**393 628**	–	**57 565**	–	–	**451 193**	63 319	17 570
Ensemble :								
Métropole	**2 312 263**	252 566	**660 412**	70 568	15 484	**2 972 675**	393 617	82 364
DOM-TOM	**72 310**	7 448	**21 848**	998	1 515	**94 158**	6 706	1 234
Étranger	**31 976**	17 782	**20 184**	3	6 065	**52 160**	1 507	542
Total	**2 416 549**	**277 796**	**702 444**	**71 569**	**23 064**	**3 118 993**	**401 830**	**84 140**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(3) La Poste et France Télécom sont séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » depuis le 1er janvier 1991.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Éducation nationale : enseignement scolaire	920 563	929 115	927 055	933 752	1 016 694	1 021 299	1 027 103	1 029 168
Éducation nationale : enseignement supérieur	104 929	109 427	111 590	114 365	122 296	125 649	128 371	130 993
Jeunesse et Sports (1)	6 556	6 466	6 309	6 376	7 805	7 742	7 539	7 591
Total	**1 032 048**	**1 045 008**	**1 044 954**	**1 054 493**	**1 146 795**	**1 154 690**	**1 163 013**	**1 167 752**
dont : Enseignements 1er degré (2)	321 515	322 475	321 857	320 776	322 904	323 583	322 922	321 758
Enseignements 2ème degré (2)	526 729	534 742	535 701	543 726	609 278	613 467	622 276	625 672
Enseignements supérieurs (2)	100 381	104 826	106 903	109 322	117 522	120 779	123 421	125 631
Économie, Finances	185 841	186 033	183 925	183 321	195 504	195 296	193 520	192 936
dont : Services extérieurs du Trésor	60 549	60 549	59 669	59 373	62 502	62 262	61 565	61 339
Services extérieurs des Impôts	84 619	84 882	84 073	83 911	88 538	88 749	88 074	87 957
Services extérieurs des Douanes	20 371	20 360	20 114	20 048	21 165	21 174	21 001	20 813
INSEE	7 158	7 140	7 095	7 088	7 661	7 630	7 582	7 573
Intérieur et DOM-TOM	163 010	163 250	163 811	163 237	168 628	169 073	170 043	175 526
dont : Services des préfectures	29 012	28 745	28 731	28 722	30 986	30 723	30 875	30 805
Police nationale	125 692	126 265	126 867	126 353	128 006	128 648	129 517	135 096
Services divers intérieur	...	...	...	3 644	...	...	...	4 233
DOM-TOM	2 403	2 514	2 515	2 513	2 918	3 139	3 139	3 138
Équipement, Transports	98 163	98 675	97 093	96 508	118 796	119 053	116 624	115 932
Équipement et logement	87 311	87 713	86 161	85 361	106 032	106 045	103 710	102 721
Transports, Mer	10 852	10 962	10 932	11 147	12 764	13 008	12 914	13 211
Justice	58 081	59 038	59 402	60 277	60 242	61 399	61 758	62 719
dont : Services judiciaires	24 672	24 859	24 999	25 368	25 646	25 988	26 098	26 582
Services pénitentiaires	23 986	24 501	24 641	25 012	24 423	25 007	25 142	25 494
Protection judiciaire de la jeunesse	5 736	5 915	5 979	6 075	5 951	6 136	6 218	6 288
Agriculture	27 488	27 842	28 324	28 982	32 569	33 458	33 853	34 493
dont : Services déconcentrés	12 848	12 990	13 095	13 295	14 909	15 432	15 494	15 672
Enseignement agricole	12 909	13 112	13 502	13 970	15 582	15 937	16 294	16 770
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 195	22 361	22 087	22 483	25 586	25 915	25 623	25 720
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 129	11 228	11 103	11 491	12 959	13 078	12 928	12 862
Services déconcentrés Travail-Emploi, Formation professionnelle	8 443	8 519	8 448	8 382	9 251	9 445	9 411	9 487
Relations extérieures	10 040	10 360	10 115	10 118	18 654	19 534	19 336	19 310
Affaires étrangères	7 219	7 331	6 886	6 889	13 714	13 991	13 793	13 767
Coopération	2 821	3 229	3 229	3 229	4 940	5 543	5 543	5 543
Culture	10 000	10 336	11 492	12 180	12 062	12 413	13 665	14 388
Industrie, Commerce, Recherche	5 967	5 996	5 707	5 644	15 659	15 383	15 013	15 450
Anciens combattants	2 352	2 262	2 151	2 056	2 678	2 569	2 481	2 365
Services du Premier ministre	1 223	1 227	1 315	1 314	2 751	2 759	2 886	2 882
Total ministères civils (3)	**1 616 408**	**1 632 388**	**1 630 376**	**1 640 613**	**1 799 924**	**1 811 542**	**1 817 815**	**1 829 473**
Défense	304 027	307 242	...	...	386 994	391 108	...	...
Tous ministères	**1 920 435**	**1 939 630**	**...**	**...**	**2 186 918**	**2 202 650**	**...**	**...**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Le total de l'ensemble de l'année 1996 ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-13, le champ, étant différent , les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1995	1996	*p* 1997	1995	1996	*p* 1997	1995	1996	*p* 1997
Tous agents	**2 627 969**	**2 636 273**	**2 632 352**	**1 387 217**	**1 389 141**	**1 382 306**	**1 240 752**	**1 247 132**	**1 250 046**
A.	859 024	897 267	924 380	449 033	462 834	468 967	409 991	434 433	455 413
B.	895 773	891 725	880 945	461 387	462 840	460 180	434 386	428 885	420 765
C et D.	858 093	834 050	815 038	470 728	457 356	447 552	387 365	376 694	367 486
dont : personnels enseignants (2)	**945 265**	**955 200**	**962 982**	**371 862**	**374 430**	**375 198**	**573 403**	**580 770**	**587 784**
A.	635 823	665 178	689 724	287 945	296 200	301 588	347 878	368 978	388 136
B.	309 442	290 022	273 257	83 917	78 230	73 609	225 525	211 792	199 648
C et D.	–	–	1	–	–	1	–	–	–
dont : personnels non enseignants	**1 682 704**	**1 681 073**	**1 669 370**	**1 015 355**	**1 014 711**	**1 007 108**	**667 349**	**666 362**	**662 262**
A.	223 201	232 089	234 656	161 088	166 634	167 379	62 113	65 455	67 277
B.	586 331	601 703	607 688	377 470	384 610	386 571	208 861	217 093	221 117
C et D.	858 093	834 050	815 037	470 728	457 356	447 551	387 365	376 694	367 486
dont : titulaires civils	**2 049 156**	**2 055 569**	**2 041 812**	**963 986**	**964 298**	**953 593**	**1 085 170**	**1 091 271**	**1 088 219**
A.	744 076	782 047	804 277	368 511	382 937	386 965	375 565	399 110	417 312
B.	619 649	607 319	588 815	237 311	232 815	228 658	382 338	374 504	360 157
C et D.	685 425	666 194	648 716	358 159	348 538	337 966	327 266	317 656	310 750
dont : militaires	**295 573**	**299 998**	**300 096**	**274 069**	**277 453**	**277 536**	**21 504**	**22 545**	**22 560**
officiers	43 698	43 402	43 433	41 879	41 441	41 468	1 819	1 961	1 965
sous-officiers	206 781	212 535	212 603	190 720	195 593	195 650	16 061	16 942	16 953
hommes du rang	43 210	42 228	42 227	39 641	38 640	38 639	3 569	3 588	3 588

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire (1) et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

%

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1995	1996	*p* 1997	1995	1996	*p* 1997	1995	1996	*p* 1997
Statuts :									
Titulaires civils	53,0	53,1	53,3	16,7	17,3	17,2	88,8	88,6	89,8
Non-titulaires civils (2)	47,3	47,5	47,9	36,9	39,2	35,3	65,8	64,7	65,1
Tous personnels civils	**52,3**	**52,4**	**52,6**	**18,9**	**19,7**	**19,2**	**82,6**	**82,1**	**83,2**
Militaires	7,3	8,1	8,1	–	–	–	–	–	–
Tous personnels	**47,2**	**47,3**	**47,5**	**18,6**	**19,3**	**18,9**	**82,6**	**82,1**	**83,2**
Catégories statutaires (civils) :									
A	50,1	50,6	51,5	12,1	12,7	11,8	72,6	72,7	75,3
B	60,7	60,7	60,4	17,9	19,4	20,3	84,8	84,8	85,4
C et D	47,1	47,1	47,1	26,1	27,2	26,5	87,8	87,1	87,7
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,7	62,8	62,9	12,9	13,4	12,9	80,0	80,0	82,1
La Poste et France Télécom	41,3	41,3	41,4	27,4	28,6	27,3	81,0	80,9	81,4
Économie, Finances	62,0	61,8	61,6	33,7	34,9	35,4	94,4	94,2	93,9
Intérieur, DOM-TOM	26,3	26,7	27,1	20,6	21,5	21,6	89,0	88,9	90,0
Équipement, logement et transports	26,7	26,9	27,1	27,0	27,8	27,9	70,6	67,0	69,6
Justice	49,5	49,6	49,8	23,6	24,4	24,9	95,6	94,7	94,5
Agriculture	47,3	48,0	48,6	25,2	28,5	28,2	77,7	77,0	77,4
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	71,9	71,3	71,3	36,4	36,3	37,0	93,7	93,9	93,7
Culture	52,6	53,1	49,9	17,8	18,7	18,7	82,8	82,5	82,5
Ensemble des ministères civils	**52,9**	**53,0**	**53,2**	**18,9**	**19,7**	**19,2**	**82,5**	**81,9**	**83,1**
Défense	14,2	14,5	14,5	11,2	11,9	11,9	87,4	86,7	86,7

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(2) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1998			1999			Structure de la population active 1999		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1	0,5	0,6	0,5	0,5	3,1	1,9	2,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	2,0	2,4	4,3	3,0	4,4	4,7	4,5	3,7	5,4	4,2	8,1	4,3	6,3
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	3,6	2,9	4,5	3,6	6,0	9,0	6,1	6,9	7,2	7,1	29,5	21,1	24,8
Cadres (2)	2,3	3,2	2,5	2,3	3,5	2,6	4,3	5,0	4,5	4,0	5,4	4,5	15,0	9,4	12,5
Professions intermédiaires	3,6	4,8	4,1	3,4	4,9	4,1	6,6	7,1	6,8	5,5	7,3	6,3	19,4	20,3	19,8
Employés	5,5	10,1	8,9	9,6	12,6	11,9	12,8	15,0	14,4	13,5	14,3	14,1	13,0	49,7	29,7
Employés administratifs y.c. fonction publique	3,5	7,6	6,4	7,8	10,0	9,5	11,1	13,2	12,7	10,8	12,6	12,2	3,0	16,1	9,0
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	14,9	15,6	17,9	17,5	17,7	17,8	17,8	20,3	17,1	17,7	1,8	6,6	4,0
Ouvriers (3)	8,0	15,8	9,6	10,1	19,8	12,2	13,2	20,4	14,7	13,7	20,7	15,1	40,0	12,6	27,3
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	6,9	7,1	13,5	7,8	9,4	18,1	10,5	9,5	17,2	10,4	27,4	4,4	17,0
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	13,3	16,1	21,7	18,3	22,2	21,3	21,9	23,7	22,2	23,1	10,7	7,6	9,3
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**10,2**	**13,8**	**11,8**	**10,2**	**13,6**	**11,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990 et en 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) *Unité :* Million de francs

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Dépenses passives :	**143 988,5**	**151 276,0**	**147 208,2**	**140 905,6**	**146 523,8**	**156 521,9**
Indemnisation du chômage	115 109,1	123 288,9	118 296,1	112 558,9	117 235,4	127 408,2
Incitation au retrait d'activité	28 879,4	27 987,1	28 912,1	28 346,7	29 288,4	29 113,7
Dépenses actives :	**121 225,3**	**143 303,7**	**146 710,8**	**148 532,4**	**160 645,0**	**161 550,2**
Formation professionnelle	80 603,9	89 711,9	86 257,8	81 482,8	85 988,4	83 849,6
Promotion de l'emploi	22 731,2	30 207,1	34 957,6	40 840,2	47 557,4	51 338,8
Exonérations non compensées	4 653,0	7 218,5	9 363,0	10 494,0	10 584,9	10 596,7
Autres	13 237,2	16 166,2	16 132,4	15 715,4	16 514,3	15 765,1
Incitation à l'activité	4 440,7	4 928,7	5 009,2	5 478,5	5 783,1	6 032,4
Maintien de l'emploi	4 056,7	6 227,2	5 724,7	4 746,0	5 048,8	3 830,6
Fonctionnement du marché du travail	4 739,8	5 010,3	5 398,5	5 490,8	5 682,4	5 902,1
Total de la dépense pour l'emploi	**265 213,8**	**294 579,7**	**293 919,0**	**289 438,0**	**307 168,8**	**318 072,1**
En % du PIB	3,79	4,16	3,98	3,78	3,90	3,91
Baisses générales de charges sociales sur les bas salaires	///	3 854,8	11 638,8	20 663,3	37 905,1	46 719,2
Total de la dépense pour l'emploi + baisses générales	///	**298 434,4**	**305 557,7**	**310 101,3**	**345 074,0**	**364 791,2**
En % du PIB	///	4,22	4,13	4,05	4,38	4,48

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1993	1994	1995	*p* 1996
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	207 865	211 565	215 623	217 834
Régions	6 743	7 243	8 134	8 657
Départements	162 848	164 396	165 579	165 999
Établissements publics	38 274	39 926	41 910	43 178
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 170 298	1 192 645	1 214 373	1 221 468
Communes	975 776	992 066	1 006 967	1 011 440
Organismes communaux	94 532	96 842	99 476	98 478
Organismes intercommunaux	99 990	103 371	107 930	111 550
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	94 531	101 814	107 722	108 439
4. Établissements publics administratifs divers (4)	32 757	31 703	29 838	29 440
dont : office d'HLM	26 237	25 541	23 739	23 315
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	29 536	30 277	32 134	32 444
dont : offices publics d'aménagement et de construction	17 395	17 939	19 770	20 137
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 534 987**	**1 568 004**	**1 599 690**	**1 609 625**
***dont :* Métropole**	**1 469 791**	**1 503 398**	**1 532 594**	**1 544 356**
Emplois principaux	**1 434 865**	**1 468 452**	**1 500 263**	**1 515 184**
Titulaires	**912 542**	**921 434**	**945 570**	**961 860**
Non titulaires	**438 445**	**446 412**	**441 605**	**442 242**
Assistantes maternelles à domicile	**57 007**	**60 657**	**59 917**	**58 563**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**126 993**	**139 591**	**152 598**	**146 950**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 252 427**	**1 274 540**	**1 296 921**	**1 313 703**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (6)	**1 472 694**	**1 506 024**	**1 537 718**	**1 547 741**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (7)	**1 410 920**	**1 435 913**	**1 459 834**	**1 468 742**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(7) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387 034**	96 353	42 455	71 582	59 194	42 037	29 999	45 414
dont : Actifs	**172 442**	///	6 583	56 776	50 346	34 247	19 619	4 871
Sexe masculin :								
Population totale	**189 187**	48 709	21 600	35 392	28 917	20 331	14 366	19 872
dont : Actifs	**93 949**	///	3 954	29 789	27 093	18 810	11 376	3 027
Sexe féminin :								
Population totale	**197 847**	47 644	20 855	36 190	30 277	21 706	15 633	25 542
dont : Actifs	**78 493**	///	2 629	26 987	23 253	15 437	8 243	1 944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114 808**	38 311	10 662	20 676	19 520	12 291	6 577	6 771
dont : Actifs	**48 803**	///	1 786	15 397	15 811	9 915	4 593	1 301
Sexe masculin :								
Population totale	**59 799**	19 473	5 363	10 975	10 316	6 776	3 572	3 324
dont : Actifs	**30 169**	///	1 030	9 279	9 652	6 355	2 990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55 009**	18 838	5 299	9 701	9 204	5 515	3 005	3 447
dont : Actifs	**18 634**	///	756	6 118	6 159	3 560	1 603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359 579**	82 989	35 549	68 421	52 804	38 134	31 375	50 347
dont : Actifs	**164 877**	///	4 579	54 834	46 511	32 474	21 311	5 168
Sexe masculin :								
Population totale	**173 878**	42 113	18 145	33 859	25 226	17 952	14 751	21 837
dont : Actifs	**86 553**	///	2 928	28 665	23 610	16 692	11 659	2 999
Sexe féminin :								
Population totale	**185 701**	40 876	17 404	34 562	27 578	20 182	16 624	28 475
dont : Actifs	**78 324**	///	1 651	26 169	22 901	15 792	99 652	2 169

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597 828**	176 608	62 092	116 227	88 502	59 391	43 612	51 396
dont : Actifs	**233 622**	///	10 622	87 503	67 830	42 300	22 600	2 867
Sexe masculin :								
Population totale	**294 256**	89 177	31 431	57 245	43 629	29 826	21 250	21 698
dont : Actifs	**137 658**	///	6 151	48 585	40 124	26 238	14 723	1 937
Sexe féminin :								
Population totale	**303 572**	87 431	30 661	58 982	44 873	29 565	22 362	29 698
dont : Actifs	**95 964**	///	4 471	38 918	27 706	16 162	7 777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi.

6A. Les efforts et les risques au travail.

6B. L'organisation des horaires de travail.

7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.

12A. Climat social dans des établissements selon les employeurs.

12B. Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel.

13. Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
15 Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution selon la taille des établissements.
16. Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel.
17. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
18. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
19. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
20. Délégués syndicaux et CHSCT.
21. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
22. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre des maladies indemnisées augmente de 130 % entre 1990 et 1997 et de 21 % de 1996 à 1997. Ce chiffre global a une signification relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application.

De 1990 à 1997, le nombre total d'accidents du travail avec arrêt baisse régulièrement.

L'utilisation d'un ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Selon l'enquête « Conditions de travail », en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités. Rester longtemps debout, respirer des poussières, des fumées, être exposé au bruit, sont des nuisances plutôt stables. À l'opposé, porter ou déplacer des charges lourdes, rester longtemps dans une posture pénible ou fatigante à la longue concernent de plus en plus de salariés, notamment dans les métiers tertiaires; l'exposition aux risques infectieux est celle qui augmente le plus vite entre 1991 et 1998.

Les contraintes posturales touchent autant les métiers de la santé, et presqu'autant les employés de commerce, que les ouvriers. Ces derniers restent ceux qui subissent le plus de risques et font le plus d'efforts. L'évolution de la structure de la population active, qui comprend de moins en moins d'ouvriers et de plus en plus de cadres, exerce un effet modérateur sur les proportions de salariés exposés aux diverses nuisances. De façon générale, efforts et risques vont de pair : les professions les plus exposées aux uns le sont aussi aux autres.

En 1997, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques de personnel (sans la SNCF) donnent les résultats suivants : les scores atteints par la CFDT et la CGT restent supérieurs à 20 % de l'ensemble des suffrages exprimés. Entre 1995 et 1997, ces deux confédérations améliorent légèrement leur score; la CFTC et la CGC maintiennent leur niveau. En revanche, FO et les autres syndicats baissent très légèrement. Depuis 1994, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Dans les entreprises de moins de 200 salariés, la faculté a été ouverte de mettre en place une délégation unique du personnel qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans les entreprises où, auparavant, il n'existait pas de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquettes, il est donc nécessaire de cumuler, en 1994 et en 1995, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

En 1997, les demandes de licenciement de salariés protégés augmentent de 13 % par rapport à l'année précédente. Les demandes relevant de motifs économiques représentent 78 %. Une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation. Les décisions prises sur recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail augmentent quel que soit le motif.

Par ailleurs, il est rappelé qu'une enquête statistique en entreprise sur la réalité des relations professionnelles et des processus formels et informels de négociation, a été réalisée en 1993 par le ministère du Travail. Sa périodicité est de six ans.

2. MÉTHODOLOGIE

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;

— les accidents de salariés des DOM-TOM;

— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;

— les accidents de titulaires de l'État;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des Ministères du Travail, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère du travail recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM -TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF. L'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à

cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées depuis 1982 par la Direction générale de la fonction publique.

Délégués du personnel

Les résultats présentés proviennent d'une enquête par voie postale réalisée au second semestre 1994 auprès d'un échantillon de près de 19 000 établissements; cette enquête est apériodique. L'échantillon, tiré du fichier SIRENE, portait sur l'ensemble du champ des établissements assujettis. Afin de pouvoir comparer les résultats de cette enquête à ceux des enquêtes précédentes, cet échantillon se composait de deux sous-ensembles : l'un regroupant les établissements du champ de l'enquête ACEMO (activités et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre), l'autre, complémentaire couvrant le reste du champ. Les résultats présentés dans ce chapitre portent uniquement sur le champ ACEMO.

Délégués syndicaux

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture); cette enquête est apériodique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au Ministère des Transports et de l'Agriculture. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues. Ces procès-verbaux sont ensuite codifiés par les cellules statistiques des directions régionales et traités à l'Administration Centrale. La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé. La loi du 20 décembre 1993 ouvre, aux entreprises de moins de 200 salariés, la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* de la DARES.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

Cette enquête est la quatrième depuis 1978; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi. Pour la première fois en 1998, l'enquête est réalisée en utilisant des micro-ordinateurs portables. Les enquêteurs ont directement saisi les réponses des enquêtés aux questions qui leur étaient posées.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

L'enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise RÉPONSE a été réalisée auprès d'employeurs et de représentants du personnel en 1993. Les résultats présentés dans ce chapitre portent sur le climat social du point de vue des employeurs et des représentants du personnel. Cette enquête a été menée par BVA auprès de 3 000 établissements appartenant à des entreprises de 50 salariés ou plus pour le compte de la DARES. Cet échantillon a été tiré des 12 293 établissements faisant partie de l'enquête de l'INSEE « coûts salariaux et structure des salaires en 1992 » (hors administrations publiques) et correspondant au champ de l'enquête RÉPONSE. Les établissements ont été interviewés suivant la méthode des quotas respectant la structure des 12 293 établissements par taille (6 tranches), secteur (5 grands secteurs) et région (9 « régions BVA »). Le choix de la méthode des quotas plutôt que celui d'un sondage aléatoire a été retenu en raison de l'incertitude sur le taux de réponse que pouvait avoir une telle enquête. Au total, les résultats de cette enquête ont été exploités à partir de 2 660 questionnaires « employeurs » et 1 669 questionnaires « représentants du personnel ».

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans

le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM -TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF-GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM -TS, Mines et SNCF), le T46 réglemente celle des salariés agricoles.

Représentants du personnel

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et les techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords pré-électoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Enfin, dans un nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a modifié certaines règles concernant les institutions représentatives du personnel. De nouvelles dispositions permettent, dans les entreprises de moins de 200 salariés, de n'élire qu'une seule délégation qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Le nombre de délégués est alors augmenté, mais le nombre global d'heures de délégation se trouve réduit.

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Ils sont élus directement par les salariés, dont ils sont les porte-parole auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail. Leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail (présenter les réclamations des salariés à l'employeur, saisir l'employeur en cas d'atteinte aux droits des personnes et aux libertés individuelles dans l'entreprise, intervenir auprès de l'inspecteur du travail). Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise. Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire des délégués du personnel à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de 1 à 2 ans alignant ainsi sa durée sur celle du comité d'entreprise.

Le nombre de délégués à élire varie selon la taille de l'établissement et est fixé par le Code du Travail mais il peut être modifié par accord collectif. Il est élu autant de suppléants que de titulaires.

Les élections s'effectuent par un scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle. Il est prévu la possibilité de deux tours de scrutin. Le second tour est organisé dans un délai de quinze jours après le premier si

le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre d'électeurs inscrits ou s'il y a carence de candidatures. Au premier tour, chaque liste est établie par les organisations syndicales représentatives. Au second tour, les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les élections ont lieu par collège. Les collèges prévus par le code du travail sont les ouvriers et les employés d'une part, puis les ingénieurs, chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques;

— INSEE - division « Emploi »;

— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM -TS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« L'impact macroéconomique d'une politique de réduction de la durée du travail », n° 98.01-05.2.

« Exposition aux agents biologiques en milieu de travail », n° 98.02-07.1.

« Expositions aux contraintes et nuisances dans les industries agricoles et alimentaires », n° 98.05-20.1;

« L'exposition aux produits cancérigènes dans le travail », n° 98.07-31.2;

« En 1998, plus d'un salarié sur deux utilise l'informatique dans son travail », n° 98.12-53.2;

« Les conflits en 1997 : stabilité dans le privé et le semi-public » n° 99.01-02.1.

« Efforts et risques au travail en 1998 », n° 99.04-16.1.

« Les licenciements de représentants du personnel en 1997 », n° 99.04-17.1.

« Les élections aux comités d'entreprise en 1997 », n° 99.05-19.1.

Publications de l'INSEE :

Données sociales, 1999 :

« Temps et rythmes de travail en 1995 », J.D Fermanian;

« Les relations professionnelles en mutation », M.Cézard, J.L Dayan;

« L'aménagement et la réduction du temps de travail », C. Bloch-London, P.Poisard.

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats*;

« La durée du travail à temps complet », *INSEE-Première,* n° 545, septembre 1997;

« Travailler au-delà de la durée habituelle », *INSEE-Première*, n° 591, juin 1998;

« Faibles rémunérations et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première*, n° 640, avril 1999;

« L'ordinateur divise encore les mondes professionnels » *INSEE-Première*, n° 651, juin 1999;

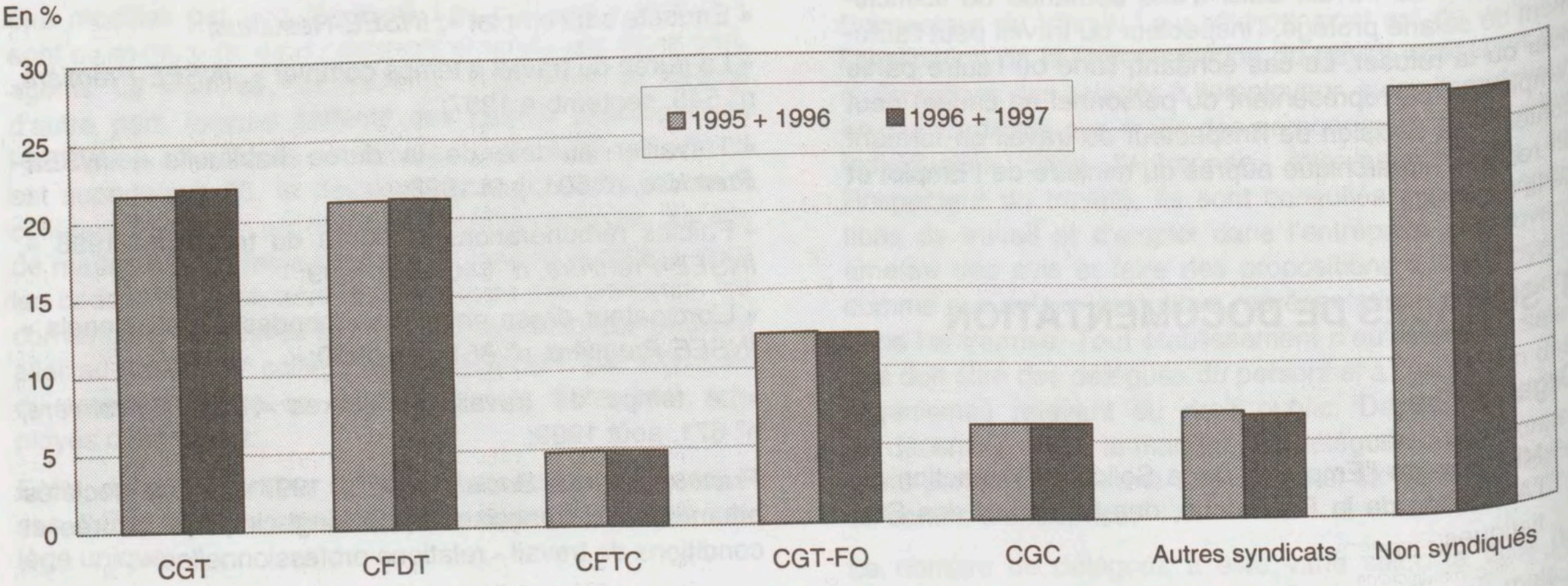
« Le temps de travail des cadres », *INSEE-Première*, n° 671, août 1999;

France, Portrait Social, INSEE, 1997 : « Les sociétés britannique et française depuis vingt-cinq ans : durée et conditions de travail - relations professionnelles ».

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprises



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grossomodo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1A

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1995		1996		1997		1998	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	EA	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 611	1 844	1 610
Agriculture, sylviculture, pêche	FA0	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 611	1 844	1 610
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB	1 767	1 574	1 772	1 576	1 759	1 571	1 757	1 572
Industries de la viande et du lait	FB1	1 763	1 597	1 760	1 590	1 759	1 598	1 754	1 596
Autres industries agricoles et alimentaires	FB2	1 769	1 559	1 779	1 568	1 760	1 555	1 759	1 558
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 740	1 587	1 749	1 592	1 738	1 587	1 746	1 595
Habillement, cuir	FC1	1 741	1 571	1 765	1 590	1 741	1 574	1 756	1 586
Édition, imprimerie, reproduction	FC2	1 740	1 593	1 741	1 588	1 740	1 595	1 735	1 593
Pharmacie, parfumerie, et entretien	FC3	1 734	1 568	1 745	1 574	1 730	1 566	1 748	1 579
Industries des équipements du foyer	FC4	1 743	1 604	1 747	1 607	1 737	1 603	1 749	1 614
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 731	1 621
Industrie automobile	FD0	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 731	1 621
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 744	1 623	1 742	1 621	1 738	1 619	1 739	1 621
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	FE1	1 705	1 591	1 702	1 586	1 707	1 587	1 715	1 592
Industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	1 755	1 638	1 752	1 637	1 747	1 636	1 751	1 640
Industries des équip. électriques et électroniques	FE3	1 747	1 611	1 745	1 610	1 739	1 601	1 730	1 600
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 743	1 613	1 746	1 618	1 742	1 612	1 746	1 618
Industries des produits minéraux	FF1	1 767	1 632	1 769	1 635	1 761	1 626	1 773	1 635
Industrie textile	FF2	1 728	1 576	1 744	1 592	1 745	1 590	1 741	1 587
Industries du bois et du papier	FF3	1 749	1 619	1 753	1 626	1 748	1 622	1 748	1 624
Chimie, caoutchouc, plastiques	FF4	1 730	1 599	1 736	1 607	1 730	1 602	1 732	1 606
Métallurgie et transformation des métaux	FF5	1 744	1 627	1 742	1 626	1 739	1 620	1 745	1 626
Industrie des compo. électriques et électroniques	FF6	1 740	1 606	1 744	1 614	1 738	1 608	1 746	1 614
ÉNERGIE	EG	1 708	1 608	1 711	1 619	1 718	1 635	1 710	1 625
Production de combustibles et de carburants	FG1	1 742	1 619	1 771	1 642	1 764	1 635	1 760	1 629
Eau, gaz, électricité	FG2	1 700	1 605	1 697	1 614	1 708	1 635	1 700	1 624
CONSTRUCTION	EH	1 762	1 654	1 759	1 653	1 752	1 649	1 756	1 653
Bâtiment	FH1	1 769	1 661	1 770	1 662	1 760	1 655	1 765	1 660
Travaux publics	FH2	1 733	1 629	1 719	1 622	1 719	1 625	1 721	1 627
COMMERCE	EJ	1 767	1 531	1 761	1 522	1 760	1 522	1 764	1 523
Commerce et réparation automobile	FJ1	1 789	1 678	1 786	1 674	1 780	1 670	1 784	1 674
Commerce de gros, intermédiaires	FJ2	1 767	1 617	1 760	1 609	1 762	1 616	1 767	1 618
Commerce de détail et réparation	FJ3	1 759	1 422	1 753	1 407	1 750	1 403	1 755	1 405
TRANSPORTS	EK	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 618	1 778	1 619
Transports	FK0	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 618	1 778	1 619
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL	1 740	1 575	1 739	1 575	1 738	1 574	1 752	1 581
Intermédiation financière	FL1	1 744	1 583	1 747	1 585	1 744	1 578	1 762	1 590
Assurances et auxiliaires financiers	FL2	1 730	1 562	1 724	1 555	1 726	1 564	1 730	1 565
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM	1 768	1 452	1 765	1 440	1 759	1 444	1 777	1 452
Promotion, gestion immobilière	FM1	1 768	1 456	1 765	1 440	1 759	1 444	1 777	1 452
Location immobilière	FM2	1 768	1 447	1 766	1 440	1 759	1 444	1 777	1 453
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 744	1 528	1 730	1 510	1 741	1 515	1 733	1 497
Postes et télécommunication	FN1	1 720	1 537	1 665	1 506	1 712	1 541	1 689	1 521
Conseils et assistance	FN2	1 751	1 575	1 740	1 563	1 752	1 573	1 742	1 568
Services opérationnels	FN3	1 749	1 440	1 752	1 424	1 745	1 417	1 740	1 385
Recherche et développement	FN4	1 743	1 628	1 727	1 612	1 739	1 618	1 739	1 613
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 809	1 307	1 810	1 267	1 801	1 253	1 815	1 257
Hôtels et restaurants	FP1	1 869	1 423	1 871	1 394	1 860	1 361	1 869	1 361
Activités récréatives, culturelles et sportives	FP2	1 761	1 347	1 759	1 294	1 752	1 320	1 779	1 330
Services personnels et domestiques	FP3	1 769	1 118	1 772	1 086	1 765	1 061	1 774	1 066

TABLEAU C.02-1A (suite et fin)

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1995		1996		1997		1998	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 551	1 299	1 545	1 297	1 548	1 300	1 545	1 298
Éducation	FQ1	1 329	1 149	1 316	1 145	1 322	1 152	1 315	1 147
Santé	FQA	1 748	1 503	1 745	1 501	1 743	1 498	1 743	1 499
Action sociale	FQB	1 782	1 226	1 776	1 227	1 778	1 229	1 778	1 230
ADMINISTRATION	ER	1 760	1 579	1 770	1 586	1 768	1 586	1 764	1 583
Administration publique	FR1	1 760	1 586	1 771	1 595	1 769	1 593	1 765	1 590
Activités associatives	FR2	1 750	1 473	1 744	1 440	1 746	1 464	1 746	1 463
Ensemble		**1 726**	**1 509**	**1 724**	**1 503**	**1 723**	**1 501**	**1 724**	**1 500**

TABLEAU C.02-1B

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990		1991		1992		1993		1994	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	EA	1 856	1 640	1 873	1 649	1 850	1 624	1 910	1 647	1 908	1 661
Agriculture, sylviculture, pêche	FA0	1 856	1 640	1 873	1 649	1 850	1 624	1 910	1 647	1 908	1 661
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB	1 772	1 603	1 764	1 590	1 777	1 595	1 786	1 606	1 786	1 599
Industries de la viande et du lait	FB1	1 769	1 612	1 761	1 600	1 773	1 610	1 783	1 624	1 782	1 620
Autres industries agricoles et alimentaires	FB2	1 774	1 598	1 766	1 585	1 779	1 587	1 788	1 595	1 788	1 586
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 746	1 605	1 736	1 590	1 748	1 599	1 753	1 602	1 754	1 602
Habillement, cuir	FC1	1 757	1 601	1 744	1 580	1 754	1 589	1 751	1 584	1 758	1 589
Édition, imprimerie, reproduction	FC2	1 740	1 603	1 731	1 591	1 742	1 599	1 747	1 602	1 754	1 604
Pharmacie, parfumerie, et entretien	FC3	1 734	1 587	1 726	1 571	1 738	1 578	1 746	1 581	1 749	1 590
Industries des équipements du foyer	FC4	1 747	1 621	1 739	1 608	1 752	1 618	1 764	1 631	1 752	1 616
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED	1 742	1 637	1 713	1 603	1 729	1 618	1 703	1 591	1 716	1 607
Industrie automobile	FD0	1 742	1 637	1 713	1 603	1 729	1 618	1 703	1 591	1 716	1 607
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 749	1 642	1 735	1 622	1 647	1 633	1 744	1 629	1 746	1 629
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	FE1	1 723	1 619	1 713	1 607	1 719	1 609	1 707	1 594	1 699	1 590
Industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	1 759	1 657	1 744	1 635	1 754	1 646	1 751	1 642	1 758	1 644
Industries des équip. électriques et électroniques	FE3	1 745	1 626	1 731	1 606	1 747	1 623	1 752	1 624	1 751	1 620
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 748	1 628	1 738	1 614	1 747	1 621	1 743	1 616	1 749	1 621
Industries des produits minéraux	FF1	1 770	1 643	1 758	1 628	1 758	1 626	1 764	1 631	1 773	1 638
Industrie textile	FF2	1 760	1 618	1 746	1 601	1 756	1 609	1 745	1 597	1 749	1 595
Industries du bois et du papier	FF3	1 759	1 640	1 745	1 621	1 757	1 631	1 748	1 621	1 762	1 633
Chimie, caoutchouc, plastiques	FF4	1 726	1 607	1 723	1 600	1 736	1 611	1 735	1 610	1 742	1 617
Métallurgie et transformation des métaux	FF5	1 748	1 638	1 735	1 621	1 742	1 626	1 733	1 618	1 738	1 622
Industrie des compo. électriques et électroniques	FF6	1 745	1 617	1 733	1 607	1 746	1 620	1 749	1 620	1 749	1 617
ÉNERGIE	EG	1 709	1 612	1 701	1 605	1 718	1 624	1 728	1 634	1 730	1 635
Production de combustibles et de carburants	FG1	1 724	1 606	1 716	1 598	1 747	1 632	1 762	1 649	1 757	1 632
Eau, gaz, électricité	FG2	1 704	1 613	1 696	1 608	1 709	1 621	1 719	1 630	1 724	1 636
CONSTRUCTION	EH	1 776	1 675	1 757	1 654	1 774	1 668	1 778	1 670	1 780	1 672
Bâtiment	FH1	1 778	1 676	1 759	1 654	1 779	1 671	1 787	1 677	1 790	1 679
Travaux publics	FH2	1 767	1 674	1 749	1 655	1 752	1 655	1 743	1 644	1 741	1 641
COMMERCE	EJ	1 770	1 564	1 759	1 540	1 772	1 553	1 782	1 550	1 782	1 548
Commerce et réparation automobile	FJ1	1 794	1 688	1 781	1 673	1 795	1 684	1 804	1 691	1 805	1 695
Commerce de gros, intermédiaires	FJ2	1 767	1 634	1 759	1 620	1 772	1 633	1 781	1 634	1 782	1 632
Commerce de détail et réparation	FJ3	1 764	1 471	1 752	1 437	1 765	1 452	1 775	1 444	1 774	1 441
TRANSPORTS	EK	1 788	1 640	1 779	1 623	1 788	1 635	1 794	1 637	1 798	1 642
Transports	FK0	1 788	1 640	1 779	1 623	1 788	1 635	1 794	1 637	1 798	1 642
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL	1 741	1 590	1 732	1 580	1 745	1 589	1 755	1 590	1 755	1 590
Intermédiation financière	FL1	1 745	1 593	1 737	1 585	1 750	1 595	1 760	1 599	1 760	1 599
Assurances et auxiliaires financiers	FL2	1 735	1 586	1 723	1 571	1 736	1 578	1 746	1 572	1 746	1 574
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM	1 763	1 505	1 755	1 486	1 769	1 480	1 779	1 487	1 783	1 455
Promotion, gestion immobilière	FM1	1 763	1 507	1 755	1 488	1 769	1 482	1 779	1 489	1 783	1 456
Location immobilière	FM2	1 763	1 503	1 755	1 484	1 769	1 477	1 779	1 484	1 784	1 455
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 752	1 566	1 741	1 554	1 754	1 563	1 762	1 563	1 759	1 556
Postes et télécommunication	FN1	1 738	1 575	1 726	1 558	1 739	1 568	1 740	1 570	1 736	1 567
Conseils et assistance	FN2	1 757	1 596	1 749	1 587	1 761	1 593	1 771	1 602	1 766	1 597
Services opérationnels	FN3	1 759	1 507	1 742	1 487	1 755	1 498	1 764	1 482	1 765	1 473
Recherche et développement	FN4	1 739	1 630	1 735	1 632	1 749	1 642	1 758	1 647	1 758	1 650
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 810	1 367	1 802	1 349	1 818	1 354	1 823	1 337	1 822	1 324
Hôtels et restaurants	FP1	1 860	1 485	1 852	1 467	1 871	1 467	1 881	1 438	1 880	1 429
Activités récréatives, culturelles et sportives	FP2	1 765	1 412	1 758	1 381	1 771	1 402	1 772	1 383	1 772	1 364
Services personnels et domestiques	FP3	1 774	1 166	1 766	1 156	1 780	1 154	1 785	1 156	1 785	1 143

TABLEAU C.02-1B (suite et fin)

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990		1991		1992		1993		1994	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 556	1 321	1 548	1 309	1 559	1 315	1 318	1 569	1 569	1 319
Éducation	FQ1	1 336	1 159	1 328	1 148	1 341	1 159	1 347	1 167	1 348	1 169
Santé	FQA	1 752	1 521	1 740	1 503	1 753	1 513	1 763	1 523	1 763	1 524
Action sociale	FQB	1 765	1 266	1 775	1 258	1 780	1 255	1 794	1 233	1 794	1 234
ADMINISTRATION	ER	1 760	1 585	1 765	1 587	1 769	1 591	1 784	1 606	1 784	1 608
Administration publique	FR1	1 760	1 591	1 766	1 595	1 770	1 599	1 785	1 613	1 785	1 616
Activités associatives	FR2	1 750	1 450	1 742	1 413	1 751	1 415	1 759	1 471	1 760	1 476
Ensemble		**1 733**	**1 543**	**1 724**	**1 529**	**1 735**	**1 535**	**1 742**	**1 534**	**1 742**	**1 532**

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES et DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1985	341 000	884 900	**1 225 900**	72
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39
1997 (*r*)	382 916	455 099	**838 015**	54
1998	683 584	353 176	**1 036 780**	34

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit de la Fonction publique d'État, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1988 ne comprennent donc pas la grève des infirmières). Les chiffres de 1996 ne comprennent pas les données sur la Poste et les Télécommunications indisponibles.
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-France Europe (ex : Air-Inter), le chiffre de 1998 ne comprend pas France-Télécom.

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1993	1994	1995 (1)	1996	1997	1998
Conflits localisés							
Conflits observés	Nombre	1 472	1 671	2 066	1 439	1 607	1 475
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	238,7	215,0	521,8	136,4	145,9	121,3
Journées individuelles non travaillées	Millier	510,9	500,5	783,8	444,1	393,4	345,6
Conflits généralisés							
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	18,4	25,5	1 141,4	4,9	9,3	1,3
Journées individuelles non travaillées	Millier	22,3	20,5	1 336,8	3,7	61,7	7,6

(1) À partir de 1995, les DOM-TOM sont comptabilisés dans les effectifs.

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
Cadres			
1999	52,7	0,7	46,6
1998	52,2	0,6	47,2
1997	52,2	0,6	47,2
1990	53,9	0,7	45,4
	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
1999	62,2	7,5	30,3
1998	62,9	6,5	30,6
1997	63,5	6,6	29,9
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
1999	65,8	6,9	27,3
1998	65,7	6,7	27,6
1997	66,1	7,4	26,5
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
1999	65,1	17,6	17,3
1998	65,6	17,2	17,2
1997	66,5	16,4	17,1
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
1999	**63,0**	**9,4**	**27,6**
1998	**63,2**	**9,0**	**27,8**
1997	**64,0**	**9,0**	**27,0**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Ne travaille jamais le dimanche
Cadres			
1999	3,7	29,3	67,0
1998	3,8	29,0	67,2
1997	3,9	28,8	67,2
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
1999	4,9	23,9	71,2
1998	4,4	23,8	71,8
1997	4,7	23,2	72,1
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
1999	8,2	19,4	72,4
1998	8,2	19,3	72,5
1997	8,3	18,8	72,9
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
1999	4,8	12,2	83,0
1998	4,8	12,6	82,6
1997	4,4	12,2	83,4
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
1999	**5,8**	**19,6**	**74,6**
1998	**5,7**	**19,6**	**74,7**
1997	**5,7**	**19,2**	**75,1**
1990	**5,5**	**15,4**	**79,1**

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Ne travaille jamais le samedi
Cadres			
1999	12,1	38,3	49,6
1998	12,1	38,6	49,3
1997	12,2	39,2	48,6
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
1999	17,1	32,5	50,4
1998	16,7	32,4	50,9
1997	16,8	32,6	50,6
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
1999	28,3	23,4	48,3
1998	27,9	23,6	48,5
1997	28,2	23,7	48,1
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
1999	14,8	27,7	57,5
1998	14,4	28,0	57,6
1997	13,9	28,2	57,9
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
1999	**19,4**	**28,8**	**51,8**
1998	**19,1**	**29,0**	**51,9**
1997	**19,1**	**29,2**	**51,7**
1990	**21,3**	**27,4**	**51,3**

TABLEAU C.02-6A

Les efforts et les risques au travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant que	Ensemble			Cadres			Professions Intermédiaires			Employés			Ouvriers		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	49	53	54	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	16	29	37	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	17	28	35	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45
Porter des charges lourdes	22	31	38	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	34	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59
Effectuer d'autres efforts physiques importants	11	19	24	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44
Subir des secouses ou vibrations	8	11	13	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	15	21	20	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32
Respirer des poussières	27	35	36	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65
Respirer des produits toxiques ou dangereux	13	16	18	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	14	19	22	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37
Être en contact des produits explosifs	4	5	8	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	14	19	23	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46
Risquer de faire une chute grave	14	21	25	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45
Risquer d'être électrocuté	9	14	15	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27
Risquer d'être brûlé	11	15	18	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33
Risquer des blessures sur machine	15	17	19	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45
Rrisquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	28	30	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62
Risquer des accidents de la circulation	17	25	29	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37
Risquer des irradiations	...	3	3	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3
Être exposé à des risques infectieux	14	19	27	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	25	32	31	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	16	19	18	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36

TABLEAU C.02-6B

L'organisation des horaires de travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 »

%

	Horaires alternants		Semaines variables	Pas de repos de 48 heures	Journées de plus de 10h	Travail de nuit	Travail du dimanche
	2 x 8	3 x 8					
Cadres							
1998	–	–	10	14	39	9	30
1991	–	–	14	20	39	10	24
1984	–	–	11	19	33	16	24
Professions intermédiaires							
1998	3	3	14	19	23	14	26
1991	4	3	16	22	21	12	21
1984	3	2	12	22	18	12	19
Employés							
1998	4	2	18	28	19	12	29
1991	4	2	18	27	17	10	25
1984	3	2	14	23	17	10	22
Ouvriers							
1998	11	7	12	17	17	19	18
1991	10	5	12	16	17	15	16
1984	9	5	10	12	15	15	14
Ensemble							
1998	5	4	14	21	22	14	25
1991	6	3	15	21	20	12	21
1984	5	3	12	19	18	12	18

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail)

%

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	2
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	4
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	•
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Affections provoquées par le bruit :							
Total	**884**	**941**	**791**	**776**	**835**	**699**	**696**
T. 42a (1)	871	912	763	751	809	651	648
T. 46 b (1)	13	29	28	25	26	48	48
Affections périarticulaires :							
Total	**1 175**	**2 602**	**3 432**	**4 426**	**5 402**	**6 539**	**8 139**
T. 57a	1 057	2 402	3 165	3 963	4 773	5 767	7 195
T. 39b	118	200	267	463	629	772	944
Silicoses :							
Total	**752**	**290**	**226**	**247**	**274**	**198**	**230**
T. 25a	752	289	226	247	274	197	230
T. 22b	–	1	–	–	–	1	–
Ciment :							
Total	**367**	**369**	**273**	**235**	**251**	**230**	**193**
T. 8a	365	365	270	232	251	228	190
T. 14b	2	4	3	3	–	2	3
Amiante :							
Total	**411**	**507**	**544**	**727**	**777**	**818**	**1 246**
T. 30a	411	507	544	727	777	817	1 245
T. 47b	–	–	–	–	–	1	1
Hépatites virales :							
Total	**64**	**76**	**56**	**40**	**34**	**48**	**37**
T. 45a	63	76	56	40	34	48	37
T. 33b	1	–	–	–	–	–	–
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :							
Total	**255**	**314**	**343**	**406**	**371**	**327**	**366**
T. 65a	220	280	317	361	324	288	324
T. 44b	35	34	26	45	47	39	42
Bois :							
Total	**98**	**111**	**102**	**94**	**84**	**84**	**90**
T. 47a	85	107	92	88	81	78	85
T. 36b (bois exotiques)	13	4	10	6	3	6	5
Affections respiratoires de mécanisme allergique :							
Total	**187**	**194**	**216**	**226**	**239**	**206**	**243**
T. 66a	144	167	188	182	193	176	203
T. 45b	43	27	28	44	46	30	40
Vibrations et chocs d'outils :							
Total	**132**	**143**	**156**	**146**	**161**	**128**	**144**
T. 35 + 48, T. 69a	115	120	132	134	145	109	122
T. 29b	17	23	24	12	16	19	22
Brucelloses :							
Total	**87**	**47**	**43**	**33**	**28**	**30**	**20**
T. 24a	62	14	19	12	21	13	12
T. 6b	25	33	24	21	7	17	8
Dermatoses dues aux lubrifiants :							
Total	**91**	**93**	**–**	**71**	**85**	**65**	**73**
T. 36a	91	93	–	71	84	64	73
T. 25b	–	–	–	–	1	1	–
Isocyanates organiques :							
Total	**77**	**111**	**89**	**83**	**86**	**75**	**68**
T. 62a	77	111	89	83	86	75	68
T. 43b	–	–	–	–	–	–	–
Amines aromatiques :							
T. 15a	52	68	60	48	55	40	45
Acides chromiques, chromates :							
Total	**63**	**41**	**37**	**41**	**38**	**27**	**25**
T. 10a	63	41	37	39	38	27	25
T. 34b	–	–	1	2	–	–	–

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Dérivés halogénés de l'éthylène :							
T. 12a	35	29	29	29	23	25	24
Benzolisme :							18
Total	**29**	**27**	**26**	**24**	**29**	**18**	18
T. 4a	29	24	26	24	29	17	–
T. 19b	–	3	–	–	–	1	
Aldéhyde formique et polymères :							24
Total	**41**	**46**	**38**	**31**	**31**	**31**	23
T. 43a	40	46	37	29	30	30	1
T. 28b	1	–	1	2	1	1	
Sidérose (oxyde de fer) :							22
T. 44a	55	30	18	14	21	34	
Résines époxydiques :							48
Total	**72**	**73**	**82**	**54**	**60**	**57**	48
T. 51a	72	73	81	54	60	57	–
T. 37b	–	–	1	–	–	–	
Amines aliphatiques et alicycliques :							28
T. 49a	16	21	19	18	16	19	
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :							5
T. 76a	21	27	21	15	10	7	
Kératoconjonctivites virales :							–
T. 80a	2	22	11	5	9	6	
Total des maladies listées	**4 975**	**6 161**	**6 613**	**7 789**	**...**	**9 711**	11 784
a	**4 707**	**5 803**	**6 200**	**7 166**	**...**	**8 773**	10 670
b	**268**	**358**	**413**	**623**	**776**	**938**	1 114
Total des maladies indemnisées	**5 318**	**6 533**	**7 051**	**8 150**	**9 374**	**10 078**	12 209
a	**5 029**	**6 146**	**6 598**	**7 500**	**8 556**	**9 097**	11 054
b	**289**	**387**	**453**	**650**	**818**	**981**	1 155

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés							44
CNAMTS	53	52	48	46	46	45	30
Régime agricole	39	37	35	33	33	32	
Nombre de morts							695
CNAMTS	1 213	1 024	855	837	712	773	85
Régime agricole	72	84	97	100	93	106	
Total	**1 285**	**1 108**	**952**	**937**	**805**	**879**	780

(1) Champ : total des 15 comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Bâtiment, travaux publics (3)	67	64	64	59	59
Industrie du bois	45	44	52	51	50
Pierres et terre à feux	41	40	39	37	36
Transports et manutention	42	42	41	40	42
Alimentation	36	35	34	33	34
Caoutchouc et papier-carton	30	29	32	30	30
Métallurgie	29	28	27	27	26
Industries textiles	24	24	26	25	25
Ensemble du régime général	**26**	**26**	**25**	**24**	**25**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Bâtiment, travaux publics (3)	3,20	3,03	3,05	2,85	2,87
Industrie du bois	1,43	1,38	1,74	1,71	1,70
Pierres et terre à feux	1,62	1,60	1,56	1,53	1,45
Transports et manutention	1,97	1,93	1,88	1,82	1,95
Alimentation	1,13	1,12	1,13	1,09	1,15
Caoutchouc et papier-carton	1,00	1,02	1,03	1,01	0,96
Métallurgie	0,91	0,89	0,86	0,85	0,85
Industries textiles	0,81	0,78	0,88	0,86	0,85
Ensemble du régime général	**1,00**	**0,98**	**0,90**	**0,94**	**0,97**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-12A

Climat social dans des établissements selon les employeurs

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise)

Unité : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	Non réponses	Total
Secteurs d'activité :						
Industries agro-alimentaires	66,0	29,2	2,9	1,9	–	100,0
Énergie et industries des biens intermédiaires	63,1	23,5	9,2	3,6	0,6	100,0
Industries des biens d'équipement	58,5	25,6	11,5	4,4	–	100,0
Industries des biens de consommation	67,3	25,2	5,1	1,8	0,6	100,0
BTP	71,3	20,3	4,2	4,2	–	100,0
Commerce	68,2	22,3	7,8	1,7	–	100,0
Transports et télécommunications	53,1	29,3	13,1	4,5	–	100,0
Services hors santé	59,2	30,0	7,4	3,3	0,1	100,0
Services santé	59,4	28,7	9,2	2,7	–	100,0
Banques-assurances	54,5	34,2	10,6	0,7	–	100,0
Tous secteurs	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	
Taille de l'établissement :						
1 à 19	64,8	25,0	7,0	3,2	–	100,0
20 à 49	62,8	25,8	8,5	2,8	0,1	100,0
50 à 99	62,8	25,6	9,6	2,0	–	100,0
100 à 199	56,2	33,3	6,9	2,9	0,7	100,0
200 à 499	51,5	33,7	12,1	2,7	–	100,0
500 à 999	42,0	37,3	18,3	2,3	0,1	100,0
1 000 et plus	29,5	44,9	19,7	5,9	–	
Toutes tailles	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	100,0
Selon la représentation du personnel dans l'établissement :						
Délégués syndicaux	49,8	35,4	11,4	3,2	0,2	100,0
Comités d'entreprise	68,4	23,6	6,1	1,9	–	100,0
Délégués du personnel	71,7	15,5	8,5	4,1	0,2	100,0
Pas de représentation du personnel	66,4	24,0	7,0	2,6	–	
Tous établissements	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	100,0

TABLEAU C.02-12B

Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements, sans les non réponses)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) — *Unité* : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	**Total**
Type de représentants du personnel :					
Délégués syndicaux	20,1	20,5	34,6	24,9	**100,0**
Comités d'entreprise	32,4	26,8	25,6	15,2	**100,0**
Délégués du personnel	33,2	23,2	30,7	12,9	**100,0**
Tous représentants du personnel	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Taille de l'établissement :					
Moins de 50	28,8	18,9	32,9	19,3	**100,0**
Entre 50 et 99	25,5	26,1	30,5	17,9	**100,0**
Entre 100 et 199	32,6	23,3	24,5	19,5	**100,0**
Entre 200 et 499	16,5	25,2	37,4	21,0	**100,0**
Entre 500 et 999	14,6	21,4	37,2	26,9	**100,0**
Plus de 1 000	8,7	18,2	32,0	41,1	**100,0**
Toutes tailles	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Secteur d'activité :					
Industries agro-alimentaires	38,2	33,4	22,9	5,5	**100,0**
Énergie et industries des biens intermédiaires	24,8	19,0	31,5	24,7	**100,0**
Industries des biens d'équipement	24,2	16,6	34,9	24,3	**100,0**
Industries des biens de consommation	27,8	25,1	27,1	19,9	**100,0**
BTP	31,3	22,6	31,8	14,3	**100,0**
Commerce	36,3	21,2	27,3	15,3	**100,0**
Transports et télécommunications	23,9	24,0	28,3	23,9	**100,0**
Services hors santé	25,6	27,9	27,3	19,2	**100,0**
Services de santé	21,1	24,8	35,1	19,1	**100,0**
Banques-assurances	16,0	18,2	45,3	20,6	**100,0**
Tous secteurs	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**

TABLEAU C.02-13

Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise)

%

	Ensemble des établissements			*Dont :* établissements avec délégué syndical			*Dont :* établissements sans délégué syndical		
	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse
« Mon établissement a besoin d'interlocuteurs qui représentent les salariés »	75,0	22,0	3,0	92,0	8,0	—	66,0	31,0	3,0
« Les représentants du personnel dans mon établissement traduisent bien les aspirations et les revendications des salariés »	56,0	21,0	23,0	68,0	30,0	2,0	49,0	16,0	35,0
« Dans les négociations, les représentants des salariés prennent en considération les possibilités économiques de l'entreprise »	59,0	22,0	19,0	62,0	34,0	4,0	57,0	15,0	28,0
« Chez nous les salariés sont en mesure de défendre leurs intérêts »	83,0	14,0	3,0	80,0	19,0	1,0	84,0	12,0	4,0
« Les syndicats jouent un rôle irremplaçable dans la représentation des salariés »	46,0	51,0	3,0	56,0	43,0	1,0	40,0	56,0	4,0
« Les syndicats gênent le déroulement des activités de l'entreprise »	33,0	62,0	5,0	22,0	77,0	1,0	38,0	54,0	8,0
« L'action syndicale est un stimulant dans la vie de l'entreprise »	45,0	50,0	5,0	51,0	47,0	2,0	42,0	52,0	6,0

(1) Quatre items étaient proposés : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord » , « plutôt pas d'accord », « pas du tout d'accord », ainsi qu'un item « ne sait pas ». Des regroupements ont été opérés dans ce tableau.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : % des suffrages exprimés

	1993	1994	1995	1996	1997
	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF
Ensemble des salariés :					
CGT	19,7	24,1	19,7	23,6	20,4
CFDT	20,8	20,8	20,5	21,5	20,8
CFTC	4,7	4,3	5,1	4,5	5,1
FO	11,6	12,2	12,3	12,1	12,1
CGC	6,5	5,6	6,4	5,8	6,4
Autres syndicats	6,3	6,8	6,2	7,3	5,9
Non syndiqués	30,3	26,1	29,9	25,1	29,3
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	24,3	29,3	24,1	28,7	24,7
CFDT	21,0	21,2	20,8	21,8	21,5
CFTC	4,6	4,2	5,1	4,4	5,3
FO	12,4	12,8	13,3	13,0	13,0
CGC	0,9	0,6	1,1	0,9	1,2
Autres syndicats	6,1	5,6	5,4	6,3	5,0
Non syndiqués	30,7	26,4	30,3	25,0	29,3
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :					
CGT	10,0	13,1	10,4	12,8	11,1
CFDT	20,4	20,1	20,0	20,9	19,5
CFTC	5,1	4,5	5,0	4,6	4,8
FO	9,9	11,0	10,3	10,2	10,2
CGC	18,4	16,4	17,6	16,4	17,5
Autres syndicats	6,7	9,4	7,8	9,7	7,7
Non syndiqués	29,5	25,4	28,9	25,4	29,2

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution (1) selon la taille des établissements

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Taille des établissements	1985		1988		1994	
	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution
11 à 49 salariés	39,5	45,3	36,1	44,5	29,6	33,8
50 à 99 salariés	63,4	63,6	55,3	55,3	58,9	59,6
100 à 499 salariés	82,0	85,7	78,1	84,4	74,8	79,1
500 à 999 salariés	96,9	97,1	95,4	95,9	90,5	90,8
1 000 salariés et plus	97,3	98,1	98,8	98,7	95,5	96,7
Ensemble	**47,6**	**73,9**	**43,3**	**69,7**	**37,8**	**65,8**

(1) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-16

Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Syndicats	1985	1988	1994	Écart 85/94 (en points)	Écart 88/94 (en points)
CGT	24,8	22,7	18,1	– 6,7	– 4,6
CFDT	15,5	16,4	16,2	0,7	– 0,2
CFTC	2,5	2,8	4,0	1,5	1,2
CGT-FO	10,1	10,9	9,1	– 1,0	– 1,8
CFE-CGC	5,1	5,4	4,1	– 1,0	– 1,3
Autres syndicats	3,4	4,5	4,6	1,2	0,1
Non syndiqués	38,6	36,4	41,0	2,4	4,6
Non déclarés	–	1,0	2,9	2,9	1,9

TABLEAU C.02-17

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Établissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectif des établissements avec délégués (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
50 à 99 salariés	18 317	17 354	35,7	34,9	1 284 803	1 225 375	37,0	35,9
100 à 199 salariés	9 601	9 677	58,4	54,3	1 328 717	1 337 782	59,5	55,5
200 à 499 salariés	5 127	5 253	78,1	74,9	1 532 029	1 559 637	79,5	76,4
500 à 999 salariés	1 230	1 181	89,9	88,0	832 713	803 786	90,0	88,5
1 000 salariés et plus	498	505	94,6	92,5	1 161 418	1 094 189	93,8	93,7
Total	**35 169**	**33 970**	**50,9**	**49,3**	**6 260 498**	**6 020 769**	**70,1**	**68,3**

TABLEAU C.02-18

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Syndicats	1989		1993	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	11 651	28,1	10 866	27,5
CFDT	9 949	24,0	9 808	24,9
CGT-FO	7 436	17,9	7 336	18,6
CFE-CGC	5 512	13,3	4 996	12,7
CFTC	3 057	7,4	3 087	7,8
Autres syndicats	2 883	7,0	3 151	8,0
Total	**41 460**	**100,0**	**39 450**	**100,0**

TABLEAU C.02-19

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements (2)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Établissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
Moins de 300 salariés	29 095	29 988	61,5	61,3	3 164,8	3 312,4	69,2	67,4
De 300 à 499 salariés	2 127	2 097	88,8	84,2	804,7	794,7	88,9	83,9
500 salariés et plus	1 727	1 682	92,4	90,2	1 994,9	1 879,9	92,6	90,2
Total	**32 949**	**33 767**	**64,8**	**64,1**	**5 964,4**	**5 987,0**	**79,7**	**76,8**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Hors EDF, SNCF, et établissements publics.

TABLEAU C.02-20

Délégués syndicaux et CHSCT

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	50,9	///	///	///	///	49,3	///
Effectif correspondant (millier)	6 260,5	///	///	///	///	6 020,8	
CHSCT (1) :							///
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	64,8	///	///	///	64,1	///	///
Effectif correspondant (millier)	5 964,4	///	///	///	5 987,8	///	

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-21

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	(3) 1995	1996	1997	(3) 1995	1996	1997	(3) 1995	1996	1997
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	10 788	11 184	12 430	2 730	2 882	3 491	13 518	14 066	15 921
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	− 10	+ 4	+ 11	− 11	+ 6	+ 21	− 8	+ 4	+ 13
Nombre d'autorisations	9 458	9 748	10 990	1 851	2 093	2 531	11 309	11 841	13 521
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	88	87	88	68	73	73	84	84	85

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).
(3) À partir de 1995, les chiffres des DOM sont inclus.

TABLEAU C.02-22

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

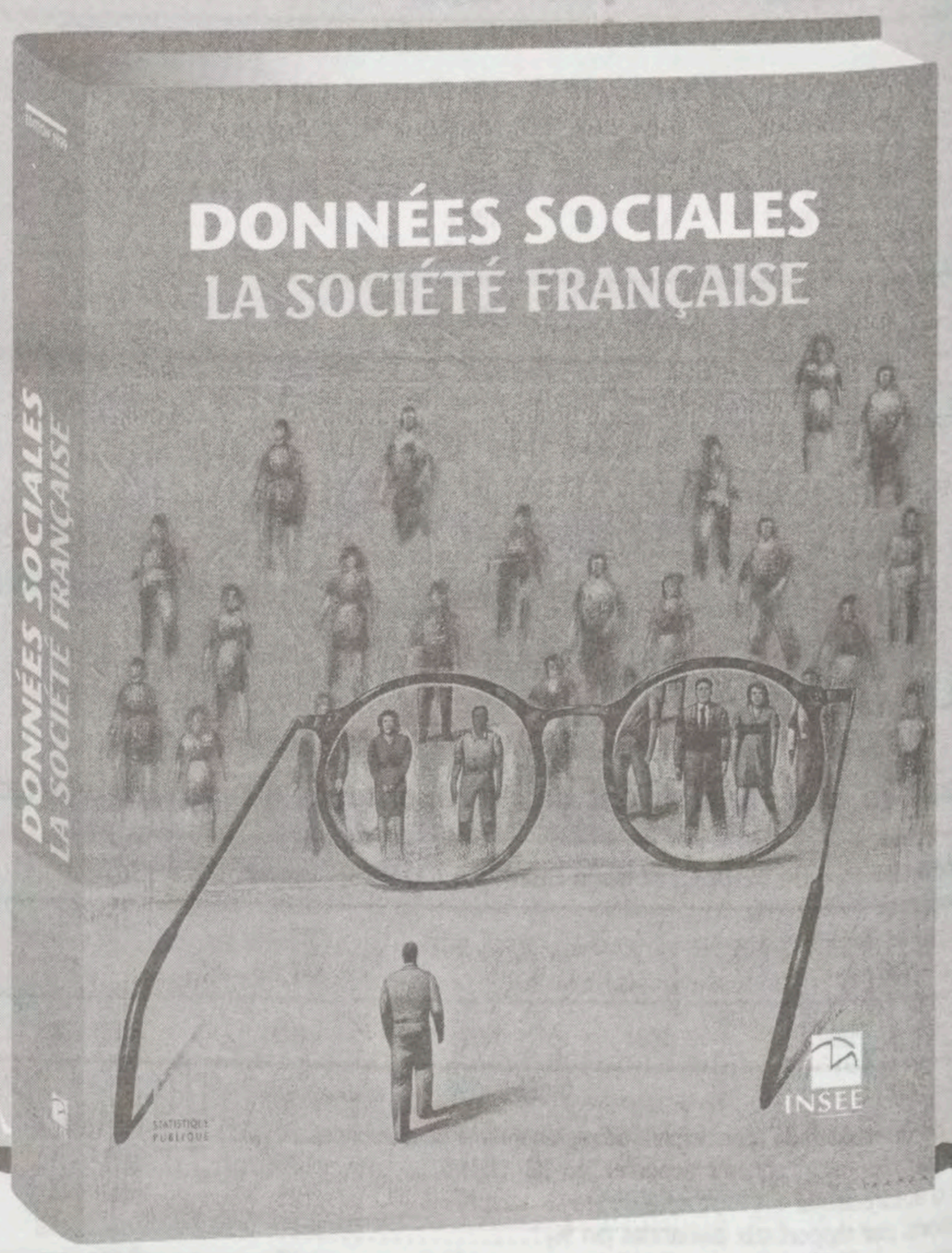
	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997	1995	1996	1997
Nombres de décisions prises (1)	329	376	434	380	362	444	709	738	878
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	- 49	+ 14	+ 15	−	− 5	+ 23	− 31	+ 4	+ 19

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

L'information dont vous avez besoin se trouve à l'INSEE

ENJEUX DE SOCIÉTÉS

Des comparaisons internationales
Des séries rétrospectives



245 FF (37,35 €) - 512 pages
Également disponible en librairie.

Chômage des cadres... Réduction du temps de travail... Bas salaires... Systèmes de santé...
Dépense d'éducation et connaissance des élèves... Logement des ménages pauvres...
Inégalités de niveaux de vie et générations... Modes de vie... Retraites... Litiges portés devant la justice, etc.

Vous avez besoin de savoir ce qui se passe ?

L'INSEE a réuni pour vous en un seul ouvrage les analyses les plus récentes sur le domaine social.
Vous y trouverez les réponses aux questions que vous vous posez.
Données sociales vous offre le panorama le plus complet de la société française.
À lire d'urgence pour comprendre, faire des choix, participer au débat !

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "Données sociales édition 1999"

Ci-joint mon règlement de ..... FF*

**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,05 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Service/Fonction : _____
Téléphone : _____
Adresse : _____
_____
Code postal : _____ Ville : _____

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux).
7. Distribution par décile des salaires annuels, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG et CRDS.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.
10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.
11. Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement.

13. Évolution annuelle de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique.
14. Évolution annuelle de l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique.
15. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
16. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics par profession, statut et sexe.
17. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
18. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre.
21. Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne.
22. Coût horaire de la main-d'oeuvre par secteur dans 13 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus du patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Dans les entreprises privées et publiques, le salaire mensuel moyen en 1998 pour un travail à temps complet s'élève à 13 660 francs par mois en brut et à 10 900 francs net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et CRDS). Pour un travail à temps complet, la moitié des salaires nets sont inférieurs à 8 880 francs et un quart à 6 900 francs.

Entre 1997 et 1998, bénéficiant du ralentissement de l'inflation, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen progresse de 1,1 %. Grâce à la baisse des prélèvements à la source, la progression est plus forte pour le salaire net moyen (+ 1,8 %). Contrairement aux années précédentes, la structure de l'emploi salarié n'a guère été modifiée par des changements de qualification. Les évolutions moyennes des salaires sont donc identiques aux évolutions à structure constante. Il n'y a pas eu de coup de pouce important pour le salaire minimum, mais la forte réévaluation de juillet 1997 se répercute en 1998 sur la moyenne annuelle : le gain de pouvoir d'achat du SMIC net est de 3,1 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de la quatrième vague de collecte de la partie française du panel européen de ménages, réalisée en 1997. Ce panel porte sur un échantillon d'environ 6 200 ménages, représentatifs de l'ensemble des ménages ordinaires résidant en France, et interrogés chaque année pendant trois ans. Les revenus déclarés à l'enquête portent sur l'ensemble de l'année 1996.

Chaque année, les ménages sont interrogés sur l'ensemble de leurs revenus monétaires. Les revenus d'activités recouvrent l'activité principale, salariée ou indépendante, ainsi que les activités secondaires ou occasionnelles. Les revenus sociaux comprennent, outre les retraites et minima vieillesse, les prestations et indemnités liées au chômage, à la famille, à l'invalidité, à la formation ou au service national, ainsi que les aides monétaires et pensions alimentaires versées par d'autres ménages. Enfin, les ménages sont interrogés sur leurs revenus de placements mobiliers ou immobiliers. Ces montants sont, pour certains, soumis à des erreurs de déclarations. Ainsi, la masse des montants de revenus de placements déclarés est nettement inférieure à celle évaluée par les comptes nationaux. C'est également le cas pour les revenus d'activités indépendantes.

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.

L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail; fin 1998, elle a fait l'objet d'une refonte importante. De nouvelles séries d'indices base 100 en décembre 1998 sont publiées dans le bulletin mensuel de statistiques depuis le n° 5 de mai 1999.

L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les résultats de la nouvelle enquête « gains », de périodicité annuelle depuis 1998, ne sont pas disponibles au moment de l'établissement de ce chapitre.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (249) à un maximum (818), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est 1 317 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'oeuvre

Depuis 1988, les enquêtes sur les coûts de la main-d'oeuvre ont lieu tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.

La dernière enquête réalisée se rapporte à 1996 et concerne les quinze États membres de l'Union européenne ainsi que la Norvège. L'enquête porte sur des unités locales de dix salariés et plus, dans l'industrie et les services.

Les coûts de la main-d'oeuvre sont des dépenses consenties par les employeurs pour employer des salariés. Ces coûts sont divisés en coûts directs et en coûts indirects.

— Les coûts directs correspondent, pour l'essentiel, à la rémunération directe (par exemple, montants bruts avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés), primes non périodiques, versements au titre de la formation d'un patrimoine au profit des salariés, rémunérations pour journées non ouvrées et avantages en nature.

— Les coûts indirects incluent les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, de formation professionnelle, les impôts, etc. Toute subvention perçue par l'employeur est déductible de ces coûts.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'oeuvre

Le coût de la main-d'oeuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérar-

chiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi nº 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1).

Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité;

— Eurostat.

«Publications» :

« Évolution du rapport salarial 1984-1994 », *Les Dossiers de la DARES,* nº 1, janvier 1996;

« Politiques de rémunération », Les dossiers thématiques, *INSEE, Liaisons sociales, DARES*, nº 8, 1997.

— *Premières informations et Premières synthèses,* DARES :

« Les primes versées en 1997 dans les établissements de 10 salariés et plus », nº 98-07.31-1;

« Les primes de partage du profit attribuées en 1997 », nº 98-09.38-2;

« Les salaires à la mi-98 : moins d'augmentation, mais plus de pouvoir d'achat », nº 98-11.48-1;

« Les rémunérations et l'emploi dans les très petites entreprises en septembre 1998 », nº 99-06.22-1;

« Emploi et salaires : les inégalités entre femmes et hommes en mars 1998 », nº 99-08.32-2;

« Les salariés au SMIC entre 1994 et 1998 », nº 99-08.33-2.

INSEE

Articles d'*Économie et Statistique :*

« Aux sources des carrières salariales et de l'emploi : les firmes et les salariés », décembre 1996;

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

« Les évolutions individuelles de salaire sur dix ans sont difficiles à prévoir », n° 314, 1998-4;

« Les structures de salaires en France et en Allemagne en 1995 : une analyse statistique comparative des hiérarchies salariales », n° 315, 1998-5;

« Intéressement et salaires : complémentarité ou substitution », nos 316-317, 1998-6/7;

« La part des salaires dans la valeur ajoutée en France : une approche macroéconomique », n° 323, 1999-3;

« Séries longues sur les salaires », édition 1998, *INSEE-Résultats,* n° 605, avril 1998;

« Marché du travail - Séries longues », *INSEE-Résultats,* nos 610-611, juin 1998;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1996 », *INSEE-Résultats*, n° 615, juillet 1998;

« La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 », *INSEE-Résultats*, nos 646-647, mars 1999;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, nos 655-656, mai 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, nos 660-661, juin 1999;

« Séries longues sur les salaires », *INSEE-Résultats (*à paraître);

« Salaires et coûts salariaux, 45 ans d'évolution », *INSEE-Première,* n° 449, mai 1996;

« Le coût salarial », *INSEE-Première*, n° 462, juin 1996;

« Les salaires dans les entreprises en 1997 - Recul des prélèvements à la source », *INSEE-Première,* n° 610, octobre 1998;

« Le resserrement des revenus des ménages entre les régions de 1982 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 617, novembre 1998;

« Le coût de la main-d'oeuvre en France et en Allemagne en 1996 », *INSEE-Première,* n° 622, décembre 1998;

« Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé », *INSEE-Première,* n° 626, janvier 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1997 », *INSEE-Première,* n° 627, janvier 1999;

« L'emploi dans les collectivités locales », *INSEE-Première,* n° 637, mars 1999;

« Faible rémunération et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première,* n° 640, avril 1999;

« Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 642, avril 1999;

« Bade-Wurtemberg : des salaires attractifs pour les Alsaciens », *INSEE-Première,* n° 660, juin 1999;

« La multiactivité chez les salariés du secteur privé », *INSEE-Première,* n° 674, octobre 1999;

« Les salaires dans les entreprises en 1998 », *INSEE-Première,* n° 687, décembre 1999;

« Suivi annuel des retraites », Résultats 1996, *Synthèses, Statistique publique,* n° 20, décembre 1998;

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 21, mars 1999;

« Les revenus d'activité non-salariée jusqu'en 1997 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 25, juin 1999;

« L'évolution des salaires jusqu'en 1997 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 26, juillet 1999;

« Revenus et patrimoine des ménages - Édition 1999 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 28, septembre 1999;

« L'évolution des salaires jusqu'en 1998 », *Synthèses, Statistique publique*, (à paraître).

— Données sociales, 1999 :

« Les salaires depuis 1950 », A. Friez;

« Les bas salaires en France depuis le début des années quatre-vingt et quelques éléments de comparaison avec les États-Unis », P. Concialdi, S. Ponthieux, Ph. Combault;

« L'intérim : une voie d'accés à l'emploi », C. Jourdain;

« Le développement du travail à temps partiel », S. Audric, G. Forgeot:

« Les transformations du marché du travail des jeunes et des femmes en France et dans trois autres pays européens », V. Sandoval.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE

Unité : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	182	319	283	178	117	119	26	24	120
Travail salarié	25	101	274	174	114	116	22	21	98
Entreprise individuelle	157	218	9	4	3	3	4	3	22
Revenu de la production des ménages « purs »	19	7	3	6	6	7	12	13	8
Revenu de la propriété	21	45	38	15	8	6	30	34	22
Revenu primaire net	**222**	**371**	**324**	**199**	**131**	**132**	**68**	**71**	**150**
Prestations sociales	49	37	48	44	44	56	118	129	74
dont : Vieillesse/Survie	5	6	5	5	5	3	87	98	36
Transferts divers	1	5	2	2	1	1	1	1	2
Revenu disponible avant impôts	**272**	**413**	**374**	**245**	**176**	**189**	**187**	**201**	**226**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	22	74	54	22	13	10	14	15	22
dont : Impôt sur le revenu	18	66	44	15	7	5	9	10	16
Revenu disponible net	**250**	**339**	**320**	**223**	**163**	**179**	**173**	**186**	**204**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1996

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1997)

%

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu annuel moyen avant impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Agriculteurs exploitants	367	152 985	73,7	21,6	52,1	9,1	8,5	8,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 235	251 438	83,3	52,1	31,2	2,3	4,9	9,6
dont : Artisans	631	199 903	85,5	40,3	45,2	2,7	6,9	4,8
Commerçants	473	250 715	80,5	50,9	29,6	2,5	4,7	12,3
Chefs d'entreprise	131	503 003	83,9	76,6	7,2	0,9	1,1	14,1
Professions libérales	248	512 309	89,8	19,8	70,0	1,9	1,7	6,6
Cadres	2 074	312 295	92,1	90,4	1,8	2,6	2,4	2,9
Professions intermédiaires	3 189	203 301	91,8	88,5	3,3	2,5	4,2	1,5
Employés	2 712	136 596	85,6	84,9	0,6	4,5	9,2	0,8
Ouvriers qualifiés	3 547	161 746	87,9	87,0	0,9	1,8	9,7	0,6
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1 202	125 822	80,1	79,3	0,8	2,7	16,6	0,6
Retraités :	7 214	145 232	16,0	14,9	1,1	75,0	2,5	6,6
dont : Anciens agriculteurs	749	94 063	16,5	9,8	6,6	61,6	6,6	15,3
Anciens indépendants non agricoles	641	130 498	11,1	7,7	3,4	66,1	3,5	19,3
Anciens cadres et professions intermédiaires	2 022	214 486	15,1	14,7	0,3	78,4	0,5	6,0
Autres anciens salariés	3 802	120 975	17,6	17,0	0,6	75,4	3,5	3,6
Autres inactifs	1 658	97 706	37,3	36,0	1,3	36,4	20,3	5,9
Ensemble	**23 447**	**174 650**	**67,8**	**61,2**	**6,6**	**22,5**	**5,8**	**3,9**

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence

Année 1996

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1997)

%

Âge de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen annuel avant impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
29 ans et moins	2 667	119 203	86,7	84,7	2,1	2,3	10,0	0,9
30 à 39 ans	4 586	178 098	86,7	79,6	7,1	1,4	10,2	1,7
40 à 49 ans	4 766	216 562	88,7	77,6	11,2	2,4	6,5	2,3
50 à 59 ans	3 563	219 388	85,1	76,6	8,4	7,4	3,2	4,3
60 à 69 ans	3 367	164 862	30,4	27,1	3,3	60,9	2,5	6,2
70 à 79 ans	2 894	138 797	8,5	7,3	1,2	81,7	2,4	7,4
80 ans et plus	1 604	118 319	4,7	4,0	0,7	81,5	3,7	10,1
Ensemble	**23 447**	**174 650**	**67,8**	**61,2**	**6,6**	**22,5**	**5,8**	**3,9**

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1996

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1997)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen annuel avant impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 283	217 761	94,5	87,8	6,8	1,4	1,1	3,0
Couple de 2 actifs, 1 enfant (1)	2 131	232 949	95,2	86,5	8,6	1,1	2,2	1,5
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 066	255 256	89,3	78,3	11,0	1,1	7,7	1,9
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 182	214 358	73,8	65,8	8,0	19,5	2,3	4,4
Couple avec 1 actif, 1 enfant	631	193 181	84,7	76,3	8,4	7,0	4,9	3,4
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 455	207 791	75,3	65,7	9,6	1,8	19,0	3,8
Couple d'inactifs	3 663	171 822	14,7	13,8	0,9	75,7	2,8	6,9
Famille monoparentale	1 229	134 177	66,2	61,6	4,5	10,2	19,9	3,8
Personnes seules actives	3 122	111 668	91,0	83,9	7,1	2,3	4,3	2,4
Personnes seules inactives	3 853	92 462	6,8	6,2	0,6	80,2	5,2	7,8
Autres ménages	832	170 721	51,9	46,3	5,6	35,8	6,2	6,0
Ensemble	**23 447**	**174 650**	**67,8**	**61,2**	**6,6**	**22,5**	**5,8**	**3,9**

(1) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires

Année 1997

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31- 12	Masse des salaires bruts (en milliers de francs)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	2 376	14 933	10 235	1 289,5
Industries agricoles et alimentaires	B0	56 858	702 943	519 088	65 924,4
Habillement, cuir	C1	8 963	188 602	148 225	17 431,9
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 928	251 941	197 416	33 993,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 876	155 591	127 663	25 426,5
Industries des équipements du foyer	C4	14 469	239 464	191 300	25 518,3
Industrie automobile	D0	2 093	303 106	266 736	43 302,3
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 750	140 325	117 714	23 844,9
Industries des équipements mécaniques	E2	20 252	491 113	402 326	64 047,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 329	288 860	233 910	45 684,4
Industries des produits minéraux	F1	10 125	193 193	163 297	24 176,7
Industries du textile	F2	4 645	148 553	119 834	15 245,5
Industries du bois et du papier	F3	8 174	205 477	169 234	24 198,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 276	388 919	321 428	54 092,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 709	501 469	418 802	63 053,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 614	199 810	167 997	26 915,4
Production de combustibles et de carburants	G1	232	50 399	41 055	9 242,9
Eau, gaz, électricité	G2	2 088	224 662	197 591	38 692,8
Construction	H0	170 244	1 337 067	1 033 623	119 597,8
Commerce et réparation automobile	J1	62 982	481 626	372 172	46 995,9
Commerce de gros	J2	104 765	1 137 703	874 686	146 042,1
Commerce de détail, réparations	J3	233 600	1 696 784	1 205 963	127 854,3
Transports	K0	49 917	1 085 779	868 365	125 153,1
Activités financières	L0	45 059	803 654	641 271	129 099,5
Activités immobilières	M0	146 247	379 665	265 115	34 248,5
Postes et télécommunications	N1	1 714	544 290	481 655	73 566,4
Conseils et assistance	N2	123 131	1 242 399	937 737	186 598,1
Services opérationnels	N3	62 591	2 002 819	690 305	107 406,2
Recherche et développement	N4	2 098	139 996	114 385	24 515,9
Hôtels et restaurants	P1	143 211	1 019 541	585 217	59 988,3
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	52 504	395 760	226 418	33 889,1
Services personnels et domestiques	P3	56 204	197 544	146 042	12 645,4
Éducation	Q1	25 738	332 811	236 045	26 549,9
Santé, action sociale	Q2	106 996	2 316 102	1 916 478	237 074,9
Administration publique	R1	4 380	310 434	269 268	42 747,0
Activités associatives et extra-territoriales	R2	51 173	368 157	230 686	28 455,8
Non renseigné		2 697	7 418	5 188	408,3
Total		**1 639 008**	**20 488 909**	**14 914 470**	**2 164 916,9**

(1) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux)

Année 1997

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catég. (1)	Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (2)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	9,5	120 642	124 712	79 749	262 909	190 400	93 302	104 592
Industries agricoles et alimentaires	B0	463,1	103 005	116 788	88 806	240 892	142 698	84 625	91 264
Habillement, cuir	C1	131,6	95 458	129 332	82 635	251 862	147 214	93 371	74 920
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	170,9	147 298	161 336	126 162	243 506	159 163	109 749	113 605
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	118,3	160 360	186 458	138 102	283 909	163 261	119 566	107 470
Industries des équipements du foyer	C4	177,1	106 514	116 966	91 267	233 261	136 083	97 582	86 532
Industrie automobile	D0	260,6	126 966	130 972	108 051	262 800	146 476	116 053	104 539
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	114,8	156 686	162 510	131 162	262 329	155 194	121 144	113 814
Industries des équipements mécaniques	E2	389,5	124 444	128 156	108 526	246 020	141 757	104 426	99 036
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	221,5	152 763	170 156	114 943	255 884	137 818	108 884	96 418
Industries des produits minéraux	F1	155,0	117 181	121 110	99 427	249 563	148 747	102 805	98 237
Industries du textile	F2	111,5	101 205	115 934	83 050	260 529	134 963	93 936	81 889
Industries du bois et du papier	F3	162,1	112 204	117 068	96 964	256 627	149 030	100 451	93 035
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	307,4	132 612	140 474	107 753	289 403	155 380	112 319	101 090
Métallurgie et transformation des métaux	F5	401,8	118 279	122 542	99 397	258 379	145 623	103 831	99 273
Industries des composants électriques et électroniques	F6	160,0	126 267	144 602	96 135	252 737	138 200	103 284	93 845
Production de combustibles et de carburants	G1	40,9	175 804	179 785	153 966	321 763	176 826	133 264	133 864
Eau, gaz, électricité	G2	189,8	163 556	169 873	139 819	275 198	159 488	115 033	121 791
Construction	H0	968,3	105 510	109 059	107 474	221 378	143 807	98 623	91 862
Commerce et réparation automobile	J1	340,7	103 025	111 304	95 455	192 578	137 067	93 015	87 906
Commerce de gros	J2	794,9	136 904	148 304	112 910	259 172	142 558	96 633	90 187
Commerce de détail, réparations	J3	853,6	95 009	109 392	86 728	174 190	110 508	78 823	86 313
Transports	K0	788,8	121 186	123 765	110 626	243 928	143 567	105 235	102 033
Activités financières	L0	579,7	167 437	203 962	133 574	270 904	143 968	119 109	118 944
Activités immobilières	M0	188,2	120 734	140 795	102 615	241 023	136 168	92 209	87 361
Postes et télécommunications	N1	416,8	134 181	142 205	121 850	219 618	141 179	113 163	115 424
Conseils et assistance	N2	788,4	172 151	204 390	130 770	263 987	139 920	102 133	100 866
Services opérationnels	N3	491,9	106 292	110 617	98 571	239 494	128 299	86 026	87 084
Recherche et développement	N4	106,5	175 966	198 180	148 543	218 046	137 818	109 945	108 769
Hôtels et restaurants	P1	414,6	88 511	98 829	83 333	147 158	110 155	79 334	85 670
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	130,3	149 338	166 132	129 083	230 644	154 562	98 299	104 772
Services personnels et domestiques	P3	106,9	74 635	100 894	75 356	133 356	106 155	73 849	76 682
Éducation	Q1	133,2	112 072	142 644	106 436	195 856	120 180	88 056	93 384
Santé, action sociale	Q2	1 339,9	117 356	127 238	114 550	209 214	138 321	98 185	74 693
Administration publique	R1	228,5	132 575	158 842	121 147	210 921	129 648	105 671	109 835
Activités associatives et extra-territoriales	R2	128,7	126 072	146 232	113 820	206 987	126 929	98 619	89 909
Non renseigné		2,4	93 941	106 847	82 062	166 622	121 339	80 439	88 064
Ensemble (3)		**12 387,7**	**124 354**	**135 776**	**109 992**	**239 700**	**139 344**	**96 611**	**94 225**

(1) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail), y compris les apprentis et stagiaires.
(2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(3) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7A

Distribution par décile des salaires annuels dans les entreprises privées et publiques (1) (2)

Année 1998 : Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Sources : INSEE, actualisation des DADS 1997 d'après l'enquête trimestrielle ACEMO et l'enquête primes du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : Francs courants

Déciles (3)	Sexe masculin		Sexe féminin		Ensemble	
	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements
D 1	91 080	72 730	82 360	65 280	87 700	69 710
D 2	103 130	82 270	91 940	72 630	98 970	78 650
D 3	114 360	91 210	100 460	79 330	109 570	87 110
D 4	126 180	100 720	109 890	86 870	120 960	96 310
D 5 médiane	139 690	111 560	121 250	95 990	133 740	106 550
D 6	156 000	124 560	134 440	106 600	149 050	118 840
D 7	178 180	142 140	150 810	119 650	168 950	134 530
D 8	212 900	170 120	173 980	137 810	199 820	159 470
D 9	287 150	228 820	215 450	171 340	263 680	210 090
D 9 / D 1	3,15	3,15	2,62	2,62	3,01	3,01
Salaire moyen	174 520	139 500	139 970	111 080	163 940	130 790

(1) Salariés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques, hors personnel domestique et éducation-santé-action sociale, mais y compris La Poste et France Telecom.
(2) Ce tableau n'est pas directement comparable au tableau C03-7B; les champs sont différents, il s'agit ici d'estimations (actualisation des DADS 1997).
(3) En 1998, 10 % des salariés à temps complet ont un salaire annuel offert brut inférieur à 87 700 francs, 20 % inférieur à 98 970 francs, etc.
(4) Les prélèvements sont : les cotisations sociales, la CSG et la CRDS.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1996,1997

Unité : Francs courants

Déciles	1996			1997		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	*Les deux sexes*
D 1	65 644	60 292	**63 227**	67 293	61 930	*64 859*
D 2	76 062	68 869	**73 112**	77 854	70 702	*74 931*
D 3	85 167	76 620	**81 940**	87 017	78 511	*83 812*
D 4	94 638	85 213	**91 178**	96 569	87 140	*93 133*
D 5	105 076	94 662	**101 109**	107 293	96 758	*103 288*
D 6	117 542	104 982	**112 528**	120 016	107 370	*114 956*
D 7	134 544	116 745	**126 968**	137 144	119 340	*129 677*
D 8	161 381	132 823	**149 780**	164 423	135 958	*152 973*
D 9	218 005	162 949	**195 363**	221 485	166 476	*198 740*
D 9/D 1	3,32	2,70	**3,09**	3,29	2,69	*3,06*

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A et les champs sont différents.

TABLEAU C.03-8A

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés, CSG et CRDS (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire...			Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en F)
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	....comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	
1987	15,6	16,5	11,9	5,8	9 735
1988	16,0	17,0	12,3	9,3	10 030
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	10 440
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	10 920
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	11 480
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	12 010
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	12 485
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	12 760
1995	20,1	20,9	18,1	14,2	12 995
1996	20,9 *r*	21,6	19,1	15,2	13 435
1997 (*r*)	20,7	21,4	19,2	15,6	13 720
1998	20,1	20,8	19,0	15,4	14 090

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.

TABLEAU C.03-8B

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire...		
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale (2)	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1987	40,0	40,0	27,6	15,3
1988	40,1	40,1	27,7	15,3
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3
1997	21,9	40,1 *r*	39,5	34,0
1998	22,3	40,5	40,2	34,6

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(2) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1994	1995	1996	1997	1998
Métropole :					
SMIC brut (1)	35,20	36,27	37,57	38,67	39,83
Minimum garanti brut	17,30	17,56	17,95	18,16	18,31
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	31,46	33,53	37,57	38,67	39,83
Métropole :					
SMIC net (2) (3)	28,08	28,85	29,44	30,41	31,56

(1) Au 1er juillet 1999, le montant horaire brut est de 40,72 F.
(2) Au 1er juillet 1999, le montant horaire net est de 35,26 F (CSG et CRDS non déduites).
(3) Au 1er juillet 1999, le montant horaire net est de 32,17 F (CSG et CRDS déduites).

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES), enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO) %

Activités économiques (NES 16; NES 36; NES 115; NAF 700 Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire		1994	1995	1996	1997	1998
Industries agricoles et alimentaires	EB	11,4	15,7	15,6	20,4	20,2
Industries des biens de consommation	EC	10,1	12,3	10,0	13,6	12,7
Habillement, cuir	C1	23,7	29,5	26,1	34,5	30,9
Édition, imprimerie, reproduction	C2	2,7	3,6	3,9	5,8	5,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1,2	1,5	1,9	2,4	2,1
Industries des équipements du foyer	C4	9,2	11,9	8,8	12,1	12,3
Industrie automobile	ED	0,7	1,1	0,8	1,1	1,3
Industries des biens d équipement	EE	2,5	3,5	2,9	4,0	3,8
Construction navale, aeronautique et ferroviaire	E1	0,6	1,6	1,2	2,0	1,9
Industries des équipements mécaniques	E2	2,8	3,9	3,4	4,9	4,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	3,1	4,0	3,0	3,7	3,7
Industries des biens intermédiaires	EF	5,5	8,2	6,5	8,7	8,3
Industries des produits minéraux	F1	5,7	7,4	6,7	8,5	7,8
Industries textiles	F2	9,3	16,5	14,7	20,8	19,4
Industries du bois et du papier	F3	7,3	11,6	8,3	11,8	11,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	3,6	6,0	4,4	5,7	6,2
Métallurgie et transformation des métaux	F5	5,0	6,8	5,4	7,5	6,5
Industries des composants électriques et électroniques	F6	4,5	6,9	5,8	6,4	6,9
Énergie	EG	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Production de combustibles et de carburants	G1	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Eau, gaz, électricité	G2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
Construction	EH	5,7	7,2	7,6	9,0	9,4
Commerce	EJ	11,3	16,0	14,9	19,9	16,2
Commerce et réparations automobiles	J1	8,2	11,9	12,3	14,1	14,1
Commerce de gros	J2	5,9	8,6	8,1	9,7	9,5
Commerce de détail, réparations	J3	16,6	22,6	20,0	28,1	21,0
Transports	EK	3,2	5,2	5,8	9,1	6,4
Activités financières	EL	1,6	1,9	2,4	2,7	2,8
Activités immobilières	EM	9,9	12,9	13,7	16,3	16,7
Services aux entreprises	EN	5,1	7,1	5,9	15,4	11,6
Postes et télécommunications	N1	...	...	...	...	...
Conseils et assistance	N2	3,1	4,1	4,1	4,7	4,3
Services opérationnels	N3	8,3	11,4	7,5	25,0	18,3
Recherche et développement	N4	0,7	1,4	1,7	1,3	1,4
Services aux particuliers	EP	26,8	32,3	33,6	36,5	36,5
Hôtels et restaurants	P1	33,0	37,8	41,0	45,6	45,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	13,3	17,7	16,5	15,0	16,0
Services personnels	P3	21,8	29,9	28,8	31,1	31,0
Éducation, santé	EQ	8,7	12,5	9,3	11,1	10,8
Éducation	Q1	6,2	11,1	7,8	7,8	8,0
Santé	Q2	9,4	12,9	9,6	11,8	11,4
Activités associatives	ER	6,4	9,3	11,2	14,6	16,2
Ensemble des secteurs		**8,2**	**11,2**	**10,7**	**14,1**	**12,4**
Regroupements spéciaux (RS)						
Industries de transformation, non compris la construction (EB à EG)	RS1	6,0	8,2	7,1	9,3	8,6
Industries mécanique et électrique (28 à 35)	IME	...	...	...	...	...
Industries de transformation, y compris la construction (EB à EH)	RS5	...	...	...	...	...
Tertiaire (commerces, transports, services) (EJ à EN,EP, EQ, ER)	RS6	9,9	13,4	12,7	16,8	14,5

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Situation en octobre 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête gains et enquête sur les petits établissements)

Unité : Franc

Activité économique	NES 16 et 36	Établissements de moins de 10 salariés			Établissements de 10 salariés et plus		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 194	7 838	9 015	9 906	7 958	9 426
Construction	H0	8 853	7 954	8 849	9 028	8 875	9 019
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	8 980	7 843	8 916	9 676	7 972	9 340
Transports (y compris SNCF)	K0	9 148	7 681	9 104	9 876	9 436	9 867
Commerce	J1 à J3	8 858	7 985	8 771	8 942	7 462	8 657
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	8 881	8 053	8 835	8 600	7 669	8 281
Ensemble		**8 952**	**7 979**	**8 837**	**9 503**	**7 862**	**9 152**
Gains mensuels des employés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 984	8 425	8 924	11 224	10 049	10 509
Construction	H0	9 342	8 615	8 953	11 522	9 554	10 284
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	9 795	8 460	8 931	11 249	9 989	10 485
Transports (y compris SNCF)	K0	9 292	9 037	9 175	10 241	9 160	9 753
Commerce	J1 à J3	9 563	8 751	9 025	9 124	8 263	8 660
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	9 777	9 350	9 473	10 287	9 838	10 011
Ensemble		**9 684**	**9 067**	**9 262**	**10 091**	**9 402**	**9 693**
Gains mensuels des techniciens et des agents de maîtrise (TAM) :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	12 448	11 712	12 346	13 929	12 588	13 671
Construction	H0	12 368	9 980	12 068	12 812	10 845	12 609
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12 419	11 134	12 247	13 755	12 519	13 517
Transports (y compris SNCF)	K0	11 789	11 073	11 420	13 637	12 088	13 335
Commerce	J1 à J3	12 349	11 825	12 213	12 686	11 480	12 476
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	12 809	12 052	12 392	13 081	12 170	12 657
Ensemble		**12 554**	**11 935**	**12 303**	**13 522**	**12 235**	**13 198**
Gains mensuels des cadres :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	17 450	14 743	16 976	24 487	20 114	23 775
Construction	H0	14 613	12 757	14 473	22 146	16 829	21 683
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 264	14 313	15 999	24 204	19 855	23 537
Transports (y compris SNCF)	K0	16 605	14 839	16 221	21 443	18 465	20 844
Commerce	J1 à J3	17 743	14 522	16 726	23 169	18 478	22 240
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	21 654	16 663	20 129	24 134	19 553	22 821
Ensemble		**19 119**	**15 607**	**18 151**	**23 859**	**19 431**	**22 876**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 256	9 083	10 630	12 895	10 145	12 124
Construction	H0	9 683	9 316	9 660	10 728	10 433	10 705
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 383	9 121	10 159	12 431	10 163	11 874
Transports (y compris SNCF)	K0	10 738	10 229	10 621	11 788	10 912	11 639
Commerce	J1 à J3	11 986	9 877	11 079	12 232	9 196	10 969
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	14 595	10 459	12 255	14 934	11 374	13 123
Ensemble		**12 149**	**10 131**	**11 314**	**12 902**	**10 533**	**12 082**

TABLEAU C.03-12A

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes gains ACEMO d'octobre 1997 et complément annuel 1997)

%

Activité économique	NES 16 et 36	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	Total
Gains mensuels des ouvriers :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	81,2	1,7	10,0	7,0	**100,0**
Construction	H0	88,6	2,2	6,3	2,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	82,9	1,8	9,2	6,1	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	78,1	5,6	10,0	6,4	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,3	2,1	5,4	6,2	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	86,7	1,8	6,3	5,3	**100,0**
Ensemble		**83,4**	**2,2**	**8,5**	**6,0**	**100,0**
Gains mensuels des employés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	84,9	0,7	7,7	6,7	**100,0**
Construction	H0	92,2	0,4	2,5	4,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	85,7	0,6	7,1	6,5	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	85,5	3,1	5,9	5,5	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,8	1,0	5,6	6,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,5	0,5	6,4	7,6	**100,0**
Ensemble		**85,9**	**0,8**	**6,3**	**7,0**	**100,0**
Gains mensuels des techniciens et agents de maîtrise (TAM) :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	81,8	1,1	9,5	7,7	**100,0**
Construction	H0	90,1	0,6	3,5	5,8	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	83,1	1,0	8,6	7,4	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	86,1	1,5	6,9	5,5	**100,0**
Commerce	J1 à J3	81,7	0,4	10,3	7,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,7	0,6	6,3	7,4	**100,0**
Ensemble		**83,7**	**0,9**	**8,1**	**7,3**	**100,0**
Gains mensuels des cadres :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	88,3	0,2	3,3	8,3	**100,0**
Construction	H0	89,7	0,1	1,0	9,1	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	88,4	0,2	3,0	8,4	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	87,6	0,6	5,6	6,2	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,1	0,1	3,6	10,2	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,2	0,3	4,5	10,0	**100,0**
Ensemble		**86,5**	**0,2**	**3,9**	**9,3**	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	83,8	1,1	7,9	7,2	**100,0**
Construction	H0	89,6	1,4	4,5	4,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	84,8	1,2	7,3	6,7	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	85,1	3,0	7,2	4,7	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,1	0,9	5,3	7,8	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,7	0,6	5,9	7,9	**100,0**
Ensemble		**85,3**	**1,1**	**6,5**	**7,1**	**100,0**

TABLEAU C.03-12B

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (complément annuel à l'enquête ACEMO semestrielle sur les gains des salariés « enquête primes 1997 »)

%

Activité économique	NES 16 et 36	NES 114	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	Total
Industries agricoles et alimentaires ..... EB			82,1	1,6	7,7	8,6	100,0
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	82,8	1,5	7,5	8,2	100,0
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait		B03 à B06	81,6	1,7	7,8	8,9	100,0
Industries des biens de consommation ..... EC			86,6	1,0	5,3	7,1	100,0
Habillement , cuir	C1		92,5	0,4	3,0	4,1	100,0
dont : Habillement		C11	93,4	0,4	2,7	3,5	100,0
Cuir, chaussures		C12	90,3	0,5	3,5	5,7	100,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2		84,5	2,0	4,0	9,5	100,0
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		84,3	0,7	5,9	9,1	100,0
Industries des équipements du foyer	C4		84,9	0,8	7,9	6,4	100,0
dont : Fabrication de meubles		C41	85,3	1,2	7,1	6,4	100,0
Industrie automobile ..... ED			81,4	1,3	10,4	6,9	100,0
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile ..... EE			85,3	1,1	6,9	6,7	100,0
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		85,4	0,8	8,0	5,8	100,0
Industries des équipements mécaniques	E2		84,9	1,4	7,0	6,7	100,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		86,2	0,6	5,9	7,3	100,0
Industries des biens intermédiaires ..... EF			82,4	1,1	8,7	7,8	100,0
Industries des produits minéraux	F1		81,4	1,1	10,1	7,4	100,0
Industrie textile	F2		86,3	1,1	5,6	7,0	100,0
Industries du bois et du papier	F3		81,6	1,4	8,8	8,2	100,0
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	83,5	1,3	7,3	7,9	100,0
Industries du papier et du carton		F32 et F33	80,0	1,4	10,1	8,5	100,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4		80,5	1,0	10,1	8,4	100,0
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	77,1	1,3	11,7	9,9	100,0
Industrie du caoutchouc		F45	80,9	0,4	10,4	8,3	100,0
Transformation des matières plastiques		F46	83,5	1,1	8,4	7,0	100,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5		82,7	1,1	8,7	7,5	100,0
Industries des composants électriques et électroniques	F6		84,6	0,7	7,3	7,4	100,0
Énergie ..... EG			83,5	1,5	12,0	3,0	100,0
Production de combustibles et de carburants	G1		81,1	0,8	13,1	5,0	100,0
Eau, gaz, électricité	G2		83,8	1,5	11,9	2,8	100,0
Construction ..... EH			89,5	1,4	4,5	4,6	100,0
Commerce ..... EJ			86,1	0,9	5,3	7,8	100,0
Commerce et réparations automobiles	J1		84,5	1,1	9,4	5,0	100,0
Commerce de gros	J2		85,5	0,8	5,7	8,0	100,0
Commerce de détail, réparations	J3		87,0	0,9	3,8	8,3	100,0
Transports ..... EK			85,1	3,0	7,2	4,7	100,0
Activités financières ..... EL			79,6	0,1	7,8	12,5	100,0
dont : Intermédiation financière		L01	80,5	0,1	6,6	12,8	100,0
Assurance		L02	77,2	0,1	12,3	10,4	100,0
Activités immobilières ..... EM			85,8	0,2	5,0	9,0	100,0
Services aux entreprises ..... EN			86,0	0,9	5,2	7,9	100,0
Conseils et assistance	N2		87,3	0,4	4,0	8,3	100,0
Services opérationnels	N3		84,7	1,5	6,3	7,5	100,0
Recherche et développement	N4		85,6	0,2	7,7	6,5	100,0
Services aux particuliers ..... EP			89,6	0,8	4,8	4,8	100,0
Hôtels et restaurants	P1		91,2	0,6	4,0	4,2	100,0
Éducation, santé	Q1 et Q2		86,9	0,6	7,4	5,1	100,0
Santé	Q2		83,3	0,8	10,3	5,6	
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation non compris la construction ..... EB à EG			83,8	1,1	7,9	7,2	100,0
dont : Industrie textile et habillement		C11 et F2	89,7	0,8	4,2	5,3	100,0
Industrie chimique		C3, F41 à F44	80,8	1,0	8,7	9,5	100,0
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	82,7	0,9	9,0	7,4	100,0
Industries de transformation, y compris la construction ..... EB à EH			84,8	1,2	7,3	6,7	100,0
Tertiaire (commerces, transports, services) ..... EJ à ER			85,7	1,0	5,9	7,4	100,0
dont : Ensemble des services ..... EL à ER			85,6	0,6	5,9	7,9	
Ensemble des secteurs	**ENS**		**85,3**	**1,1**	**6,5**	**7,1**	100,0

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques (NES 16; NES 36; NES 115; NAF 700)		1997/1996	1998/1997
Industries agricoles et alimentaires	EB	2,8	2,0
Industries des biens de consommation	EC	2,8	2,0
Habillement, cuir	C1	3,2	2,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2	2,3	1,8
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	3,0	2,5
Industries des équipements du foyer	C4	2,7	1,9
Industrie automobile	ED	2,5	1,4
Industries des biens d équipement	EE	2,4	2,2
Construction navale, aeronautique et ferroviaire	E1	1,9	3,1
Industries des équipements mécaniques	E2	2,5	2,1
Industries des équipement électriques et électroniques	E3	2,4	1,7
Industries des biens intermédiaires	EF	2,6	1,7
Industries des produits minéraux	F1	2,3	2,1
Industries textiles	F2	3,0	1,6
Industries du bois et du papier	F3	2,6	2,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	2,6	1,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	2,4	1,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3,1	1,2
Énergie	EG	2,5	0,9
Production de combustibles et de carburants	G1	2,8	1,0
Eau, gaz, électricité	G2	2,4	0,9
Construction	EH	2,4	1,8
Commerce	EJ	2,9	2,1
Commerce et réparations automobiles	J1	2,4	1,6
Commerce de gros	J2	2,7	1,9
Commerce de détail, réparations	J3	3,6	2,7
Transports	EK	2,4	1,7
Activités financières	EL	...	...
Activités immobilières	EM	4,1	1,3
Services aux entreprises	EN	2,2	2,3
Postes et télécommunications	N1	...	...
Conseils et assistance	N2	3,1	0,8
Services operationnels	N3	2,2	2,4
Recherche et developpement	N4	...	...
Services aux particuliers	EP	3,9	2,4
Hôtels et restaurants	P1	...	...
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	...	...
Services personnels	P3	...	...
Éducation, santé	EQ	...	...
Éducation	Q1	...	...
Santé	Q2	...	...
Activités associatives	ER	...	...
Ensemble des secteurs		**2,6**	**1,9**
Regroupements spéciaux (RS)			
Industries de transformation, non compris la construction (EB à EG)	RS1	2,6	1,8
Industries mécanique et électrique (28 à 35)	IME	2,5	1,8
Industries de transformation, y compris la construction (EB à EH)	RS5	2,6	1,8
Tertiaire (commerces, transports, services) (EJ à EN,EP, EQ, ER)	RS6	2,6	2,1
Ventilation par qualification			
Ouvriers peu qualifiés	ONQ	2,8	...
Ouvriers qualifiés	OQ	2,4	...

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle de l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique

En décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)
(enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Activités économiques (NES 16; NES 36; NES 115; NAF 700)	Code	1997/1996	1998/1997
			%
Indice des taux de salaire horaire selon la qualification			
Industries agricoles et alimentaires	**EB**	2,1	1,5
Industries des biens de consommation	**EC**	2,2	1,6
Habillement, cuir	**C1**	2,7	1,9
Édition, imprimerie, reproduction	**C2**	1,5	1,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	**C3**	2,4	1,5
Industries des équipements du foyer	**C4**	2,1	1,7
Industrie automobile	**ED**	2,2	1,2
Industries des biens d équipement	**EE**	1,9	1,6
Construction navale, aeronautique et ferroviaire	**E1**	1,9	2,2
Industries des équipements mécaniques	**E2**	1,9	1,7
Industries des équipement électriques et électroniques	**E3**	2,1	0,9
Industries des biens intermédiaires	**EF**	2,3	1,6
Industries des produits minéraux	**F1**	1,9	1,9
Industries textiles	**F2**	2,5	1,4
Industries du bois et du papier	**F3**	2,4	1,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	**F4**	2,5	1,5
Métallurgie et transformation des métaux	**F5**	2,1	1,6
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	2,1	1,6
Énergie	**EG**	1,5	0,4
Production de combustibles et de carburants	**G1**	1,8	1,5
Eau, gaz, électricité	**G2**	1,4	0,2
Construction	**EH**	2,0	1,8
Commerce	**EJ**	2,4	1,7
Commerce et réparations automobiles	**J1**	1,9	1,5
Commerce de gros	**J2**	2,4	1,6
Commerce de détail, réparations	**J3**	2,5	1,9
Transports	**EK**	2,1	1,7
Activités financières	**EL**	1,1	1,9
Activités immobilières	**EM**	2,3	1,2
Services aux entreprises	**EN**	1,7	2,1
Postes et télécommunications	**N1**	...	...
Conseils et assistance	**N2**	1,5	1,4
Services operationnels	**N3**	1,9	2,6
Recherche et developpement	**N4**	1,4	1,8
Services aux particuliers	**EP**	2,4	2,0
Hôtels et restaurants	**P1**	2,1	2,0
Activités récréatives, culturelles et sportives	**P2**	3,3	2,3
Services personnels	**P3**	2,6	1,6
Éducation, santé	**EQ**	1,0	1,5
Éducation	**Q1**	...	1,5
Santé	**Q2**	1,8	1,6
Activités associatives	**ER**	...	...
Ensemble des secteurs		**2,0**	1,7
Regroupements spéciaux (RS)			
Industries de transformation, non compris la construction (EB à EG)	**RS1**	2,1	1,5
Industries mécanique et électrique (28 à 35)	**IME**	2,1	1,5
Industries de transformation, y compris la construction (EB à EH)	**RS5**	2,1	1,5
Tertiaire (commerces, transports, services) (EJ à EN,EP, EQ, ER)	**RS6**	2,0	1,8

TABLEAU C.03-15A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense, France entière

Année 1996 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**838 687**	**196,7**	**216,7**	**171,7**	**199,4**	**219,0**	**174,6**	**179,4**	**201,5**	**153,7**
Cadres	**250 464**	**225,9**	**236,4**	**195,1**	**228,4**	**237,5**	**199,7**	**212,3**	**229,8**	**177,6**
Personnels de direction (3)	10 110	421,9	432,5	366,6	423,6	434,0	369,4	400,2	414,0	335,9
Magistrats	5 572	274,4	289,3	259,2	274,4	289,4	259,2	256,6	266,3	231,8
Cadres administratifs	140 901	208,4	218,3	187,6	210,5	218,6	192,0	198,0	216,9	172,3
Cadres techniques	52 596	222,2	233,2	186,3	220,6	232,3	185,3	226,5	235,3	189,5
Officiers (non généraux)	41 286	235,7	237,7	192,3	235,7	237,7	192,3	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**588 223**	**184,3**	**203,5**	**166,9**	**187,5**	**206,8**	**169,9**	**161,8**	**180,0**	**145,7**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	79 215	221,8	234,1	192,3	241,8	252,4	214,5	120,2	127,2	108,5
Personnels de direction du secondaire (4)	29 082	207,3	223,1	185,3	208,2	223,2	186,8	100,8	108,2	99,9
Professeurs agrégés et certifiés (5)	458 722	174,1	189,3	163,0	176,4	191,5	165,1	153,2	166,3	145,9
Professions intermédiaires	**1 039 191**	**135,0**	**139,1**	**129,9**	**138,8**	**141,6**	**135,2**	**116,2**	**123,6**	**110,2**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	401 429	133,0	136,8	131,4	143,6	150,4	140,8	107,5	107,4	107,6
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	123 460	141,0	146,1	137,4	161,7	167,0	157,6	118,0	120,2	116,6
Instituteurs et assimilés	251 907	135,0	140,3	133,4	138,3	141,8	137,1	113,8	122,1	112,5
Professions de la santé et du travail social, clergé	13 874	127,2	128,3	126,6	128,6	130,7	127,7	104,6	103,7	105,4
Professions intermédiaires administratives, police	286 304	135,1	140,9	129,2	135,9	141,4	130,1	124,0	131,5	120,0
Professions intermédiaires techniques	62 536	146,0	149,1	130,8	145,1	148,1	130,7	148,6	151,6	131,1
Contremaîtres et agents de maîtrise	58 137	119,1	120,4	110,2	111,8	113,1	103,2	131,3	132,5	123,0
Sous-officiers	216 911	139,9	141,5	122,0	139,9	141,5	122,0	...	...	...
Employés et ouvriers	**709 209**	**107,3**	**113,4**	**98,7**	**109,6**	**116,1**	**100,4**	**97,2**	**101,3**	**91,4**
Employés et agents de service	438 778	102,2	107,8	98,2	104,6	110,0	100,5	87,3	90,2	85,7
dont : Employés	348 973	106,9	111,9	103,2	109,7	114,1	106,1	89,0	91,2	88,0
Personnels de service	84 525	84,1	90,0	80,9	84,3	89,5	81,5	82,3	93,5	73,5
Personnels de la police et des prisons	113 152	136,6	137,9	119,8	136,6	137,9	119,9	96,1	101,0	90,0
Militaires hommes du rang	37 300	94,9	95,7	86,3	103,7	105,6	90,5	82,2	82,8	63,6
Ouvriers	119 978	102,4	103,4	98,8	94,3	95,7	87,2	112,0	113,5	107,8
Toutes catégories	**2 587 087**	**147,4**	**156,6**	**135,6**	**151,3**	**159,9**	**139,9**	**127,3**	**137,7**	**116,4**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG déduite), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-15B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l' État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**695 264**	**195,4**	**217,2**	**174,4**	**196,4**	**218,6**	**175,6**	**171,2**	**192,0**	**140,3**
Cadres	**112 163**	**253,2**	**269,0**	**219,1**	**256,2**	**271,6**	**223,0**	**226,7**	**246,6**	**187,2**
Personnels de direction (3)	7 786	431,8	443,6	385,1	433,3	445,2	386,0	392,1	399,9	361,4
Magistrats	5 230	300,2	313,5	286,4	300,3	313,6	286,4	228,0	225,4	234,7
Cadres administratifs	73 336	233,2	248,6	205,6	235,5	250,2	208,6	216,6	236,2	185,7
Cadres techniques	25 203	246,5	257,6	204,2	246,8	257,6	206,6	244,1	257,6	175,7
Officiers (non généraux)	608	244,7	245,8	196,5	244,7	245,8	196,5	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**583 101**	**184,3**	**202,2**	**169,4**	**185,8**	**204,2**	**170,7**	**133,1**	**146,9**	**116,1**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	61 862	228,5	242,7	195,3	250,5	262,1	220,4	124,1	133,2	110,1
Personnels de direction du secondaire (4)	29 421	214,3	232,6	191,7	215,5	232,8	193,7	101,7	105,6	101,2
Professeurs agrégés et certifiés (5)	484 649	176,0	189,7	166,2	176,4	190,2	166,7	129,7	144,3	118,9
Professions intermédiaires	**438 810**	**139,5**	**142,3**	**137,5**	**145,7**	**149,0**	**143,5**	**102,6**	**109,1**	**96,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	267 718	137,0	136,9	137,0	147,4	153,2	145,3	95,2	96,9	93,8
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	57 940	141,6	145,5	138,3	169,1	174,6	164,6	111,8	114,7	109,4
Instituteurs et assimilés	184 090	143,8	146,7	142,9	144,0	146,9	143,0	118,3	116,3	119,0
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 579	131,5	134,7	129,9	133,4	137,5	131,5	95,2	96,5	94,2
Professions intermédiaires administratives, police	94 829	152,1	163,4	142,9	152,4	163,7	143,2	142,6	153,5	134,7
Professions intermédiaires techniques	30 538	149,8	152,2	137,3	149,7	152,0	137,7	151,0	153,9	131,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	32 091	115,4	116,9	105,1	111,3	112,3	105,1	147,8	149,9	106,8
Sous-officiers	1 055	171,6	172,3	156,4	171,6	172,3	156,4	...	...	...
Employés et ouvriers	**432 062**	**112,3**	**120,4**	**102,8**	**114,1**	**122,1**	**104,6**	**92,0**	**99,5**	**84,7**
Employés et agents de service	253 106	103,5	106,0	102,4	106,0	110,2	104,4	82,6	80,6	83,8
dont : Employés	171 501	111,4	117,0	109,5	114,5	122,0	112,2	85,7	86,2	85,4
Personnels de service	75 069	88,0	93,2	85,3	88,1	93,2	85,4	85,6	94,6	82,6
Personnels de la police et des prisons	113 888	138,8	140,2	123,4	138,8	140,2	123,5	95,6	107,8	84,4
Militaires hommes du rang	186	102,4	103,5	73,6	130,8	131,3	85,2	51,0	49,2	71,0
Ouvriers	64 882	100,2	101,9	90,8	96,7	98,1	89,6	127,9	129,4	110,2
Toutes catégories	**1 566 136**	**156,8**	**169,3**	**145,1**	**160,4**	**173,2**	**148,7**	**115,2**	**128,4**	**101,3**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-16A

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics (2) par profession, statut et sexe

Y compris Défense

Année 1996 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années-travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**799 997**	**191,7**	**18,3**	**19,3**	**12,2**	**21,6**	**13,6**
Cadres	**237 004**	**219,3**	**30,8**	**34,2**	**14,3**	**32,9**	**24,3**
dont : Personnels de direction	9 585	404,9	**38,5**	41,4	12,0	40,0	30,7
Magistrats	5 377	268,5	**37,3**	37,2	58,2	38,8	35,7
Cadres administratifs	134 517	201,0	**26,4**	29,4	12,4	27,6	23,7
Cadres techniques	50 447	216,5	**29,0**	34,5	17,2	31,5	20,2
Officiers (non généraux)	37 078	234,5	**44,9**	44,9	—	45,3	35,5
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**562 993**	**180,1**	**12,9**	**13,1**	**10,9**	**14,4**	**11,3**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	77 887	220,1	**9,3**	9,7	5,8	9,9	7,8
Directeurs et inspecteurs du secondaire	27 652	200,3	**9,5**	9,5	4,0	10,4	7,9
Professeurs agrégés et certifiés (3)	440 147	170,2	**14,4**	14,2	16,2	17,6	12,0
Professions intermédiaires	**985 594**	**132,2**	**17,9**	**18,8**	**13,3**	**22,7**	**12,3**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	376 059	128,4	**10,4**	10,4	10,6	12,0	9,7
Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	114 043	135,1	**16,3**	15,7	17,2	17,2	15,7
Instituteurs et assimilés	236 678	130,9	**8,0**	8,7	3,1	8,7	7,8
Santé, travail social, clergé	13 241	124,7	**11,9**	11,8	13,9	14,4	10,8
Professions intermédiaires administratives, police	277 987	132,6	**17,8**	18,4	9,6	19,5	16,0
Professions intermédiaires techniques	60 789	144,2	**21,1**	24,5	13,9	22,1	16,2
Contremaîtres et agents de maîtrise	56 871	118,2	**20,9**	14,9	29,9	21,7	15,4
Sous-officiers	200 648	139,7	**32,8**	32,8	—	33,5	24,2
Employés et ouvriers	**675 163**	**105,4**	**20,1**	**20,0**	**20,3**	**23,3**	**15,3**
dont : Employés et agents de service	420 628	99,5	**15,9**	16,5	11,7	18,2	14,2
Employés	334 561	104,0	**17,9**	18,6	12,2	19,6	16,5
Personnels de service	81 093	82,4	**6,9**	6,9	7,6	10,0	5,2
Personnels de la police et des prisons	110 367	134,9	**33,2**	33,1	45,7	33,0	35,7
Militaires hommes du rang	28 945	95,3	**32,2**	27,8	42,6	33,8	18,3
Ouvriers	115 222	101,0	**18,0**	11,0	25,4	17,9	18,3
Ensemble	**2 460 754**	**144,2**	**18,5**	**19,2**	**14,4**	**22,4**	**13,4**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-16B

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris Défense

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**664 548**	**190,0**	**16,8**	**16,8**	**17,7**	**20,5**	**12,9**
Cadres	**105 810**	**241,7**	**37,8**	**40,4**	**14,8**	**40,3**	**31,9**
dont : Personnels de direction	7 315	410,7	**41,4**	42,5	14,1	43,2	34,3
Magistrats	5 025	294,0	**40,3**	40,3	34,2	41,7	38,8
Cadres administratifs	69 518	221,6	**34,4**	37,2	14,1	36,8	29,9
Cadres techniques	23 798	237,6	**45,1**	48,5	17,0	47,2	36,3
Officiers (non généraux)	154	223,3	**25,3**	25,3	–	25,6	21,5
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**558 738**	**180,2**	**12,5**	**12,4**	**21,0**	**14,6**	**10,6**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	61 162	226,9	**10,9**	11,3	7,0	11,4	9,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	28 115	208,9	**11,8**	11,8	6,0	13,3	9,6
Professeurs agrégés et certifiés (3)	464 815	172,2	**12,8**	12,5	76,9	15,6	10,7
Professions intermédiaires	**414 251**	**135,0**	**14,7**	**15,1**	**11,9**	**18,3**	**12,3**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	250 476	132,0	**9,9**	9,8	10,3	10,6	9,6
dont : Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	51 729	133,3	**14,1**	13,5	15,0	14,5	13,8
Instituteurs et assimilés	173 721	139,7	**9,2**	9,2	10,1	9,6	9,0
Santé, travail social, clergé	12 071	128,6	**11,9**	12,1	8,1	13,9	10,9
Professions intermédiaires administratives, police	90 642	146,9	**25,4**	25,8	10,8	29,7	21,8
Professions intermédiaires techniques	29 594	147,8	**24,5**	26,4	7,3	25,0	21,3
Contremaîtres et agents de maîtrise	31 295	114,2	**15,6**	13,0	34,0	16,5	9,9
Sous-officiers	173	191,4	**59,4**	59,4	–	60,9	18,0
Employés et ouvriers	**412 499**	**109,4**	**20,6**	**21,0**	**14,5**	**25,1**	**14,8**
dont : Employés et agents de service	239 143	99,4	**15,2**	15,9	8,1	18,4	14,1
dont : Employés	160 791	106,3	**18,8**	19,8	7,3	23,9	17,1
Personnels de service	72 030	86,2	**6,8**	6,8	6,6	10,2	5,0
Personnels de la police et des prisons	110 922	136,8	**33,4**	33,4	51,9	33,2	36,0
Militaires hommes du rang	15	100,9	**49,8**	62,1	43,3	50,3	48,3
Ouvriers	62 419	98,8	**13,4**	10,8	32,0	14,6	6,5
Ensemble	**1 491 299**	**152,4**	**17,0**	**17,2**	**14,2**	**21,0**	**13,0**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyenne annuelle

Source : Journal officiel

Unité : Franc

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Minimun mensuel de rémunération brute hors indemnité de résidence (1)	5 265	5 938	6 130	6 350	6 471	6 767
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) hors indemnité de résidence (1)	19 463	21 144	21 685	21 980	22 099	22 488
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3 % (3)	33 429	36 367	37 229	37 806	38 010	38 680

(1) Depuis 1991, à la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC. Cette indemnité différentielle est supprimée depuis le 1er avril 1998.
(2) Indice majoré à partir d'août 1990 = 818.
(3) Indice majoré à partir d'août 1990 = 1 366.

TABLEAU C.03-18

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État)

Déciles (1)	1990			*r* 1997			1998		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D1	74 770	67 470	**69 990**	90 600	83 740	**86 460**	92 020	86 180	**88 410**
D2	87 170	77 830	**81 730**	106 250	98 290	**101 460**	107 800	100 420	**103 530**
D3	100 070	87 560	**92 250**	119 060	108 340	**112 040**	120 930	111 330	**114 680**
D4	111 040	96 750	**102 240**	132 710	117 080	**122 420**	134 480	120 060	**124 830**
D5	120 880	105 320	**111 800**	144 420	126 180	**133 810**	146 510	129 070	**136 390**
D6	130 720	114 290	**121 420**	157 820	136 860	**144 830**	160 280	139 600	**147 670**
D7	141 170	123 460	**131 470**	175 040	148 640	**158 770**	178 750	152 000	**161 990**
D8	159 030	134 200	**143 070**	200 880	164 110	**179 260**	204 980	168 000	**182 872**
D9	196 460	150 880	**172 880**	245 270	192 520	**216 430**	249 170	196 010	**219 880**
D9 / D1	2,63	2,24	**2,47**	2,71	2,30	**2,50**	2,71	2,27	**2,49**
Salaire net moyen	**129 040**	**107 810**	**117 260**	**159 310**	**134 500**	**145 230**	**162 000**	**137 580**	**148 120**

(1) En 1998, 10% des salariés à temps complet de la fonction publique ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 88 410 francs, 20% inférieur à 103 530 francs, etc.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Ancien indice base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1995	1996	1997	1998
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	108,2	109,7	110,3	111,6
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	109,1	110,6	111,2	112,6
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	110,6	112,2	112,9	114,7
Indice brut d'ensemble	570,0	603,8	101,6	109,0	110,6	111,2	112,6
Indices nets par catégorie (3) :							
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	106,5	107,2	108,2	110,6
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	107,3	107,9	108,9	111,4
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	108,8	109,3	110,4	113,2
Indice net d'ensemble (3)	527,7	562,8	101,6	107,3	107,9	108,9	111,4

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-20

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

%

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				Services (1)			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDICS	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en francs)	11 913	15 047	17 620	19 518	12 510	15 781	18 305	20 833

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunication, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus en 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

% du coût total

	Coûts directs	Rémunération directe	Coût indirect	Sécurité sociale
Allemagne	74,4	62,7	25,6	23,6
Autriche	70,4	61,3	29,6	25,3
Belgique	67,4	55,5	32,6	30,8
Danemark	92,0	...	8,1	6,1
Espagne	73,6	73,5	26,4	25,0
Finlande	75,1	63,8	24,9	22,7
France	**66,9**	**57,2**	**33,1**	**29,2**
Grèce	76,0	69,9	24,0	22,9
Irlande	83,5	73,2	16,5	13,6
Italie	66,0	65,5	34,0	31,0
Luxembourg	84,0	71,8	16,0	14,8
Pays-Bas	74,9	64,7	25,1	22,8
Portugal	75,8	69,1	24,8	20,8
Royaume-Uni	...	...	...	...
Suède	67,7	60,7	32,3	29,7
EUROPE DES 15	**73,7**	**...**	**26,3**	**23,6**

TABLEAU C.03-22A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	Coût horaire en écus												
	B	DK	D	EL	ES	F	IRL	I	L	NL	P	FIN	S
Industries extractives	23,9	27,4	32,4	11,0	18,9	27,1	17,3	16,7	21,0	34,8	6,9	19,4	27,8
Industrie manufacturière	26,0	22,8	27,4	9,0	15,0	22,4	13,3	16,9	21,0	23,0	6,0	19,7	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,9	26,3	33,8	14,4	24,8	33,6	19,2	30,5	32,4	28,3	12,1	23,7	26,2
Construction	22,6	23,2	21,3	8,2	12,3	19,6	14,6	15,4	15,5	20,4	5,3	18,1	21,9
Services	23,9	25,2	23,5	9,2	14,0	22,2	14,4	19,2	22,8	18,8	8,2	19,0	23,9
Commerce, réparations automobiles	21,4	22,9	21,3	7,9	11,5	19,5	11,6	16,7	15,7	17,5	6,9	18,1	22,7
Hôtels et restaurants	14,2	19,6	15,5	10,7	9,8	16,5	...	13,4	11,7	13,5	4,7	14,3	16,9
Activités financières	34,9	31,1	32,8	14,4	25,5	33,0	21,7	31,0	34,7	28,9	16,9	23,3	30,1
Immobilier, location et services aux entreprises	24,3	26,4	...	...	11,3	23,7	14,1	19,6	19,7	18,2	7,5	20,2	24,8
Ensemble de l'industrie	**25,8**	**23,0**	**26,5**	**9,6**	**14,9**	**22,5**	**13,8**	**17,2**	**19,3**	**22,6**	**6,1**	**19,7**	**23,9**

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, I = Italie, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède. Les résultats ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni.

TABLEAU C.03-22B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année												
		B	DK	D	EL	ES	F	IRL	L	NL	A	P	FIN	S (2)
Industries extractives	C	1 605	1 488	1 552	1 908	1 534	1 593	2 081	1 669	1 654	1 817	1 784	1 650	1 678
Industrie manufacturière	D	1 529	1 411	1 704	1 881	1 703	1 647	1 920	1 664	1 613	1 696	1 769	1 653	1 691
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 572	1 391	1 758	1 892	1 714	1 667	1 950	1 769	1 600	1 718	1 817	1 693	1 615
Industrie textile	17	1 431	1 454	1 719	1 887	1 706	1 651	1 858	1 693	1 625	1 667	1 758	1 623	1 625
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 329	1 401	1 645	1 816	1 713	1 624	1 730	...	1 636	1 699	1 748	1 585	1 638
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 344	1 400	1 642	1 877	1 742	1 628	1 911	...	c	1 675	1 782	1 606	1 724
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 560	1 399	1 778	1 901	1 722	1 660	1 908	1 761	1 633	1 726	1 791	1 670	1 694
Industrie du papier carton	21	1 562	1 410	1 709	1 914	1 717	1 646	1 961	c	1 548	1 661	1 756	1 616	1 652
Édition, imprimerie	22	1 574	1 443	1 662	1 966	1 709	1 667	1 900	1 762	1 597	1 663	1 739	1 563	1 764
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 728	1 567	1 674	1 887	1 667	1 640	c	...	1 582	1 585	1 716	1 736	1 766
Industrie chimique	24	1 597	1 422	1 675	1 913	1 708	1 631	1 910	1 681	1 614	1 659	1 748	1 637	1 675
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 578	1 337	1 723	1 911	1 697	1 651	1 935	1 698	1 621	1 653	1 784	1 630	1 656
Métallurgie	27	1 513	1 397	1 735	1 883	1 726	1 659	2 034	1 619	1 576	1 713	1 768	1 646	1 676
Travail des métaux	28	1 570	1 418	1 719	1 798	1 710	1 665	1 973	1 697	1 661	1 701	1 773	1 659	1 697
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 546	1 442	1 696	1 895	1 695	1 663	1 902	1 720	1 669	1 720	1 769	1 707	1 730
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 776	1 383	1 613	1 959	1 674	1 654	1 922	...	1 598	c	...	1 673	1 804
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 476	1 355	1 641	1 896	1 716	1 651	1 901	1 719	1 629	1 729	1 763	1 646	1 711
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 632	1 406	1 690	c	1 695	1 650	1 918	...	1 606	1 652	1 713	1 723	1 786
Fabrication d'instruments de précision	33	1 633	1 289	1 683	1 765	1 703	1 671	1 871	1 640	1 638	1 677	1 736	1 714	1 786
Industrie automobile	34	1 554	1 367	1 694	1 780	1 679	1 610	1 932	1 673	1 587	1 664	1 790	1 669	1 637
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	1 514	1 449	1 624	1 753	1 651	1 631	1 950	1 698	1 582	1 692	1 713	1 604	1 731
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	1 514	c	1 611	1 657	1 647	c	1 996	c	1 584	1 695	1 686	1 603	1 730
Construction	F	1 381	1 276	1 704	1 832	1 732	1 681	1 933	1 715	1 598	...	1 788	1 658	1 710

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (nouveaux Länder), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède.
(2) Résultats 1997 .

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1996 dans l'Union européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Prestations totales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation et le type de carrière.
16. Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe.
17. Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale.

18A. Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI.

18B. Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur.

19. Minimum vieillesse.
20. Signataires de contrat d'insertion.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Allocataires du RMI selon l'âge.
23. Allocataires du RMI payés en décembre.
24. Bénéficiaires du RMI.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques .

1. PRÉSENTATION

En 1998, la France consacre un peu moins de 30 % de son produit intérieur brut à la protection sociale. Son financement est principalement assuré par deux grandes catégories de ressources : les cotisations et le financement public constitué des impôts et taxes affectées et des contributions publiques. Trois quarts des prestations sociales sont versées au titre de la vieillesse et de la maladie, 10 % au titre de la famille, environ 8 % au titre de l'emploi et le complément au logement et à l'exclusion sociale.

Cinq grands sous-ensembles de régimes, six types de risques, 2 496 milliards de prestations de protection sociale en 1998. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou lès oeuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion depuis 1989.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations anticipées d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

L'enquête retraite

L'opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France, réalisée pour la première fois en 1993, a été renouvelée en 1997. L'échantillon de 1993 comprenait les générations de 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926, l'échantillon de 1997 a été augmenté des générations paires de 1930 à 1942; il est composé de 60 000 personnes tirées du répertoire national d'identification des personnes physiques, et qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéfi-

ciaires d'un avantage vieillesse. Cette population est représentative de la population globale des retraités. La DREES a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission »; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce.

— les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA);

— le régime des artisans et professions libérales (CANAM);

— les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

● le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

● les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

● les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF, ...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

---

(1) Droit de la Sécurité sociale. Dalloz,1989.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);

— second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 57 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;

— la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant.

— l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Les prestations familiales

● Allocations familiales.

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge. En 1998, les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources. Cette condition a été supprimée en 1999.

● Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

● Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

● Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui acccueillent un enfant en vue de son adoption.

● Allocation pour jeune enfant.

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans..

● Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

● Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

● Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement « familiale ».

Réservée à l'origine aux familles bénéficiaires de prestations familiales, elle a été étendue après 1972 aux ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi qu'aux ménages ayant à leur charge un

ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

• Allocation de logement « sociale ».

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

• Aide personnalisée au logement.

La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est de 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

• Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

– les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

• Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

– des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

– des versements au secteur privé.

• Les prescriptions.

Ce poste concerne :

– les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

– les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

– les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires.

– les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

– le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations.

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalière, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

• Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

• Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

• Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

• Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

• Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans (ou moins si elles ont des enfants à charge). Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 502,30 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 1999, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3e enfant.

En décembre 1998, 993 286 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 118 822 dans les DOM, soit plus de 2 millions personnes avec les ayants droit.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. DREES
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la solidarité

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.*

— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).

— *Solidarité-santé, Études statistiques.*

— *Comptes natonaux de la santé* (annuel)

— Documents statistiques

« L'allocation vieillesse supplémentaire au 1er janvier 1998. Allocations et effectifs de 1956 à 1997. Bénéficiaires au 31 décembre 1997 », nº 317;

« Les comptes de la protection sociale » 1990-1997 » nº 312;

« L'aide sociale à l'enfance - Bénéficiaires - Série chronologique 1990 à 1996 », nº 310;

« Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES), enquête annuelle 1996-1997 », nº 309;

« Dépenses d'aide sociale - résultats 1995 », nº 307;

« Les établissements d'hébergement pour personnes âgées - enquête EHPA , situation au 31 décembre 1996 », nº 297;

« Les prestations familiales des régimes spéciaux en métropole, comparaisons avec le régime général, année 1996 », nº 293;

— Études et statistiques

« Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) - enquête annuelle 1997-1998 », nº 8, 1999;

« Les comptes de la protection sociale 1995-1998 », nº 6, 1999;

« L'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI », nº 1, 1999;

« Les services de proximité, le secteur de l'aide et des soins à domicile », « Famille et politiques familiales » nº 2-3, 1998;

« Les retraites et la protection sociale en Europe », « 3,4 millions d'allocataires de minima sociaux », nº 1, 1998;

« Rester à domicile malgré la dépendance », nº 4, 1997;

— Premières Synthèses

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », nº 46-1, novembre 1999;

« Les dispositifs de préretraite et les mesures en faveur des chômeurs âgés en 1998 », nº 45-1, novembre 1999;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », nº 25-1, juin 1999;

— Études et résultats

« Les contrats d'insertion du RMI : quelle perception en ont les allocataires ? » nº 45, décembre 1999;

« Les retraites en 1998 », nº 43, décembre 1999.

INSEE

— Articles d'Économie et statistique

« Prélèvements et transferts sociaux : une analyse descriptive des incitations au travail », G. Laroque et B. Salanié; « Comparaisons du rendement des régimes de retraite : une approche par cas-types », J.M. Aubert;« Le rendement des régimes de retraite : une comparaison entre Fonction publique d'État et secteur privé », C. Colin, F. Legros et R. Mahieu, nº 328, 2000.

« La protection sociale : entre partage des risques et partage des revenus », n° 291-292, 1996;

« L'avenir des retraites », dossier, n° 233, juin 1990;

— INSEE-Première

« Les contrats d'insertion du RMI - des effets contrastés sur la sortie du RMI », n° 679, octobre 1999;

« Les personnes dépendantes en institution », n° 669, juillet 1999;

« État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI, n° 655 juin 1999;

« Plus de la moitié des sorties du RMI se font grâce à l'emploi », n° 632, février 1999;

« Vers un âge de la retraite plus élevé », n° 578, avril 1998;

« L'allocation parentale d'éducation entre politique familiale et politique pour l'emploi », n° 569, février 1998.

« La pauvreté en France et en Europe », n° 533, juillet 1997;

« Les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne », n° 526, juin 1997;

« L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n°523, juin 1999.

— Synthèses

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », n° 21, mars 1999.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1996 », n° 20, décembre 1998;

— Données sociales 1999

« La protection sociale », G. Abramovici;

« Le RMI : un dispositif en mutation », C. Afsa, S. Amira;

« L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », C. Afsa;

« Les retraites », O. Dangerfield, D. Prangère;

« Des retraités qui vont continuer à croître », C. Bonnet, J.M. Chanut, C. Colin;

« Les professions sociales et leur diversité », M. Autès, J.P. Guilbert, M. Monrose;

« Les minima sociaux : huit prestations de solidarité dans le système de protection sociale », J.P. Zoyem.

— France, Portrait social, édition 1999-2000

« Les allocataires du revenu minimum d'insertion : une population hétérogène ».

— France, Portrait social, édition 1998-1999

« La dépendance des personnes âgées : recours aux proches et aux aides professionnelles »; « Protection sociale : l'année de la réforme »; « Dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie ».

— Autres publications

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

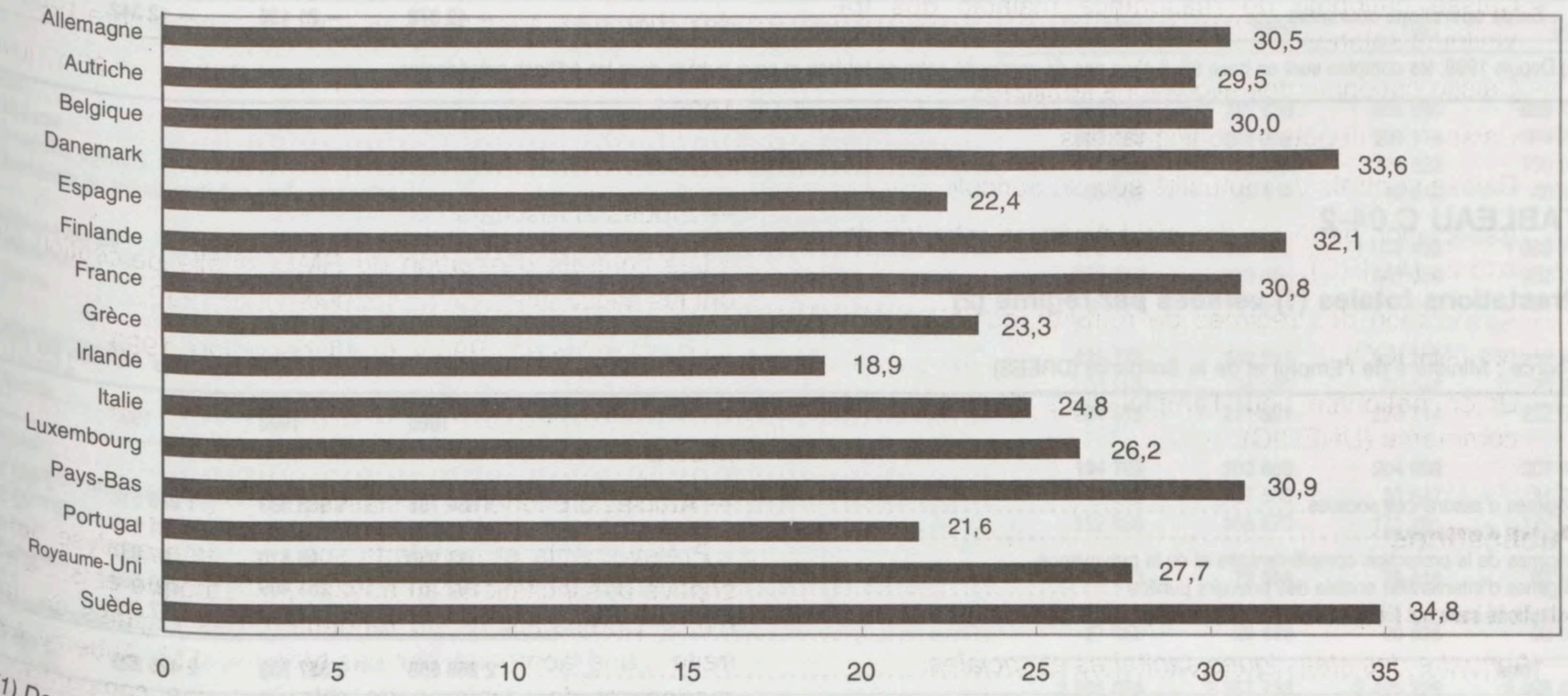
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1996 dans l'Union européenne (1)



(1) Données provisoires
Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Million de francs

	1995	1996	1997	1998
EMPLOIS				
Prestations sociales	2 021 644	2 103 851	2 166 778	2 229 188
Prestations de services sociaux	247 014	253 882	258 451	266 641
Frais de gestion	94 231	98 368	100 624	103 880
Transferts entre régimes	398 608	438 907	456 126	457 945
Frais financiers	16 421	5 197	6 092	3 548
Autres dépenses	17 839	18 836	18 464	20 455
Total des emplois	**2 795 757**	**2 919 041**	**3 006 535**	**3 081 657**
RESSOURCES				
Cotisations	1 749 434	1 827 982	1 836 737	1 751 118
Impôts et taxes affectés	168 336	177 031	232 941	416 613
Transferts entre régimes	398 608	438 907	456 126	457 945
Contributions publiques	354 675	376 217	388 732	391 871
Recours contre tiers	9 273	5 897	6 022	6 065
Revenus des capitaux	26 025	25 605	23 396	24 622
Autres recettes	47 034	46 266	50 239	49 548
Total des ressources	**2 753 385**	**2 897 905**	**2 994 193**	**3 097 782**
Solde opérations courantes	**– 42 372**	**– 21 136**	**– 12 342**	**16 125**

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés dans les éditions précédentes.

TABLEAU C.04-2

Prestations totales (1) versées par régime (2)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Million de francs

	1995	1996	1997	1998
Régimes d'assurances sociales	1 854 755	1 933 553	1 989 516	2 049 576
Régimes d'employeurs	60 254	60 482	61 115	62 572
Régimes de la protection complémentaire et de la prévoyance	84 920	95 570	97 657	102 038
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	262 151	261 409	269 669	274 060
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)	6 578	6 719	7 272	7 583
Total	**2 268 658**	**2 357 733**	**2 425 229**	**2 495 829**

(1) Il s'agit de l'ensemble des prestations, y compris les prestations sociales et les prestations de services sociaux.
(2) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés dans les éditions précédentes.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Million de francs

	1995	1996	1997	1998
Santé	**762 579**	**791 638**	**805 285**	**835 128**
Maladie	607 088	628 322	639 114	664 251
Invalidité, infirmité	115 522	122 901	125 523	130 289
Accidents du travail, maladies professionnelles	39 969	40 415	40 648	40 588
Vieillesse-survie	**976 141**	**1 018 340**	**1 050 463**	**1 083 770**
Vieillesse	836 750	873 396	903 053	932 275
Survie	139 391	144 944	147 410	151 495
Maternité-famille	**235 178**	**242 611**	**254 262**	**252 469**
Maternité	30 265	31 590	30 548	29 934
Famille	204 913	211 021	223 714	222 535
Emploi	**194 788**	**203 603**	**204 908**	**207 416**
Formation professionnelle	41 949	37 533	33 647	31 365
Chômage	152 839	166 070	171 261	176 051
Logement	**72 313**	**72 358**	**79 416**	**83 456**
Exclusion sociale	**27 659**	**29 183**	**30 895**	**33 590**
Total	**2 268 658**	**2 357 733**	**2 425 229**	**2 495 829**

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés dans les éditions précédentes.

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Maladie : UE à 15	**...**	**448 295**	**463 563**	**482 343**	**502 719**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	91 750	137 861	147 460	161 987	161 947
Autriche	8 509	11 332	12 138	13 052	13 007
Belgique	10 422	12 553	14 034	15 027	15 388
Danemark	5 895	7 078	7 201	7 705	7 827
Espagne	22 317	27 753	26 646	27 324	29 292
Finlande	7 440	5 282	5 632	6 399	6 593
France	**73 012**	**90 387**	**93 766**	**98 267**	**101 946**
Grèce	3 314	4 215	4 497	5 099	5 744
Irlande	2 212	2 847	3 025	3 328	3 451
Italie	51 368	49 137	46 804	41 837	48 922
Luxembourg	459	673	710	788	861
Pays-Bas	19 452	25 064	25 122	26 272	25 735
Portugal	2 240	4 395	4 819	4 872	5 456
Royaume-Uni	45 575	56 011	58 466	56 965	61 529
Suède	...	13 706	13 243	13 419	15 022
Invalidité : UE à 15	**...**	**134 575**	**141 351**	**148 593**	**158 473**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	18 117	29 914	32 197	36 437	39 942
Autriche	2 285	3 042	3 495	3 929	4 155
Belgique	2 955	3 338	3 446	3 702	3 704
Danemark	2 923	3 697	4 107	4 570	4 726
Espagne	5 983	6 984	6 961	7 024	7 810
Finlande	4 058	3 744	4 131	4 541	4 508
France	**15 234**	**19 888**	**18 848**	**20 120**	**21 441**
Grèce	1 513	1 449	1 528	1 627	1 881
Irlande	296	361	388	444	484
Italie	15 160	15 329	15 641	14 058	15 928
Luxembourg	260	346	380	425	438
Pays-Bas	11 337	13 304	13 639	14 098	13 897
Portugal	1 223	1 818	1 971	1 781	1 921
Royaume-Uni	15 473	24 823	27 559	28 121	29 469
Suède	...	6 539	7 059	7 716	8 167
Vieillesse : UE à 15	**...**	**626 341**	**658 902**	**687 975**	**730 153**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	125 130	181 915	194 103	212 788	213 505
Autriche	12 501	16 449	17 799	19 168	19 579
Belgique	11 504	15 610	16 593	18 385	19 151
Danemark	10 746	12 661	15 120	16 226	17 115
Espagne	29 626	35 448	35 378	37 567	41 275
Finlande	7 758	7 037	7 827	8 889	9 259
France	**89 130**	**111 908**	**117 199**	**123 713**	**129 815**
Grèce	5 771	6 785	7 082	7 777	8 995
Irlande	1 549	1 795	1 874	1 876	2 012
Italie	96 500	107 418	111 474	106 236	123 294
Luxembourg	570	802	892	990	999
Pays-Bas	22 057	27 117	27 687	29 084	29 963
Portugal	2 625	4 346	4 557	5 351	5 956
Royaume-Uni	62 515	76 331	79 823	78 176	84 340
Suède	...	20 718	21 495	21 748	24 894
Survie : UE à 15	**...**	**89 289**	**92 214**	**93 744**	**101 434**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	7 184	9 440	10 069	10 695	10 452
Autriche	3 781	4 797	5 027	5 368	5 413
Belgique	4 341	5 599	5 834	6 368	6 553
Danemark	24	25	26	26	26
Espagne	3 550	3 912	4 016	4 076	4 344
Finlande	1 090	990	1 082	1 191	1 199
France	**16 917**	**20 469**	**21 013**	**22 117**	**23 258**
Grèce	1 314	1 519	1 574	1 585	1 713
Irlande	446	509	535	565	609
Italie	21 054	23 141	23 129	21 760	26 588
Luxembourg	273	406	423	457	465
Pays-Bas	3 691	4 595	4 751	4 868	5 049
Portugal	559	945	993	1 098	1 212
Royaume-Uni	9 371	11 534	12 249	12 073	12 845
Suède	...	1 406	1 494	1 498	1 710

TABLEAU C.04-4 (suite 1)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Famille, enfants : UE à 15	...	**128 090**	**130 569**	**134 117**	**148 356**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	21 831	37 274	37 573	39 453	51 006
Autriche	3 402	4 947	5 815	5 764	5 654
Belgique	3 684	4 359	4 445	4 753	4 746
Danemark	3 477	4 341	5 029	5 340	5 482
Grèce	1 003	1 246	1 685	1 744	1 820
Espagne	1 316	1 606	1 577	1 655	2 006
Finlande	3 526	3 000	3 786	4 083	3 851
France	**23 107**	**27 989**	**28 883**	**30 281**	**30 645**
Irlande	743	922	1 033	1 102	1 288
Italie	9 672	7 795	7 446	6 888	8 161
Luxembourg	199	329	385	429	446
Pays-Bas	3 870	4 160	4 273	4 241	3 982
Portugal	526	794	781	854	928
Royaume-Uni	15 275	22 209	20 465	20 473	21 143
Suède	...	7 119	7 393	7 057	7 196
Chômage : UE à 15	...	**157 150**	**153 109**	**149 211**	**157 369**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	17 059	48 490	46 523	47 582	52 270
Autriche	1 485	2 458	2 609	2 823	2 956
Belgique	5 426	7 219	7 544	8 318	8 615
Danemark	4 504	6 600	6 685	6 356	6 082
Espagne	13 897	21 289	17 838	15 501	14 628
Finlande	1 591	3 974	4 344	4 391	4 295
France	**20 602**	**28 857**	**28 783**	**27 926**	**28 354**
Grèce	585	632	642	895	936
Irlande	954	1 402	1 521	1 631	1 682
Italie	3 372	4 854	4 743	4 219	4 431
Luxembourg	48	72	92	101	118
Pays-Bas	5 743	7 874	9 046	9 111	10 943
Portugal	186	661	771	822	955
Royaume-Uni	9 652	15 803	14 725	12 656	14 095
Suède	...	6 966	7 244	6 881	7 009
Logement : UE à 15	...	...	...	...	...
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	1 802	3 403	3 042	3 149	3 297
Autriche	157	147	150	159	157
Belgique	...	...	...	...	...
Danemark	689	957	998	1 056	1 060
Espagne	445	444	370	584	512
Finlande	197	284	395	459	394
France	**7 132**	**9 495**	**10 198**	**10 749**	**10 740**
Grèce	278	427	460	427	517
Irlande	231	254	285	304	331
Italie	32	28	28	26	32
Luxembourg	4	5	5	5	5
Pays-Bas	761	888	895	998	1 052
Portugal	4	3	3	4	4
Royaume-Uni	10 122	14 586	16 018	16 050	17 348
Suède	...	1 989	2 165	2 124	2 166
Exclusion sociale : UE à 15	...	**24 587**	**26 545**	**28 635**	**28 365**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	5 938	8 756	10 676	11 947	12 275
Autriche	414	630	646	585	614
Belgique	933	1 297	1 256	1 345	1 396
Danemark	1 064	1 481	1 740	1 896	1 797
Espagne	277	492	491	533	784
Finlande	492	516	568	641	724
France	**3 064**	**4 663**	**5 157**	**5 759**	**6 017**
Grèce	142	263	156	213	241
Irlande	106	149	167	176	203
Italie	39	51	54	61	49
Luxembourg	28	37	41	42	43
Pays-Bas	1 918	2 053	2 147	2 081	371
Portugal	24	59	57	62	103
Royaume-Uni	1 301	2 098	1 433	1 386	1 605
Suède	...	2 044	1 955	1 906	2 143

TABLEAU C.04-4 (suite 2 et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Total des prestations de l'Union européenne à 15	...	**1 641 236**	**1 701 267**	**1 760 714**	**1 864 484**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	288 811	457 052	481 643	524 038	544 693
Autriche	32 535	43 802	47 679	50 849	51 534
Belgique	39 265	49 975	53 151	57 898	59 554
Danemark	29 322	36 840	40 906	43 175	44 116
Espagne	77 411	97 928	93 277	94 265	100 650
Finlande	26 152	24 827	27 766	30 594	30 823
France	**248 198**	**313 656**	**323 847**	**338 932**	**352 217**
Grèce	13 921	16 535	17 624	19 367	21 846
Irlande	6 539	8 238	8 831	9 427	10 061
Italie	197 196	207 752	209 318	195 085	227 405
Luxembourg	1 841	2 670	2 928	3 236	3 375
Pays-Bas	68 828	85 055	87 560	90 753	90 993
Portugal	7 386	13 022	13 952	14 844	16 535
Royaume-Uni	169 284	223 396	230 737	225 902	242 374
Suède	...	60 487	62 049	62 350	68 307

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

%

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	25,4	29,1	29,0	29,5	30,5
Autriche	26,7	29,0	29,8	29,7	29,5
Belgique	26,8	29,0	29,1	29,5 *e*	30,0 *e*
Danemark	30,3	33,5	35,1	34,3	33,6
Espagne	20,4	24,4	23,3	22,6	22,4
Finlande	25,5	35,4	34,6	32,7	32,1
France	**27,7**	**31,2**	**30,5**	**30,6**	**30,8**
Grèce	22,7	22,0	22,1	22,7	23,3
Irlande	19,1	20,8	20,3	19,9	18,9
Italie	24,1	26,0	25,8	24,5	24,8
Luxembourg	23,5	25,2	24,7	25,3	26,2
Pays-Bas	32,5	33,7	32,7	31,7	30,9
Portugal	15,5	21,0	21,0	20,7	21,6
Royaume-Uni	23,1	28,8	28,0	27,7	27,7
Suède	32,9	38,6	37,5	35,6	34,8
Ensemble de l'Union européenne	**25,4**	**29,0**	**28,7**	**28,5** *e*	**28,7** *e*

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Cotisations sociales des employeurs					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	139 693	195 360	209 347	225 893	225 613
Autriche	12 727	16 640	18 054	19 532	19 868
Belgique	18 226	24 081	26 139	28 747	29 827
Danemark	2 612	2 825	4 694	4 724	4 932
Espagne	43 283	51 757	50 499	48 777	53 339
Finlande	13 995	9 689	10 315	11 715	12 477
France	**137 078**	**159 165**	**164 234**	**173 610**	**182 184**
Grèce	5 840	6 914	7 329	7 828	8 975
Irlande	1 651	2 017	2 098	2 186	2 300
Italie	111 923	110 279	106 878	101 539	119 351
Luxembourg	633	851	888	914	964
Pays-Bas	16 462	20 765	21 206	23 764	24 881
Portugal	3 350	4 495	4 508	5 016	5 054
Royaume-Uni	57 944	60 847	64 390	62 265	68 250
Suède	...	27 058	26 848	26 253	30 486
Cotisations sociales des personnes protégées (1)					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	90 795	137 944	148 800	159 178	164 157
Autriche	8 382	11 419	12 653	13 704	14 056
Belgique	11 222	14 323	15 453	16 758	17 331
Danemark	1 752	1 953	4 999	6 894	7 837
Espagne	13 405	16 795	17 652	16 744	18 039
Finlande	2 540	3 406	4 545	4 781	4 757
France	**75 919**	**89 002**	**91 791**	**96 383**	**102 009**
Grèce	3 000	3 908	4 293	5 061	5 529
Irlande	1 060	1 285	1 391	1 381	1 493
Italie	31 705	38 982	37 573	37 254	43 441
Luxembourg	496	701	773	847	853
Pays-Bas	32 210	42 643	48 240	49 910	47 648
Portugal	1 803	2 497	2 786	3 157	3 267
Royaume-Uni	34 744	35 086	36 936	36 569	40 003
Suède	...	1 317	2 006	3 605	5 163
Contributions publiques courantes					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	80 755	144 513	148 902	158 410	173 224
Autriche	12 017	16 106	18 170	19 241	18 963
Belgique	11 007	12 489	12 856	13 513	13 634
Danemark	26 674	33 554	35 147	35 289	35 288
Espagne	20 822	31 648	27 589	28 830	28 492
Finlande	12 904	12 769	14 576	16 091	15 915
France	**44 029**	**63 146**	**71 973**	**74 116**	**73 862**
Grèce	5 026	5 439	5 899	6 618	7 170
Irlande	4 007	5 226	5 643	6 185	6 616
Italie	61 245	67 798	77 233	61 830	71 593
Luxembourg	891	1 232	1 386	1 665	1 742
Pays-Bas	20 656	21 931	17 406	17 342	17 559
Portugal	3 047	5 708	5 963	6 598	8 192
Royaume-Uni	84 884	127 196	132 600	127 227	134 329
Suède	...	33 562	34 756	33 379	34 574
Autres recettes courantes					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	8 836	12 548	10 293	12 265	13 565
Autriche	312	330	336	359	304
Belgique	4 136	5 369	8 203	6 053	6 172
Danemark	2 248	2 852	2 863	3 069	3 180
Espagne	2 016	2 599	2 072	2 434	2 671
Finlande	2 314	2 120	1 999	2 424	2 555
France	**6 556**	**7 491**	**6 488**	**7 123**	**6 949**
Grèce	1 171	1 801	1 795	1 955	1 964
Irlande	71	91	89	84	96
Italie	6 658	8 851	8 314	6 999	7 547
Luxembourg	173	211	191	185	174
Pays-Bas	13 151	15 886	16 358	17 285	17 130
Portugal	826	1 960	2 024	1 965	2 912
Royaume-Uni	35 268	28 186	28 991	31 174	34 153
Suède	...	6 038	5 691	5 811	6 017

TABLEAU C.04-6 (suite1 et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Total des recettes courantes (2) (3)					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	320 080	490 365	517 342	555 746	576 558
Autriche	33 438	44 496	49 214	52 835	53 193
Belgique	44 591	56 262	62 651	65 072	66 964
Danemark	33 285	41 183	47 704	49 976	51 238
Espagne	79 525	102 799	97 812	96 784	102 540
Finlande	31 754	27 983	31 435	35 011	35 704
France	**263 584**	**318 804**	**334 486**	**351 233**	**365 005**
Grèce	15 036	18 062	19 315	21 461	23 638
Irlande	6 789	8 619	9 221	9 835	10 506
Italie	211 531	225 909	229 998	207 623	241 932
Luxembourg	2 194	2 995	3 238	3 612	3 733
Pays-Bas	82 479	101 224	103 209	108 301	107 218
Portugal	9 026	14 660	15 281	16 735	19 426
Royaume-Uni	212 840	251 315	262 917	257 236	276 736
Suède	...	67 974	69 301	69 048	76 241

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.
(3) Du fait des arrondis la ligne « total » n'est pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation

Unité : Million de francs

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1980	1985	1990	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	Évolution annuelle moyenne 1980-1997 (%)
Assurance maladie :								8,2
Soins de santé	147 272	276 872	394 326	484 121	506 372	522 032	533 274	4,5
Indemnités journalières	11 883	18 366	20 694	23 757	24 209	24 240	24 453	
Total maladie	**159 155**	**295 238**	**415 020**	**507 878**	**530 581**	**546 272**	**557 727**	**8,0**
Assurance maternité :								6,8
Soins de santé	4 946	8 245	10 086	11 430	12 284	14 189	13 188	6,7
Indemnités journalières	4 024	7 077	8 925	10 480	11 203	11 324	11 313	
Total maternité	**8 970**	**15 322**	**19 011**	**21 910**	**23 487**	**25 513**	**24 501**	**6,8**
Assurance invalidité	**8 232**	**14 530**	**16 175**	**17 429**	**17 828**	**18 424**	**18 826**	**5,2**
Assurance décès	**746**	**952**	**961**	**925**	**899**	**940**	**915**	**1,5**
Assurances AT et MP (1) :								4,8
Soins de santé	2 869	4 175	5 590	5 688	5 962	6 101	5 713	5,3
Prestations en espèces	3 214	4 763	6 693	7 153	7 338	7 332	7 522	3,9
Incapacité permanente (2)	13 540	22 316	24 131	24 807	24 898	25 142	25 120	
Total AT + MP (1)	**19 623**	**31 254**	**36 414**	**37 648**	**38 198**	**38 575**	**38 355**	**4,3**
Total général	**196 726**	**357 296**	**487 581**	**585 790**	**610 993**	**629 724**	**640 324**	**7,5**

(1) AT : accidents du travail; MP : maladies professionnelles.
(2) Rentes et autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1997 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	25 298	1 236	746	874	1 108	29 262
Visites	5 615	604	240	316	310	7 085
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE, forfaits]	15 273	993	466	893	894	18 519
Radiologie [Z, ZN, PRA]	8 031	453	234	425	464	9 607
Autres	3 236	260	99	184	733	4 512
Total honoraires médicaux	**57 453**	**3 546**	**1 785**	**2 692**	**3 509**	**68 985**
Total honoraires dentaires	**11 296**	**475**	**323**	**429**	**596**	**13 119**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**68 749**	**4 021**	**2 108**	**3 121**	**4 105**	**82 104**
Versements aux établissements du secteur public	222 100	14 336	6 672	11 162	12 715	266 848
Versements aux établissements du secteur privé	34 320	3 259	2 041	2 060	2 796	44 428
Total versements aux établissements d'hospitalisation (1)	**256 420**	**18 270**	**9 104**	**13 222**	**15 464**	**312 480**
Pharmacie	66 841	5 862	2 364	3 503	5 034	83 604
Actes en AM, AIS et SFI (2)	19 036	2 212	792	1 260	1 335	24 635
Actes en B, BP, BR, KB, PB et TB (3)	9 939	660	311	540	608	12 058
Optique et orthopédie	5 366	531	176	380	395	6 848
Total prescriptions	**101 182**	**9 265**	**3 643**	**5 683**	**7 372**	**127 145**
Autres prestations	**9 004**	**811**	**330**	**470**	**930**	**11 545**
Prestations en espèces	**23 212**	**...**	**890**	**...**	**351**	**24 453**
Total maladie	**458 567**	**32 367**	**16 075**	**22 496**	**28 222**	**557 727**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(3) B, BP, BR, KB, PB et TB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	r 1984	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996	*e* 1997
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 923**	**4 722**	**4 974**	**5 286**	**5 576**	**5 805**
Centres d'aide par le travail	2 710	4 658	4 917	5 233	5 527	5 762
Centres de rééducation professionnelle	55	—	—	—	—	—
Allocation différentielle	158	64	57	52	49	43
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**1 577**	**2 293**	**2 287**	**2 403**	**2 477**	**2 620**
Sans domicile fixe (1)	**1 163**	**1 059**	**1 097**	**1 001**	**986**	...
Aide médicale (1)	745	684	710	633	631	...
Autres formes d'aide sociale	418	374	387	369	355	370
Aide médicale (1) (2)	**2 191**	**6**	**6**	**6**	**6**	**681**
Interruption volontaire de grossesse	8	6	6	6	6	...
Aide sociale aux personnes âgées	**76**	**51**	**20**	**16**	**15**	**13**
Allocation simple	76	51	20	16	15	13
Divers	**126**	**304**	**317**	**368**	**429**	**477**
Allocation supplémentaire du FNS	76	51	///	///	///	///
Tutelle	—	231	285	336	397	446
Autres (3)	50	23	33	32	32	31
Sous-total prestations versées	**8 055**	**8 435**	**8 702**	**9 080**	**9 490**	**9 966**
Frais d'administration et de contrôle	**523**	///	///	///	///	///
Total	**8 578**	**8 435**	**8 702**	**9 080**	**9 490**	**9 966**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT (4)						
Aide sociale à l'enfance	**14 963**	**21 911**	**23 035**	**23 948**	**24 822**	**25 661**
Aide sociale aux personnes handicapées	**7 963**	**16 581**	**17 805**	**18 944**	**19 959**	**19 536**
À domicile (5)	4 380	8 353	8 738	9 145	9 372	...
Hébergement (6)	3 344	8 141	8 988	9 703	10 472	///
Éducation spéciale	239	///	///	///	///	...
Autres dépenses (7)	///	87	79	95	115	...
Aide sociale aux personnes âgées	**6 548**	**6 510**	**6 800**	**7 024**	**6 975**	**7 333**
À domicile	1 798	1 429	1 330	1 278	1 201	...
Hébergement	4 750	4 996	5 393	5 660	5 688	...
Autres dépenses (7)	///	85	77	87	86	...
Aide médicale	**2 017**	**4 181**	**5 442**	**6 216**	**6 540**	**7 158**
Aide médicale générale	1 791	4 032	5 283	///	///	///
À domicile	836	970	1 835	2 349	2 591	...
Hospitalière	1 155	771	815	1 129	1 269	...
Cotisations d'assurance personnelle (8)	///	2 260	2 571	2 663	2 609	...
Autres dépenses (7)	///	31	62	76	71	///
Aide médicale aux malades mentaux	196	142	149	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	30	8	11	///	///	///
Sous-total prestations versées	**31 490**	**49 183**	**53 082**	**56 132**	**58 295**	**59 688**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI (9)	///	2 183	2 715	3 042	3 357	4 039
Service départemental d'action sociale	1 840	3 459	3 570	3 809	4 147	4 349
Frais communs	348	1 957	1 956	1 939	2 124	2 120
Total	**33 678**	**56 781**	**61 324**	**64 922**	**67 924**	**70 196**

(1) Depuis 1997, l'imputation des dépenses d'aide médicale ne permet plus de discerner l'aide médicale aux SDF de l'IVG.
(2) Les cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés sont prises en charge par la Sécurité sociale depuis 1986. Les cotisations d'assurance personnelle sont à la charge des départements depuis 1987.
(3) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation loyer, allocation militaire et allocation exceptionnelle de protection sociale des français de la zone franc.
(4) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(5) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(6) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(7) Depuis 1992, le poste «les autres dépenses» regroupe des frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui auparavant étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(9) Données disponibles seulement à partir de 1992.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	r 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997	*e* 1998
Aide relevant de l'État						
Aide médicale :						
Interruption volontaire de grossesse	8 990	10 380	11 160	12 190	12 190	...
Aide sociale aux personnes âgées :						
Allocation simple	1 760	1 110	1 020	1 050	770	...
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Allocation différentielle	3 350	3 070	2 790	2 560	2 360	...
Sans domicile fixe :						
Aide médicale à domicile (1) (2)	...	...	...	...	...	...
Aide médicale hospitalière (1)	...	...	...	...	...	...
Aide médicale assurance personnelle	...	...	17 980	27 070	27 800	...
Aide sociale aux personnes âgées (5)	3 610	3 670	3 710	3 550	3 540	...
Aide sociale aux personnes handicapées (5)	1 050	1 000	990	1 000	1 000	...
Allocations diverses :						
Allocation militaire (5)	270	210	160	120	90	...
Allocation supplémentaire du FSV (5)	780	410	310	480	260	...
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Mesures administratives	35 300	33 450	31 300	30 600	29 600	28 850
Mesures judiciaires	70 750	73 200	76 050	78 350	80 400	81 800
Total des enfants confiés à l'ASE	**106 050**	**106 650**	**107 350**	**108 950**	**110 000**	**110 650**
Placements directs	28 400	28 300	27 600	27 400	27 200	26 150
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 450**	**134 950**	**134 950**	**136 350**	**137 200**	**136 800**
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Aide à domicile :						
Aide ménagère et auxiliaires de vie ARSM (3)	7 160	7 170	7 120	7 760	8 010	9 000
ACTP (4) de moins de 60 ans	80 300	83 000	85 400	87 140	88 300	89 400
Accueil :						
Hébergement en établissement	70 260	71 580	72 050	76 000	76 210	77 500
Accueil de jour (5)	3 740	4 730	5 550	7 120	7 140	7 600
Accueil en milieu familial	1 870	2 060	2 490	2 620	2 870	3 000
Aide sociale aux personnes âgées :						
Aide à domicile :						
Aide ménagère	96 720	92 140	90 860	83 840	76 780	72 300
ACTP (4) plus de 60 ans	178 500	186 700	195 400	197 500	169 700	102 800
PSD (6) à domicile	///	///	///	///	///	46 500
Accueil :						
Hébergement en établissement	134 650	135 760	133 750	130 850	127 370	125 000
Accueil en milieu familial (5)	560	650	690	700	710	780
PSD (6) en établissement	///	///	///	///	///	39 500
Aide médicale :						
Cotisations d'assurance personnelle	233 400	247 400	259 100	251 900	267 800	265 000

(1) Nombre d'admissions dans l'année.
(2) Les personnes se trouvant sans résidence stable et qui n'ont pas élu domicile au titre du RMI, doivent faire élection de domicile auprès d'un organisme agréé par le préfet pour pouvoir bénéficier des soins dits « à domicile ».
(3) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(4) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(5) L'estimation nationale pour ces variables a été revue en 1998 pour les années 1992 à 1997.
(6) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Tous régimes hors AAH (2)	63 813	104 185	120 236	143 397	148 516	150 427	158 543	157 617
Régime général hors AAH (2)	50 332	84 795	101 909	125 665	131 208	133 997	141 863	141 759

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Millier

	1980	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Familles allocataires :							
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 839	5 806	5 813	5 508
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	5 021	5 011	5 035	4 789
Enfants bénéficiaires :							
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 296	12 281	12 262	11 517
dont : régime général	9 626	9 972	10 253	10 496	10 526	10 552	9 945

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales

Unité : Million de francs

	1990	1995	1996	1997	1998
Prestations complément de revenu :					
Allocations familiales	62 834	68 778	68 728	70 030	66 332
Complément familial	8 364	9 812	9 685	9 540	9 676
Allocation de parent isolé	3 756	4 528	4 409	4 411	4 425
Prestations liées à la maternité :					
Allocation pour jeune enfant	19 295	19 861	18 017	16 599	16 804
Allocation parentale d'éducation	5 971	8 170	12 538	16 588	17 795
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	936	1 697	2 145	1 634
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	...	5 639	6 999	7 859	8 801
Allocation d'adoption	...	9	21	22	32
Prestations spécifiques :					
Allocation de soutien familial	3 515	4 432	4 496	4 686	4 822
Allocation d'éducation spéciale	1 244	1 702	1 747	1 795	1 879
Allocation de rentrée scolaire	1 935	8 221	5 412	8 582	8 756
Aide à la scolarité	...	740	720	737	5
Logement :					
Allocation de logement à caractère familial	11 901	14 479	14 620	14 761	15 528
Prime de déménagement	25	22	23	27	26
Dépenses diverses :					
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	193	182	166	175
Allocation différentielle	167	172	158	185	187
Frais de tutelle	530	821	889	908	770
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	...	...	...	...
Prestations familiales (1) (2)	**120 218**	**148 516**	**150 427**	**158 543**	**157 617**
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :					
Allocation de logement à caractère social	9 327	19 739	20 359	20 394	21 321
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :					
Aide personnalisée au logement	27 568	35 690	36 386	37 670	38 438
Prime de déménagement	31	26	28	27	26

(1) Hors AAH (allocation adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF)
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires et million de francs

	1996			1997			1998		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	58 797	3 795	9 455	59 624	3 817	///	57 290	3 553	8 852
Complément familial	8 365	793	2 673	8 324	786	///	8 481	792	2 653
Allocation de parent isolé	4 367	148	243	4 374	150	///	4 390	149	248
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	16 362	1 263	2 183	15 197	1 286	///	15 359	1 296	2 076
Allocation parentale d'éducation	11 436	409	1 046	15 133	480	///	16 191	487	1 220
Allocation de garde d'enfant à domicile	1 673	66	142	2 114	81	///	1 611	72	157
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	6 760	378	599	7 582	421	///	8 487	468	748
Allocation d'adoption	11	1	2	11	1	///	16	1	2
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	4 173	478	811	4 314	486	///	4 506	496	845
Allocation d'éducation spéciale	1 515	88	214	1 551	91	///	1 647	94	224
Allocation de rentrée scolaire	4 826	2 509	6 038	7 709	2 623	///	7 881	2 686	6 105
Aide à la scolarité	669	647	1 922	689	657	///	6	///	///
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	13 881	1 030	1 914	14 068	1 043	///	14 838	1 068	2 009
Prime de déménagement	23	///	///	27	///	///	///	///	///
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	148	53	///	131	49	///	142	42	33
Allocation différentielle	158	13	24	185	16	///	187	14	///
Frais de tutelle	856	///	///	873	///	///	///	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Prestations familiales (1) (2)	**133 997**	5 029	10 571	**141 864**	5 035	///	**141 759**	4 789	9 945
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									///
Allocation de logement à caractère social	18 838	1 965	4	18 917	1 976	///	19 856	2 054	///
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									///
Aide personnalisée au logement	34 788	2 744	3 570	36 058	1 043	///	36 839	2 758	///
Prime de déménagement	///	///	///	///	///	///	///	///	///

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière

Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus
(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Ensemble des carrières				Carrières complètes (1)		
	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)	Part des carrières complètes (%)	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)
Un seul régime de base : retraités unipensionnés							
Salarié du secteur privé (régime général et régimes complémentaires)	5 787	45,4	128	50,8	8 936	38,4	172
Agents de la fonction publique d'État	10 897	4,9	143	63,7	12 314	5,2	155
Agents des collectivités locales (CNRACL)	6 907	1,0	118	26,1	10 075	0,5	153
Salariés agricoles (MSA)	3 179	1,1	103	41,0	5 470	0,8	168
Autre régime (EDF, SNCF, RATP, Mines, Marine...)	8 741	2,0	136	39,9	10 762	1,4	157
Ensemble des anciens salariés	**6 326**	**55,0**	**129**	**50,9**	**9 324**	**46,2**	**169**
Exploitants agricoles	1 977	8,0	142	62,5	2 302	8,4	167
Artisans (CANCAVA)	3 340	n.s (3)	123	45,7	4 895	0,2	174
Commerçants (ORGANIC)	2 203	1,0	92	15,0	3 616	0,2	162
Professions libérales	11 995	n.s (3)	129	17,3	15 823	0,1	159
Ensemble des anciens non salariés	**2 213**	**9,0**	**137**	**57,4**	**2 474**	**8,9**	**167**
Ensemble des unipensionnés	**5 727**	**64,0**	**130**	**51,8**	**8 218**	**55,1**	**169**
Plusieurs régimes de base : retraités polypensionnés							
RG (2) et régime salarié agricole	5 804	7,0	152	68,4	7 207	8,5	177
RG et régime exploitant agricole	3 783	4,0	156	63,7	4 655	4,6	186
RG et régime artisan	6 082	2,0	166	82,1	6 716	3,2	179
RG et régime commerçant	5 558	4,0	150	60,9	7 196	3,5	178
RG et régime fonctionnaire ou CNRACL	9 448	4,6	172	78,9	10 416	6,1	185
RG et un autre régime de base	10 062	3,2	170	81,7	10 869	4,4	180
RG et deux autres régimes ou plus	7 326	4,2	181	84,7	7 771	5,9	189
Salarié agricole et exploitant agricole	3 633	3,0	163	80,5	3 931	3,4	174
Salarié agricole, exploitant agricole et autre régime	4 942	3,0	177	83,4	5 384	3,7	189
Autres situations à deux régimes ou plus	7 718	1,0	167	70,3	8 707	1,6	186
Ensemble des polypensionnés	**6 434**	**36,0**	**164**	**74,4**	**7 432**	**44,9**	**182**
Ensemble des régimes	**5 983**	**100,0**	**142**	**60,0**	**7 865**	**100,0**	**175**

(1) Carrières complètes : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(2) RG : régime général.
(3) n.s : non significatif.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Franc

	1993				1997				
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	Allocations du FSV	**Retraite totale**
Retraités de droit direct ayant exercé une carrière complète (2) (3)									
Hommes	8 071	453	28	**8 552**	8 877	401	30	25	**9 333**
Femmes	5 014	262	490	**5 766**	5 926	176	519	44	**6 665**
Ensemble	**6 987**	**386**	**192**	**7 565**	**7 865**	**324**	**198**	**31**	**8 418**
Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans ou plus (4)									
Hommes	7 462	467	31	**7 960**	8 344	385	31	45	**8 805**
Femmes	3 217	285	828	**4 330**	3 894	183	885	72	**5 034**
Ensemble	**5 094**	**366**	**476**	**5 936**	**5 983**	**278**	**484**	**59**	**6 804**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(2) Carrière complète : retraité de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(3) Champ : Retraités ayant exercé une carrière complète.
(4) Champ : Ensemble des retraités (quelque soit la durée de carrière).

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale

(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Franc

	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct ayant effectué une carrière complète (1)						
Hommes						
Droits directs	8 763	8 863	8 986	9 084	8 087	8 877
Droits dérivés (réversion)	9	18	31	49	104	30
Avantages accessoires (2)	344	387	425	455	415	401
Allocations du FSV	10	13	25	35	116	25
Retraite globale	**9 126**	**9 281**	**9 467**	**9 623**	**8 722**	**9 333**
Femmes						
Droits directs	6 678	6 102	5 854	5 602	4 818	5 926
Droits dérivés (réversion)	257	332	532	750	949	519
Avantages accessoires (2)	182	183	160	184	156	176
Allocations du FSV	5	12	22	57	243	44
Retraite globale	**7 122**	**6 629**	**6 568**	**6 593**	**6 166**	**6 665**
Ensemble						
Droits directs	8 147	7 968	7 905	7 781	6 527	7 865
Droits dérivés (réversion)	82	120	204	311	507	198
Avantages accessoires (2)	296	321	334	353	291	324
Allocations du FSV	9	13	24	44	177	31
Retraite globale	**8 534**	**8 422**	**8 467**	**8 489**	**7 502**	**8 418**
Retraités de droit direct de 60 ans ou plus (quelque soit la durée de carrière) (3)						
Hommes						
Droits directs	8 202	8 455	8 478	8 524	7 254	8 344
Droits dérivés (réversion)	10	21	30	50	107	31
Avantages accessoires (2)	327	379	412	435	380	385
Allocations du FSV	25	31	50	53	143	45
Retraite globale	**8 564**	**8 886**	**8 970**	**9 062**	**7 884**	**8 805**
Femmes						
Droits directs	4 903	4 149	3 779	3 567	3 087	3 894
Droits dérivés (réversion)	352	550	825	1 203	1 573	885
Avantages accessoires (2)	195	190	169	193	157	183
Allocations du FSV	35	39	50	76	215	72
Retraite globale	**5 485**	**4 928**	**4 823**	**5 039**	**5 032**	**5 034**
Ensemble						
Droits directs	6 830	6 338	5 944	5 609	4 323	5 983
Droits dérivés (réversion)	152	281	458	728	1 138	484
Avantages accessoires (2)	272	286	281	293	223	278
Allocations du FSV	29	35	50	67	194	59
Retraite globale	**7 283**	**6 940**	**6 733**	**6 697**	**5 878**	**6 804**

(1) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus, ayant exercé une carrière complète (retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus).
(2) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(3) Champ : ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus.

TABLEAU C.04-18A

Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unités : Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Fonds de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	1 040,9	988,8 *r*	942,6 *r*	886,1
Montants versés	20 675	17 827	15 357	14 901	14 602	13 413
Fonds spécial d'invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	109,3	104,7	102,5	100,6
Montants versés	1 542	1 633	1 512	1 534	1 591	1 585

TABLEAU C.04-18B

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur

France entière

Au 31 décembre 1997

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : Montants en million de F

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	383 439	5 633	85 412	1 279
Exploitants agricoles	258 950	3 281	5 643 *e*	115
SASV	67 438	1 523	///	///
Salariés agricoles	38 867	620	5 499	103
ORGANIC (commerçants)	21 059	409	345	5
CANCAVA (artisans)	20 591	343	944	19
CAMAVIC (cultes)	6 070	94	22	–
Professions libérales	483	6	17	18
Régimes spéciaux (1)	8 215	66	1 181	...
SNCF	2 210	...	222	...
Mines	1 160	...	126	...
Marins	1 812	...	97	...
Ouvriers de l'État	684	...	100	...
Collectivités locales	1 937	...	579	...
Autres régimes spéciaux	412	...	57	...
Total métropole	**805 112**	**11 975**	**99 063**	**1 539**
DOM	**80 949**	**1 438**	**1 540** *e*	**46**

(1) Non compris les fonctionnaires (environ 2 300 pour un montant de 11 millions de francs).

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Franc

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12 990	14 990	16 330	16 610	16 943	17 147	17 336
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	17 480	19 500	21 990	23 259	23 764	24 050	24 315
Minimum vieillesse :							
Personne seule	30 470	33 990	38 320	39 870	40 707	41 197	41 651
Couple	55 220	60 990	68 750	71 525	73 028	73 906	74 720

TABLEAU C.04-20

Signataires de contrat d'insertion (1)

France entière

Année 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Hommes	Femmes	Ensemble %
Selon le statut d'occupation du logement (2)			
Propriétaire (y compris accédant)	–	–	8,3
Locataire d'un particulier	–	–	50,2
Locataire d'un meublé loué à un professionnel ou d'une chambre d'hôtel	–	–	0,9
Logé gratuitement ou hébergé dans la famille ou chez des amis	–	–	34,9
Hébergé en centre d'hébergement de longue durée	–	–	2,3
Habitant en hébergement mobile	–	–	1,8
Hébergé dans un hébergement d'urgence, une habitation précaire ou sans abri	–	–	1,6
Total	–	–	100,0
Selon le niveau de formation			
Niveau baccalauréat, brevet de technicien, brevet professionnel ou enseignement supérieur	15,5	12,7	14,1
Niveau CAP, BEP, apprentissage complet, première ou seconde	29,1	24,6	26,8
Obtention du certificat d'études primaires, niveau troisième, début de formation professionnelle	17,2	21,6	19,5
Études primaires (sans certificat d'études), niveau inférieur à la 3ème, formation pré-professionnelle, enseignement spécialisé	32,3	35,9	34,1
Aucune scolarisation	5,9	5,2	5,5
Total	**100,0**	**100,0**	100,0
Selon la qualification			
Ouvrier sans qualification, O.S, manœuvre, manutentionnaire, ouvrier agricole non qualifié	30,7	11,9	21,2
Ouvrier qualifié, conducteur d'engin ou de véhicule	27,9	4,5	16,1
Agent de service, femme de ménage, gardien, gardienne d'enfants, employé hôtellerie-restauration	7,0	25,4	16,3
Vendeur, employés de commerce	4,5	9,5	7,0
Employé sans qualification, agent de bureau, planton	2,5	5,7	4,1
Employé qualifié (secrétaire, sténo-dactylo, aide-comptable, dactylo-codeur, pupitreur etc.)	3,1	8,6	5,9
Technicien, dessinateur, agent de maîtrise, cadre, profession intellectuelle, artistique, sociale	7,2	3,7	5,4
Artisan, commerçant, travailleur indépendant, aide familial de travailleur indépendant	6,7	2,7	4,7
Agriculteur exploitant, aide familial agricole	2,4	1,5	2,0
N'a jamais travaillé	8,0	26,5	17,3
Total	**100,0**	**100,0**	100,0
Selon la situation professionnelle			
Travaille à son compte ou comme aide familial	3,2	1,9	2,5
Salarié sous contrat à durée indéterminée (y compris intermittent)	2,0	2,9	2,5
Salarié sous contrat à durée déterminée, intérimaire, saisonnier ou excerce des emplois occasionnels	3,7	3,2	3,4
Salarié sous contrat aidé (CRE, CES, contrat d'adaptation, contrat de qualification, emploi dans une entreprise d'insertion ou une association intermédiaire etc.)	13,5	12,6	13,0
A une activité d'insertion	1,6	1,7	1,7
Suit un stage de formation (AIF, stage modulaire etc.)	3,0	2,7	2,8
Chômeur inscrit à l'ANPE	56,3	44,6	50,4
Chômeur non inscrit à l'ANPE	10,1	10,8	10,5
Inactif (y compris étudiant)	6,6	19,6	13,2
Total	**100,0**	**100,0**	100,0

(1) Les bénéficiaires du RMI peuvent signer plusieurs contrats dans l'année. C'est la situation lors du dernier contrat qui est indiquée.
(2) Répartition par famille (1couple = 1 unité).

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 31 décembre 1997

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	557 943	59,7	1 919	57 842	52,0	1 613
Avec un enfant	116 555	12,5	2 037	15 514	13,9	1 626
Avec deux enfants	55 050	5,9	2 019	9 198	8,3	1 373
Avec trois enfants et plus	25 850	2,8	1 692	4 928	4,4	1 521
Couple :						
Sans enfant	40 176	4,3	2 102	3 674	3,3	1 830
Avec un enfant	45 542	4,9	2 175	5 976	5,4	1 879
Avec deux enfants	42 357	4,5	2 245	6 915	6,2	1 880
Avec trois enfants et plus	50 525	5,4	2 190	7 258	6,5	1 845
Total	**933 998**	**100,0**	**1 983**	**111 305**	**100,0**	**1 643**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Allocataires du RMI selon l'âge (1)

France entière

Situation au 31 décembre 1997

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	30 412	3,2	4 796	4,3
De 25 à 29 ans	245 479	26,3	25 262	22,7
De 30 à 39 ans	288 289	30,9	36 704	33,0
De 40 à 49 ans	214 151	22,9	23 087	20,7
De 50 à 59 ans	122 073	13,1	16 866	15,2
60 ans et plus	33 594	3,6	4 590	4,1
Total	**933 998**	**100,0**	**111 305**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Allocataires du RMI

Payés en décembre

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Métropole	422 102	696 592	803 303	840 839	903 804	956 596	993 286
D.O.M.	88 044	96 355	105 033	105 171	106 668	111 305	118 822
Total	**510 146**	**792 947**	**908 336**	**946 010**	**1 010 472**	**1 067 901**	**1 112 108**

TABLEAU C.04-24

Bénéficiaires du RMI

Au 31 décembre 1997

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Ouverture de droits	Nombre	%
Moins de 6 mois	159 619	17,1
De 6 mois à 1 an	124 434	13,3
De 1 à 2 ans	176 226	18,9
De 2 à 3 ans	117 543	12,6
De 3 à 5 ans	168 316	18,0
Plus de 5 ans	187 860	20,1
Total	**933 998**	**100,0**

D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1A. Consommation effective des ménages par fonction en valeur.
1B. Consommation effective des ménages par fonction en volume.
2A. Montant de la consommation effective des ménages par durabilité en valeur.
2B. Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité en volume.
3. Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France depuis 1990.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5B. Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.
6. Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.
7. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
8. Le budget des ménages en 1995.
9. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1998, la croissance de la dépense de consommation des ménages est la plus élevée depuis plus de dix ans : + 3,4 % en volume en moyenne annuelle. Cette progression est favorisée par la hausse du pouvoir d'achat et par la confiance retrouvée des ménages qui réduisent leur taux d'épargne pour consommer plus. La consommation apporte ainsi un fort soutien à la croissance.

Les occupations quotidiennes des personnes évoluent : quatre temps viennent scander la journée des Français. Le temps consacré à entretenir la « machine humaine » occupe la moitié de la journée; le temps de travail ou d'études est très variable bien sûr, selon que l'on est actif ou inactif (femme au foyer, retraité ou étudiant). Pour leur part, les travaux domestiques et les loisirs remplissent respectivement, quatre heures et quatre heures et demi de la journée. Entre 1986 et 1999, grâce essentiellement à la diminution globale du temps de travail et des tâches ménagères, le temps quotidien de loisirs s'est allongé d'une demi-heure (cf. tableau D01-9).

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement);

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages.

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

— l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit; par exemple, dans le tableau D01-4, les données relatives aux agriculteurs exploitants ont été élaborées à partir des réponses de 321 ménages, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

— l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-8) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989. L'échantillon de 1995 est constitué par 9 634 ménages.

— L'enquête « Emploi du temps 1998-1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964-1965, 1974-1975, et 1985-1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-9, concerne 16 000 individus environ.

— l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans;

— les enquêtes transports.

- les statistiques de production et du commerce extérieur.

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.).

---

(1) Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation ».
(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. Sources de documentation.

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- les statistiques de distribution.

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

• Nomenclature de fonction

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

• Nomenclature de durabilité

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total com-

prenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. Le tableau D01-7 de la présente édition, propose une actualisation partielle de certains équipements et porte cette fois sur les quinze États de l'Union européenne. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays.

3. DÉFINITIONS

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.

Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non . La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.

Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.

Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

- exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

- exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en

consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

	Ménages	**Administrations publiques**	**ISBLSM**
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

• L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

- *autoconsommation de biens*

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agro-alimentaires.

- exemples :

pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...

- *autoconsommation de services*

Elle concerne trois postes :

- Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

- Les services d'action sociale (assistante maternelle).

- Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants; le reste de l'autoconsommation est évaluée aux prix à la production.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

Publications concernant les méthodes :

— « Vingt ans après, la comptabilité nationale s'adapte », *Économie et Statistique*, n° 318, 1998;

— « Les nouvelles évaluations de biens et services dans les comptes nationaux », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999;

— « Les comptes de secteur institutionnels : de la base 80 à la base 95 », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999.

Séries de consommation en base 1980 :

INSEE-Résultats :

— « 35 ans de consommation des ménages », principaux résultats de 1959 à 1993, et séries détaillées 1959-1970, n° 378-379, série consommation-modes de vie, n° 69-70, mars 1995;

INSEE-Première :

— « La consommation des ménages en 1997 », n° 585, mai 1998.

Sur disquette :

— « Les séries de consommation des ménages par produit, par fonction et par durabilité en valeur, au prix de l'année précédente et aux prix de 1980 » :

— de 1959 à 1970, 1970 à 1993, 1994 à 1997.

Séries de consommation en base 1995 :

INSEE-Résultats :

— « La consommation des ménages en 1998 », n° 671-672, série consommation-modes de vie, n° 99-100, août 1999.

INSEE-Première :

— « La consommation des ménages en 1998 », n° 657, juin 1999.

Autres publications :

INSEE-Résultats :

— « Les vacances des Français, tendances longues, résultats détaillés de 1993 à 1994 », n° 451-452, série consommation-modes de vie, mars 1996;

— « Le budget des ménages en 1995 », n° 550, série consommation-modes de vie, n° 90, juillet 1997.

— « Enquête emploi du temps 1999 », série consommation-modes de vie, à paraître.

INSEE-Première :

— « Consommation des ménages et dépense publique », n° 514, mars 1997;

— « L'informatique à la maison : une diffusion sensible mais encore très ciblée », n° 629, janvier 1999;

— « L'informatique, une technique assimilée par les jeunes générations », n° 643, avril 1999;

— « Le temps de travail des cadres », n° 671, août 1999;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999.

Économie et statistique :

— « Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », n° 243, mai 1991.

— « Consommation : un lent bouleversement de 1979 à 1997 », « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », n° 324-325, avril-mai 1999.

Données sociales 1999, INSEE :

— « Modes de vie et consommation en France de 1980 à 1996 », N. Herpin, D. Kerger;

— « Combien nous coûtent nos enfants », L. Olier.

France, Portrait social, 1999-2000, INSEE :

— « La répartition du travail domestique entre conjoints reste très largement spécialisée et inégale ».

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Consommation et pouvoir d'achat de 1983 à 1998

(Variation par rapport à l'année précédente en %)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

TABLEAU D.01-1A

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1990	1998
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées....	**01**	**622 229**	**633 077**	**649 243**	**654 817**	**672 753**	**691 094**	**13,14**	**11,68**
Produits alimentaires	011	585 579	593 828	604 945	609 922	625 329	642 581	12,38	10,86
Pain et céréales	0111	86 388	87 763	89 066	92 200	94 305	95 323	1,77	1,61
Viandes	0112	191 958	190 279	194 386	195 755	201 601	206 195	4,10	3,49
Poissons et crustacés	0113	45 142	45 219	43 479	45 235	46 695	49 361	0,92	0,83
Lait, fromages et œufs	0114	88 234	89 490	91 064	89 877	91 387	94 342	1,82	1,59
Huiles et graisses	0115	17 597	17 831	17 777	18 284	18 561	18 599	0,39	0,31
Fruits	0116	38 405	41 633	42 807	41 943	43 949	44 742	0,91	0,76
Légumes	0117	60 416	62 188	64 452	64 275	64 397	67 661	1,31	1,14
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	42 100	43 403	44 947	44 772	46 215	47 545	0,86	0,80
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.	0119	15 339	16 023	16 968	17 583	18 220	18 813	0,30	0,32
Boissons non alcoolisées	012	36 650	39 249	44 298	44 895	47 424	48 513	0,76	0,82
Café, thé et cacao	0121	10 992	12 634	15 758	15 552	16 574	16 817	0,27	0,28
Autres boissons non alcoolisées	0122	25 658	26 615	28 540	29 343	30 850	31 696	0,49	0,54
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**132 403**	**139 651**	**145 813**	**151 926**	**156 303**	**163 419**	**2,45**	**2,76**
Boissons alcoolisées	021	73 945	73 300	74 961	76 985	78 205	81 272	1,45	1,37
Alcools	0211	21 901	21 919	21 865	22 814	22 823	23 069	0,40	0,39
Vins, cidres et champagnes	0212	42 834	42 282	43 965	44 896	45 928	48 294	0,85	0,82
Bières	0213	9 210	9 099	9 131	9 275	9 454	9 909	0,20	0,17
Tabac	022	58 458	66 351	70 852	74 941	78 098	82 147	1,00	1,39
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**247 033**	**242 482**	**238 250**	**239 839**	**243 911**	**250 259**	**5,36**	**4,23**
Articles d'habillement	031	197 153	192 505	188 254	189 242	192 625	197 974	4,30	3,35
Fournitures pour habillement	0311	2 738	2 640	2 620	2 605	2 575	2 587	0,07	0,04
Vêtements	0312	167 896	163 301	158 843	159 101	162 004	166 669	3,66	2,82
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	19 594	19 617	19 725	20 180	20 638	21 300	0,43	0,36
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	6 925	6 947	7 066	7 356	7 408	7 418	0,15	0,13
Chaussures y. c. réparations	032	49 880	49 977	49 996	50 597	51 286	52 285	1,07	0,88
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**957 745**	**990 089**	**1 025 942**	**1 076 088**	**1 097 033**	**1 136 823**	**17,44**	**19,21**
Loyers d'habitations effectifs	041	185 076	192 888	202 912	211 406	217 327	227 404	3,34	3,84
Loyers imputés	042	485 471	507 591	520 401	539 730	555 713	576 728	8,65	9,75
Réparation et entretien courants de logements	043	54 369	56 478	58 868	61 134	62 742	64 366	1,02	1,09
Autres services liés au logement	044	60 284	66 067	70 877	76 238	80 215	83 774	1,09	1,42
Distribution d'eau	0441	21 737	23 369	24 316	26 230	27 126	28 167	0,37	0,48
Enlèvement des ordures ménagères	0442	12 769	14 173	15 446	16 997	18 498	19 499	0,25	0,33
Services d'assainissement	0443	8 631	10 814	12 463	13 676	14 881	15 786	0,13	0,27
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs....	0444	17 147	17 711	18 652	19 335	19 710	20 322	0,33	0,34
Électricité, gaz et autres combustibles	045	172 545	167 065	172 884	187 580	181 036	184 551	3,34	3,12
Électricité	0451	93 410	92 733	96 501	102 200	97 618	99 183	1,74	1,68
Gaz	0452	29 918	27 593	29 029	32 244	30 521	34 237	0,54	0,58
Combustibles liquides	0453	35 113	31 823	32 259	37 468	37 641	35 881	0,77	0,61
Combustibles solides	0454	8 146	9 082	8 998	9 035	8 623	8 325	0,18	0,14
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	5 958	5 834	6 097	6 633	6 633	6 925	0,11	0,12
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**262 913**	**266 200**	**272 753**	**280 909**	**287 892**	**301 549**	**5,65**	**5,10**
Meubles, art, d'ameublement, tapis et autres	051	78 153	79 514	80 633	82 020	82 346	87 682	1,82	1,48
Meubles et articles d'ameublement	0511	70 973	72 328	73 640	74 986	75 267	80 328	1,66	1,36
Tapis et autres revêtements de sol	0512	3 396	3 349	3 137	3 118	3 083	3 130	0,08	0,05
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	3 784	3 837	3 856	3 916	3 996	4 224	0,08	0,07
Articles de ménage en textile	052	18 772	18 238	18 000	18 121	18 361	18 967	0,40	0,32
Appareils ménagers	053	43 471	44 423	45 182	45 530	46 443	47 620	0,96	0,80
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	30 554	31 412	31 656	31 556	32 232	32 797	0,69	0,55
Petits appareils électriques	0532	9 700	9 803	10 133	10 530	10 736	11 330	0,20	0,19
Réparation d'appareils ménagers	0533	3 217	3 208	3 393	3 444	3 475	3 493	0,07	0,06
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	23 819	24 503	25 021	25 438	25 860	26 483	0,49	0,45
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	13 055	13 259	13 363	13 312	13 731	14 099	0,28	0,24
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation....	056	85 643	86 263	90 555	96 488	101 152	106 699	1,69	1,80
Articles de ménage non durables	0561	50 892	48 942	50 391	51 852	52 529	54 664	1,10	0,92
Services domestiques et autres services	0562	34 751	37 321	40 164	44 636	48 623	52 034	0,60	0,88
Santé	**06**	**147 305**	**151 909**	**160 450**	**165 521**	**167 714**	**174 182**	**2,71**	**2,94**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	57 499	61 032	63 651	64 377	66 330	70 048	1,01	1,18
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	57 061	56 996	60 670	62 772	62 505	63 983	1,09	1,08
Services hospitaliers	063	32 745	33 881	36 129	38 372	38 879	40 151	0,62	0,68

TABLEAU D.01-1A (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Unité : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1990	1998
Transport	**07**	**576 685**	**615 611**	**630 383**	**662 032**	**647 377**	**689 242**	**12,60**	**11,65**
Achats de véhicules	071	158 922	176 747	172 571	189 875	158 459	182 757	4,08	3,09
Automobiles neuves et d'occasion	0711	146 423	164 664	159 363	176 029	143 939	168 093	3,82	2,84
Motos	0712	5 471	5 229	6 303	7 647	8 613	9 217	0,12	0,16
Bicyclettes	0713	7 028	6 854	6 905	6 199	5 907	5 447	0,14	0,09
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	332 444	351 631	370 459	379 695	391 821	403 055	6,73	6,81
Pièces détachées et accessoires	0721	94 046	101 602	109 942	111 735	114 586	119 826	1,86	2,03
Carburants, lubrifiants	0722	130 311	135 560	139 728	148 448	154 866	152 697	2,72	2,58
Entretiens et réparations	072	77 900	82 811	87 617	84 331	85 776	91 770	1,62	1,55
Autres services liés aux véhicules personnels	0723	30 187	31 658	33 172	35 181	36 593	38 762	0,54	0,66
Services de transports	073	85 319	87 233	87 353	92 462	97 097	103 430	1,79	1,75
Transports de voyageurs par rail	0731	14 684	15 194	14 691	16 272	17 240	18 402	0,35	0,31
Transports de voyageurs par route	0732	22 979	24 074	24 372	25 532	25 840	27 887	0,44	0,47
Transports de voyageurs par air	0733	21 798	21 326	21 263	22 844	24 444	26 353	0,49	0,45
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	2 265	2 308	2 109	1 883	2 120	1 826	0,05	0,03
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	2 580	2 771	2 827	2 957	3 086	3 245	0,06	0,05
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	21 013	21 560	22 091	22 974	24 367	25 717	0,41	0,43
Communications	**08**	**74 061**	**77 043**	**79 245**	**82 528**	**84 389**	**87 820**	**1,45**	**1,48**
Services des postes	0811	9 197	8 986	8 876	9 522	9 431	9 760	0,20	0,16
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	1 907	2 065	2 130	2 361	2 753	2 791	0,04	0,05
Services de télécommunications	0813	62 957	65 992	68 239	70 645	72 205	75 269	1,22	1,27
Loisirs et culture	**09**	**345 430**	**357 308**	**367 267**	**374 802**	**383 379**	**403 768**	**7,03**	**6,82**
Appareils et accessoires audio-visuels et informatiques	091	68 324	69 925	72 744	71 643	72 756	76 574	1,52	1,29
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	34 762	34 099	33 498	31 735	31 063	32 547	0,86	0,55
Equipement photo et cinéma et instruments d'optique	0912	2 553	2 780	2 929	3 100	3 247	3 293	0,07	0,06
Matériel de traitement de l'information	0913	2 922	4 053	5 894	6 688	7 841	8 957	0,05	0,15
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	22 869	23 951	24 827	24 705	25 156	26 288	0,42	0,44
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	5 218	5 042	5 596	5 415	5 449	5 489	0,12	0,09
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	13 760	13 540	13 657	14 349	13 843	15 540	0,33	0,26
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	10 781	10 520	10 528	10 775	10 319	11 954	0,25	0,20
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	2 979	3 020	3 129	3 574	3 524	3 586	0,08	0,06
Autres biens et équipements de loisirs	093	71 630	73 328	74 522	75 717	78 058	80 291	1,48	1,36
Jeux et jouets	0931	17 541	18 171	18 874	18 255	19 306	19 981	0,36	0,34
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	12 638	13 093	13 767	14 042	14 443	15 110	0,27	0,26
Jardinage	0933	22 385	22 503	21 728	22 163	21 874	22 361	0,51	0,38
Animaux d'agrément	0934	14 129	14 627	15 059	15 834	16 903	17 049	0,26	0,29
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	4 937	4 934	5 094	5 423	5 532	5 790	0,08	0,10
Services culturels et récréatifs	094	124 174	131 566	136 886	145 888	152 633	163 911	2,33	2,77
Services sportifs et de loisirs	0941	54 340	60 012	61 116	65 226	67 378	70 563	1,06	1,19
Services culturels	0942	41 854	43 085	45 563	47 911	51 033	57 041	0,78	0,96
Jeux de hasard	0943	27 981	28 470	30 208	32 752	34 223	36 307	0,48	0,61
Presse, livres et papéterie	095	62 657	63 797	64 215	62 185	60 993	61 990	1,28	1,05
Livres	0951	17 895	18 378	18 739	18 248	16 768	17 020	0,38	0,29
Journaux et périodiques	0952	36 080	36 733	36 321	35 111	35 259	35 737	0,72	0,60
Imprimés divers	0953	2 515	2 593	2 675	2 466	2 556	2 677	0,05	0,05
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	6 167	6 093	6 480	6 360	6 410	6 556	0,13	0,11
Voyages touristiques tout compris	096	4 885	5 152	5 243	5 020	5 095	5 462	0,10	0,09
Éducation	**10**	**25 195**	**25 271**	**26 018**	**26 509**	**30 292**	**31 511**	**0,51**	**0,53**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**303 062**	**306 395**	**315 226**	**312 692**	**323 158**	**341 463**	**6,03**	**5,77**
Restauration	111	239 953	243 512	248 810	248 807	255 370	266 425	4,76	4,50
Restaurants et cafés	1111	188 907	191 986	198 444	193 766	198 368	206 489	3,74	3,49
Cantines	1112	51 046	51 526	50 366	55 041	57 002	59 936	1,02	1,01
Services d'hébergement	112	63 109	62 883	66 416	63 885	67 788	75 038	1,28	1,27
Autres biens et services	**12**	**295 458**	**318 344**	**346 799**	**364 872**	**370 006**	**387 579**	**6,07**	**6,55**
Soins personnels	121	95 211	93 024	94 894	100 121	103 872	108 966	1,82	1,84
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	38 893	38 721	39 982	42 627	42 882	43 450	0,75	0,73
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	56 318	54 303	54 912	57 494	60 990	65 516	1,07	1,11
Effets personnels n.c.a.	123	36 958	37 394	38 686	38 650	39 828	41 510	0,80	0,70
Bijoux, horloges et montres	1231	25 990	26 518	27 382	27 454	28 210	29 449	0,57	0,50
Autres effets personnels	1232	10 968	10 876	11 304	11 196	11 618	12 061	0,23	0,20
Action sociale	124	45 212	48 650	51 469	53 276	55 724	58 528	0,85	0,99
Assurances	125	88 509	101 873	118 525	120 276	126 427	133 197	1,83	2,25
Assurance-vie	1251	22 070	28 065	42 778	44 615	50 180	54 722	0,45	0,92
Assurance habitation	1252	15 702	18 466	19 077	20 910	21 086	22 399	0,26	0,38

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coeficients budgétaires %	
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1990	1998
Assurance santé	1253	29 790	32 323	34 402	31 200	33 429	34 206	0,57	0,58
Assurance automobile	1254	18 175	21 073	20 962	22 136	20 801	20 544	0,46	0,35
Autres assurances	1255	2 772	1 946	1 306	1 415	931	1 326	0,08	0,02
Services financiers	126	32 708	34 432	33 174	34 443	35 466	38 096	0,57	0,64
Autres services	127	– 3 140	2 970	10 051	18 105	8 689	7 282	0,21	0,12
Dépense de consommation des ménages	01..12	3 989 519	4 123 379	4 257 387	4 392 535	4 464 206	4 658 709	80,46	78,74
Consommation individualisable des ISBLSM	13	42 185	43 791	46 100	47 893	48 615	49 179	0,69	0,83
Consommation individualisable des APU	14	1 018 009	1 059 557	1 094 013	1 132 866	1 163 762	1 208 522	18,86	20,43
Consommation effective des ménages		5 049 713	5 226 727	5 397 500	5 573 294	5 676 583	5 916 410	100,0	100,0

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	de 1991 à 1998
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées....	**01**	**100,6**	**100,9**	**101,5**	**100,0**	**100,9**	**100,9**	**0,8**
Produits alimentaires	011	100,5	100,8	101,3	99,8	100,7	100,9	0,7
Pain et céréales	0111	98,8	100,8	100,6	102,1	100,5	100,0	0,4
Viandes	0112	100,3	98,8	101,7	99,3	100,6	101,6	0,3
Poissons et crustacés	0113	104,5	100,6	97,4	102,4	100,2	99,6	0,7
Lait, fromages et œufs	0114	102,2	102,0	102,0	98,0	101,0	102,6	1,3
Huiles et graisses	0115	98,4	99,2	97,6	100,7	100,4	98,4	– 1,0
Fruits	0116	98,4	104,9	100,4	98,3	101,6	97,9	0,1
Légumes	0117	99,6	100,6	102,4	100,4	100,1	101,0	1,0
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	100,3	102,8	102,4	98,4	101,2	101,8	1,1
Sel, épices, sauces et prod. alimentaires n.c.a	0119	102,8	104,4	105,8	102,8	101,5	101,5	2,5
Boissons non alcoolisées	012	103,2	102,7	104,2	102,5	103,3	101,2	2,3
Café, thé et cacao	0121	101,7	99,4	97,8	103,8	103,0	99,1	0,4
Autres boissons non alcoolisées	0122	103,9	104,1	107,2	101,8	103,5	102,4	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**101,1**	**97,8**	**99,7**	**99,6**	**98,0**	**102,3**	**– 0,2**
Boissons alcoolisées	021	105,2	98,1	100,9	100,8	99,5	102,5	0,8
Alcools	0211	106,3	96,0	99,1	103,3	97,8	101,0	0,9
Vins, cidres et champagnes	0212	106,6	99,4	101,9	99,4	100,9	103,0	1,0
Bières	0213	96,9	96,8	100,5	101,2	97,2	103,6	– 0,7
Tabac	022	95,5	97,4	98,4	98,3	96,5	102,1	– 1,3
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**97,6**	**97,7**	**97,9**	**99,8**	**101,2**	**102,8**	**– 0,7**
Articles d'habillement	031	97,2	97,1	97,5	99,7	101,3	103,0	– 0,9
Fournitures pour habillement	0311	95,5	96,0	98,1	99,1	98,6	99,8	– 3,1
Vêtements	0312	97,7	96,9	97,0	99,3	101,2	103,1	– 0,9
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	94,5	99,4	100,2	102,2	102,6	103,7	0,1
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	92,8	97,3	100,0	102,2	100,1	99,9	– 1,1
Chaussures y. c. réparations	032	99,3	99,8	99,3	100,3	101,2	102,2	–
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**100,8**	**100,7**	**101,2**	**102,2**	**100,4**	**102,3**	**1,8**
Loyers d'habitations effectifs	041	99,7	101,3	102,4	101,9	101,3	102,6	2,0
Loyers imputés	042	101,2	101,6	99,9	101,5	101,5	101,8	1,8
Réparation et entretien courants de logements	043	101,7	101,4	101,3	100,3	100,6	101,0	0,9
Autres services liés au logement	044	101,0	102,5	101,9	101,6	100,6	101,8	1,4
Distribution d'eau	0441	100,6	98,9	99,1	101,4	100,5	102,0	0,5
Enlèvement des ordures ménagères	0442	109,8	108,3	106,6	102,2	101,1	102,4	3,7
Services d'assainissement	0443	96,6	108,1	104,3	101,7	101,7	102,0	2,1
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs....	0444	97,8	99,9	100,4	101,5	99,6	100,8	0,5
Électricité, gaz et autres combustibles	045	100,5	96,7	103,2	105,5	95,9	104,5	1,9
Électricité	0451	100,5	98,7	103,2	104,8	97,6	103,9	2,4
Gaz	0452	104,9	93,4	106,0	110,8	90,8	110,5	3,5
Combustibles liquides	0453	97,5	92,8	102,1	105,5	95,1	103,8	0,2
Combustibles solides	0454	98,7	103,4	98,5	98,0	95,3	95,5	– 1,7
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	100,1	96,8	102,1	103,8	99,9	100,8	1,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**99,0**	**100,5**	**101,2**	**100,9**	**101,3**	**103,6**	**0,4**
Meubles, art. d'ameublement, tapis et autres	051	96,2	100,7	99,8	99,3	99,4	105,2	– 1,2
Meubles et articles d'ameublement	0511	96,1	100,7	100,1	99,5	99,4	105,4	– 1,2
Tapis et autres revêtements de sol	0512	99,8	99,6	93,0	97,9	99,0	101,6	– 2,2
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	95,6	100,4	100,5	96,6	100,5	103,5	– 0,5
Articles de ménage en textile	052	100,1	95,7	97,3	98,2	100,1	102,2	– 1,5
Appareils ménagers	053	99,1	103,2	102,4	100,2	102,4	103,8	1,4
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	98,7	104,3	101,7	99,7	102,7	103,2	1,2
Petits appareils électriques	0532	102,3	102,3	104,6	103,5	102,8	107,5	4,0
Réparation d'appareils ménagers	0533	93,7	95,5	101,7	96,0	97,7	97,9	– 3,7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	98,6	100,9	101,9	98,6	100,3	101,0	– 0,3
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	98,2	100,7	99,7	97,5	101,7	102,4	– 0,3
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation....	056	101,7	99,8	102,7	104,2	102,9	103,2	2,1
Articles de ménage non durables	0561	99,1	96,2	101,9	101,7	101,0	102,7	0,1
Services domestiques et autres services	0562	105,8	105,1	103,7	107,3	105,1	103,8	5,1
Santé	**06**	**104,4**	**102,0**	**103,3**	**101,5**	**100,5**	**103,1**	**3,2**
Médicaments et autres prod. pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	108,2	105,6	103,3	100,0	102,3	105,2	4,6
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	101,8	98,6	103,1	102,3	98,9	101,9	2,1
Services hospitaliers	063	102,9	101,6	103,5	102,7	99,9	101,6	2,5

TABLEAU D.01-1B (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	de 1991 à 1998
Transport	**07**	**95,0**	**104,7**	**100,0**	**102,5**	**96,9**	**106,5**	**0,4**
Achats de véhicules	071	87,2	112,1	96,5	111,3	85,4	114,4	– 0,7
Automobiles neuves et d'occasion	0711	86,2	113,7	95,6	112,0	83,7	115,6	– 0,9
Motos	0712	92,4	91,3	119,2	119,8	115,8	108,8	5,3
Bicyclettes	0713	108,8	95,7	100,4	89,1	95,1	91,6	– 3,7
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	98,7	102,0	102,0	97,7	101,2	103,7	0,8
Pièces détachées et accessoires	0721	97,2	105,7	106,2	99,2	103,0	105,8	2,5
Carburants, lubrifiants	0722	100,0	99,9	99,5	99,1	100,8	101,7	0,5
Entretiens et réparations	0723	97,1	101,3	100,8	91,8	99,4	104,7	– 1,4
Autres services liés aux véhicules personnels	0724	102,7	100,9	102,3	102,7	102,1	103,6	2,7
Services de transports	073	97,1	101,5	98,7	105,2	102,4	104,8	1,2
Transports de voyageurs par rail	0731	88,9	102,6	95,0	108,2	104,4	105,5	0,2
Transports de voyageurs par route	0732	98,9	101,4	98,6	102,3	99,0	106,0	1,0
Transports de voyageurs par air	0733	102,9	103,0	99,7	111,8	104,0	105,7	2,1
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	98,6	100,6	99,7	95,3	99,2	96,5	– 1,6
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	97,5	106,8	99,5	101,9	102,0	102,5	– 0,2
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	94,9	98,9	100,0	101,6	103,5	103,1	1,6
Communications	**08**	**103,3**	**103,1**	**103,8**	**106,1**	**104,7**	**108,8**	**4,9**
Services des postes	0811	92,1	93,2	98,7	102,5	97,8	103,4	– 1,6
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	113,7	116,7	109,7	125,5	133,4	114,7	19,0
Services de télécommunications	0813	104,7	104,1	104,4	106,0	104,7	109,3	5,4
Loisirs et culture	**09**	**100,3**	**103,1**	**101,9**	**100,8**	**102,4**	**105,8**	**2,1**
App. et acc. audio-visuels et informatiques	091	102,1	105,8	107,2	101,8	107,4	112,9	5,1
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	100,5	103,9	103,0	100,3	105,5	112,6	3,3
Equipement photo et cinéma et instr. d'optique	0912	104,4	105,3	107,3	109,2	109,6	105,0	3,1
Matériel de traitement de l'information	0913	134,9	155,3	164,5	128,2	141,6	151,2	37,1
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	101,8	105,0	103,7	98,9	102,1	105,2	3,6
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	97,4	95,0	106,8	92,0	98,3	98,8	– 2,7
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	92,1	96,8	98,9	102,3	95,5	111,6	– 1,6
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	95,1	96,5	98,6	100,0	95,2	115,6	– 1,1
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	82,7	97,7	100,3	110,1	96,3	100,0	– 3,2
Autres biens et équipements de loisirs	093	98,4	102,6	101,7	100,7	102,5	102,5	1,4
Jeux et jouets	0931	97,4	103,8	103,5	95,6	105,0	103,2	1,7
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	95,7	103,5	104,5	101,2	102,9	104,8	2,1
Jardinage	0933	96,6	101,5	98,4	102,0	99,3	101,6	– 1,1
Animaux d'agrément	0934	104,1	103,6	102,4	103,9	104,3	100,6	3,5
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	103,4	97,8	101,0	103,8	100,7	103,0	3,9
Services culturels et récréatifs	094	102,6	103,8	101,1	103,1	102,8	105,6	2,9
Services sportifs et de loisirs	0941	102,8	106,4	98,3	103,8	102,1	102,8	1,6
Services culturels	0942	103,4	101,6	103,3	102,6	105,5	109,0	3,9
Jeux de hasard	0943	101,3	102,2	103,6	102,4	100,4	106,3	4,0
Presse, livres et papéterie	095	98,5	100,7	98,8	95,3	97,4	100,9	– 1,2
Livres	0951	97,6	100,0	100,3	95,1	90,8	100,3	– 2,8
Journaux et périodiques	0952	98,8	101,6	97,4	95,6	99,9	101,0	– 0,5
Imprimés divers	0953	100,1	100,1	101,0	90,2	101,3	102,0	– 0,9
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	98,7	97,8	102,0	96,1	100,7	101,4	– 0,4
Voyages touristiques tout compris	096	95,6	104,0	99,5	95,5	100,0	103,5	– 0,2
Éducation	**10**	**97,7**	**97,7**	**101,0**	**100,4**	**112,9**	**102,7**	**1,3**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**97,9**	**99,2**	**100,2**	**97,1**	**101,7**	**103,8**	**0,0**
Restauration	111	98,7	99,6	99,5	97,8	101,0	102,7	0,0
Restaurants et cafés	1111	98,7	99,5	100,5	95,5	100,8	102,7	– 0,2
Cantines	1112	98,9	100,0	95,6	106,7	101,6	102,7	0,7
Services d'hébergement	112	94,7	97,9	103,0	94,6	104,7	107,9	0,2
Autres biens et services	**12**	**99,9**	**100,6**	**105,3**	**103,8**	**98,1**	**102,7**	**1,0**
Soins personnels	121	99,7	96,2	100,9	103,3	101,7	103,7	1,1
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	99,1	97,1	101,0	104,6	99,6	99,9	0,4
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	100,2	95,7	100,8	102,3	103,3	106,3	1,5
Effets personnels n.c.a.	123	98,3	100,1	103,5	99,4	103,2	104,8	2,0
Bijoux, horloges et montres	1231	99,8	101,0	103,9	100,3	103,1	105,5	2,8
Autres effets personnels	1232	94,8	97,9	102,6	97,3	103,5	103,0	0,0

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	de 1991 à 1998
Action sociale	**124**	**102,3**	**104,6**	**103,4**	**100,7**	**102,5**	**102,7**	**2,3**
Assurances	125	97,9	96,4	108,3	101,7	98,2	102,8	1,2
Assurance-vie	1251	98,6	100,0	103,4	93,9	98,2	103,4	– 0,4
Assurance habitation	1252	88,1	94,5	111,6	112,5	97,9	97,9	2,5
Assurance santé	1253	100,4	95,2	112,4	102,2	86,8	101,6	– 0,9
Assurance automobile	1254	99,7	95,2	109,4	106,7	113,8	108,2	5,3
Autres assurances	1255	100,1	99,8	69,7	109,2	113,2	101,1	– 2,0
Services financiers	126	103,1	101,7	94,6	101,0	102,4	103,8	0,4
Autres services	127	€	€	€	€	€	€	€
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**99,4**	**101,2**	**101,2**	**101,3**	**100,2**	**103,4**	**1,1**
Consommation individualisable des ISBLSM	**13**	**117,4**	**102,8**	**103,0**	**101,9**	**100,3**	**100,1**	**4,2**
Consommation individualisable des APU	**14**	**104,5**	**102,0**	**100,6**	**101,7**	**101,6**	**102,8**	**2,3**
Consommation effective des ménages		**100,5**	**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,3**	**1,4**

TABLEAU D.01-2A

Montant de la consommation effective des ménages par durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1990	1998
Biens durables importants	**1**	**321 950**	**342 427**	**341 514**	**359 950**	**330 202**	**365 188**	**7,84**	**6,17**
Automobiles	11	146 423	164 664	159 363	176 029	143 939	168 093	3,82	2,84
Automobiles neuves	111	115 731	136 361	128 803	143 950	110 536	129 631	3,24	2,19
Automobiles autres	112	30 692	28 303	30 560	32 079	33 403	38 462	0,58	0,65
Téléviseurs	12	12 004	12 039	11 887	11 195	11 024	11 860	0,28	0,20
Réfrigérateurs, congélateurs	13	7 132	7 426	7 565	7 424	7 757	7 855	0,17	0,13
Machines à laver	14	7 869	8 219	8 096	7 901	8 066	8 174	0,17	0,14
Meubles	15	71 315	72 688	74 110	75 483	75 828	81 055	1,66	1,37
Autres biens durables importants	16	77 207	77 391	80 493	81 918	83 588	88 151	1,75	1,49
Biens semi-durables	**2**	**531 611**	**536 578**	**543 323**	**549 061**	**559 963**	**579 128**	**11,29**	**9,79**
Textiles et cuirs	21	263 595	258 590	253 799	255 222	259 482	266 547	5,72	4,51
Autres biens semi-durables	22	268 016	277 988	289 524	293 839	300 481	312 581	5,57	5,28
Biens non durables	**3**	**1 384 604**	**1 406 573**	**1 448 187**	**1 490 138**	**1 523 175**	**1 567 747**	**27,88**	**26,50**
Biens non durables et non alimentaires	31	679 014	690 429	714 021	747 879	760 923	784 222	13,11	13,26
Energie, y c. sylviculture	311	324 895	326 282	337 201	362 538	363 291	365 685	6,45	6,18
Autres biens non durables et non alimentaires	312	354 119	364 147	376 820	385 341	397 632	418 537	6,66	7,07
Alimentation, y c. animale	32	705 590	716 144	734 166	742 259	762 252	783 525	14,77	13,24
Services	**4**	**2 811 548**	**2 941 149**	**3 064 476**	**3 174 145**	**3 263 243**	**3 404 347**	**52,99**	**57,54**
Logement, y c. entretien	41	763 834	800 071	826 416	854 063	881 772	916 632	13,60	15,49
Services de santé, y c. vétérinaires	42	497 119	513 482	530 898	550 534	561 760	582 745	9,29	9,85
Transports en commun, postes et télécommunications	43	186 201	192 591	197 043	206 522	214 059	226 391	3,72	3,83
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	303 182	306 506	315 342	312 811	323 273	341 582	6,04	5,77
Autres services	45	1 061 212	1 128 499	1 194 777	1 250 215	1 282 379	1 336 997	20,34	22,60
Action sociale, y c. services domestiques	451	142 949	151 189	159 167	168 393	177 737	186 025	2,61	3,14
Autres services divers	452	918 263	977 310	1 035 610	1 081 822	1 104 642	1 150 972	17,74	19,45
Consommation effective des ménages		**5 049 713**	**5 226 727**	**5 397 500**	**5 573 294**	**5 676 583**	**5 916 410**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2B

Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1993	1994	1995	1996	1997	1998	de 1991 à 1998
Biens durables importants	**1**	**92,8**	**107,5**	**99,6**	**106,4**	**93,8**	**111,7**	**0,6**
Automobiles	11	86,2	113,7	95,6	112,0	83,7	115,6	– 0,9
Automobiles neuves	111	83,5	119,0	93,5	113,8	78,9	116,1	– 1,9
Automobiles autres	112	98,2	93,8	105,9	104,3	105,5	114,1	3,6
Téléviseurs	12	100,1	105,9	102,4	98,5	106,0	114,8	3,7
Réfrigérateurs et congélateurs	13	94,6	107,0	102,5	97,5	104,3	102,8	0,4
Machines à laver	14	98,7	105,5	99,8	97,5	103,5	102,5	1,3
Meubles	15	96,2	100,7	100,3	99,5	99,5	105,6	– 1,1
Autres biens durables importants	16	101,8	102,6	106,8	104,5	106,8	111,9	4,4
Biens semi-durables	**2**	**97,8**	**100,0**	**100,5**	**99,7**	**101,8**	**103,6**	**0,3**
Textiles et cuirs	21	98,0	97,6	97,7	99,6	101,2	102,9	– 0,7
Autres biens semi-durables	22	97,7	102,3	103,0	99,7	102,2	104,3	1,2
Biens non durables	**3**	**101,1**	**99,9**	**101,3**	**100,6**	**100,2**	**102,4**	**1,1**
Biens non durables et non alimentaires	31	101,0	99,1	101,2	101,1	99,6	103,7	1,4
Energie, y c. sylviculture	311	100,3	98,2	101,4	102,6	98,2	103,1	1,2
Autres biens non durables et non alimentaires	312	101,6	99,9	101,1	99,8	100,9	104,2	1,6
Alimentation, y c. animale	32	101,1	100,6	101,4	100,2	100,8	101,1	0,8
Services	**4**	**101,8**	**101,6**	**101,3**	**101,5**	**101,1**	**102,8**	**1,7**
Logement, y c. entretien	41	101,5	101,8	100,7	101,1	101,7	101,9	1,9
Services de santé, y c. vétérinaires	42	106,1	101,7	100,3	102,2	100,9	102,7	2,3
Transports en commun, postes et télécommunications	43	100,2	102,0	101,5	104,6	102,9	106,2	2,7
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	97,9	99,2	100,2	97,1	101,7	103,8	–
Autres services	45	101,5	102,1	102,5	102,1	100,3	102,5	1,7
Action sociale, y c. services domestiques	451	103,7	103,2	102,3	103,2	103,3	102,4	3,0
Autres services divers	452	101,2	101,9	102,5	101,9	99,9	102,6	1,5
Consommation effective des ménages		**100,5**	**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,3**	**1,3**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non résidents en France depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne	10^6	**56,70**	**57,40**	**57,70**	**57,90**	**58,10**	**58,40**	**58,60**
Semoule de blé dur	kg	1,08	0,97	1,03	1,11	1,26	1,24	1,05
Farine de froment	"	5,09	5,23	4,91	4,51	4,39	4,34	4,35
Riz	"	3,72	4,11	3,90	3,60	3,72	3,73	3,60
Biscottes	"	1,80	1,74	1,84	1,70	1,72	1,78	1,71
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,12	9,01	9,29	9,75	10,15	10,25
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,15	0,14	0,13	0,13	0,14	0,14
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Pâtes alimentaires	"	6,76	6,70	6,73	7,06	7,26	7,24	7,52
Pain, préemballé non compris	"	63,34	62,50	60,48	60,25	59,59	60,00	59,61
Pommes de terre (2)	"	62,39	68,02	65,71	61,80	68,58	68,87	69,31
Légumes frais (2)	"	88,30	89,81	88,87	90,13	90,86	88,88	89,23
Légumes surgelés	"	5,18	6,49	6,44	6,49	6,47	6,62	6,53
Légumes secs (2)	"	1,56	1,43	1,41	1,45	1,43	1,44	1,41
Conserves de légumes	"	23,22	23,60	23,44	23,60	23,55	24,08	23,77
Agrumes (2)	"	16,44	15,44	14,07	14,33	13,74	13,07	13,57
Autres fruits frais (2)	"	45,91	43,75	43,10	44,89	44,71	43,06	43,75
Fruits surgelés	"	0,10	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
Fruits secs (2)	"	1,16	1,33	1,31	1,37	1,36	1,32	1,33
Fruits au sirop	"	3,11	2,77	2,77	2,59	2,03	2,07	1,97
Confitures et gelées	"	2,54	2,48	2,51	2,63	2,61	2,55	2,49
Compote de fruits	"	1,63	1,89	1,79	1,90	1,88	1,89	1,98
Porc frais	"	9,95	10,09	10,08	10,14	10,01	10,11	10,04
Jambon	"	5,59	5,47	5,34	5,49	5,49	5,60	5,51
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,24	14,73	15,07	15,23	15,59	15,92	15,90
Triperie	"	4,48	4,49	4,09	3,85	3,97	3,87	3,73
Bœuf	"	17,57	17,66	17,13	16,27	16,48	15,15	15,32
Veau	"	4,49	4,43	4,27	4,11	4,11	3,89	3,92
Mouton, agneau	"	3,63	3,75	3,63	3,58	3,55	3,49	3,37
Cheval	"	0,65	0,54	0,60	0,38	0,37	0,44	0,40
Volailles (2)	"	22,23	22,25	22,30	22,39	22,71	23,62	23,83
Produits carnés surgelés	"	3,21	2,77	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Lapin, gibier (2)	"	4,59	4,26	4,35	4,01	3,95	4,11	4,15
Œufs (2)	"	14,33	14,34	14,17	14,70	15,42	15,12	14,90
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,75	14,57	15,28	15,41	*c*	*c*	*c*
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,11	4,24	4,19	4,20	4,30	4,30
Conserves de poisson	"	5,81	5,89	5,56	5,14	4,82	4,96	4,66
Laits liquides (2)	litre	68,13	68,48	67,20	65,52	69,17	68,23	67,61
Crème fraîche	kg	2,77	3,66	3,57	3,70	4,87	5,04	5,29
Yaourts	"	16,30	17,25	17,35	17,72	18,19	18,54	18,99
Desserts lactés frais	"	5,89	6,44	6,76	7,16	7,24	7,63	7,73
Fromages frais (2)	"	6,70	6,66	6,57	6,84	6,93	7,03	7,10
Fromages (2)	"	17,10	17,21	17,66	17,83	18,03	18,09	18,16
Beurre (2)	"	8,42	8,23	7,71	8,12	8,01	7,90	7,77
Huile	"	11,37	12,20	11,01	11,95	13,10	13,83	13,11
Margarine	"	2,34	2,17	2,06	1,82	2,11	2,12	2,30
Sucre	"	10,02	10,24	9,35	8,94	8,88	8,60	8,14
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,39	3,86	3,80	4,01	3,91	4,16	4,13
Confiserie de sucre	"	2,67	2,82	3,07	3,15	3,43	3,42	3,49
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,85	1,70	1,64	1,70	1,63	1,83
Miel (2)	"	0,41	0,41	0,41	0,43	0,44	0,46	0,45
Crèmes glacées	litre	6,50	6,40	6,29	6,81	6,89	6,19	6,18
Vins courants (2)	litre	45,94	42,27	41,62	39,13	38,89	37,90	37,11
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	23,48	22,26	24,81	25,06	25,03	25,54	26,03
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,55	1,54	1,48	1,52	1,36	1,33	1,33
Champagne (2)	"	1,95	1,84	1,99	2,04	2,04	2,06	2,11
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	3,36	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Eaux de vie et liqueurs	"	3,14	3,57	*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Bière	"	39,65	38,79	37,88	38,13	37,85	38,52	35,23

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Cidre (2)	litre	6,47	6,47	6,80	6,62	6,79	6,31	6,37
Eaux minérales et de source	"	92,38	97,50	95,29	103,06	119,22	117,49	124,56
Boissons gazeuses	"	35,80	32,70	34,78	35,71	37,52	37,78	38,75
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,83	8,52	9,08	9,55	10,73	10,91	11,36
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (3)	kg	4,41	4,58	4,75	4,62	4,36	4,66	4,61
Thé et maté (3)	"	0,20	0,21	0,23	0,22	0,20	0,26	0,29
Infusions (2)	g	65,67	67,98	68,79	68,09	66,32	68,56	70,33
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	1 953	1 772	1 736	1 831	1 902	1 824	1 917
Machines à laver	"	1 890	1 884	1 884	1 997	1 957	1 922	1 995
Lave-vaisselle	"	780	712	703	740	758	762	777
Récepteurs de télévision couleur	"	3 400	3 485	3 554	3 618	3 546	3 496	3 575
Automobiles (4)	"	2 309	2 106	1 721	1 973	1 931	2 132	1 713
Chauffage et éclairage :								
Electricité	10^9 kWh	96,90	109,80	109,13	108,25	109,08	120,46	119,08
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	145,21	148,68	138,56	146,53	164,02	131,84
Butane, propane	10^6 kWh	20,23	21,90	22,11	21,16	21,48	22,79	21,46
Charbon (y. c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	2,07	2,02	1,61	1,41	1,49	1,14
Fioul domestique (5)	10^3 m^3	20,18	21,18	20,47	19,00	19,53	20,45	19,79
Transports :								
Carburants (6)	10^3 m^3							
Supercarburants autos	"	20 823	20 095	19 538	18 943	18 048	17 228	16 783
Gazole	"	5 400	6 850	7 640	8 603	9 627	10 441	11 090
Chemins de fer (7) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	52,93	48,58	49,45	47,08	50,90	52,80
Banlieue de Paris	"	8,99	9,94	9,85	9,48	8,48	8,87	9,02
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag.	1 222	1 201	1 177	1 170	1 029	1 092	1 116
Réseau express régional	"	362	367	361	364	323	351	354
Réseau autobus	"	841	849	848	824	781	847	878
Tramway	"	///	4	15	17	23	26	29
Autres biens et services :								
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	21,1	19,4	20,4	17,7	13,9	12,6	12,9
Savons de toilette, etc.	"	28,3	27,4	25,4	24,1	24,0	22,5	21,7
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	481,4	504,4	508,2	538,6	512,5	533,4
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	116,0	132,7	124,4	130,2	136,7	149,0
Cigarettes	10^6	95 809	96 310	93 617	90 113	88 336	86 163	83 984
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 377	1 369	1 408	1 460	1 530	1 572
Scaferlatis	tonne	4 933	4 969	5 534	6 196	6 444	6 998	7 315

(1) Il s'agit du territoire de la France métropolitaine. Estimations révisées tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1995.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(4) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(5) En acquitté total des factures des distributeurs.
(6) Consommation de supercarburant et de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service statistique du Ministère de l'équipement, des transports et du logement.
(7) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1996, 1997, 1998, 1999)

%

Nature de l'équipement	Date (2)	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1999	26	55	64	60	56	53	33	47
Congélateur	1996 à 1999	76	52	40	45	39	51	13	50
Réfrigérateur sans congélateur	1999	77	54	42	47	47	52	56	36
Lave-vaisselle	1996 à 1999	33	53	61	45	25	25	7	51
Micro-ondes	1996-1998	27	55	65	58	49	47	36	89
Lave-linge	1999	89	92	94	92	87	90	38	24
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1996 à 1998	16	32	38	28	20	21	4	92
Télévision couleur	1996-1997-1999	94	94	90	92	91	94	70	27
Multi-équipement en télévision couleur	1996-1997-1999	21	32	30	30	23	27	5	62
Magnétoscope	1996-1999	31	63	73	71	59	63	26	60
Chaîne hi-fi	1996-1998	24	55	81	71	57	54	51	14
Camescope	1997	8	20	23	17	11	12	3	36
Répondeur téléphonique	1997-1999	13	33	56	46	37	27	30	18
Minitel	1996	17	24	39	23	12	8	3	22
Téléphone portable	1997-1999	12	31	35	23	19	16	18	18
Micro-ordinateur	1996 à 1999	7	18	42	25	14	9	21	7
Connexion à internet	1999	2	4	20	9	4	2	12	78
Automobile	1996 à 1999	77	86	89	87	67	76	39	29
Multi-équipement en automobile	1996 à 1999	30	34	40	34	18	27	4	24,1
Nombre de ménages (en millions)	**1999**	**1,3**	**1,8**	**3,5**	**4,5**	**4,5**	**8,0**	**0,5**	
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1999**	**321**	**434**	**798**	**1 086**	**1 054**	**1 958**	**128**	5 779

(1) Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.
(2) Le cas échéant, moyenne sur deux, trois ou quatre années.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1996, 1997, 1998 et 1999) %

Nature de l'équipement	Date (1)	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1999	53	63	57	52	50	50	47	54
Congélateur	1996 à 1999	20	43	57	58	55	46	29	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	42	42	51	55	55	57	53	50
Lave-vaisselle	1996 à 1999	10	37	50	49	37	28	15	36
Micro-ondes	1996-1998	50	62	62	58	45	30	17	51
Lave-linge	1999	67	92	94	95	95	91	76	89
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1996 à 1998	15	35	37	28	15	9	5	24
Télévision couleur	1996-1997-1999	79	90	93	94	96	96	96	92
Multi-équipement en télévision couleur	1996-1997-1999	11	24	36	36	30	24	13	27
Magnétoscope	1996-1999	57	77	79	73	57	37	16	62
Chaîne hi-fi	1996-1998	73	80	78	65	43	26	12	60
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	1997-1999	55	53	42	39	23	12	2	36
Minitel	1996	9	21	27	23	17	9	4	18
Téléphone portable	1997-1999	30	28	26	25	14	9	4	22
Micro-ordinateur	1996 à 1999	22	26	30	21	9	2	1	18
Connexion à internet	1999	10	10	9	7	3	1	–	7
Automobile	1996 à 1999	71	87	89	87	79	61	33	78
Multi-équipement en automobile	1996 à 1999	17	35	42	40	23	10	3	28
Nombre de ménages (en millions)	**1999**	**2,8**	**4,6**	**4,7**	**3,9**	**3,4**	**3,3**	**1,4**	**24,1**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1999**	**603**	**1 121**	**1 177**	**960**	**833**	**796**	**289**	**5 779**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux, trois ou quatre années.

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1995, 1996, 1997, 1998 et 1999)

Nature de l'équipement	Date (1)	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
								%
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1999	46	55	61	60	56	62	54
Congélateur	1996 à 1999	24	51	55	64	71	69	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	50	50	47	52	54	54	50
Lave-vaisselle	1995 à 1999	14	37	44	57	57	38	36
Micro-ondes	1996-1998	31	49	64	71	68	57	51
Lave-linge	1999	71	96	99	99	99	98	89
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1995 à 1998	8	18	35	46	49	43	24
Télévision couleur	1995-1996-1997-1999	85	95	95	95	97	96	92
Multi-équipement en télévision couleur	1995-1996-1997-1999	9	28	35	40	39	39	26
Magnétoscope	1996-1999	34	62	82	88	87	83	62
Chaîne hi-fi	1996-1998	40	55	76	83	81	75	60
Camescope	1995-1997	4	13	22	28	27	20	15
Répondeur téléphonique	1995-1997-1999	26	30	37	36	32	23	31
Minitel	1995-1996	11	19	25	29	29	23	20
Téléphone portable	1997-1999	14	20	29	29	29	21	22
Micro-ordinateur	1995 à 1999	8	13	24	31	34	24	17
Connexion à internet	1999	5	5	7	11	13	5	7
Automobile	1996 à 1999	51	86	92	95	93	88	78
Multi-équipement en automobile	1996 à 1999	1	27	47	56	51	41	28
Nombre de ménages (en millions)	**1999**	**7,4**	**7,7**	**3,8**	**3,4**	**1,3**	**0,5**	**24,1**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1999**	**1 577**	**1 898**	**971**	**848**	**357**	**128**	**5 779**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux, trois, quatre ou cinq années.

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Année 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille)

Unité : franc

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	34 714	4 855	14
UU de moins de 20 000 habitants (1)	34 522	4 930	14
UU de 20 000 à 100 000 habitants	32 660	5 105	16
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	33 557	6 089	18
Agglomération parisienne hors Paris	40 692	10 106	25
Ville de Paris	36 723	12 467	34
Ensemble	**34 931**	**6 273**	**18**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1995

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages)

%

	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	38	58	98	45	94
Autriche	41	57	96	43	94
Belgique	31	62	96	46	92
Danemark	33	63	97	33	97
Espagne	17	62	98	32	86
Finlande	40	...	96	...	...
France	**36**	**59**	**94**	**45**	**96**
Grèce	19	39	90	5	91
Irlande	21	70	96	54	82
Italie	23	54	96	13	92
Luxembourg	53	64	98	31	98
Pays-Bas	20	68	97	51	98
Portugal	17	49	88	13	77
Royaume-Uni	21	79	97	71	93
Suède	42	65	97	...	...
Total Union européenne à 15	**28**	**62**	**96**	**42**	**93**
Autres pays européens					
Islande	41	79	97	64	99
Norvège	46	51	93	49	...

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	Total (1)
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	100,0
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	100,0
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	100,0
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	100,0
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	100,0
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	100,0
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	100,0
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	100,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	100,0
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	100,0
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	100,0
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	100,0
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	100,0
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	100,0
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	
Type de ménage :									
Personne seule :									100,0
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	100,0
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									100,0
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	100,0
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	100,0
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	100,0
Couples avec :									100,0
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	100,0
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	100,0
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	
Autres ménages de :									100,0
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	100,0
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	100,0
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	
Type d'habitat de résidence :									100,0
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	100,0
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	100,0
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	100,0
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	
Revenu moyen par unité de consommation :									100,0
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	100,0
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	100,0
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	100,0
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	100,0
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	100,0
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	100,0
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									100,0
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	100,0
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	100,0
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	100,0
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	100,0
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	100,0
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	100,0
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	100,0
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	100,0
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	100,0

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-9

Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

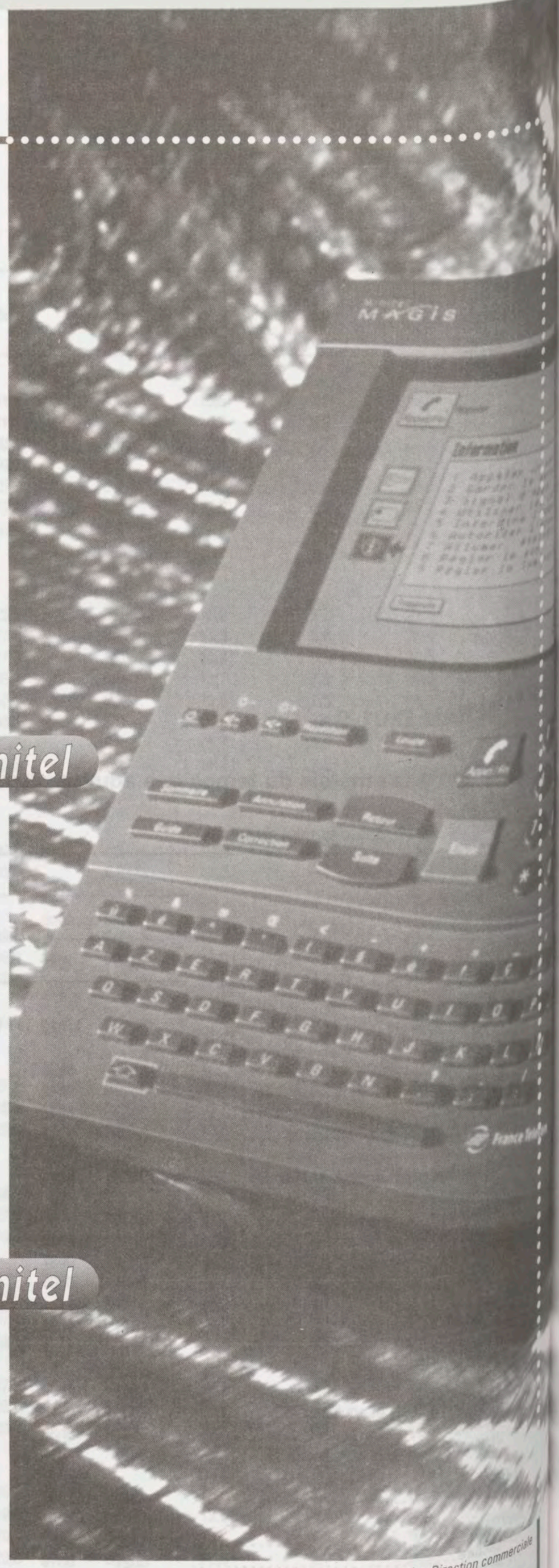
	Homme				Femme				**Total**			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		**Actifs occupés**		**Ensemble**	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	**1986**	**1999**	1986	1999
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	**8h37**	**8h29**	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	**0h49**	**0h45**	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	**2h**	**2h13**	2h02	2h14
dont Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	**0h25**	**0h41**	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	**5h23**	**5h09**	2h48	2h32
dont Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	**0h10**	**0h17**	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	**0h32**	**0h34**	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	**0h01**	**0h01**	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	**1h56**	**1h58**	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	**0h16**	**0h18**	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	**0h16**	**0h18**	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	**0h14**	**0h13**	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	**1h24**	**1h37**	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	**0h20**	**0h17**	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	**0h10**	**0h14**	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	**0h08**	**0h09**	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	**0h07**	**0h08**	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	**0h26**	**0h15**	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	**0h16**	**0h24**	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de "sociabilité".

(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

CONSULTEZ

LES DERNIÈRES INFORMATIONS DE L'INSEE...



3615 INSEE ... sur Minitel

1,01 FF la minute

Toutes les informations qui vous sont utiles :

- les indices
- les données statistiques
- les résultats du recensement de la population
- le catalogue de l'INSEE
- l'INSEE dans votre région
- les concours

3617 INSEE ... sur Minitel

5,57 FF la minute

Ce serveur vous offre en plus la possibilité de recevoir par fax les informations statistiques :
indices, résultats du recensement
(tableaux communaux et cartes départementales).

"MAGIS" France Télécom - Paris - Direction commerciale

08 36 68 07 60 ... par téléphone

2,23 FF la minute (accessible France entière hors DOM-TOM)

Ce serveur vocal vous indique pour l'année en cours et les deux années précédentes, les indices courants ainsi que les coordonnées complètes des Directions régionales de l'INSEE.

Web. http://www.insee.fr

INSEE

creations

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. L'habitat individuel en Europe en 1995.

1. Catégorie de logement par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
5. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
6. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
7. Charges financières et taux d'effort selon le secteur de logement.
8. Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Fin 1996, le nombre de résidences principales est de 23,3 millions, soit une augmentation de 290 000 unités par an depuis fin 1992. Cette forte évolution ne s'explique pas seulement par la croissance démographique mais aussi par des modifications de la composition des ménages : autonomie des étudiants grâce à l'allocation logement, multiplication des séparations de conjoints, vie en couple plus tardive, possibilités pour les ménages âgés de rester plus longtemps autonomes. Les ménages âgés dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent le quart des ménages (26 %) soit une augmentation d'un tiers en douze ans; le nombre de ménages ordinaires dont la personne de référence a plus de 84 ans a augmenté de 17 % en quatre ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 54,3 % en 1996, soit une quasi-stabilité depuis 1988, alors qu'il montait de 50,7 % à 53,6 % entre 1984 et 1988. Cependant, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, le nombre de ménages propriétaires croît de façon non négligeable : 730 000 de plus en quatre ans, contre 526 000 sur les quatre années précédentes, mais 1 064 000 entre 1984 et 1988. Les trois cinquièmes des ménages sont propriétaires sans emprunt en cours, contre la moitié en 1984. À 65 ans, les trois quarts des ménages sont propriétaires.

Fin 1996, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles. L'habitat individuel n'a pratiquement pas progressé depuis 1992. Le logement « moyen » compte quatre pièces, sur une surface proche de 88 m^2 (2 m^2 de plus qu'en novembre 1992). Mais, si les maisons individuelles continuent de s'agrandir (102 m^2 en 1992, 105 m^2 en 1996), la surface moyenne des appartements ne dépasse pas les 66 m^2. Dans l'habitat individuel, la surface disponible par personne augmente de 5 % en quatre ans, atteignant 39 m^2. Dans le parc collectif, chaque personne dispose en moyenne de 30 m^2 comme en 1992.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. Moins de 4 % des logements, pour la plupart construits avant 1949, ne disposent pas du minimum de confort, c'est-à-dire de W-C intérieurs et d'au moins une douche ou une baignoire. Cette proportion, qui était de 15 % en 1984 et de 10 % en 1988, ne cesse de se restreindre sous l'effet de la construction neuve d'une part, de la destruction des logements les plus vétustes ou de leur rénovation d'autre part.

Fin 1996, plus de huit logements sur dix possèdent tout le confort, c'est-à-dire, W-C intérieurs, au moins une salle de bains et chauffage central, contre sept logements sur dix en 1992. Alors qu'il augmentait depuis les années soixante-dix, le nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels baisse. La part des logements vacants est de 7,9 % à la fin de 1996, ce qui est assez stable. Le tiers de ces logements se situe en zone rurale (contre un quart des résidences principales).

La part de revenu que consacrent les ménages à se loger, en hausse depuis le début des années 80, a continué d'augmenter entre 1992 et 1996, beaucoup plus pour les locataires que pour les accédants. Ainsi, le taux d'effort net des locataires passe de 17,1 % en 1992 à 19,6 % en 1996, celui des accédants de 18 % à 18,8 %. Sur cette période, la proportion des ménages n'ayant pas de dépenses de logement a légèrement augmenté; ce sont en majorité des propriétaires ne remboursant pas ou plus de prêts liés à l'acquisition de leur résidence principale.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes « Logement »

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984, 1988, 1992. Une onzième enquête a été effectuée en 1996-1997. Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été faites auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête. Cet échantillon (40 000 logements en 1996) a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le précédent recensement de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

Ces enquêtes comportent des questions :

— sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort, environnement) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— sur la mobilité des ménages au cours des quatre dernières années et sur leurs souhaits éventuels de déménagement;

— sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété, travaux de gros entretien et d'amélioration) et sur le patrimoine-logement des ménages.

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

Dans l'enquête logement 1996, la précision des résultats a pu être évaluée. C'est sur les résidences principales que la précision est la meilleure : elles sont connues à 100 000 près. Le taux de sondage des autres logements est moins élevé. Le nombre des résidences secondaires est ainsi connu à 90 000 près, celui des logements vacants à 80 000 près. Les logements occasionnels sont estimés à 30 000 près. Le taux de propriétaires est quant à lui, connu à 0,3 % près, c'est-à-dire qu'il a 95 % de chances d'être compris en 54,0 et 54,6.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les enquêtes « Logement » étudient de façon détaillée la résidence principale des ménages. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logement sans tou-

tefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logement sont ainsi repérées :

— les résidences principales (logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement);

— les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre que le week-end auprès de sa famille);

— les résidences secondaires (logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels);

— les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.

Sont exclus :

— les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage);

— les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W.C., offices, vérandas,...

Sont incluses :

— les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambre,...);

— les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement;

— la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement

L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces dites « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.

Schématiquement, on compte :

— une pièce de séjour pour le ménage,

— une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

— une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,

— et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,

— sinon une pièce par enfant.

Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :

— inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé ou très accentué;

— égal au nombre de pièces du logement occupé, il s'agit d'un peuplement normal;

— supérieur d'une unité ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.

Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont par construction surpeuplés : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué s'il est composé de plus de deux personnes.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315, juillet 1994;

« Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* nos 392-393, mai 1995;

« Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* n° 77-78, décembre 1995.

« Le logement locatif de 1992 à 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 575-576, octobre 1997.

« Les conditions de logement des ménages. Explication de l'enquête logement 1996-1997 », *INSEE-Résultats,* nos 622-623, novembre 1998;

« La demande potentielle de logements neufs à moyen terme », *INSEE-Première*, n° 518, avril 1997.

« Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », *INSEE-Première*, n° 611, octobre 1998.

« Les loyers augmentent plus en 1998 qu'en 1997 », *INSEE-Première*, n° 641, avril 1999.

« L'occupation des logements depuis 1945 », A. Laferrère, *Données sociales* 1999, INSEE.

« Le logement des ménages pauvres », D. Le Blanc, F. Clanché, *Données sociales* 1999, INSEE.

Article d'*Économie et Statistique* :

Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », nos 288-289, août-septembre 1995.

Autre publication :

Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

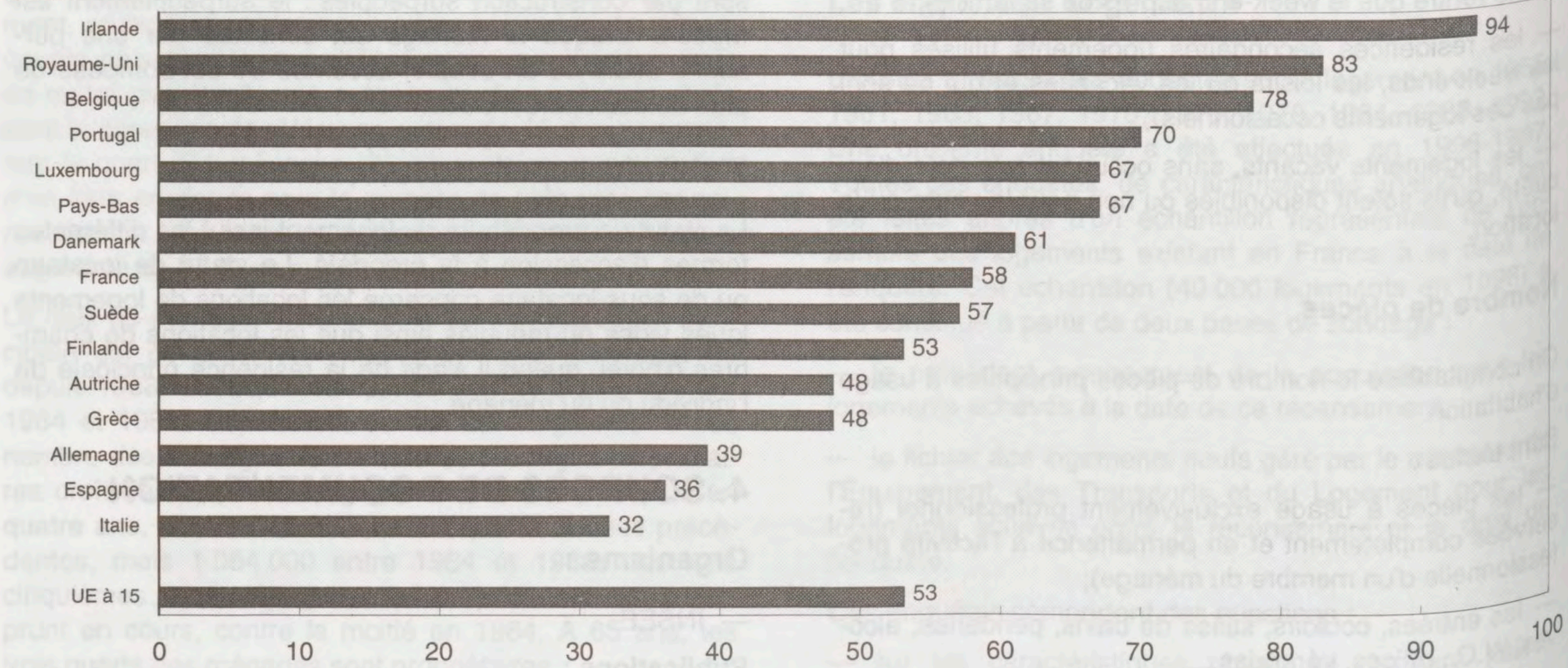
*
* *

GRAPHIQUE D.02

L'habitat individuel en Europe en 1995

Part des maisons individuelles dans le parc de logements

En %



Source : Panel communautaire des ménages 1995, Eurostat

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement par catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes logement)

Unité : Millier

	(1) 1984	(1) 1988	(1) 1992	(1) 1996
Résidences principales :				
Communes rurales	5 081,8	5 447,3	5 339,2	5 615,6
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	5 893,7	6 149,7	6 493,2	6 867,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 777,3	5 952,7	6 422,2	6 790,1
Agglomération parisienne	3 611,3	3 706,3	3 876,1	4 012,0
Total	**20 364,1**	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**
Logements vacants (2) :				
Communes rurales	683,7	726,3	654,8	724,0
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	555,1	670,2	584,9	636,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	429,5	517,3	487,9	555,7
Agglomération parisienne	250,6	241,9	269,3	314,9
Total	**1 918,9**	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**
Résidences secondaires (2) :				
Communes rurales	1 335,7	1 353,0	1 511,3	1 447,5
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	635,0	634,0	882,0	839,2
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	235,7	243,5	320,7	299,4
Agglomération parisienne	87,0	66,3	134,4	118,0
Total	**2 293,4**	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**
Tous logements :				
Communes rurales	7 101,2	7 526,5	7 505,3	7 787,1
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 083,8	7 454,0	7 960,2	8 343,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 442,5	6 713,5	7 230,9	7 645,3
Agglomération parisienne	3 948,9	4 014,6	4 279,8	4 444,9
Total	**24 576,4**	**25 708,5**	**26 976,2**	**28 220,8**

(1) La catégorie de commune retenue pour 1984 et 1988 repose sur le découpage du territoire établi à la suite du recensement de 1982 alors que 1992 et 1996 utilisent le découpage consécutif au recensement de 1990. L'actualisation du zonage géographique réalisée en 1990 explique, pour une part, l'augmentation du nombre de logements en milieu urbain.

(2) L'introduction de la catégorie des logements occasionnels et les progrès du repérage des logements autres que principaux au recensement de 1990 (pourvoyeur de l'échantillon principal de l'enquête logement 1992/93 et 1996/97) perturbent les comparaisons avec les données antérieures.

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	301,2	1 974,0	2 838,9	2 314,1	3 729,7	1 486,8	**12 644,7**
Locataire HLM	561,7	991,4	752,0	474,1	580,5	296,9	**3 656,6**
Locataire non HLM	1 516,9	1 350,9	873,4	468,9	595,6	414,8	**5 220,5**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	237,2	45,6	27,4	23,5	14,7	21,4	**369,8**
Fermiers métayers	1,9	10,3	9,9	13,6	5,9	1,9	**43,5**
Logé gratuit	208,8	200,4	209,2	148,6	251,3	332,2	**1 350,5**
Ensemble	**2 827,7**	**4 572,6**	**4 710,8**	**3 442,8**	**5 177,7**	**2 554,0**	**23 285,6**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : millier

	Agri-culteurs	Artisants Commer-çants chefs d'entre-prises	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans acti-vité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	12,2	5,4	1,9	4,0	24,8	73,8	212,3	53,5	**387,9**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	4,1	2,9	1,8	3,5	12,5	25,6	209,0	42,2	**301,6**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	6,5	10,8	5,7	14,2	14,1	57,1	97,3	39,0	**244,7**
Installation sanitaire, sans chauffage central	97,2	146,1	218,0	375,8	365,5	907,0	1 145,9	320,2	**3 575,7**
Installation sanitaire, avec chauffage central	253,7	926,5	1 912,0	2 668,9	2 351,2	3 801,4	5 505,1	1 357,0	**18 775,8**
Total	**373,7**	**1 091,7**	**2 139,4**	**3 066,4**	**2 768,1**	**4 864,9**	**7 169,6**	**1 811,9**	**23 285,7**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : Millier

Année d'achèvement	Type d'immeuble			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3 426,3	1 739,8	**5 166,1**	4,04
De 1915 à 1948	1 986,9	1 143,2	**3 130,1**	3,91
De 1949 à 1967	1 725,3	2 542,6	**4 267,9**	3,83
De 1968 à 1974	1 418,6	1 959,2	**3 377,8**	3,94
De 1975 à 1981	1 870,6	1 198,0	**3 068,6**	4,18
De 1982 à 1989	1 618,0	772,9	**2 390,9**	4,25
1990 et après	1 036,8	847,4	**1 884,2**	3,86
Total	**13 082,5**	**10 203,1**	**23 285,6**	**4,00**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1996)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	921,9	2 314,3	680,9	514,2	172,8	58,8	4 662,9
Sous-peuplement prononcé	1 113,1	1 860,1	781,5	705,4	222,5	56,1	4 738,7
Sous-peuplement modéré	1 583,7	1 814,4	1 109,4	1 027,7	401,7	102,1	6 039,0
Peuplement normal	1 742,7	1 164,9	909,0	897,7	401,2	140,6	5 256,1
Surpeuplement modéré	1 172,1	320,2	231,9	268,9	189,4	147,8	2 330,3
Surpeuplement accentué	–	35,5	40,2	44,0	44,1	94,7	258,5
Total	**6 533,5**	**7 509,4**	**3 752,9**	**3 457,9**	**1 431,7**	**600,1**	23 285,5

TABLEAU D.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
			0,84
15 à moins de 30 ans	2 827,7	1,95	0,84
30 à moins de 40 ans	4 572,6	3,18	0,77
40 à moins de 50 ans	4 710,8	3,30	0,62
50 à moins de 60 ans	3 442,8	2,55	0,49
60 à moins de 75 ans	5 177,7	1,85	0,47
75 ans ou plus	2 554,0	1,48	
Total	**23 285,6**	**2,48**	0,67

TABLEAU D.02-7

Charges financières et taux d'effort selon le secteur de logement

Source : INSEE (Enquêtes logement de 1992 et 1996)

Secteur	Effectif en milliers	Charge financière brute par logement (F/an)	Charge financière brute au m² (F/an)	Taux d'effort brut %	Taux d'effort net %
Année 1996					
Propriétaires non accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	40 137	370,3	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	41 292	381,3	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés	1 158,3	43 697	379,6	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	38 261	362,0	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	25 215	367,0	19,6	16,0
HLM conventionnée ou non	3 656,6	20 227	285,3	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	22 036	308,6	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	18 337	283,4	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	27 532	409,7	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	32 317	483,8	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	23 607	632,9	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**18 941**	**215,0**	**12,1**	**10,6**
Année 1992					
Propriétaires non accédants	6 704,9	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 208,1	37 214	349,0	18,0	17,0
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 103,6	40 535	382,7	22,7	19,7
Accédants prêts conventionnés	1 168,4	46 492	414,3	22,2	20,9
Autres accédants	2 936,1	32 274	308,4	15,0	14,7
Locataires d'un local loué vide	8 335,9	21 857	320,1	17,1	14,3
HLM conventionnée ou non	3 375,8	16 692	238,8	14,8	10,7
Secteur social non HLM	399,5	20 183	289,3	12,9	11,3
Loi de 1948	442,3	15 452	253,9	14,5	12,5
Autres locataires avant 1949	1 850,0	24 568	364,9	19,2	16,7
Autres locataires après 1948	2 268,2	28 877	425,6	19,4	17,3
Locataires en meublés, sous-locataires	338,8	21 829	581,2	24,3	20,7
Fermiers ou métayers	55,0	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 488,2	–	–	–	–
Total	**22 130,8**	**17 325**	**200,6**	**11,5**	**10,2**

(1) PAJ = prêt d'accession à la propriété à taux ajustable.

TABLEAU D.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

%

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	19,2	17,1	19,2	16,4	14,6	12,7	–	–
Artisans, commerçants	20,6	19,8	18,7	12,8	24,6	22,5	30,2	24,9
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,6	17,5	13,0	11,7	16,9	16,6	14,0	14,0
Cadres	16,6	16,5	13,8	12,9	17,5	17,0	18,5	17,4
Professions intermédiaires	18,1	17,6	14,3	12,6	19,5	18,2	22,7	19,0
Employés	20,0	18,8	17,7	12,9	24,4	20,1	30,4	23,5
Ouvriers	21,3	19,1	16,3	10,7	20,8	16,3	24,3	18,3
Retraites	16,5	15,9	18,8	15,0	22,0	19,7	37,2	30,2
Autres personnes sans activité professionnelle	19,6	16,6	26,8	11,1	42,5	28,2	56,8	37,5
Ensemble	**18,8**	**17,8**	**17,1**	**12,4**	**21,6**	**18,7**	**32,0**	**24,2**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1998.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépenses courantes de santé.
3. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Quelques professions sociales par secteur d'activité.

9A. Établissements de santé.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Accueil des enfants de moins de six ans.
11. Équipement et activité de l'hospitalisation complète.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

1. PRÉSENTATION

La dépense courante de santé atteint, en 1998, 850 milliards, soit 14 000 francs en moyenne par habitant, et la consommation de soins et de biens médicaux 726 milliards de francs, soit environ 12 000 francs par habitant, soit 4, 1 % de plus en valeur qu'en 1997.

Cette augmentation est sensiblement plus élevée que celles observées en 1997 et 1996 mais, pour la plupart des postes de consommation, la hausse constatée reste en deçà de celles du début des années 1990.

Les médicaments et les soins ambulatoires (soins de ville essentiellement), dont l'augmentation en volume est particulièrement forte en 1998, sont les secteurs qui contribuent le plus à la croissance de la consommation. La dépense nationale de santé représente, en 1998, 9,5 % du Produit intérieur brut (PIB), plaçant la France en quatrième position des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

En 1998, la part des dépenses de soins et de biens médicaux financée par la Sécurité sociale est de 75,5 % (contre 76,5 % en 1980) et celle de l'État et des collectivités locales est de 1,1 % (contre 2,9 % en 1980). En contrepartie, la part des dépenses financée par les ménages et les mutuelles passe respectivement de 15,6 % et 5 % en 1980 à 11,3 % et 7,1 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont désormais présentés en base 1995. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

— Des modifications conceptuelles

- une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer;

- une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

— Des modifications de champ et de nomenclature

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classés en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

— Des révisions de certaines évaluations

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

— Les effets des modifications et révisions

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé.

L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales

— pour le secteur privé :

(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par la DREES, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et

coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) la consommation de soins et de biens médicaux :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

2) la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

● Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

- Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
- Les soins aux collectivités (armées, prisons),
- Les médicaments,
- Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

● Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

● Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

● Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

● Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

● Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

● Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes; les

effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés).

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat «nouveau régime»). La filière se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;

— spécialités chirurgicales;

— psychiatrie;

— santé publique;

— médecine du travail;

— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (DREES) :

- Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
- Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
- *Solidarité - Santé. – Études statistiques* :

— N° 4, octobre - décembre 1996 : « Disparité de recours aux soins de ville entre hommes et femmes »;
— N° 2, 1997 : « La prise en charge de l'urgence à l'hôpital »;

— N° 4, 1997 : « Le coût de la santé » (dossier);

— N° 4, 1997 : « Dix ans d'évolution de la dotation globale hospitalière » (dossier);

— N° 4, 1997 : « Handicap et dépendance » (dossier);

— N° 3, 1999 : « Statistique annuelle des établissements de santé (SAE) - exercices 1996 et 1997 fiches de synthèse par entité juridique - centres hospitaliers publics spécialisés en psychiatrie »;

— N° 5, 1999 : « Les médecins par département au premier janvier 1999, effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, effectifs par spécialité exercée et par secteur d'activité (données nationales) »;

— N° 9, 1999 : « Le compte de la santé »;

— N° 12, 1999 :« Les médecins par spécialité inscrits au répertoire Adeli au premier janvier 1999 - effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, répartitions par tranche d'âge »;

— N° 13, 1999 :« La formation aux professions de la santé en 1998-1999 »;

— N° 14, 1999 :« la formation aux professions sociales en 1998-1999 ».

- *Études et résultats*

— N° 11, mars 1999 : « La conjoncture des hôpitaux publics et privés participant au service public hospitalier au troisième trimestre 1998 : léger ralentissement de l'activité »;

— N° 12, mars 1999 : « Les infirmiers en activité : croissance des effectifs à un rythme moins élevé dans les vingt prochaines années »;

— N° 17, mai 1999 : « Les sages-femmes : une profession en expansion »;

— N° 19, juin 1999 : « La protection des personnes à bas revenus dans les pays européens »;

— N° 20, juin 1999 : « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 1998 »;

— N° 33, septembre 1999 : « Les comptes de la santé en 1998 »;

— N° 39, novembre 1999 : « L'accès à l'allocation aux adultes handicapés »;

— N° 40, novembre 1999 : « Les personnes âgées dans les années 90 »;

— N° 44, décembre 1999 : « Les effectifs et la durée du travail des médecins au premier janvier 1999 ».

- *Documents statistiques :*

— N° 278, février 1997 : « Les établissements et services de l'Aide sociale à l'enfance. Activité, clientèle et personnel. Série chronologique : 1985 à 1996 »;

— N° 280, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des enfants et adolescents handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 281, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 287, septembre 1997 : « Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES). Enquête annuelle 1995-1996 »;

— N° 296, décembre 1997 : « Enquête sur les médecins salariés »;

— N° 305, mai 1998 : « Les médecins par département au 1er janvier 1998 »;

— N° 306, 1999 : « Les secteurs de psychiatrie infanto-juvénile en 1995 »;

— N° 308, 1999 : « Les services d'aide médicale urgente (SAMU), les centres 15 et les services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) en 1996 »;

— N° 313, 1999 : « La formation aux professions de santé en 1997-1998 »;

— N° 314, 1999 : « La formation aux professions sociales en 1997-1998 »;

— N° 318, 1999 : « Les médecins par spécialité au premier janvier 1998 »;

— N° 319, 1999 : « Le recours aux soins hospitaliers pour hépatite C chronique, résultats de l'enquête « une semaine donnée » du 30 mars au 5 avril 1998 »

— N° 323, 1999 : « Les professions de santé au premier janvier 1997 »;

— N° 324, 1999 :« Statistique annuelle des établissements de santé - SAE 1996 ».

● *Informations rapides* :

— N° 89, avril 1997 : « Les médecins salariés non hospitaliers : enquête auprès des médecins de prévention et d'administration »;

— N° 95, février 1998 : « L'offre de soins dans les établissements de santé en 1995 »;

— N° 96, mars 1998 : « Médecins, une baisse programmée des effectifs entre 2004 et 2009 »;

— N° 98, mars 1998 : « SIDA : dix ans d'évolution de la prise en charge »;

— N° 99, avril 1998 : « Le recours aux soins hospitaliers pour hépatite C chronique ».

● *Informations rapides - Premiers résultats*

— N° 6, janvier 1998 : « L'activité de l'ensemble des hôpitaux publics et privés PSPH - Situation au 30 septembre 1997 ».

INSEE :

● *INSEE-Première*

— « L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n°523, juin 1997;

— « État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n°655, juin 1999;

— « Les personnes dépendantes en institution », n°669, août 1999.

● *Données sociales,* INSEE, 1999

— « La santé comparée en Europe et en Amérique », G. Badeyan, D. Foulon, J. Gottely, P. Gottely, P. Pauriche;

— « Les différences de mortalité par milieu social restent fortes », A. Mesrine;

— « Les disparités spatiales de mortalité en France : la mortalité des adultes en âge d'activité », S. Rican, G. Salem;

— « La périnatalité et la première année de la vie », G. Badeyan;

— « La prise en charge des personnes âgées : maintien à domicile ou hébergement collectif », C. Aliaga, M. Neiss;

— « Les maladies traitées dans les hôpitaux et les cliniques », M.C. Mouquet;

— « Les risques professionnels pour la santé », O. Héran-Le Roy.

● *Économie et statistique (INSEE)*

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4;

— « Dossier santé », n° 315, mai 1995.

● *INSEE-Résultats*

— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

Autres publications ou sources :

● La santé en France 1994-1998, Haut-Comité de la Santé publique , *La Documentation française*, novembre 1998.

● *Base de données Eco-santé, OCDE 1998.*

● *Annuaire statistique des assurances* 1990-1997, *OCDE.*

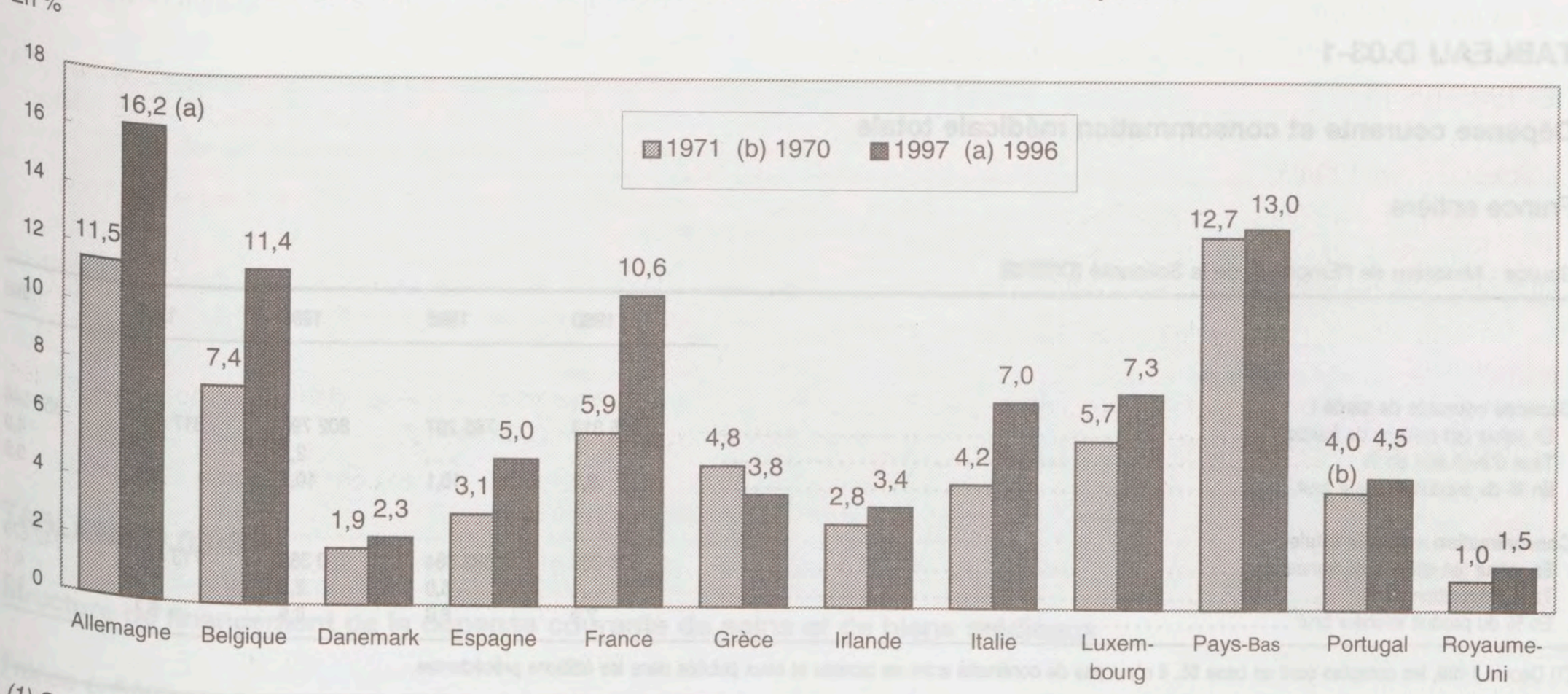
● *Annuaire* 1997, *Eurostat.*

* * *

GRAPHIQUE D.03-1

Part des services de santé (1) dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

En %

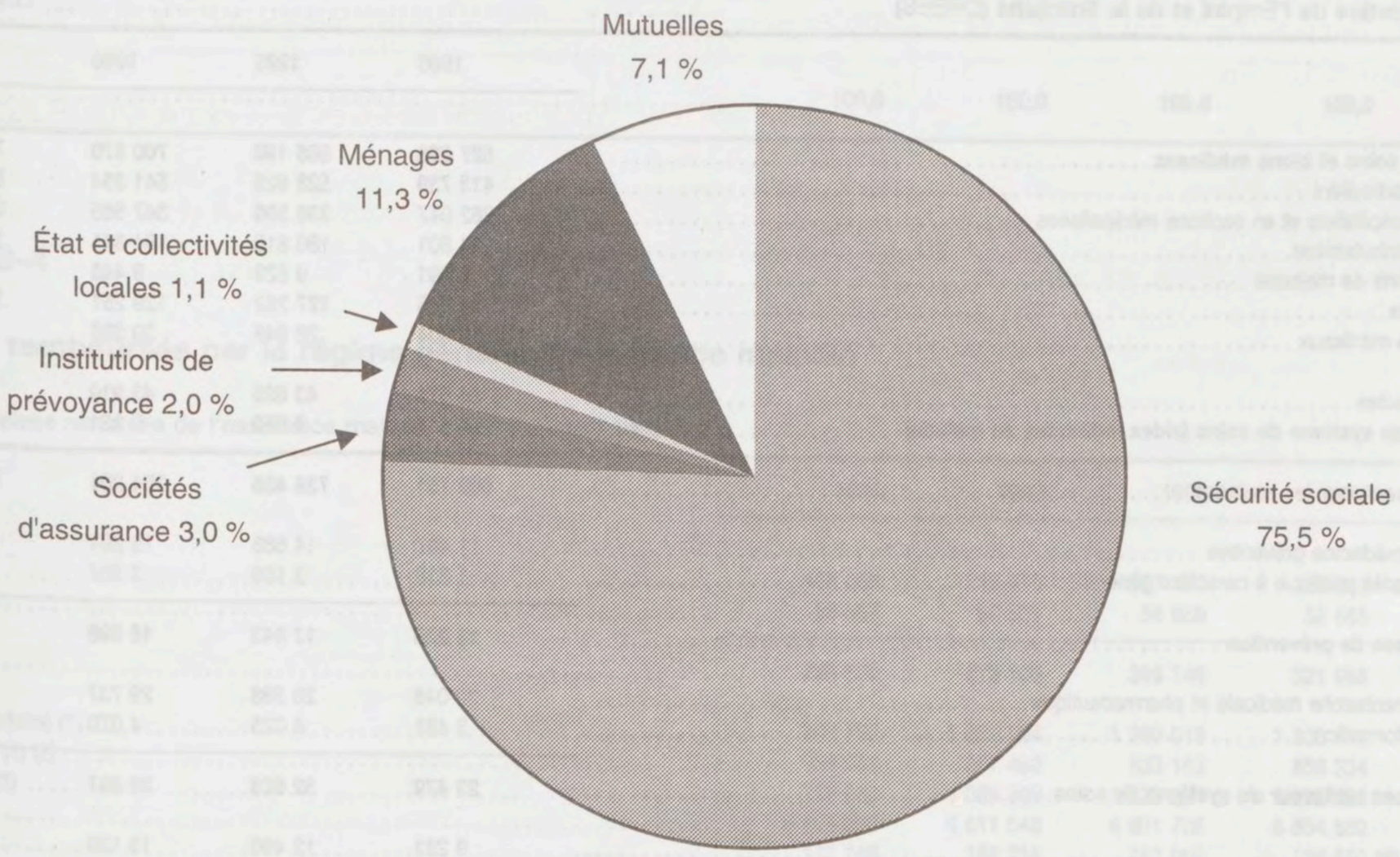


(1) Services de santé : services médicaux et dépenses de santé

Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1998



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Comptes de la santé, DREES

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1995	1996	1997	1998
Dépense courante de santé :					
En valeur (en millions de francs)	605 313	785 297	802 793	817 430	850 046
Taux d'évolution en %	...	...	2,2	1,8	4,0
En % du produit intérieur brut	9,1	10,1	10,1	9,9	9,9
Consommation médicale totale :					
En valeur (en millions de francs)	526 302	683 364	700 382	713 420	742 679
Taux d'évolution en %	...	5,0	2,5	1,9	4,1
En % du produit intérieur brut	7,9	8,8	8,8	8,7	8,7

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés dans les éditions précédentes.

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	1990	1995	1996	1997	*p* 1998
Dépenses de soins et biens médicaux	**527 628**	**685 160**	**700 970**	**713 478**	**741 614**
Soins aux particuliers	413 739	528 929	541 354	548 791	565 820
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	262 047	338 596	347 565	352 129	359 612
Soins ambulatoires	144 801	180 810	184 341	187 151	196 032
Transports de malades	6 891	9 523	9 448	9 511	10 176
Médicaments	94 585	127 282	129 251	133 533	142 034
Autres biens médicaux	19 304	28 949	30 365	31 154	33 760
Aide aux malades	**36 579**	**43 625**	**43 910**	**43 615**	**46 204**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**5 544**	**9 650**	**9 321**	**10 076**	**9 625**
Dépenses pour les malades	**569 751**	**738 435**	**754 201**	**767 169**	**797 443**
Dépenses de médecine préventive	11 407	14 688	15 291	15 956	16 623
Missions de santé publique à caractère général	1 818	3 155	3 307	3 477	3 754
Dépenses de prévention	**13 225**	**17 843**	**18 598**	**19 433**	**20 377**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	20 048	28 598	29 737	30 306	31 577
Dépenses de formation	3 431	4 025	4 070	4 167	4 482
Dépenses en faveur du système de soins	**23 479**	**32 623**	**33 807**	**34 473**	**36 059**
Gestion générale	9 231	12 490	13 139	13 890	14 537
Double compte : recherche pharmaceutique	– 10 373	– 16 094	– 16 952	– 17 535	– 18 370
Total général de dépenses courantes de santé	**605 313**	**785 297**	**802 793**	**817 430**	**850 046**

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés dans les éditions précédentes.

TABLEAU D.03-3

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) %

	1990	1995	1996	1997	1998
Sécurité sociale	76,0	75,5	75,4	75,5	75,5
État et collectivités locales	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Mutuelles	6,1	6,8	7,0	7,0	7,1
Sociétés d'assurances	...	3,1	3,2	2,9	3,0
Institutions de prévoyance	16,8	1,6	1,7	1,9	2,0
Ménages	...	12,0	11,7	11,6	11,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) *Unité :* Millier

	1985	1990	1995	*r* 1996	*p* 1997
Consultations	168 003	212 610	257 477	263 083	266 663
Visites	58 567	60 515	58 669	58 885	57 622
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**321 968**	**324 285**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 309 449	1 314 583
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	833 163	858 334	904 660
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 395 623	1 373 462
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 854 802	6 852 499
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	158 563	157 202
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	92 907	93 185
plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	59 258	57 535

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), Ordre des Pharmaciens - CARPIMKO (1)

	1990	1994	1995	1996	1997	Densité (2)
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	148 089	160 235	169 554	171 704	...	...
Chirurgiens-dentistes	37 931	39 284	39 714	39 565	39 471	68
Sages-femmes	10 705	11 957	12 218	12 662	13 148	89
Pharmaciens	51 367	53 085	53 810	55 153	55 137	46
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	242 953	272 722	281 764	289 974	294 268	503
Infirmiers de secteur psychiatrique	61 527	58 221	58 853	53 680	53 650	92
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	43 968	45 783	48 819	49 476	85
Pédicures-podologues	...	...	...	...	6 678	11
Orthophonistes	10 000	11 359	12 056	12 649	12 778	22
Orthoptistes	1 445	1 606	1 814	1 886	1 939	3

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.
(2) Densité pour 100 000 habitants ou pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans (sages-femmes).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) - CARPIMKO (1)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Total
Médecins	...	...	...	...	...
Chirurgiens-dentistes	136	45	140	294	615
Sages-femmes	135	40	145	170	490
Pharmaciens	225	42	233	394	894
Infirmiers diplômés d'État	1 430	450	1 845	2 490	6 215
Infirmiers psychiatriques	280	50	240	355	925
Masseurs-kinésithérapeutes	155	35	175	326	691
Pédicures-podologues	...	...	...	...	34
Orthophonistes	35	5	40	112	192
Orthoptistes	6	2	5	10	23

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans les pays de l'OCDE

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

	1980	1985	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*e* 1997
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,0	10,4	10,8	10,7
Australie	...	...	8,2	...	8,4	8,6	8,4
Autriche	7,7	6,7	7,2	8,0	8,0	8,0	8,3
Belgique	6,5	7,3	7,5	8,0	7,9	7,8	7,6
Canada	7,3	8,4	9,2	9,9	9,4	9,3	9,2
Corée	...	...	5,2	...	5,4	5,9	6,0
Danemark	8,7	8,2	8,3	8,2	8,1	8,1	8,0
Espagne	5,6	5,6	6,9	7,4	7,3	7,4	7,4
États-Unis	9,1	10,6	12,6	14,1	14,1	14,1	13,9
Finlande	6,5	7,3	8,0	7,9	7,7	7,8	7,4
France	**7,6**	**8,5**	**8,7**	**9,7**	**9,6**	**9,6**	**9,5**
Grèce	3,6	4,0	7,6	5,4	8,4	8,4	8,6
Hongrie	...	...	6,1	...	7,0	6,6	6,5
Irlande	8,7	7,9	6,7	7,2	7,0	6,4	6,3
Islande	...	...	7,9	...	8,2	8,2	7,9
Italie	7,0	7,1	8,1	8,4	7,7	7,8	7,6
Japon	6,4	6,7	6,1	7,0	7,2	7,1	7,2
Luxembourg	6,2	6,1	6,6	6,5	6,7	6,8	7,0
Mexique	...	...	3,6	...	4,9	4,6	4,7
Norvège	...	...	7,8	...	8,0	7,8	7,5
Nouvelle-Zélande	...	...	7,0	...	7,3	7,3	7,6
Pays-Bas	7,9	7,9	8,3	8,8	8,8	8,7	8,5
Pologne			4,4	...	4,5	4,9	5,2
Portugal	5,8	6,3	6,4	7,8	7,8	7,9	7,9
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	6,9	6,9	6,8
Suède	9,4	9,0	8,8	8,7	8,5	8,6	8,6
Suisse	...	...	8,3	...	9,6	10,1	10,0
Tchèque (République)	...	...	5,4	...	7,5	7,2	7,2
Turquie	...	...	3,6	...	3,3	3,8	4,0
Moyenne OCDE	...	...	**9,0**	...	**10,0**	**10,0**	**9,9**
Moyenne Union européenne	...	...	**9,7**	...	**10,5**	**10,5**	**10,4**

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**115 568**	38 812	**68 853**	16 295	**184 421**	**55 107**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 933**	...	**1 775**	...	**20 708**	...

(1) Y compris les Faisants Fonctions d'interne (FFI) et les Diplomés interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1998 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein
Personnel de direction	**3 992**	3 768	**5 324**	3 789	**9 316**	7 557
Autre personnel administratif	**71 724**	54 801	**31 744**	22 641	**103 468**	77 442
Personnel d'encadrement du personnel soignant (1)	**25 809**	24 017	**7 453**	6 570	**33 262**	30 587
Infirmiers (y compris de secteur psychiatrique)	**169 366**	130 983	**57 162**	41 905	**226 528**	172 888
Infirmiers spécialisés	**15 379**	12 099	**5 606**	4 277	**20 985**	16 376
Autres personnels des services médicaux	**13 281**	7 567	**10 137**	4 535	**23 418**	12 102
Aides soignants	**162 880**	137 117	**48 033**	37 906	**210 913**	175 023
Agents des services hospitaliers et autres personnels secondaires des services médicaux	**76 746**	67 849	**34 432**	26 623	**111 178**	94 472
Psychologues	**5 710**	3 395	**1 536**	411	**7 246**	3 806
Sages-femmes	**6 857**	4 747	**3 308**	2 144	**10 165**	6 891
Personnels des services de soins	**476 028**	387 774	**167 667**	124 371	**643 695**	512 145
Personnels éducatifs et sociaux	**8 114**	5 721	**4 658**	2 930	**12 772**	8 651
Personnels médico-techniques	**34 319**	26 440	**9 668**	6 625	**43 987**	33 065
Personnels techniques	**87 890**	81 933	**32 606**	24 578	**120 496**	106 511
Total	**682 067**	**560 437**	**251 667**	**184 934**	**933 734**	745 371

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Quelques professions sociales par secteur d'activité

France entière

Situation au 1er janvier 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Éducateur spécialisé (1)	Moniteur éducateur (1)	Éducateur de jeunes enfants	Éducateur technique spécialisé	Éducateur technique	Aide médico-psychologique (1)	Animateur socio-culturel
Hôpitaux	2 665	1 106	981	122	378	959	258
Établissements sociaux (2) et d'hébergement pour personnes âgées (3)	34 357	16 100	1 862	13 016	3 147	11 148	2 185
DDASS, État et départements (4)	3 166	98	128	–	–	–	–

(1) Y compris le personnel non diplômé faisant fonction dans les « établissements sociaux ».
(2) Établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté au 1er janvier 1992.
(3) Au 1er janvier 1993.
(4) Y compris services conventionnés. DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

TABLEAU D.03-9A

Établissements de santé

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1998 (*p*)

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	87 365	3 480	4 757	436	1 185	**97 223**
Centre hospitalier	554	172 641	61 417	7 565	494	331	**242 448**
Hôpital local	343	22 672	32 641	53	–	–	**55 366**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	94	37 626	1 581	14 463	–	540	**54 210**
Autres établissements	44	2 794	2 367	13	6	10	**5 190**
Total public	**1 064**	**323 098**	**101 486**	**26 851**	**936**	**2 066**	**454 437**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 096	99 640	1 299	2 531	5 870	71	**109 411**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	83	4 649	70	154	–	–	**4 873**
Établissement de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée	725	47 882	1 264	2 693	16	–	**51 855**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	25	8 587	179	2 414	–	–	**11 180**
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	301	15 017	–	2 964	13	5	**17 999**
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	512	56	–	–	–	1 397	**1 453**
Autres établissements (2)	386	–	–	–	–	–	**–**
Total privé	**3 128**	**175 831**	**2 812**	**10 756**	**5 899**	**1 473**	**196 771**
Total public et privé	**4 192**	**498 929**	**104 298**	**37 607**	**6 835**	**3 539**	**651 208**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

France entière (pour les établissements)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				845
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	1 544
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	3 472
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	2 932
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	170
Autres établissements autonomes	315	196	179	22
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	
Hospitalisation en services de soins de longue durée				853
Hôpitaux publics	736	786	820	120
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	n.s
Hospices et maisons de retraite publics	n.s	n.s	n.s	
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				97 655
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	115 979
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	190 916
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	155 365
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	3 533
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	1 801
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	*565 249*
Hospitalisation en services de soins de longue durée				74 115
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	6 585
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	n.s
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s	
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	*80 700*
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	*645 949*

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Accueil des enfants de moins de six ans

Situation au 31 décembre 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Établissements	Places	Assistantes maternelles
Accueil collectif (en nombre de places)			
Crèches collectives traditionnelles de quartier	1 859	89 800	///
Crèches collectives traditionnelles de personnel	229	15 100	///
Crèches collectives mini-crèches	366	6 400	///
Crèches parentales	212	3 100	///
Multi-accueil traditionnel : Crèches collectives	1 107	17 300	///
Multi-accueil traditionnel : Haltes garderies	...	10 700	///
Multi-accueil parental : Crèches collectives	484	5 400	///
Multi-accueil parental : Haltes garderies	...	2 500	///
Jardins d'enfants	298	10 800	///
Haltes- garderies traditionnelles	2 869	51 300	///
Haltes- garderies parentales	260	3 600	///
Accueil familial			
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	1 098	63 800	27 500
Assistantes maternelles agréées à la journée (en capacité d'accueil)	...	688 300	298 200
Assistantes maternelles agréées à titre permanent (en capacité d'accueil)	...	89 800	47 000
Assistantes maternelles mixtes (en capacité d'accueil)	...	21 300	9 300

TABLEAU D.03-11A

Équipement de l'hospitalisation complète

Situation au 1er janvier 1998 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Ensemble des lits	Catégorie d'établissements (%)			
		Public	Privé PSPH (1)	Privé non lucratif non PSPH	Lucratif
Lits installés					
Soins de courte durée MCO (2)	253 706	63	7	2	27
Psychiatrie	70 062	68	15	2	15
Toxicomanie et alcoolisme	1 868	63	7	16	15
Total soins de courte durée	**325 636**	**64**	**9**	**3**	**24**
Soins de suite ou de réadaptation	91 720	42	22	15	21
Soins de longue durée	81 573	92	4	4	1
Total	**498 929**	**65**	**10**	**5**	**20**

(1) PSPH : ce sont des établissements privés participant aux services publics hospitaliers.
(2) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.

TABLEAU D.03-11B

Activité de l'hospitalisation complète

Année 1998 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Nombre d'entrées

	Public	Privé	Total
Médecine et spécialités médicales	4 157 394	1 086 968	5 244 362
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2 308 137	3 115 506	5 423 643
Obstétrique	783 680	497 162	1 280 842
Total soins de courte durée MCO (1) (2)	**7 249 211**	**4 699 636**	**11 948 847**
Psychiatrie	420 345	167 143	587 488
Toxicomanie et alcoolisme	15 566	6 990	22 556
Total soins de courte durée	**7 685 122**	**4 873 769**	**12 558 891**
Soins de suite et de réadaptation	363 282	473 003	836 285
Soins de longue durée	55 548	4 736	60 284
Total	**8 103 952**	**5 351 508**	**13 455 460**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.
(2) La discipline médecine intègre la lutte contre le cancer.

TABLEAU D.03-12

Établissements pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	r 1994	1998	*r* 1994	1998
Établissement pour enfants déficients intellectuels	1 244	1 194	79 897	73 518
Établissement pour enfants polyhandicapés	56	132	1 782	4 057
Institut de rééducation	285	345	14 804	16 880
Établissement pour enfants déficients moteurs	125	125	7 826	7 767
Établissement pour enfants déficients sensoriels	156	138	13 301	11 777
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 866**	**1 934**	**117 610**	**113 999**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	1 152	1 236	36 589	39 497
Maison d'accueil spécialisée	208	297	8 469	11 774
Foyer de vie pour adultes handicapés	718	892	24 422	30 022
Foyer à double tarification pour adultes handicapés lourds	102	191	3 312	6 427
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 180**	**2 616**	**72 792**	**87 720**
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	83	84	9 266	9 477

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Tuberculose évolutive	8 851	8 473	7 221	6 917	7 457	6 247
Lèpre	106	89	93	103	75	56
Bilharziose compliquée	80	74	51	40	54	29
Tumeurs malignes	143 262	143 109	126 499	124 736	147 975	140 033
Diabète	60 848	59 403	50 928	50 282	66 564	64 299
Hémophilie	400	386	343	361	445	458
Maladies mentales	102 523	82 031	88 585	84 726	94 332	87 436
Accident vasculaire cérébral	26 393	29 122	19 932	18 569	22 337	19 841
Sclérose en plaques	2 525	2 569	2 401	2 390	2 736	2 543
Maladie de Parkinson	6 282	6 630	4 578	4 480	6 216	5 750
Paraplégie	4 205	2 030	3 640	3 380	3 657	3 356
Infarctus aigu du myocarde	13 848	15 081	12 189	11 723	13 181	11 493
Hypertension artérielle	52 644	51 683	37 387	35 234	51 237	46 558
Néphropathie chronique grave	4 816	4 614	3 980	3 827	4 741	4 381
Spondylarthrite ankylosante	2 430	2 538	2 318	2 213	2 484	2 445
Polyarthrite chronique évolutive	8 453	8 394	7 299	6 790	8 299	7 677
Troubles neuro-musculaires	5 481	2 392	4 831	4 830	5 719	5 236
Mucoviscidose	263	252	223	205	195	203
Artériopathies chroniques évolutives	65 920	62 141	48 547	45 576	59 965	54 330
Cardiopathie congénitale	34 677	31 426	27 884	26 998	35 126	31 899
Insuffisance respiratoire	23 615	12 321	19 208	18 064	23 615	22 154
Aplasie médullaire	1 123	586	1 021	994	1 185	1 125
Cirrhose du foie décompensée	9 662	10 119	9 192	10 189	12 540	13 316
Déficit immunitaire primitif	...	...	252	304	268	181
Syndrome immunitaire acquis	7 319	9 180	8 914	12 076	10 895	9 022
Hémoglobinopathies homozygotes	566	564	563	502	538	559
Maladies métaboliques héréditaires	3 600	1 241	3 266	3 214	3 963	3 521
Périartérite	2 130	2 095	1 974	1 929	2 402	2 342
Rectocolites hémorragiques	4 574	4 896	4 966	5 185	6 322	6 000
Scoliose structurée évolutive	2 674	2 886	2 350	2 310	2 443	2 093
Suite de transplantation d'organes	242	203	154	126	195	159
Total	**599 512**	**556 528**	**500 789**	**488 273**	**597 161**	**554 742**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1994			1995			1996	
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	**12 321**	**7 604**	**4 717**	**12 542**	**7 643**	**4 899**	**10 908**	**6 399**	**4 509**
Tumeurs	**144 746**	**87 608**	**57 138**	**146 641**	**88 378**	**58 263**	**147 765**	**89 213**	**58 552**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5 059**	4 369	690	**5 166**	4 460	706	**5 158**	4 437	721
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4 689**	4 019	670	**4 614**	3 948	666	**4 573**	3 858	715
Tumeurs malignes de l'estomac	**5 986**	3 585	2 401	**5 886**	3 534	2 352	**5 794**	3 530	2 264
Tumeurs malignes de l'intestin	**16 027**	8 285	7 742	**16 430**	8 506	7 924	**16 355**	8 467	7 888
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**11 123**	7 063	4 060	**11 040**	6 941	4 099	**11 214**	7 220	3 994
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**23 131**	19 797	3 334	**23 929**	20 325	3 604	**24 338**	20 525	3 813
Tumeurs malignes du sein	**10 911**	128	10 783	**10 897**	108	10 789	**11 153**	139	11 014
Tumeurs malignes de l'utérus	**3 086**	///	3 086	**2 979**	///	2 979	**2 982**	///	2 982
Tumeurs malignes de la prostate	**9 274**	9 274	///	**9 263**	9 263	///	**9 383**	9 383	///
Leucémies	**4 691**	2 546	2 145	**4 802**	2 571	2 231	**4 799**	2 605	2 194
Maladies endocriniennes	**13 454**	**5 223**	**8 231**	**13 886**	**5 299**	**8 587**	**13 965**	**5 482**	**8 483**
dont : Diabète sucré	**6 357**	2 595	3 762	**6 437**	2 677	3 760	**6 622**	2 882	3 740
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 625**	**1 232**	**1 393**	**2 892**	**1 326**	**1 566**	**2 846**	**1 327**	**1 519**
Troubles mentaux	**13 111**	**5 507**	**7 604**	**13 259**	**5 408**	**7 851**	**13 277**	**5 363**	**7 914**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2 597**	2 035	562	**2 418**	1 929	489	**2 397**	1 926	471
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**12 041**	**5 630**	**6 411**	**12 515**	**5 823**	**6 692**	**12 940**	**5 954**	**6 986**
Maladies de l'appareil circulatoire	**167 535**	**76 854**	**90 681**	**171 652**	**78 961**	**92 691**	**173 269**	**79 631**	**93 638**
dont : Cardiopathies ischémiques	**46 407**	25 521	20 886	**47 055**	25 935	21 120	**47 307**	26 140	21 167
Maladies vasculaires cérébrales	**43 386**	17 890	25 496	**43 553**	18 160	25 393	**43 494**	18 053	25 441
Maladies de l'appareil respiratoire	**37 174**	**19 518**	**17 656**	**40 130**	**20 992**	**19 138**	**42 541**	**22 141**	**20 400**
Maladies de l'appareil digestif	**25 545**	**13 462**	**12 083**	**26 136**	**13 735**	**12 401**	**26 453**	**13 933**	**12 520**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**8 602**	6 010	2 592	**8 875**	6 136	2 739	**8 961**	6 246	2 715
Maladies des organes génito-urinaires	**7 209**	**3 606**	**3 603**	**7 370**	**3 665**	**3 705**	**7 296**	**3 611**	**3 685**
Complications grossesse-accouchement	**83**	///	**83**	**70**	///	**70**	**97**	///	**97**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2 446**	**718**	**1 728**	**2 516**	**721**	**1 795**	**2 509**	**767**	**1 742**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2 580**	**847**	**1 733**	**2 642**	**865**	**1 777**	**2 605**	**844**	**1 761**
Anomalies congénitales	**1 613**	**855**	**758**	**1 558**	**790**	**768**	**1 559**	**849**	**710**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 350**	**766**	**584**	**1 308**	**764**	**544**	**1 323**	**764**	**559**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**31 075**	**13 822**	**17 253**	**31 663**	**13 598**	**18 065**	**32 690**	**14 204**	**18 486**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**45 057**	**27 497**	**17 560**	**44 838**	**27 139**	**17 699**	**43 732**	**26 309**	**17 423**
dont : Accidents de la circulation	**8 297**	5 937	2 360	**8 132**	5 834	2 298	**7 787**	5 592	2 195
Suicides	**12 041**	8 872	3 169	**11 819**	8 605	3 214	**11 279**	8 174	3 105
Total (toutes causes)	**519 965**	**270 749**	**249 216**	**531 618**	**275 107**	**256 511**	**535 775**	**276 791**	**258 984**

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) - DGS - Réseau national de Santé publique — *Unités* : nombre et %

Groupes de transmission	Avant 1990	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	*p* 1997	(1) 1998
Homosexuel / bisexuel masculin	6 063	2 116	2 245	2 357	2 048	1 437	726	152
%	53,6	49,1	40,8	41,2	39,1	36,7	34,7	29,1
Usager de drogues IV	2 093	1 079	1 489	1 370	1 308	944	389	112
%	18,5	25,0	27,1	23,9	25,0	24,1	18,6	21,4
Homosexuel / bisexuel masculin et usager de drogues IV	245	53	41	48	47	29	6	3
%	2,2	1,2	0,7	0,8	0,9	0,7	0,3	0,6
Hémophiles et troubles de la coagulation	186	41	63	72	50	29	10	4
%	1,6	1,0	1,1	1,3	1,0	0,7	0,5	0,8
Contamination hétérosexuelle	1 471	614	1 064	1 300	1 283	1 104	737	184
%	13,0	14,2	19,3	22,7	24,5	28,2	35,2	35,2
Transfusés	767	189	167	130	100	57	28	3
%	6,8	4,4	3,0	2,3	1,9	1,5	1,3	0,6
Transmissions materno-foetale	222	60	52	54	46	27	9	–
%	2,0	1,4	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4	–
Autre, inconnu	270	161	383	392	356	289	187	65
%	2,4	3,7	7,0	6,8	6,8	7,4	8,9	12,4
Total	**11 317**	**4 313**	**5 504**	**5 723**	**5 238**	**3 916**	**2 092**	**523**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	**4 848**	**2 439**	**3 758**	**4 139**	**3 881**	**2 833**	**1 097**	**343**

(1) Uniquement le premier semestre.

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1994			1995			1996		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	51	37	**88**	37	40	**77**	40	24	**64**
dont : Maladies infectieuses intestinales	15	11	**26**	20	14	**34**	18	14	**32**
Infections à méningocoques	—	—	**—**	2	2	**4**	1	—	**1**
Septicémie	7	4	**11**	1	4	**5**	1	3	**4**
Sida et infections par le V.I.H	2	1	**3**	—	2	**2**	2	1	**3**
Tumeurs	19	18	**37**	13	14	**27**	8	15	**23**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	5	6	**11**	3	2	**5**	2	5	**7**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	31	27	**58**	27	21	**48**	26	24	**50**
dont : Maladies des glandes endocrines	2	—	**2**	3	1	**4**	2	1	**3**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	10	4	**14**	4	7	**11**	4	1	**5**
dont : Anomalies de la coagulation	2	4	**6**	3	5	**8**	3	1	**4**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	113	82	**195**	88	79	**167**	85	75	**160**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	25	14	**39**	11	12	**23**	9	14	**23**
Maladies de l'appareil circulatoire	27	27	**54**	27	24	**51**	37	23	**60**
Maladies de l'appareil respiratoire	61	27	**88**	32	22	**54**	37	15	**52**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	33	10	**43**	17	9	**26**	18	7	**25**
Pneumonie et grippe	19	11	**30**	11	9	**20**	12	2	**14**
Maladies de l'appareil digestif	45	24	**69**	23	16	**39**	19	10	**29**
Maladies des organes génito-urinaires	12	3	**15**	10	4	**14**	9	4	**13**
Anomalies congénitales	499	436	**935**	445	404	**849**	480	372	**852**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	63	55	**118**	53	45	**98**	50	34	**84**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	244	230	**474**	228	216	**444**	249	179	**428**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	763	582	**1 345**	764	541	**1 305**	764	558	**1 322**
dont : Prématurité	64	49	**113**	72	38	**110**	71	53	**124**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	142	110	**252**	138	100	**238**	154	97	**251**
Syndrome de détresse respiratoire	110	81	**191**	124	60	**184**	108	58	**166**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	121	79	**200**	96	71	**167**	88	71	**159**
Infections spécifiques de la période périnatale	74	40	**114**	63	50	**113**	57	45	**102**
Hémorragie néonatale	80	60	**140**	84	68	**152**	112	62	**174**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	707	412	**1 119**	451	294	**745**	423	303	**726**
dont : Syndrôme de la mort subite chez le nourisson	569	311	**880**	339	199	**538**	281	170	**451**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées	102	80	**182**	92	87	**179**	128	121	**249**
Traumatismes et empoisonnements	107	69	**176**	81	76	**157**	87	55	**142**
dont : Accidents de la circulation	12	9	**21**	13	15	**28**	13	6	**19**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant obstruction des voies respiratoires ou suffocation	55	29	**84**	24	21	**45**	28	13	**41**
Total	**2 445**	**1 748**	**4 193**	**2 002**	**1 543**	**3 545**	**2 002**	**1 479**	**3 501**

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1996

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) - SC8

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	755	30,7	115	22,2	775	33,4	1 173	32,7
Tumeurs	554	22,5	84	16,2	563	24,3	673	18,8
Traumatismes et empoisonnements	280	11,4	105	20,3	177	7,6	364	10,2
Maladies de l'appareil digestif	129	5,2	14	2,7	102	4,4	219	6,1
Maladies de l'appareil respiratoire	132	5,4	23	4,4	136	5,9	333	9,3
Maladies endocriniennes	108	4,4	10	1,9	104	4,5	156	4,4
Troubles mentaux	100	4,1	7	1,4	61	2,6	155	4,3
Maladies infectieuses	98	4,0	69	13,3	82	3,5	86	2,4
Autres	307	12,5	91	17,6	321	13,8	426	11,9
Total	**2 463**	**100,0**	**518**	**100,0**	**2 321**	**100,0**	**3 585**	**100,0**

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SCS

E

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues.
6. Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
7. Financement de la production de films d'initiative française.
8. Nombre de films d'initiative française selon le coût.
9. Volume de la production aidée par genre.
10. Dépenses publicitaires des entreprises.
11. Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
12. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
13. Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication.

1. PRÉSENTATION

Après un court déclin de 1991 à 1993, imputable essentiellement à une baisse importante des recettes d'annonces « emploi » et « immobilier », le chiffre d'affaires de la presse éditeur poursuit sa progression (selon les résultats provisoires + 2,7 % entre 1997 et 1998). Toutefois, sur la période 1990 - 1998, le chiffre d'affaires de la presse en francs courants progresse moins vite que le PIB (+ 11 % contre 29 %).

Profitant de la reprise du marché des petites annonces, la presse d'information générale et politique à diffusion nationale - quotidienne et hebdomadaire - sort d'une situation difficile.

L'audiovisuel connaît une croissance forte : la production nette du secteur a augmenté de près de 9 % par an, de 1989 à 1997. Les télévisions tiennent un rôle essentiel dans le financement du cinéma : la moitié des recettes de la production cinématographique proviennent des achats et des préachats des chaînes. Alors que le poids de la redevance dans le financement des chaînes diminue légèrement, les souscriptions d'abonnements par les ménages aux nouvelles chaînes du câble et du satellite prennent le relais du financement par la publicité.

En 1998, l'activité cinématographique est dynamique. La production n'a jamais été aussi élevée depuis vingt ans, la fréquentation bat tous ses records et le développement des chaînes thématiques est exceptionnel. Toutefois, il est observé un tassement de la part de marché des films français; mais, au début de l'année 1999, une reprise est perceptible.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes agées de 15 ans et plus.

— pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un sytème audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 2 300 foyers, soit plus de 5 500 personnes âgées de quatre ans et plus.

3. DÉFINITIONS

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : *la commission d'agrément du CNC* (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les fims qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son *devis* détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

---

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture et de la Communication.

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

— Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication (SJTI) : mission d'observation, d'étude et de documentation sur les médias.

— Centre national de la cinématographie (CNC).

— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

— Institut national de l'audiovisuel (INA).

— Télédiffusion de France.

— Radio-France.

— Radio-France internationale.

— TF1.

— France 2.

— France 3.

— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).

— La Sept/Arte.

— La Cinquième.

— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).

— Service de la Redevance de l'Audiovisuel.

— Médiamétrie.

Publications :

« SJTI-INFO-MÉDIAS », Enquête presse 1998, résultats provisoires, édition SJTI (n° 2, juin 1999);

Tableaux statistiques de la Presse. Recueil de données statistiques sur la presse écrite en France en 1997. Documentation française / SJTI (Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication) ;

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994;

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première*, n° 355, janvier 1995;

« Les comptes du petit écran », *INSEE-Première,* n° 358, janvier 1995;

« Audiovisuel croissance ralentie », *INSEE-Première,* n° 422, janvier 1996;

« Les entreprises de presse », *INSEE-Première*, n° 547, septembre 1997;

Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel (Cinéma, Télévision, Vidéo), Édition 1998. SJTI, CNC, CSA, ministère de la Culture et de la Communication. La Documentation française;

Indicateurs statistiques de la Radio (Radiodiffusion, phonogrammes). Édition 1999. SJTI. La Documentation française;

CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie;

« Technologies et société de l'information », édition 1999, SESSI, INSEE, SJTI.

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Chiffre d'affaires (1) :								
Ventes	24,11	29,98	33,65	33,93	35,15	36,27	36,57	36,75
Publicité	16,75	27,18	21,98	22,79	23,92	24,69	25,40	26,86
Total	**40,86**	**57,16**	**55,63**	**56,72**	**59,07**	**60,96**	**61,97**	**63,61**
Tirage total annuel (2) :								
Total	**7,80**	**8,08**	**8,17**	**8,21**	**8,21**	**8,25**	**8,17**	**8,19**
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,42	6,40	6,45	6,41	6,35	6,36	6,37
Diffusion totale annuelle (2) :								
Total	**6,61**	**6,93**	**7,01**	**6,98**	**7,02**	**7,07**	**6,96**	...
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,27	5,23	5,22	5,22	5,17	5,15	...
Consommation de papier (3)	1 162	1 396	1 298	1 297	1 308	1 377	1 394	...
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	17,52	15,09	15,01	15,93	14,88	14,40	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1990	%	1995	%	1996	%	*r* 1997	%	*p* 1998	%
									Évolution en %	
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5,30	3,5	6,23	4,1	5,92	– 5,0	6,01	1,5	5,94	– 1,3
Publicité	5,71	7,1	4,06	1,6	4,27	5,1	4,38	2,6	4,90	11,9
Total	**11,01**	**5,4**	**10,29**	**3,1**	**10,19**	**– 1,0**	**10,39**	**2,0**	**10,84**	**4,3**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	1,07	– 1,4	0,96	– 10,6	0,99	3,1	0,95	– 3,9
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,81	1,9	0,73	– 9,9	0,74	2,1	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	216,50	– 4,8	207,80	– 4,0	209,75	0,9	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	3,12	– 1,8	2,87	12,1	2,70	– 5,9	2,41	– 10,9	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	8,27	2,1	9,43	3,4	10,20	8,1	10,23	0,3	10,47	2,4
Publicité	6,91	4,7	6,48	6,5	6,76	4,4	6,76	–	7,26	7,3
Total	**15,18**	**3,2**	**15,91**	**4,7**	**16,96**	**6,6**	**16,99**	**0,2**	**17,73**	**4,3**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,49	– 0,6	2,58	3,6	2,53	– 1,9	2,55	0,7
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,21	– 0,9	2,29	3,6	2,25	– 1,8	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	366,80	– 1,3	423,40	15,4	428,89	1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	5,07	2,1	4,34	6,1	3,93	– 9,4	3,93	– 0,1	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	13,77	2,2	16,50	3,5	17,03	3,2	17,13	0,6	17,06	– 0,5
Publicité	6,25	7,5	6,05	7,9	6,21	2,6	6,71	8,1	6,83	1,9
Total	**20,02**	**3,7**	**22,55**	**4,6**	**23,24**	**3,1**	**23,84**	**2,6**	**23,89**	**0,2**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,54	– 0,1	2,51	– 1,4	2,55	1,6	2,56	0,6
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,82	– 3,8	1,88	3,3	1,89	0,6	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	519,00	3,6	524,00	1,0	542,57	3,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	6,16	0,5	6,08	5,4	5,69	– 6,4	5,56	– 2,3	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2,64	8,9	2,98	3,3	3,11	4,4	3,20	2,9	3,28	2,7
Publicité	4,46	8,3	3,42	3,2	3,47	1,5	3,52	1,4	3,79	7,4
Total	**7,10**	**8,5**	**6,40**	**3,2**	**6,58**	**2,8**	**6,72**	**2,1**	**7,07**	**5,2**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,32	– 0,4	0,30	– 6,2	0,29	– 3,3	0,31	6,4
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,29	– 0,8	0,28	– 3,4	0,27	– 3,1	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	61,00	1,3	59,00	– 3,3	59,01	0,4	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,77	5,6	1,41	1,4	1,16	– 17,7	1,09	– 6,2	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**3,85**	**11,1**	**3,91**	**2,9**	**3,99**	**2,0**	**4,02**	**0,8**	**4,08**	**1,4**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,80	1,8	1,90	5,9	1,81	– 4,7	1,82	0,3
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	144,20	5,0	162,80	12,9	153,31	– 5,9	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,40	12,9	1,23	2,5	1,39	13,0	1,41	1,4	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1997

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	(1) Chiffre d'affaires Total
Presse nationale d'information générale et politique	**72**	**10**	**31**	**19**	**741 747**	**10 392 953**
Information générale et politique	21	10	4	4	509 856	6 349 692
Presse d'opinion	36	–	16	11	41 979	420 723
Magazine	15	–	11	4	189 912	3 622 538
Presse locale d'information générale et politique	**455**	**65**	**301**	**31**	**2 246 913**	**16 992 954**
Information générale et politique	342	65	232	13	2 213 875	16 521 109
Magazine	45	–	1	18	4 698	74 071
Annonces judiciaires et légales	68	–	68	–	28 340	397 774
Presse spécialisée grand public	**1 145**	**10**	**83**	**562**	**1 892 904**	**23 838 241**
Journaux d'annonces	41	–	7	21	15 012	510 963
Presse culturelle	59	–	1	34	21 742	491 387
Maison et décoration	45	–	1	10	38 761	1 002 093
Économie	15	–	6	7	32 105	768 420
Presse féminine	90	–	8	44	286 111	4 371 724
Presse des jeunes	105	1	7	63	107 976	1 579 685
Loisirs	504	–	8	227	155 571	4 048 968
Sport	138	6	17	79	287 676	2 905 316
Science et technique	13	–	–	11	14 265	353 498
Télévision-Spectacle	32	–	19	12	652 863	4 443 856
Sensation-Évasion	49	3	6	27	208 302	2 015 315
Famille-Société	54	–	3	27	72 520	1 347 016
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 373**	**6**	**156**	**643**	**266 871**	**6 723 821**
Presse agricole	159	–	72	69	56 942	702 024
Bâtiment-travaux publics	59	–	4	27	9 880	422 712
Commerce	84	–	3	56	9 386	395 275
Presse médicale	345	1	20	149	68 585	1 061 899
Biens d'équipements	39	–	4	14	4 549	190 479
Finances-activité boursière	14	1	1	6	2 151	95 042
Agro-alimentaire	40	1	5	18	6 286	122 549
Biens intermédiaires	39	–	1	26	1 150	102 661
Locations-Crédit-bail-Immobilier	16	–	1	10	2 069	43 402
Services marchands	338	2	33	174	88 723	2 846 519
Services non marchands	140	–	2	43	7 042	273 694
Production-Distribution d'énergie	11	–	–	5	244	26 122
Assurance	11	–	1	7	1 323	62 673
Transport et Télécommunication	28	1	5	15	4 465	174 062
Biens de consommation	50	–	4	24	4 076	204 708
Journaux gratuits d'annonces	**387**	**–**	**364**	**22**	**1 816 078**	**4 024 092**
Total	**3 432**	**91**	**935**	**1 277**	**6 964 513**	**61 972 061**

(1) Diffusion en milliers d'exemplaires et chiffre d'affaires en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1997

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique.	**481 946**	50,6	19,2	3,3	**73,1**	26,9	3 116 318	2 917 042	**6 033 360**
Presse locale d'information générale et politique...	**2 090 598**	56,6	29,6	2,9	**89,1**	10,9	9 580 259	5 740 116	**15 320 375**
dont : 7 ème jour	**171 077**	73,2	13,2	2,0	**88,3**	11,7	1 106 959	480 586	**1 587 545**
Presse spécialisée grand public	**235 825**	58,0	4,2	0,4	**62,6**	37,4	1 116 858	153 903	**1 270 761**
Presse spécialisée, technique et professionnelle...	**31 360**	0,2	96,3	2,8	**99,3**	0,7	113 820	185 171	**298 991**
Total	**2 839 729**	**55,1**	**25,4**	**2,7**	**83,1**	**16,9**	**13 927 255**	**8 996 232**	**22 923 487**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés et redevances (1) perçues

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1982	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre de comptes [en milliers] (2) :							
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	1 074	860	687	578	404
Télévision couleur	8 815	16 695	18 830	19 233	19 602	19 920 *r*	20 754
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (3) :							
Télévision noir et blanc	280	355	405	430	449	449	471
Télévision couleur	424	552	631	670	700	700	735

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France 2, France 3, La Sept, RFO, ARTE, Radio-France, RFI, INA (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).
(2) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(3) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unité : Million de francs

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Redevance (2)	8 718,5	9 431,9	10 239,5	10 743,6	10 922,0	11 681,5	12 250,7	13 870,0
Concours du budget de l'État (3)	2 045,3	1 697,8	2 099,6	1 799,4	1 119,8	741,1	572,0	452,0
Services rendus aux administrations	42,8	36,1	27,6	26,7	26,6	20,4	5,0	4,0
Publicité (4)	2 675,7	2 785,4	3 145,0	3 171,8	4 225,9	4 419,8	4 526,9	3 966,8
Parrainage	195,0	172,8	202,4	274,1	248,0	270,5	268,5	280,2
Autres ressources propres (5)	624,0	763,5	828,2	793,2	887,4	870,9	914,9	848,0
Total	**14 301,3**	**14 887,5**	**16 542,3**	**16 808,8**	**17 429,7**	**18 004,2**	**18 538,0**	**19 421,0**

(1) Recettes des organismes suivants : en 1993 et 1994, INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. Depuis 1995, INA, F2, F3, Sept / ARTE, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) Il s'agit de la compensation (non systématique) par le budget de l'État des exonérations de redevance. Cette compensation s'est élevée à 371 MF en 1993, 1 217 MF en 1995, 1 404 MF en 1996, 684 MF en 1997, 289 MF en 1998 et 120 MF en 1999.
(4) COSIP compris.
(5) Filière production exécutive de France 3 comprise.

TABLEAU E.01-7

Financement de la production de films d'initiative française

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production de films	2 271,0	2 574,0	2 926,0	2 275,0	2 323,0	2 722,0	2 525,6	3 916,4	4 234,3
Apport des diffuseurs, en % (1)	20	24	30	31	34	37	42	36	39
Production pour la télévision	4 354,8	5 131,2	4 900,7	4 898,5	4 543,1	5 231,8	5 760,8	5 407,9	6 680,0
Apport des diffuseurs, en % (1)	36,1	33,7	36,8	38,2	39,9	50,7	48,8	48,5	47,1

(1) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-8

Nombre de films d'initiative française selon le coût

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Plus de 20 millions de F	35	44	51	43	40	50	46	59	66
dont : plus de 50 millions de F	9	8	16	7	10	15	12	22	21
De 10 à 20 millions de F	45	49	45	36	28	26	28	36	48
Moins de 10 millions de F	27	16	17	22	21	21	30	30	34
Total	**107**	**109**	**113**	**101**	**89**	**97**	**104**	**125**	**148**

TABLEAU E.01-9

Volume de la production aidée (1) par genre

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Heures d'émission

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Fiction	912	1 057	836	788	576	899	1 028	631	679
Animation	151	259	211	182	234	114	295	262	375
Documentaire	280	391	436	378	406	939	1 195	1 154	1 464
Magazine	74	44	27	41	41	170	101	70	174
Spectacle	13	11	12	22	13	30	27	27	84
Total	**1 430**	**1 762**	**1 522**	**1 411**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 144**	**2 776**

(1) Il s'agit de la production financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-10

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP)

Unité : Million de francs

	1980	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Télévision	2 127	4 625	12 600	14 309	14 450	15 505	16 704	17 455	18 329	19 500
Cinéma	220	475	409	320	272	280	302	332	308	344
Presse	5 762	15 830	28 490	24 890	22 430	23 370	23 977	24 626	25 438	27 184
Radio	2 452	2 480	3 346	3 350	3 558	3 700	3 747	3 635	3 565	3 775
Affichage	1 252	3 535	5 840	5 836	5 550	5 745	5 870	6 067	6 340	6 728
Total médias	**11 813**	**26 945**	**50 685**	**48 705**	**46 260**	**48 600**	**50 600**	**52 115**	**53 980**	**57 531**
Indice	100,0	228,1	429,1	412,3	391,6	411,4	428,3	441,2	457,0	487,0
dont : audiovisuel	**2 347**	**5 100**	**13 009**	**14 629**	**14 722**	**15 785**	**17 006**	**17 787**	**18 637**	**19 844**
Indice	100,0	217,3	554,3	623,3	627,3	672,6	724,6	757,9	794,1	845,5

TABLEAU E.01-11

Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Volume horaire (en heures)	**42 120**	**34 599**	**34 981**	**40 478**	**40 908**	**40 749**	**40 817**
Répartition (en %) :							
Information	12,4	11,6	12,4	12,0	12,0	11,3	11,0
Documentaire	16,2	20,3	18,0	23,0	22,3	23,5	23,2
Fiction	44,0	35,4	35,2	34,0	35,2	35,5	35,0
Musique et divertissement	15,6	18,3	18,9	17,2	15,8	15,2	15,2
Sport	3,6	3,8	4,3	3,0	3,7	2,8	3,7
Autres émissions (2)	5,5	7,0	7,7	7,6	7,7	8,5	8,6
Autres éléments (3)	2,6	3,5	3,5	3,3	3,3	3,2	3,3

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990, ceux d'Arte en 1993, et ceux de la Cinquième en 1995 (disparition de La Cinq depuis 1992). Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-12

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
RADIODIFFUSION (1)						**151**	**151**	**152**	**153**	**154**
Stations de Radio-France et Radio france international	25,3	25,8	27,2	27,0	27,1	33	36	36	31	36
dont : France-Inter	9,8	10,6	10,3	9,8	10,8	15	16	16	15	17
France-Info	4,6	5,3	5,1	5,1	5,0	7	8	8	8	8
Stations généralistes privées	///	///	28,8	29,5	27,6	///	///	///	45	44
dont : Europe 1	8,5	7,7	6,4	6,3	6,4	13	11	10	9	10
RTL	19,6	19,2	18,8	19,3	18,5	30	29	29	30	29
RMC	3,1	3,1	3,0	3,3	2,7	5	5	5	5	4
Radios musicales nationales privées	28,8	28,9	28,9	29,3	29,8	43	44	44	46	46
dont : Europe 2	3,7	4,0	4,2	4,0	3,8	6	6	6	6	6
Fun Radio	6,3	5,9	4,5	3,8	3,1	10	8	6	6	5
Nostalgie	4,0	4,2	4,5	3,9	3,6	6	6	6	6	6
NRJ	7,1	6,9	7,2	7,4	6,9	11	10	11	11	11
Sky Rock	3,0	2,4	3,4	3,4	3,3	4	4	5	5	5
TÉLÉVISION (2)						**177**	**180**	**179**	**180**	**187**
TF1	39,5	37,3	35,4	35,0	35,3	70	67	63	63	66
France 2	25,0	23,8	24,2	23,7	22,4	44	43	43	43	42
France 3	15,7	17,6	17,7	17,1	17,0	28	32	32	31	32
Canal +	4,6	4,4	4,5	4,5	4,6	8	8	8	8	9
Arte + La Cinquième	1,0	2,5	3,0	3,3	3,4	2	5	5	6	6
M 6	11,4	11,5	11,9	12,7	12,9	20	21	21	23	24
Autres stations	2,8	2,9	3,4	3,8	4,3	5	5	6	7	8

(1) Du lundi au vendredi pour la radio, cible : 15 ans et plus.
(2) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

TABLEAU E.01-13

Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne

D'après devis fournis au CNC

Source : Centre National de la Cinématographie (CNC)

Unité : Million de Francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Données par genre :								
Fiction	1 248,7	1 397,5	1 547,8	1 413,8	1 498,3	1 929,6	1 875,0	2 086,0
Documentaire	154,3	227,4	190,7	216,6	359,7	538,0	502,7	664,0
Animation	106,1	164,5	115,6	179,1	77,6	255,6	210,0	285,0
Magazine	30,7	17,7	17,4	15,9	27,7	47,7	16,6	59,5
Spectacle	7,8	7,0	8,1	30,9	17,0	20,5	20,7	37,6
TOTAL	**1 547,6**	**1 814,1**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 625,0**	**3 132,1**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**3,6**	**3,6**	**– 1,2**	**6,7**	**41,0**	**– 6,0**	**19,3**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques :	**861,4**	**1 058,9**	**1 132,7**	**1 037,7**	**955,5**	**1 361,9**	**1 390,3**	**1 691,4**
France 2 (1)	424,3	520,1	572,9	550,9	371,8	616,1	605,9	722,9
France 3	293,5	375,8	404,1	327,3	364,2	458,8	482,6	663,0
La Sept / Arte (2)	143,6	163,0	155,7	158,2	146,5	160,2	203,3	191,5
La Cinquième	•	•	•	1,3	73,0	126,8	98,5	114,0
Chaînes privées :	**686,2**	**755,2**	**746,9**	**818,6**	**1 024,8**	**1 429,5**	**1 234,7**	**1 440,9**
TF1	437,6	540,9	528,6	527,1	717,3	993,7	810,6	963,3
La 5 (3)	112,2	3,6	•	•	•	•	•	•
M6	20,2	82,9	91,8	115,6	141,9	164,3	124,7	160,1
Canal Plus	108,9	107,0	105,7	143,5	128,5	156,6	180,0	194,3
Câble et locales	7,3	20,8	20,8	32,4	37,1	114,9	119,4	123,2
TOTAL	**1 547,6**	**1 814,1**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 625,0**	**3 132,3**
Total (hors Canal + et câble)	**1 431,4**	**1 686,3**	**1 753,1**	**1 680,4**	**1 814,7**	**2 519,9**	**2 325,6**	**2 814,8**

(1) Nouveau logo France 2 et France 3 depuis le 18 mars 1993.
(2) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.
(3) Émissions interrompues depuis le 7 avril 1992.

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

TECHNOLOGIES ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

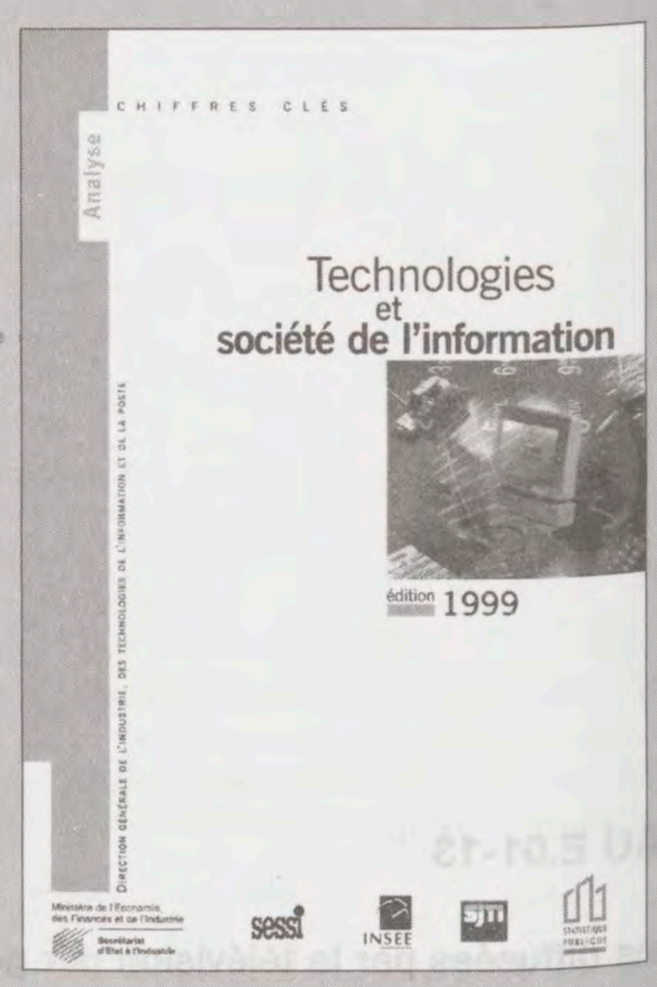
GROS PLAN SUR LES NTIC

TÉLÉPHONES MOBILES

MICRO-ORDINATEURS

MULTIMÉDIA

INTERNET



180 FF (27,24 €) - 190 pages - édition 1999

ANALYSE ET CHIFFRES CLÉS

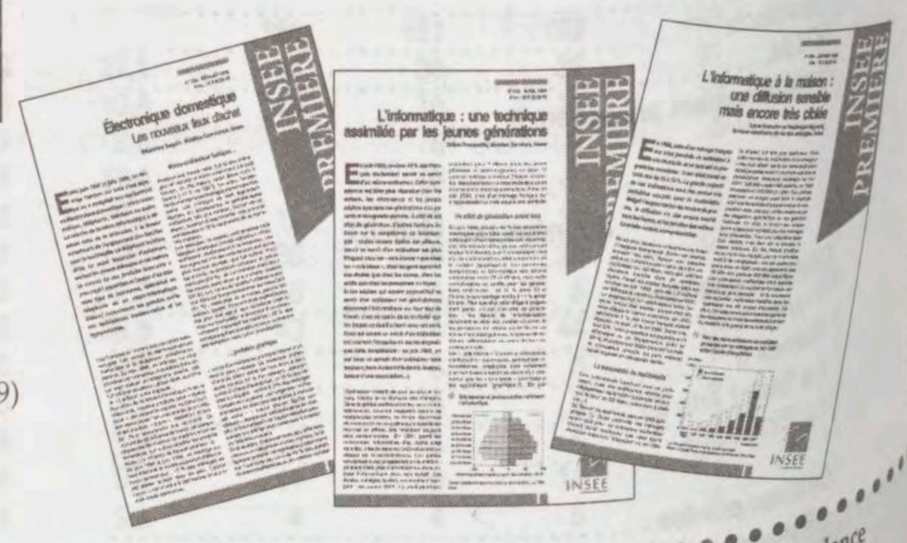
Tout savoir sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication :
évolutions, enjeux, effets sur l'emploi et les investissements étrangers…
Cet ouvrage dresse un panorama chiffré des produits et performances des industries et services concernés, ainsi que de la diffusion et de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les entreprises et les ménages.

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE SPÉCIALE GROUPÉE
200 FF (30,49 €) seulement au lieu de 245 FF (37,35 €)

- L'ouvrage **"Technologies et société de l'information"** - (réf. SESTECH99) : 180 FF (27,44 €)
- 3 numéros d'**INSEE Première** : *GRATUITS*
  - "L'informatique : une technique assimilée par les jeunes générations" - (réf. IP99643)
  - "Électronique domestique : les nouveaux lieux d'achat" - (réf. IP99634)
  - "L'information à la maison : une diffusion sensible mais encore très ciblée" - (réf. IP99629)
- Participation aux frais d'expédition : 20 FF (3,06 €) - TOTAL : 200 FF (30,49 €)



BON DE COMMANDE

Je commande.....offre(s) spéciale(s) groupée(s)
"Technologies et société de l'information" - édition 1999

Ci-joint mon règlement de.....FF*..... €*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,06 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Société : |_____

❑ Mme ❑ M. Nom : |_____

Prénom : |_____

Service/Fonction : |_____

Adresse : |_____

|_____

Code postal : |_____ Ville : |_____

Téléphone : |_____ Fax : |_____

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2. Répartition du patrimoine immobilier protégé.
3. Entrées dans les monuments nationaux.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres autorisées.
12. Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Fréquentation des lieux culturels.
25. Pratiques artistiques amateur.
26. Lecture.
27. Les pratiques audiovisuelles.
28. Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1998, par profession et statut

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 33 conservatoires nationaux de région (CNR), des 107 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 250). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

52 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 45 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer en totalité. Une centaine de musées appartenant à l'État (dont 33 musées nationaux du ministère de la Culture) et un millier de musées « classés et contrôlés » sous la tutelle de la Direction des musées de France, sont décomptés.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes (5 000 personnes en 1989).

Les données sur les pratiques culturelles des Français (tableaux E.02-24 à E.02-27) sont extraites de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle (1).

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1998, il existe 44 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et 65 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;

— le sauvetage;

— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui a ouvert au public le 2 février 1997. La Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) sont deux organismes associés au Centre.

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.

— Ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

— Syndicat national de l'édition.

— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication : Département des études et de la prospective.

« Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français », Olivier Donnat, La Documentation française, 1996.

Chiffres clés, 1998, Statistiques de la culture, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1999.

« Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.

« Les publics de la Comédie-Française. Fréquentation et image de la salle Richelieu », La Documentation française, 1997. »

« La profession de Comédien, formation, activités et carrière dans la démultiplication de soi », La Documentation française, 1997.

« Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

(1) Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

INSEE :

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première,* n° 675, octobre 1999.

« Équipements et attraction des communes , Inventaire Communal 1998 » :

— 1 cédérom pour chaque région,

— 1 cédérom France entière,

— 5 cédéroms thématiques France entière :

Services et commerces,

Enseignement, santé et action sociale,

Sports, loisirs et culture,

Tourisme,

Réseaux et dessertes,

Accès internet :

www.insee.fr

www.agriculture.gouv.fr

www.datar.gouv.fr

Autres publications:

CNC Info, Centre national de la cinématographie.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

D'autres références sont notées dans les publications du chapitre E.01.

*
* *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1994	1995	1996	1997	1998
Monuments protégés :					
Classés	13 486	13 660	13 807	13 880	...
Inscrits	24 749	25 192	25 531	25 975	...
Total	**38 235**	**38 852**	**39 338**	**39 855**	...
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :					
Classements	180	209	164	93	64
Inscriptions	593	623	563	559	412
Total	**773**	**832**	**727**	**652**	**476**

TABLEAU E.02-2

Répartition du patrimoine immobilier protégé (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	%
	1994
Types d'édifice :	
Édifices religieux et funéraires	41
Habitations	26
Châteaux, manoirs	15
Architecture publique	6
Architecture militaire	4
Architecture liée à l'activité économique	3
Génie civil	2
Urbanisme	1
Non ventilé	2
Propriétaires :	
Communes	44
État	4
Autres propriétaires publics	2
Propriétaires privés	47
Autres non ventilés	3

(1) Concerne les édifices classés et inscrits.

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments nationaux (1)

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Unité : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Total	**7 490**	**8 418**	**7 957**	**7 994**	**8 438**	**9 040**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	736	775	870	953	1 077	1 183
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	828	834	920	1 000
Sainte-Chapelle	638	696	582	605	775	792
Château de Chambord	589	730	747	754	763	753
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	590	577	570	549
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	347	331	344	326
Panthéon	155	220	296	292	333	302
Conciergerie	232	251	185	235	267	278
Cité de Carcassonne	234	272	262	247	230	269
Tours de Notre-Dame	631	452	184	150	187	462
Entrées payantes	6 833	7 545	6 415	6 401	7 192	7 772
Entrées gratuites	657	873	1 542	1 593	1 246	1 268

(1) Concernent les 92 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel

Unité : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Total	**4 369**	**5 699**	**5 213**	**5 530**	**5 720**	**6 052**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

Unité : Millier

	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Total	**16 025**	**12 667**	**12 639**	**13 068**	**14 079**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	4 632	5 175	5 729
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 922	2 702	2 685
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 135	2 277	2 724
Musée Picasso	509	427	457	503	576
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	440	473	504
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	438	355	321
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	243	269	291	298
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	255	251	266
Musée national du château de Compiègne	215	176	174	148	90
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	135	145	158
Musée national du château de Pau	135	121	116	111	115
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	95	83	84
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	85	80	71
Entrées payantes	10 096	8 748	8 569	9 444	10 245
Entrées gratuites	5 929	3 919	4 070	3 624	3 834

(1) Concernent les 31 musées nationaux.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1 147 977	11 480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505 929	9 199
Renoir	1985	793 544	8 625
Manet	1983	735 197	8 079
Monet	1980	504 422	7 760
Toutankhamon	1967	1 240 975	7 343
Gauguin	1989	623 739	7 253
Toulouse-Lautrec	1992	654 714	7 116
Turner	1983	548 496	6 943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430 760	6 627
Cézanne	1995	583 186	6 480
Picasso (œuvres reçues en dation)	1979	457 326	6 098
Picasso	1966	403 819	5 609
Vermeer	1966	317 702	5 574
Degas	1988	439 886	5 431
Van Gogh	1972	493 237	5 304
Watteau	1984	432 803	5 278
Aménophis III	1993	387 698	5 239
Goya	1970	311 636	5 109
Les Portraits de Picasso	1996	370 196	5 011
Pissaro	1981	369 462	4 993
Impressionnisme, les origines	1994	447 321	4 862
Cézanne	1978	385 740	4 822
Le Titien	1993	359 612	4 495
Chardin	1979	341 479	4 493
Georges de La Tour	1997	471 302 *r*	4 760 *r*
Corot	1996	325 522	4 399
Or des Scythes	1975	359 596	4 385
Van Gogh	1988	364 287	4 286
Fragonard	1987	344 999	4 012
Le Douanier Rousseau	1984	396 016	4 000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4 000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1998.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris

Unité : Millier d'entrées

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*dont* expositions
Total	**1 367,7**	**1 168,0**	**1 582,8**	**1 462,2**	**1 164,3**	**1 369,1**	**977,8**
dont : Art moderne	485,1	272,9	663,6	456,9	314,7	367,8	322,9
Carnavalet	254,3	258,5	220,8	258,9	187,5	226,7	120,0
Mode et costume	92,7	92,1	73,9	69,2	60,7	50,5	50,5
Petit-Palais	203,4	289,5	358,9	373,3	287,2	418,6	360,2
Victor-Hugo	155,7	109,9	75,7	87,1	86,4	82,3	9,7

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

Unité : Millier

	1985	1990	1995	1996	(2) 1997	(3) 1998
Fréquentation générale	7 367	8 263	6 312	5 886	4 419	...
Bibliothèque publique d'information	4 252	3 938	3 679	3 688	2 657	782
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1 096	788	825	666	...
Expositions temporaires	2 285	1 012	998	869	437	251

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) Fréquentation de janvier à septembre, le Centre est fermé pour travaux depuis octobre 1997.
(3) Fréquentation de la BPI à l'espace Brantôme.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840 662	8 083
Balthus	1983	288 093	4 175
Bonnard	1984	488 093	6 341
Kandinsky	1984-1985	349 656	4 351
Vienne	1986	450 000	6 429
Andy Warhol	1990	306 958	4 323
Matisse	1993	734 896	7 349

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4 000 entrées par jour en moyenne depuis 1980.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie

Unité : Millier

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Fréquentation générale	3 150	3 731	3 543	3 903	3 455	3 350
Dont : expositions	1 562	1 559	1 594	1 702	1 614	1 623
Géode	1 071	872	777	846	771	740
Médiathèque (gratuit)	901	1 089	1 059	1 143	1 272	1 221
Total des entrées payantes (1)	**2 742**	**2 826**	**2 777**	**3 013**	**2 789**	**2 749**

(1) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Opération de fouilles

	1993	1994	1995	1996	1997
Archéologie programmée					
Fouilles programmées	262	285	277	263	252
Prospections thématiques	105	88	97	89	96
Relevés d'art rupestre	20	14	15	20	20
Archéologie préventive					
Sondages	1 127	1 155	1 543	1 721	1 863
Fouilles préventives (sauvetages)	1 090	1 293	811	837	683
Prospections inventaire	615	599	549	574	536

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1995	1996	1997	1998
Total	**41 982**	**42 304 (1)**	**50 003**	**49 008**	**54 661**

(1) Sur 10 mois, auparavant les titres étaient comptabilisés sur une période allant de mars à fin février.

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
250 millions et plus	13	16	15	12	12	11	11
De 100 à moins de 250 millions	12	17	19	10	13	15	16
De 50 à moins de 100 millions	28	26	21	17	19	18	19
De 20 à moins de 50 millions	44	38	36	39	38	39	44
De 10 à moins de 20 millions	47	42	30	31	32	28	28
De 1 à moins de 10 millions	183	172	177	161	134	128	124
Moins de 1 million	85	64	57	59	61	72	72
Total	**412**	**375**	**355**	**329**	**309**	**311**	**314**

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1995	1996	1997	1998	*dont nouveautés et nouvelles éditions*
Titres produits :					
Livres scolaires	5 872	6 707	6 498	6 864	2 590
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 361	3 334	3 178	3 437	1 681
Sciences humaines et sociales	4 441	4 886	4 659	5 202	3 195
Droit et sciences économiques	1 628	1 979	2 008	2 010	1 298
Religion	1 198	1 139	1 321	1 382	822
Ésotérisme, occultisme	314	357	395	356	149
Littérature	10 590	10 360	10 837	12 641	5 696
Actualité	838	908	951	958	632
Encyclopédies et dictionnaires	623	637	462	503	138
Livres d'art	1 139	1 602	1 493	1 540	962
Livres pour la jeunesse	6 029	6 656	6 793	7 287	3 496
Bandes dessinées	1 170	1 531	1 332	1 354	541
Ouvrages de documentation	60	67	1 009	776	495
Livres pratiques (1)	5 734	6 143	6 204	6 625	2 248
Non ventilé	–	–	74	2	–
Total	**42 997**	**46 306**	**47 214**	**50 937**	**23 943**
Exemplaires produits (en milliers) :					
Livres scolaires	64 525	77 915	78 042	78 618	37 713
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7 744	7 919	7 267	7 814	4 281
Sciences humaines et sociales	24 230	25 601	20 479	18 467	11 407
Droit et sciences économiques	4 601	5 830	5 796	5 177	2 661
Religion	7 029	7 604	6 039	6 780	3 794
Ésotérisme, occultisme	1 981	1 785	1 731	1 657	753
Littérature	130 603	123 882	127 276	128 508	66 172
Actualité	6 063	7 334	7 834	8 349	6 209
Encyclopédies et dictionnaires	11 999	7 874	7 113	8 160	2 790
Livres d'art	6 162	10 371	8 482	8 548	6 139
Livres pour la jeunesse	54 569	61 967	67 015	70 810	36 499
Bandes dessinées	12 608	14 435	14 259	19 560	10 998
Ouvrages de documentation	2 218	2 028	2 222	2 709	964
Livres pratiques (1)	51 829	58 906	57 534	62 452	21 194
Divers non ventilés	–	–	4 257	20	–
Total	**386 161**	**413 451**	**415 346**	**427 629**	**211 574**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
Livres scolaires	2 095,1	2 075,1	2 134,6	2 155,9	2 170,3
Livres scientifiques, professionnels et techniques	772,2	699,2	700,3	717,8	724,5
Livres de sciences humaine et sociales	827,6	800,2	829,7	837,8	774,4
Droit et sciences économiques	658,0	688,6	796,8	812,3	798,6
Religion	254,4	227,8	227,0	276,7	260,0
Ésotérisme, occultisme	49,7	52,7	61,6	52,9	59,2
Littérature	2 282,4	2 338,2	2 406,5	2 406,1	2 503,3
Actualité	359,6	273,3	318,5	338,3	322,1
Encyclopédies et dictionnaires	2 807,8	2 575,7	2 042,0	1 745,3	1 605,8
Livres d'art	736,1	697,3	747,1	592,3	645,4
Livres pour la jeunesse	997,7	963,1	1 014,1	1 114,0	1 177,8
Bandes dessinées	291,5	310,7	349,4	389,3	578,4
Ouvrages de documentation	72,4	127,7	109,8	123,7	104,0
Livres pratiques (1)	1 812,0	1 765,5	1 795,2	1 855,0	1 908,9
Divers non ventilés	50,5	40,2	41,0	23,8	7,9
Total des ventes de livres	**14 067,0**	**13 635,3**	**13 573,6**	**13 441,2**	**13 640,6**
Cessions de droits	499,3	494,0	519,7	578,4	648,2
Total	**14 566,3**	**14 129,3**	**14 093,3**	**14 019,6**	**14 288,8**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1994	1995	1996	1997
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 133**	**2 315**	**2 486**	**2 544**
Ayant une discothèque de prêt	576	916	1 039	1 148	1 330
Ayant une vidéothèque de prêt	104	407	512	592	849
Collections pour 100 habitants :					
Livres	228	250	270	270	277
Phonogrammes	16,0	20,7	21,8	21,9	22,7
Cassettes vidéo	...	1,9	2,2	2,6	3,1
Prêts :					
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	6 023	6 251	6 449	6 545
soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	390	400	420	420
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	78	80	83	82
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	22	27	30	34

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale de France

	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Phonogrammes	**17 213**	**14 466**	**15 573**	**15 964**	**16 044**	**14 251**
Disques 45 tours	1 490	37	8	48	18	...
Disques 33 tours	3 196	774	1 249	1 040	1 049	...
Disques compacts	8 040	10 259	11 464	12 158	12 794	...
Cassettes	4 487	3 352	2 841	2 715	2 118	...
Minidiscs	///	44	11	3	65	...
Vidéogrammes	**4 079**	**7 042**	**9 506**	**8 187**	**7 612**	**7 079**
Multimédias	**1 916**	**1 521**	**1 827**	**2 968**	**4 452**	**4 550**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Quantité (1)	**131 511**	**129 826**	**142 477**	**145 418**	**157 192**	**160 998**
Disques 45 tours	26 622	327	279	228	307	467
Disques 33 tours	6 708	62	84	74	170	308
Disques compacts	56 220	102 869	114 513	127 582	141 437	142 993
Cassettes	41 961	26 206	27 112	17 265	14 908	13 807
Tous supports et livres (2)	///	362	489	269	370	3 423
Facturation (3)	**5 343**	**6 494**	**6 783**	**6 785**	**7 235**	**7 492**
Disques 45 tours	349	7	7	6	7	11
Disques 33 tours	204	2	3	2	4	8
Disques compacts	3 177	5 451	5 847	6 061	6 583	6 730
Cassettes	1 613	1 022	905	705	626	561
Tous supports et livres (2)	///	12	21	11	15	182

(1) Quantités retours déduits.
(2) Les ventes kiosques ont été reclassées dans la ligne tous supports et livres.
(3) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1995	1996	1997	1998
Production cinématographique					
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**134**	**163**	*183*
Films d'initiative française	106	97	104	125	*148*
Intégralement français	81	63	74	86	*102*
De coproduction	25	34	30	39	*46*
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	27	33	*32*
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	3	5	*3*
Montant des investissements (million de F)	**3 289**	**3 596**	**3 287**	**4 626**	*4 942*
Français	2 296	2 665	2 534	3 724	*3 986*
Étrangers	993	931	753	902	*956*
Coût médian des films d'initiative française produits (million de F)	16	21	17	19	*18*
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	413	408	428	*435*
dont : ayant enregistré des résultats	162	164	163	156	*161*
Chiffre d'affaires (million de F)	1 547	1 810	1 912	2 108 *r*	*2 392*
Films distribués	4 086	4 185	3 877	4 181	*...*
Films sortis pour la première fois	370	371	391	394	*448*
dont : films français	129	136	160	151	*173*
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377 *r*	4 529	4 661 *r*	*4 762*
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	955 *r*	974 *r*	*990*
Complexes cinématographiques (4)	860	828	833	832	*848*
Salles de complexes	3 078	3 082	3 213	3 331	*3 460*
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	...	...	*650*
Spectateurs (million)	121,9	130,2	136,7	149,0 *r*	*170,1 p*
Recette (million de F) (5)	3 826,1	4 526,9	4 762,1	5 175,0 *r*	*5 990,6 p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet (%)	37,4	35,2	37,5 *r*	34,5	*27,4 p*

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds ECO) juqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 1998, 44 établissements comportent 10 salles et plus).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA)

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1997

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	845 (1)	61	85	**163**	87	115	570 (4)	278
Exploitation - Distribution								
Écrans	20 297	4 128	2 530	**4 655**	4 206	2 383	32 000 (2)	1 884
Nombre de films distribués	3 650 (3)	286	330 (4)	**394**	382	286	399	611
Entrées (en millions)	748,0	143,1	101,4	**149,0**	102,8	138,9	1 310,0	140,7
Entrées moyenne par habitant	2,0	1,7	2,6	**2,5**	1,8	2,4	4,9	1,1
Entrées moyennes par salle	36 690	34 660	40 100	**32 010**	24 440	58 280	40 930	74 680
Recettes guichet (en millions dans la monnaie locale) (5)	4 418,2	1 468,6	56 841,0	**5 175,0**	961,4	512,4	6 240,0	177,2
Recettes (en millions d'euros)	4 418,2	750,9	341,6	**788,9**	495,5	767,4	6 743,7	1 387,0
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	22,0	16,7	13,1	**34,5**	32,9	22,9	97,0	41,5
Recettes réalisées par les films américains (en %)	64,0	70,5	58,2	**53,8**	46,7	73,5	97,0	55,6
Vidéo								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	68,1	71,8	60,1	**72,0**	60,2	81,7	90,0	80,4
Câble								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	30,9	47,9	2,4	**9,7**	...	10,9	67,2	10,4
Satellite								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	11,7	17,8	11,1	**5,1**	2,7	18,2	9,4	25,5

(1) Estimations hors coproductions franco-européennes minoritaires.
(2) Chiffres 1996.
(3) Cumul des films sortis dans l'Union européenne.
(4) Estimations.
(5) En milliards pour l'Italie et le Japon.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Spectateurs : millier

	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	p1997-1998
Opéra de Paris (1) (4)					
Représentations	322	249	289	415	415
Spectateurs	534	453	592	735	761
Théâtres nationaux (1) (5)					
Comédie française :					737
Représentations	382	472	568	730	325
Spectateurs	295	244	303	322	
Théâtre national de l'Odéon :					317
Représentations	323	300	313	277	116
Spectateurs	103	89	113	109	
Théâtre national de Chaillot :					406
Représentations	428	337	257	320	216
Spectateurs	210	161	147 *r*	169	
Théâtre de la Colline :					309
Représentations	332	345	343	393	93
Spectateurs	119	103	105	100	
Théâtre national de Strasbourg :					207
Représentations	152	161	137	119	40
Spectateurs	51	54	32	36	
Centres dramatiques nationaux (2)					
Représentations	7 167	7 310	6 924	7 140	8 188
Spectateurs	2 086	1 864	1 619	1 716	1 851
Scènes nationales (2)					
Représentations	23 047	24 249	28 740	24 619 *r*	...
Spectateurs	2 114	2 398	2 568 *r*	2 324 *r*	
Théâtres privés parisiens (3)					
Représentations	11 501	11 773	11 202	11 033	10 745
Spectateurs	3 093	2 434	2 337	2 222	2 385

(1) Non compris les tournées.
(2) Tous spectacles, spectateurs payants.
(3) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
(4) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille; en 1994-1995 l'Opéra Garnier a été fermé pour travaux.
(5) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 358	1 191	1 210	1 228
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	442	502	480	576
Centre national de danse contemporaine	27	24	33	31	33
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 262	47 443	46 212	48 542
École nationales de musique (ENM)	88 521	91 458	91 656	94 496	91 190
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	91	90	93	96
École du théâtre national de Strasbourg	41	37	39	38	37
École supérieure des arts du cirque	38	32	32	35	42
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	14	19	16
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 688	1 719	1 766	1 824
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	117	116	137	103
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	858	544	534	580	656
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	631	616	586	609
École nationale supérieure de création industrielle (2)	167	177	187	178	179
Écoles nationales d'art	1 108	1 102	1 164	1 148	1 181
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	7 160	7 436	7 747	8 082
Patrimoine					
École du Louvre (3)	2 958	2 171	1 885	1 900	1 846
Institut français de restauration des œuvres d'art (4)	39	60	47	49	47
École des Chartes	119	169	176	170	155
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	207	156	145	96
Architecture					
Écoles d'architectures	...	18 524	18 801	18 768	18 539

(1) Établissements dépendant du ou contrôlés par le ministère de la Culture.
(2) Non compris les stagiaires.
(3) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.
(4) Depuis 1996, département de l' École nationale du patrimoine.